



# LE PREMIER TOUR

## L'Essonne

Les élections cantonales de dimanche 7 mars visaient à pourvoir les sièges de 183 conseillers généraux : 1801 en métropole, où tous les départements étaient concernés à la seule exception de celui de Paris (les nouveaux conseillers de la capitale seront élus au printemps 1977, en même temps que les conseillers municipaux), et 62 dans les quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion).

En métropole, 1748 sièges appartiennent à la série renouvelable. Ils sont détenus en grande majorité par des conseillers généraux élus les 3 et 15 mars 1970 et par une fraction de ceux qui avaient été élus les 23 et 30 septembre 1973 après remodelage de 470 cantons. Quatorze sièges appartenant à la série non renouvelable sont ceux de conseillers qui sont morts ou ont donné leur démission depuis les élections de 1973. On compte enfin 41 sièges nouveaux (voir plus loin). Tous les sièges, à pourvoir dans les DOM appartiennent à la série renouvelable.

Nous publions les résultats département par département en commençant par la région parisienne.

Le nom de chaque département est suivi de l'indication du nombre de sièges de la série renouvelable, complété éventuellement par celui des cantons de la série non renouvelable ou par celui (entre crochets) des cantons remodelés en 1976.

Ces derniers sont au nombre de 31 : 16 dans l'Essonne, 9 en Seine-et-Marne, 10 dans la Seine-Saint-Denis, 17 dans le Val-de-Marne, 13 dans le Val-d'Oise et 11 dans les Yvelines.

Le nom des cantons de la série non renouvelable est précédé du signe ■ et celui des cantons remodelés du signe ●.

Là où le siège a été pourvu dès le premier tour par élection ou réélection, nous n'indiquons que le nom et la tendance du conseiller. Nous ne donnons le détail des voix que lorsque le sortant est battu.

Pour les cantons qui donnent lieu à un ballottage, nous indiquons par ordre décroissant le nombre des voix recueillies par tous les candidats, indication sans laquelle le second tour ne serait guère intelligible.

Que le conseiller sortant soit réélu, battu ou non candidat, son nom est toujours indiqué et est toujours suivi de l'indication c.s.

Lorsque le nom d'un candidat est immédiatement suivi de la mention élu ou réélu, ou du nombre de voix obtenu par lui, c'est qu'il se présentait sans étiquette.

Etant donné que les cantons remodelés procèdent de la fusion de tout ou partie de cantons préexistants, il n'y a pas à s'étonner que pour certains des cantons précédés du signe ● il ne soit pas possible de désigner de conseiller sortant. Tel est le cas de 41 cantons (9 dans le Val-d'Oise, 8 dans l'Essonne, 6 dans chacun des départements suivants : Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines).

Nous rappelons, après les résultats de chaque département, la composition du conseil général sortant de ce département.

### ABRÉVIATIONS

act. loc. : action locale (défense des intérêts cantonaux et éti-  
quetter de même nature).  
anc. cons. gén. : ancien conseiller  
général (à l'exclusion des  
sortants).  
anc. dép. : ancien député.  
anc. min. : ancien ministre.  
anc. prés. cons. : ancien prési-  
dent du conseil.  
anc. prés. cons. gén. : ancien  
président du conseil général.  
anc. prés. cons. rég. : ancien  
président du conseil régional.  
anc. secr. E. : ancien secrétaire  
d'Etat.  
anc. sén. : ancien sénateur.  
app. : apparenté.  
ball. : ballottage.  
Cent. dém. : Centre démocrate.  
C.D.F. : Centre Démocratie et  
Progrès.  
cent. : centriste.  
cent. g. : centre gauche (à  
l'exclusion des radicaux de  
gauche et des radicaux favo-  
rables à la majorité).  
Cent. ind. : Centre indépendant  
(ex-alliance républicaine indé-  
pendante et libérale).  
Cent. rép. : Centre républicain  
(M. André Morice).  
C.N.I.P. : Centre national des  
Indépendants et paysans.  
cons. gén. : conseil général.  
c.s. : conseiller sortant.  
dép. : député.  
div. g. : divers gauche.  
E.-L. : Eclaireurs-Lotzingsen (auto-  
nomistes alsaciens).  
ext. d. : extrême droite.  
ext. g. : extrême gauche.  
F.S.D. : Fédération des socialistes  
démocrates (M. Eric Winter-  
mann).  
F.N. : Front national (M. Jean-  
Marie Le Pen).  
F.P. : Front progressiste (gau-  
listes d'opposition).  
Gauche dém. : Gauche démocrate  
(réservé aux sénateurs).  
gaull. : gaulliste.

gaull. maj. : gaulliste favorable  
à la majorité.  
gaull. opp. : gaulliste opposé à  
la majorité.  
Ind. : indépendant (à l'exclusion  
des C.N.I.P. et des E.L.).  
M. D. S. F. : Mouvement démo-  
crate-socialiste de France.  
mod. : modéré.  
mod. maj. : modéré favorable à  
la majorité.  
Mouv. dém. : Mouvement des  
démocrates (M. Michel Jobert).  
non inscr. : non inscrit.  
prés. : président.  
prés. cons. gén. : président du  
conseil général.  
prés. cons. rég. : président du  
conseil régional.  
opp. : opposition.  
P.C. : parti communiste.  
P.F.R. : parti fédéraliste euro-  
péen.  
P.F.N. : Parti des forces nou-  
velles (extrême droite).  
P.L. : Progrès et Liberté (M. Jac-  
ques Soustelle).  
P.L.F. : Parti libéral de France.  
P.S. : parti socialiste.  
P.S.U. : parti socialiste unifié.  
rad. : radical (favorable à la  
majorité).  
rad. g. : radical de gauche.  
réf. : réformateur.  
R.I. : républicain indépendant.  
secr. E. : secrétaire d'Etat.  
secr. gén. : secrétaire général.  
sén. : sénateur.  
soc. ind. : socialiste indépendant.  
sout. : soutien.  
suppl. : suppléant.  
U.D.R. : gaulliste de l'Union des  
démocrates pour la République.  
U.G.S.D. : Union de la gauche  
socialiste et démocrate (pour  
les socialistes et les radicaux de  
gauche uniquement).  
U.J.F. : Union des jeunes pour  
le progrès (jeunes gaullistes  
non U.D.R.).  
Un. cent. : Union centriste  
(réservé aux sénateurs).

### D'UN CANTON A L'AUTRE

● ARDECHE : tracts dans les  
urnes. — Une cinquantaine de  
votants ont investi, diman-  
che, la mairie de Largentière  
(Ardecne). Ils ont introduit des  
tracts dans les enveloppes élec-  
torales et glissé celles-ci dans  
les urnes. Les tracts portaient la  
phrase : « Ce combat a été remporté  
aux vaticulaires par le gouver-  
nement. »

● NORD : un conseil munici-  
pal réélu. — Mécontent du  
transfert à Maubeuge d'un ser-  
vice E.D.F. employant une ving-  
taine de personnes, le conseil  
municipal de Berlaumont (Nord)  
a refusé de prendre en charge  
l'organisation du scrutin canto-  
nal. C'est une équipe nommée par  
le préfet qui a dû le remplacer.

● RHONE : coup de jeu. —  
Un colleur d'affiches a été blessé

d'un coup de carabine, samedi  
matin 6 mars, dans le cinquième  
canton du Rhône. M. Serge  
Aznar, qui soutient M. Roger  
Fenech, candidat du Centre dé-  
mocrate, avait surpris et pour-  
suivi, en voiture, avec deux amis,  
plusieurs personnes qui avaient  
lacéré les affiches de M. Fenech.  
Alors que les poursuivants allaient  
rejoindre les poursuivis, un de  
ceux-ci a épaulé une carabine,  
tiré et blessé M. Aznar au visage.  
Atteint par une volée de plombs,  
ce dernier a été transporté dans  
une clinique proche.

● VAR : abstentionnistes pro-  
testataires. — Pour protester  
contre la présence d'un dépôt  
d'ordures sur le territoire de leur  
commune, six cent seize habi-  
tants de Signes (Var), sur les six  
cent soixante-quinze inscrits, ne  
se sont pas rendus aux urnes.

Les membres du Conseil de Paris sont aussi les conseillers généraux du département. Aussi les électeurs parisiens ont-ils été tenus en dehors de la consultation. Leur habitude sensible aux courants politiques n'a donc pas été testée. Elle eût été peut-être moins vive en l'occurrence, car, en perdant de sa substance populaire, la capitale vote moins à gauche qu'autrefois. Ces électeurs, chassés de Paris, se logent en banlieue et, pour

peu qu'on leur en donne les moyens, ils s'expriment avec une force proportionnelle à la densité de la population. La création de nouveaux cantons a répondu, en partie, à cette préoccupation de simple justice électorale. En partie seulement, car les découpages réservent quelques cadeaux à la majorité et, pour la reste, font la part du feu à la « banlieue rouge », comme on l'avait déjà fait dans la Seine-Saint-Denis.

### ESSONNE (5 + [16])

#### BIÈVRES

MM. Simonin, c.s. maire de Verrières-le-Buisson, U.D.R., 3 673 ; Gabriel, P.S., 1 996 ; Mme Morio, P.C., 1 759 ; M. Kowal, P.S.U., 361.

#### BRETIGNY-SUR-ORGE

MM. Blin, P.C., 3 325 ; De Boishue, mod. maj., 2 982 ; Pécun, P.S., 2 719 ; Schweitzer, U.D.R., 597 ; Thalamy, rad. g., 194.

#### CHILLY-MAZARIN

MM. Fumes, P.S., 3 038 ; Kurlant, maire, s. étq., 2 651 ; Cohen-Tannoudji, P.C., 1 947 ; Benamou, R.I., 1 610 ; Saintot, P.S.U., 142.

#### CORBEIL-ESSONNES

Mme Marti, adj. au maire, P.C., 7 312 ; MM. Biais, U.D.R., 3 704 ; Bouleïn, P.S., 2 531 ; Carre, P.S.U., 261.

M. Combrisson, dép. P.C., ne se représentait pas.

#### ETAMPES

MM. Lefranc, P.C., 3 368 ; Calley, c.s. ref., 3 118 ; Causset, P.S., 1 990 ; Fuxer, R.I., 1 920 ; Al-  
bisson, P.S.U., 193.

#### LA FERTE-ALAIS

M. Pelat, c.s. maire de Boutigny, 3 463.

#### GHF-SUR-YVETTE

MM. Trimbach, maire, maj., 2 061 ; Pelchat, P.S., 1 327 ; Joly, P.C., 896 ; Le Sornet, P.S.U., 169 ; Dubus, mod., 137.

#### LIMOURS

MM. Beauperrain, c.s. maj., 3 302 ; Dupouy, P.C., 1 430 ; Vancampen, P.S., 1 229 ; Dorset, div. g., 685.

#### LONGJUMEAU

MM. Colin, c.s. maire, cent. maj., 4 734 ; Aurout, P.C., 2 785 ; Tozzi, P.S., 2 599 ; Botta, mod., 519 ; Essau, P.S.U., 272.

#### MENNECY

M. Robert, c.s. maire Réélu.

#### MONTGERON

MM. Fortuit, anc. dép., U.D.R., 3 025 ; Zardoun, P.S., 2 800 ; Zimmermann, P.C., 1 846 ; Pernet, mod. maj., 1 189 ; Warner, P.S.U., 233.

#### PALAISEAU

MM. Vize, dép. c.s. maire, P.C., 5 217 ; Cahen, P.S., 3 864 ; Louis, U.D.R., 2 560 ; Moreau, mod. maj., 2 401 ; Rippeau, P.S.U., 423.

#### RIS-ORANGIS

MM. Marou, mod. maj., 3 795 ; Perrin, c.s. P.C., 3 418 ; Le Glaunec, P.S., 1 620 ; Comparat, P.S.U., 341.

#### SAINT-CHERON

MM. Bourge, c.s. maj., 2 875 ; Sanvoisin, P.S., 1 695 ; Ribes, P.C., 1 181 ; Chardine, P.S.U., 171.

#### SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

MM. Desplante, P.S., 1 643 ; Saint-Jovin, U.D.R., 1 145 ; Cottinère, P.C., 1 136 ; Darblay, s. étq., 1 056.

#### SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

MM. Englander, maire, P.C., 2 788 ; Ferrin, c.s., U.D.R., 3 623 ; Gourliou, P.S., 1 462 ; Saroyan, P.S.U., 124 ; Despujol, rad. g., 78.

#### SAVIGNY-SUR-ORGE

MM. Brosseau, sén. maire, c.s. P.C., 5 285 ; De Carli, maj., 4 688 ; Chévenot, P.S., 2 369.

#### VIGNEUX-SUR-SEINE

MM. Lakota, P.C., 3 208 ; Bernard, div. g., 1 654 ; Vil-  
leneuve, P.S., 1 340 ; Seyres, U.D.R., 1 264 ; Saal, ex-  
rad. g., 618 ; Chemul, 177 ;  
Bouton, rad. g., 43.

#### VILLEBON-SUR-YVETTE

MM. Bernard, P.C., 1 944 ; Condat, R.I., 1 304 ;  
Sergent, maire, mod. maj.,  
1 105 ; Morcheand, P.S.,  
1 012 ; Lhéran, P.S.U.,  
120 ; Forget, rad. g., 119.

#### VIRY-CHATILLON

M. Longuet, anc. dép.,  
maire de Viry, 10 170 ;  
MM. Calandrat, P.S.,  
4 787 ; Gamboa, P.C.,  
4 589 ; Bagniol, rad. g.,  
355.



### Une mise au point d'Avis sur sa conception de la rapidité.

Une voiture de location aillée, c'est plutôt l'affaire des constructeurs automobiles.

En attendant, voici ce que nous vous proposons pour vous faire gagner du temps :

Premièrement : lorsque vous réservez par téléphone, vous n'aurez pas à attendre la quatrième sonnerie pour qu'une de nos hôtesses vous demande déjà comment elle peut vous aider.

Deuxièmement : lorsque vous demandez une voiture à nos guichets, cinq minutes suffiront amplement pour que tout soit en règle.

Cela ira encore deux fois plus vite si vous possédez une carte Avis.

Troisièmement : lorsque vous venez rendre la voiture, inutile de compter plus de cinq minutes. Et avec votre carte Avis, il suffit de tendre les clés à l'hôte et d'indiquer le kilométrage.

Vous n'imaginez pas combien ces trois principes simples ont pu économiser en énervements inutiles, en trains manqués ou en retards aux rendez-vous.

A petites causes grands effets, comme on dit. Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

**Avis.**  
**Profitez de nous.**



# DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans la région parisienne

## et le Val-de-Marne virent à gauche

La poussée socialiste, très nette dans ces zones urbanisées où le P.S. est aussi nouveau que les habitants, est venue bouleverser le traditionnel partage entre la majorité et le P.C.F. On ne joue plus à deux, mais à trois. Du coup, la primauté de la majorité présidentielle, qui ne tenait qu'à une voix dans le Val-de-Marne, bascule : celle de l'Essonne ne résiste pas davantage.

Ce n'est qu'au deuxième tour, le 14 mars, que se vérifiera l'ampleur du mouvement. Si les suffrages recueillis par les candidats socialistes et radicaux de gauche se reportent sur les candidats communistes — et réciproquement — l'union de la gauche pesera d'un grand poids. En face, on présentera souvent des candidats uniques, la majorité a donné l'impression d'avoir fait le plein de ses voix au premier tour. Parce qu'il est mieux et plus

anciennement implanté dans la ceinture rouge, le P.C.F. est bien placé pour profiter de la force d'appoint socialiste. Ce n'est pas si fréquent. Le renouveau du P.S. ne le ménage pas et nombre de candidats communistes sont devancés ou talonnés par leurs partenaires là où ils se croyaient seuls à gauche. — A. L.

**● YERRES**  
MM. Gailhac, P.S., 3.644; Grangé, R.I., 2.635; Lemaire, P.C., 2.281; Saunier, s. s. s., 1.896; Rousseau, rad. g., 334.  
Ball.  
La croissance démographique, particulièrement forte dans ce département, a entraîné la création de nouveaux cantons. Les résultats du premier tour sont à la mesure de ce bouleversement : le conseil général voit arriver une majorité de gauche à l'horizon du deuxième tour.  
Le P.C., qui a déjà enlevé Corbeil-Essonnes, peut l'emporter dans au moins six autres sièges, et le P.S.

dont les candidats sont des scores inédits, dans quatre cantons où il arrive en tête (Chilly, Saint-Germain-Les-Bains, Montfermeil, Yerres). Les batailles sont plus incertaines à La Courbevoie et à Villiers. Le tableau de la candidature unique au premier tour prise souvent la majorité des voix réservées électorales pour le 14 mars.  
CONS. GEN. (prés. : M. Pierre Prost, mod. maj. s. s.) : 9 P.C., 2 P.S., 1 mod., 1 C.D.F., 3 U.D.R., 11 mod. maj.  
CONS. GEN. (prés. : M. Pierre Prost, mod. maj. s. s.) : 9 P.C., 2 P.S., 1 mod., 1 C.D.F., 3 U.D.R., 11 mod. maj.

### VAL-D'OISE (5 + [18])

**● ARGENTEUIL EST**  
Mme Krivopolsko, P.C. 8.999  
M. Dupont, s. s. maire, P.C. ne se représentait pas.  
**● ARGENTEUIL-BOZONS**  
M. Baude, P.C., 8.536  
M. Albert Bettecourt, maire, c. s., P.C. ne se représentait pas.  
**● BEAUCHAMP**  
MM. Carrie, mod. maj., 2.393; Vallade, P.C., 1.886; Leclerc, P.S., 1.229; Robin, U.D.R., 1.146; Billery, U.D.R., 718.  
**● CERGY**  
MM. Zigler, maire, R.I., 1.477; Jessen, P.S., 1.168; M. Renaud, P.C., 1.132; MM. Ajoux, Cent. g., 1.048; Bealand, P.S.U., 1.036.  
**● CORMEILLES-EN-PARISIS**  
MM. Weber, dép. c. s., P.C., 3.777; Farrier, mod. maj., 3.686; Minot, P.S., 1.256.  
**● DOMONT**  
MM. Sery, U.D.R., 2.109; Barnaud, P.S., 1.725; Leclerc, P.C., 1.472; Brocard, P.S.U., 1.195.  
M. Rouzé, U.D.R., maire, c. s., ne se représentait pas.  
**● ENGHEN-LES-BAINS**  
M. Hatrel, maire, c. s., Cent. dém. Rédu.  
**● ERMONT**  
MM. Berthod, mod. maj., 3.531; Charansonnet, P.C., 1.965; Cocagne, P.S., 1.839; Constantin, mod. maj., 795; Le Bourhis, P.S.U., 392.  
M. Richet, mod. maj., c. s. ne se représentait pas.  
**● GARGES-LES-GONNESSE**  
M. Pochon, maire, c. s., P.C. Rédu.  
**● GONNESSE**  
MM. Sévère, Cent. dém., 4.511; Grégoire, P.C., 3.330; Pietri, P.S., 1.957; Faure, P.S.U., 300.  
M. Gaston, c. s., P.C. se représentait à Goussainville.  
**● GOUSSAINVILLE**  
M. Gaston, maire, P.C., 7.885  
MM. Marbach, R.I., 2.803; Prost, P.S., 2.434; Mme Piferini, Cent. g., 774.  
**● HERBLAY**  
MM. Barat, cent. g., 3.440; Martineau, P.C., 1.898; Lueyvel, P.S., 1.657; Moeh, P.S.U., 243.  
**● LISLE-ADAM**  
M. Nombrot, R.I., 3.848; Dufour, P.C., 2.245; Boutout, P.S., 1.698; Meerschand, P.S.U., 287.  
M. Vercaumen, c. s., R.I. ne se représentait pas.  
**● LUZARCHES**  
MM. Dermer, mod. maj., 1.750; Vervolte, c. s., P.C., 1.187; Danlau, P.S., 1.138; Simon, mod. maj., 0.  
**● OSNY**  
MM. Gourmeau, mod. maj., 1.668; Gineste, P.S., 835; Mme Lecomte, P.C., 708.  
**● PONTAISE**  
M. Chauvin, maire, c. s., Cent. dém., 2.498; Mme Leclerc, P.S., 2.077; M. Langueod, mod. maj., 2.043; Mme Richard, P.C., 1.471.  
(Lire la suite page 4.)

### HAUTS-DE-SEINE (20)

**ANTONY**  
MM. Guant, c. s. maire, 4.832; Aubry, s. s., P.C., 4.297; Pissarak, P.S., 2.828; Baidit, s. s. ind., 2.888; Leclerc, mod. maj., 591; Mme Winter, P.S.U., 469.  
Ball.  
**ASNIERES SUD**  
Mme Verge, c. s., U.D.R. Rédu.  
**BAGNEUX**  
M. Ravera, c. s. maire, P.C. Rédu.  
**BOIS-COLOMBES**  
M. Tricot, c. s. anc. dép. maire, U.D.R. Rédu.  
**BOULOGNE-BILLANCOURT NORD-EST**  
M. Gores, c. s. anc. min. maire, U.D.R. Rédu.  
**BOULOGNE-BILLANCOURT SUD**  
MM. Balança, c. s., U.D.R., 3.272; Clot, P.C., 2.818; Gouillou, s. s., 2.830; Duhamel, Progrès social, 1.901; Le Bideau, R.I., 1.118; Mlle Renard, écologiste, 903; M. Rodecker, R.I., 1.011.  
Ball.  
**CHATELAIN-SOUS-BAGNEUX**  
MM. Dolivet, c. s. maire de Fontenay-aux-Roses, cent. g. maj., 6.524; Le Dauphin, maire de Châtillon, P.C., 6.524; P.S., 306; Goussard, R.I., 1.690; Guinle, 459; Leconte, P.S.U., 388; Pappas, 180.  
Ball.  
**CLAMART**  
M. Gayot, c. s., U.D.R. Rédu.  
**CLICHY**  
MM. Schmaus, s. s., P.C., 4.580; Romagnon, s. s., P.S., 4.402; Callanquin, mod. maj., 3.375; Bourdon, déf. de l'environn., 582.  
Ball.  
M. Levillain, c. s. maire, P.S. ne se représentait pas.  
**COLOMBES SUD**  
M. Prélart, dép. maire de Colombes, P.C., 4.295; Mme Babilon, P.S., 2.116; MM. Aubert, U.D.R., 1.880; Emorine, P.S., 1.599; Bideau, ré. rad., 628; Macher, mod. maj., 587; Mme Chabouat, P.S.U., 243; M. Petit, mod. maj., 150.  
Ball.  
M. Lagravère, c. s., Cent. dém., ne se représentait pas.  
**COURBEVOIE NORD**  
M. Pinchaux, c. s., U.D.R. Rédu.  
**GARCHES**  
M. Baupel, c. s. dép. anc. min. U.D.R. Rédu.  
**ISSY-LES-MOULINEAUX OUEST**  
M. Ducasol, c. s. dép. P.C. Rédu.  
**LEVALLOIS-PERRET SUD**  
MM. Jans, dép. maire, P.C., 3.750; Pasqua, c. s. prés. cons. gén. U.D.R., 3.709; Bertrand, P.S., 1.594; Nicolas, 322; Morel, ind., 175; Mlle Kusovsky, div. g., 15.  
Ball.  
**● BONDY SUD-EST**  
MM. Chauvy, P.S., 3.029; Chaplain, P.C., 2.386; Breda, ind., 1.680; Peller, P.S.U., 1.599; Henry, rad. g., 107.  
M. Coutrot, s. s. et maire, c. s. P.S. de l'ancien canton de Bondy, divisé en deux, ne se représentait pas.  
**LE BOURGET**  
M. Gonzalez, c. s., P.C. Rédu.  
**LIVRY-GARGAN**  
M. Vincent, c. s. maire, P.S. Rédu.  
**● MONTREUIL EST**  
M. Bello, P.C., 6.843; MM. Duminy, P.S., 2.156; Joubes, R.I., 2.083; Letoquin, P.S.U., 444.  
**● MONTREUIL NORD**  
Mme Robert, P.C., 5.544; M. Gire, U.D.R., 2.504; Rochet, P.S., 2.289; Leclerc, P.S.U., 431.  
Mme Maire, c. s. de l'ancien canton de Montreuil-Est divisé en deux, P.C. ne se représentait pas.

### VAL-DE-MARNE (5 + [17])

**● ARCEUIL**  
Mme Mathieu, P.C., 8.924  
M. Breton, P.C., 2.940; Mlle Lavallée, P.S., 2.862; Deghies, P.S., 1.313; Falhuu, P.C., 750; Barou, P.S.U., 248.  
Ball.  
**● BOISSY-SAINT-LEGER**  
MM. Portier, c. s., R.I., 4.981; Campaud, P.S., 2.716; Thouron, P.C., 1.251; Mme Massip, environn., 323; Noël, rad. g., 269.  
Ball.  
**● BRY-SUR-MARNE**  
MM. Laine, c. s., U.D.R., 3.354; Maury, P.S., 1.987; Moser, P.C., 1.610; Meunier, rad. g., 116; Laurent, P.S.U., 191.  
Ball.  
**● CHAMPIGNY-SUR-MARNE EST**  
MM. Barger, P.C., 5.221; Nolland, C.N.I., 2.905; Robert, P.S., 1.244; Desaigne, P.S.U., 401.  
Ball.  
**● CHAMPIGNY-SUR-MARNE OUEST**  
MM. Poussy, P.C., 4.206; Dufort, U.D.R., 3.200; Canet, P.S., 2.374; Granger, rad. g., 598; Bouhili, P.S.U., 345.  
Ball.  
M. Vincent, c. s., P.C. ne se représentait pas.  
**● CHENNEVIERES-SUR-MARNE**  
MM. Lefèvre d'Ormesson, anc. dép. C.N.I., 3.033; Roméo, P.C., 2.738; Zacheroli, P.S., 1.883; Latalle, s. s. s., 1.152; Fontanille, progress., 875; Joudoux, P.S.U., 280.  
Ball.  
**● CRETEIL NORD**  
MM. Renaud, c. s., U.D.R., 3.741; Lagache, P.S., 2.028; Perleau, P.C., 1.912; Mme Dubou, P.S.U., 388; M. Marrel, s. s. s., 291.  
Ball.  
**● CRETEIL SUD**  
MM. Cahala, P.S., 2.805; Curat, mod. maj., 2.604; Martin, P.C., 2.443; Valle, P.S.U., 429.  
Ball.  
**● FRESNES**  
M. Vilette, P.S., 5.040; MM. Gouffo, P.C., 2.386; Roulland, U.D.R., 1.109.  
Etu.  
**● L'HAY-LES-ROSES**  
M. Tabanac, c. s., P.S. Rédu.  
**● JOINVILLE-LE-PONT**  
MM. Garbary, C.N.I., 1.883; Gibout, P.C., 1.548; Diarsaban, s. s., 1.197; Dumez, P.S., 1.069; Mazauey, s. s. s., 369; Ribet, s. s. s., 369; Joudoux, P.S.U., 207; Reche, rad. g., 64.  
Ball.  
M. Defert, c. s., cent. dém., est élu.  
**● LE KREMLIN-BICETRE**  
MM. Kayer, P.C., 3.435; Lacroix, M.O.S.F., 3.306; Lubineau, P.S., 1.779.  
Ball.  
**● ORLY**  
M. Gaston Vians, c. s., P.C. Rédu.

### SEINE-SAINT-DENIS (13 + [10])

**AUBERVILLIERS OUEST**  
M. Karmann, c. s. maire, P.C. Rédu.  
**AULNAY-SOUS-BOIS SUD**  
MM. Thomas, P.C., 3.355; Abrioux, U.D.R., 3.336; Cardani, P.S., 1.593; Cuzon, P.S.U., 278; Lederdre, s. s., 239; Herriot, rad. g., 159.  
Ball.  
M. Hernandez, c. s., P.C. ne se représentait pas.  
**BAGNOLET**  
M. Mongeau, c. s., P.C. Rédu.  
**LE BLANC-MESNIL**  
M. Fegassy, c. s. maire, P.C. Rédu.  
**BOBIGNY**  
M. Valbon, prés. cons. gén. maire, P.C. Rédu.  
**● BONDY NORD-OUEST**  
M. Puder, c. s., P.S., 3.668  
MM. Haquemand, P.C., 1.751; Lacroix, rad. g., 1.514; Six, P.S.U., 382.  
Etu.

offrez un vison

Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie





# DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

## SISTERON

M. Faugue, c. s. maire. Réélu.

## TURBIERS

M. Massot, c. s. Réélu.

## UGESD-rad. g.

Parmi les sept candidats en ballottage figurent les trois conseillers généraux communistes qui étaient renouvelables dans les cantons de Manosque, Les Mées, Peyrache. Ils sont tous en position favorable. Le quatrième siège du conseil général, occupé par un communiste, n'était pas renouvelable. Mais, à la suite du décès de ce conseiller, il y aura prochainement une nouvelle élection dans le département.

La cession de Digne ayant été renouveau en 1973, on n'a pas pu éliminer de la liste des candidats qui étaient renouvelables à la majorité. Le second tour peut être servi d'urgence que le conseiller sortant, qui se représente pas, était radical de gauche et n'a pas de successeur sous cette étiquette. L'U.D.R. et la majorité présidentielle conservent dans ce département quelques solides bastions.

CONS. GEN. (prés. : M. Claude Delorme, P.S., 4 P.C., 13 P.S., 3 rad. g., 4 U.D.R., 1 act. loc., 3 mod. maj.)

## HAUTES-ALPES (14)

### ASPRES-SUR-BUECH

MM. Villard, mod. maj., 415; Alain Didier, mod. maj., 292; Barnier, sout. P.C., 228; Bouteille, P.S., 135. Ball.

### BARCELONNETTE

M. Emile Didier, c. s. sén. prés. cons. gén. rad. g. Réélu.

### BRIANÇON SUD

MM. Blain, c. s. P.S., 1287; Faure-Bardet, mod. maj., 1030; Guiller, mod. maj., 649. Ball.

### EMBRUN

M. Dujond, c. s. secr. Etat, maire de Briançon. Réélu.

## ALPES-MARITIMES (22)

### ANTIBES NORD

MM. Merli, c. s. maire, div. g. 680; Xand, act. loc., 338; Harenbelle, act. loc., 146; Grinda, P.S., 143; Jobin, P.N., 143. Ball.

### LE BAR-SUR-LOUP

MM. Escalier, c. s. Cent. mod. 824; Teyssie, act. loc., 1173; Boscotto, P.C., 888; Mme Peyrolle, P.C., 697; Seytre, act. loc., 154; Le-caser, Mouv. dem., 98. Ball.

### BEAUSOLEIL

M. Vando, c. s. maire, P.C. Réélu.

### BREL-SUR-ROYA

MM. Sassi, maire, Cent. rep. 700; Charvillat, P.C., 611; Chomicki, P.S., 504; Durandy, M.D.S.P., 44. Ball.

### CAGNES-SUR-MER

MM. Sauvalgo, c. s. dép. maire, U.D.R., 973; Frémaux, P.C., 888; Le-caser, act. loc., 1710. Ball.

### CANNES EST

M. Cornut-Gentille, c. s. anc. min. dép. maire, div. g. ne se représentait pas.

### LE CANNET

MM. Bachelet, maj., 388; Berteau, P.C., 279; Ducros, c. s. maire, Cent. rep. 242; Coteliora, P.S., 218; Reynaud, P.S., 163; Derenne, R.I., 164; Ellena, ref., 337; Berteau, P.S.U., 178. Ball.

### COTES

M. Carles, c. s. P.C. Réélu.

### MENTON

M. Falmago, c. s. gén. maire, prés. Cons. gén. Cent. rep. Réélu.

### NICE 1

M. Bosio, c. s. Cent. rep. Réélu.

### NICE 2

MM. Robert, c. s. U.D.R., 641; Victor, P.C., 433; Accolla, P.S., 2977; Mme Ballarbi-Obray, act. loc., 268; M. Corbière, act. loc., 331. Ball.

### NICE 4

M. Ehrmann, c. s. dép. Cent. rep. Réélu.

## GAP CAMPAGNE

M. Serres, c. s. R.I. Réélu.

## GAP EST

M. Payer, c. s. R.I. Réélu.

## GAP OUEST

MM. Givaudan, c. s. maire, mod. maj., 1429; Julian, P.C., 295; Isnard, P.S., 735; Bumat, mod. 154. Ball.

## LA GRAVE

M. Juge, c. s. mod. Réélu.

## GUILLESTRE

M. Bénard, c. s. anc. min. anc. dép. div. g. Réélu.

## LABAGNE-MONTEGILIN

MM. Rostain, P.S., 1171; Bini, U.D.R., 95; Schas-sou, P.C., 540. Ball.

## OBISSE

MM. Reynier, c. s. rad. g. 593; Papet, dép. R.I., 349; Rucan, mod. 397; Grillo, P.C., 93. Ball.

## ORPIERRE

MM. Chauvet, P.S., 248; Martin, c. s. div. g. 186; Mme Villard-Allemard, P.C., 127. Ball.

## RIBIERS

M. Bourg, c. s. P.S. Réélu.

## SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLEY

M. Verdau, c. s. mod. Réélu.

## HAUTES-ALPES (14)

### ASPRES-SUR-BUECH

MM. Villard, mod. maj., 415; Alain Didier, mod. maj., 292; Barnier, sout. P.C., 228; Bouteille, P.S., 135. Ball.

### BARCELONNETTE

M. Emile Didier, c. s. sén. prés. cons. gén. rad. g. Réélu.

### BRIANÇON SUD

MM. Blain, c. s. P.S., 1287; Faure-Bardet, mod. maj., 1030; Guiller, mod. maj., 649. Ball.

### EMBRUN

M. Dujond, c. s. secr. Etat, maire de Briançon. Réélu.

## ALPES-MARITIMES (22)

### ANTIBES NORD

MM. Merli, c. s. maire, div. g. 680; Xand, act. loc., 338; Harenbelle, act. loc., 146; Grinda, P.S., 143; Jobin, P.N., 143. Ball.

### LE BAR-SUR-LOUP

MM. Escalier, c. s. Cent. mod. 824; Teyssie, act. loc., 1173; Boscotto, P.C., 888; Mme Peyrolle, P.C., 697; Seytre, act. loc., 154; Le-caser, Mouv. dem., 98. Ball.

### BEAUSOLEIL

M. Vando, c. s. maire, P.C. Réélu.

### BREL-SUR-ROYA

MM. Sassi, maire, Cent. rep. 700; Charvillat, P.C., 611; Chomicki, P.S., 504; Durandy, M.D.S.P., 44. Ball.

### CAGNES-SUR-MER

MM. Sauvalgo, c. s. dép. maire, U.D.R., 973; Frémaux, P.C., 888; Le-caser, act. loc., 1710. Ball.

### CANNES EST

M. Cornut-Gentille, c. s. anc. min. dép. maire, div. g. ne se représentait pas.

### LE CANNET

MM. Bachelet, maj., 388; Berteau, P.C., 279; Ducros, c. s. maire, Cent. rep. 242; Coteliora, P.S., 218; Reynaud, P.S., 163; Derenne, R.I., 164; Ellena, ref., 337; Berteau, P.S.U., 178. Ball.

### COTES

M. Carles, c. s. P.C. Réélu.

## ARDECHE (17)

### AUBENAS

MM. Alaize, P.S., 1389; Hugo, mod. maj., 127; Meyssonnier, P.C., 103; Bihère, R.I., 967; Delverny, mod. maj., 280; Gardes, U.D.R., 706; Bory, div. g., 232. Ball.

### BOURG-SAINT-ANDÉOL

MM. Raviera, div. g. 2001; Courrial, P.S., 1273; Mathieu, P.C., 1074; Ekenna, mod. maj., 63. Ball.

### BURZET

MM. Plantevin, c. s. anc. dép. mod. maj., 430; Gallot, ref., 223; Peryon, P.S., 215; Peyronnet, mod. maj., 159; Coudon, P.C., 86. Ball.

### CHOMERAC

MM. Perrin, c. s. R.I., 1621; Dumas, P.C., 1085; Bénardie, P.S., 652. Ball.

### COUCOURON

M. Bonhomme, c. s. R.I. Réélu.

### LAGENTIERE

M. Chabanel, c. s. R.I. Réélu.

### ROCHEMAURE

MM. Chaze, c. s. anc. dép. P.C., 1135; Chagou-nod, maj., 965; Jounepierre, P.S., 264; Parre, P.S.U., 79. Ball.

### SAINT-AGREVE

MM. Tournasse, c. s. R.I., 876; Harot, P.S., 180; Chayrol, div. g. 337; Gaud-sato, P.C., 278; Mme De-leage, mod. maj., 41. Ball.

### SAINT-PERAY

MM. Mallen, c. s. R.I., 2426; Chertre, P.S., 1880; Arnaud, mod. maj., 1332; Pinède, div. g. 737; Gour-dou, P.C., 735. Ball.

### SATILLIEU

M. Bertrand, c. s. R.I. Réélu.

### SERRIERES

M. Torre, c. s. dép. anc. min. R.I. Réélu.

### THUEYTS

MM. Vidal, P.C., 1744; Lemaigre, c. s. mod. 1660; Samet, P.S., 545; M. Marcoux, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

### TOURNON

M. Tournasse, c. s. R.I. Réélu.

### VALLOIN-PONT-D'ARC

MM. Peshier, P.C., 1010; Sarrat, mod. 989; Roux, U.D.R., 711; Wal-baum, R.I., 588; Bense, mod. maj., 182. Ball.

### VALS-LES-BAINS

M. Aguron, c. s. P.S., ne se représentait pas.

### VERNOUX-EN-VIVARAIS

M. Finella, c. s. P.S. Réélu.

### VILLENEUVE-DE-BERG

MM. Cornet, c. s. dép. R.I., 1884; Anus, P.S., 1287; Pradai, P.C., 636. Ball.

### ROQUESTERON

MM. Morani, c. s. ref., 962; Pasquet, P.C., 915; Canseverin, P.S., 54; Mme Delant, act. loc., 14. Ball.

### SAINT-AUBAN

M. Bellon, c. s. maire, Cent. rep. Réélu.

### SAINT-ETIENNE-DE-TINEE

M. Pascal, c. s. mod. maj. Réélu.

### SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE

M. Santucci, c. s. div. g. Réélu.

### SOSPEL

M. Glanotti, c. s. maire, R.I. Réélu.

## ARDECHES (18)

MM. Brevot, maj., 103; Landès, c. s. maire, cent. dém., ne se représentait pas.

### ATTIGNY

M. Muguet, P.S., 68; Mme Gentil, mod. maj., 663; MM. Gaudier, maire, ind., 515; Visse, P.C., 174; D'Achon, ind. 96. Ball.

### BUZANCY

M. Deonna, c. s. U.D.R. Réélu.

### CARIGNAN

MM. Vin, c. s. maire de Margut, R.I., 2389; Moun-nant, P.S., 1377; Pierret, P.C., 1346. Ball.

### CHARLEVILLE CENTRE

MM. Flard, maj., 2104; Klein, P.S., 1391; Léger, P.C., 986; Vassal, mod. maj., 576. Ball.

### CHARLEVILLE-LA-BOULLERE

MM. Delaunoy, c. s. P.S., 1884; Berjot, maj., 1498; Mme Chevrier, P.C., 1039; MM. Zeller, Cent. dém., 405; Gornia, P.S.U., 261. Ball.

### CHATEAU-PORCIEN

M. Dico, c. s. R.I. Réélu.

### CHAUMONT-PORCIEN

M. Malherbe, c. s. R.I. Réélu.

### LE CHESNE

M. Revie, c. s. maire, R.I. Réélu.

### FLIZE

MM. Villenoux, c. s. maire de Virvieu-Molhain, P.S., 2426; Desleuf, c. s. R.I., 2002; Maghia, P.C., 1344. Ball.

### GRANDPRE

M. Sourville, c. s. dép. prés. cons. gén. U.D.R. Réélu.

### MEZIERES CENTRE-OUEST

MM. Minette, c. s. P.C., 2239; Bachy, P.S., 2247. Ball.

### MEZIERES EST

MM. Mas P.S., 2795; Pe-tristot, c. s. P.C., 2500; Cre-quin, U.D.R., 1517. Ball.

### MOUZON

MM. Sallou, P.S., 1122; Dufrene, Cent. dém., 833; Poncin, P.C., 431; Depernet, mod. maj., 359. Ball.

### ROCHOI

Mme Cardot, c. s. anc. vice-prés. du Sénat, maire de Donzy, Cent. dém., ne se représentait pas.

### REVIN

MM. Istace, c. s. maire, P.S., 1197; Heurquin, mod. maj., 1084; Mougnot, P.C., 879; Nicod, P.S.U., 181. Ball.

### SEDAN OUEST

MM. Stevenin, P.S., 2329; Soulet, c. s. P.C., 2260. Ball.

### THUEYTS

MM. Vidal, P.C., 1744; Lemaigre, c. s. mod. 1660; Samet, P.S., 545; M. Marcoux, c. s. mod. maj., ne se représentait pas.

### TOURNON

M. Tournasse, c. s. R.I. Réélu.

### VALLOIN-PONT-D'ARC

MM. Peshier, P.C., 1010; Sarrat, mod. 989; Roux, U.D.R., 711; Wal-baum, R.I., 588; Bense, mod. maj., 182. Ball.

### VALS-LES-BAINS

M. Aguron, c. s. P.S., ne se représentait pas.

### VERNOUX-EN-VIVARAIS

M. Finella, c. s. P.S. Réélu.

### VILLENEUVE-DE-BERG

MM. Cornet, c. s. dép. R.I., 1884; Anus, P.S., 1287; Pradai, P.C., 636. Ball.

### ROQUESTERON

MM. Morani, c. s. ref., 962; Pasquet, P.C., 915; Canseverin, P.S., 54; Mme Delant, act. loc., 14. Ball.

### SAINT-AUBAN

M. Bellon, c. s. maire, Cent. rep. Réélu.

### SAINT-ETIENNE-DE-TINEE

M. Pascal, c. s. mod. maj. Réélu.

### SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE

M. Santucci, c. s. div. g. Réélu.

### SOSPEL

M. Glanotti, c. s. maire, R.I. Réélu.

## ARIEGE (10)

AX-LES-THERMES

M. Bonrepaux, P.S., maire d'Orchi. Réélu.

### LA BASTIDE-DE-SEROU

M. Padoya, c. s. P.S. Réélu.

### LES CABANNES

M. Antuès, P.S., ne se représentait pas.

### CASTILLON-EN-DOUSERS

M. Castet, c. s. P.S. Réélu.

### FOIX

M. Carol, c. s. P.S. Réélu.

### MASSAT

# Les résultats dans les autres départements

(Suite de la page 5.)

**CONQUES**  
M. Riom, c.s., R.I. .... Réélu

**CORNUS**  
M. Boiton, c.s., C.N.I.P. Réélu

**DECAZEVILLE**  
MM. Despech, P.C., 2 959;  
Gaden, P.S., 2 363; Ray,  
ind., 1 576 ..... Ball.

**ESPALION**  
M. Cayron, mod. maj. .... Réélu

**MILLAU EST**  
MM. Coulon, c.s., P.S.,  
1 499; Diaz, rad. g., 1 333;  
Labonne, P.C., 888; Car-  
basse, gaull., 782; Rainero,  
88 ..... Ball.

**PEYRELAU**  
MM. Calmels, ind., 524;  
Blais, P.S., 517; Andrieu,  
P.C., 54 ..... Ball.

**REQUISTA**  
M. Azam, c.s., R.I. .... Réélu

**RIEUPREUX**  
M. Chénouet, c.s., mod.  
maj., cent. g. .... Réélu

**RIGNAC**  
M. Jean Puech, c.s., R.I. Réélu

**RODEZ OUEST**  
M. Laur, ind., 1 715;  
M. de Tremontais, mod.  
maj., 1 320; M. Briane,  
dép., 1 333; M. Salvan,  
P.S., 929; Bonafé, P.C.,  
474; M. Malé, P.S.U., 220  
M. Raymond Bonafé, c.s.,  
sén., C.N.I.P., prés.  
cons. gén., ne se représen-  
tait pas.

**SAINT-BAUZEY**  
M. Verhelles, c.s., R.I. Réélu

**SAINT-CHÉLY-D'AUBRAC**  
M. Cayrol, mod. maj., R.I.  
424 ..... Réélu

**SAINT-GERMAY**  
M. Solignac, c.s., mod.  
maj., 328; M. Jonquet,  
P.C., 12 ..... Réélu

**SAINT-GENEVIÈVE**  
M. Maynier, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SAINT-GENÈS-D'OL**  
M. Franchet, c.s., mod.  
maj., 757; M. Ladsous,  
ind., 691; M. Bernachon,  
ind., 417; M. Fournier,  
253; M. Vaysses, P.C., 143;  
M. Lacaze, P.S., 89 ..... Ball.

**SAINT-ROME-DE-TARN**  
M. Barrau, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SALLES-CURAN**  
M. Vaysses, c.s., mod.  
maj., 758; M. Fabre  
de Morillon, ind., 486;  
M. Bouviala, 403; M. Bra,  
P.S., 307; M. Fabre, P.C.,  
69 voix ..... Ball.

**SEVERAC-LE-CHATEAU**  
P. S. .... Réélu

**VILLENEUVE**  
M. Dumoulin, c.s., R.I. Réélu

**SAINT-GERMAY**  
L'élection la plus attendue avait  
lieu à Rodez Ouest, où se jouait la  
succession de M. Raymond Bon-  
afé, président du conseil général.  
M. Jean Puech, député réformateur,  
est venu en échec à la fois par  
M. André Laroche, indépendant, pré-  
sident national de la Mutualité so-  
ciale agricole, et M. de Tremontais,  
conseiller municipal de Rodez, qui se  
réclame de la majorité présidentielle.  
La course-performance de M. Briane  
aurait dû essentiellement à un di-  
recteur personnel qui a opposé, à la  
fin de la course, le député  
réformateur à M. Laroche.

**SAINT-GERMAY**  
A Millau, le duel entre le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), et  
M. Raymond Bonafé, député réfor-  
mateur, a été très serré. M. Raymond  
Bonafé, ancien conseiller munici-  
pal, membre du bureau national  
du mouvement des radicaux de gau-  
che, a tourné au léger avantage de  
gauche.

**SAINT-GERMAY**  
A Cassagnes-Begonhès, le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), est  
mis en ballottage par le président de  
la chambre d'agriculture de l'Ar-  
genson, M. Jaudon, sans étiquette.

**CONS. GEN. (prés. : M. Raymond  
Bonafé, ind., mod. maj. : 5 P.S.,  
2 rad. g., 1 U.G.S.D., 2 mod. cent. g.,  
3 rad., 1 U.G.S.D., 4 U.D.R., 14 R.I.,  
6 C.N.I.P., 8 div. maj.)**

**SAINT-GERMAY**  
M. Maynier, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SAINT-GENÈS-D'OL**  
M. Franchet, c.s., mod.  
maj., 757; M. Ladsous,  
ind., 691; M. Bernachon,  
ind., 417; M. Fournier,  
253; M. Vaysses, P.C., 143;  
M. Lacaze, P.S., 89 ..... Ball.

**SAINT-ROME-DE-TARN**  
M. Barrau, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SALLES-CURAN**  
M. Vaysses, c.s., mod.  
maj., 758; M. Fabre  
de Morillon, ind., 486;  
M. Bouviala, 403; M. Bra,  
P.S., 307; M. Fabre, P.C.,  
69 voix ..... Ball.

**SEVERAC-LE-CHATEAU**  
P. S. .... Réélu

**VILLENEUVE**  
M. Dumoulin, c.s., R.I. Réélu

**SAINT-GERMAY**  
L'élection la plus attendue avait  
lieu à Rodez Ouest, où se jouait la  
succession de M. Raymond Bon-  
afé, président du conseil général.  
M. Jean Puech, député réformateur,  
est venu en échec à la fois par  
M. André Laroche, indépendant, pré-  
sident national de la Mutualité so-  
ciale agricole, et M. de Tremontais,  
conseiller municipal de Rodez, qui se  
réclame de la majorité présidentielle.  
La course-performance de M. Briane  
aurait dû essentiellement à un di-  
recteur personnel qui a opposé, à la  
fin de la course, le député  
réformateur à M. Laroche.

**SAINT-GERMAY**  
A Millau, le duel entre le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), et  
M. Raymond Bonafé, député réfor-  
mateur, a été très serré. M. Raymond  
Bonafé, ancien conseiller munici-  
pal, membre du bureau national  
du mouvement des radicaux de gau-  
che, a tourné au léger avantage de  
gauche.

**SAINT-GERMAY**  
A Cassagnes-Begonhès, le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), est  
mis en ballottage par le président de  
la chambre d'agriculture de l'Ar-  
genson, M. Jaudon, sans étiquette.

**CONS. GEN. (prés. : M. Raymond  
Bonafé, ind., mod. maj. : 5 P.S.,  
2 rad. g., 1 U.G.S.D., 2 mod. cent. g.,  
3 rad., 1 U.G.S.D., 4 U.D.R., 14 R.I.,  
6 C.N.I.P., 8 div. maj.)**

**SAINT-GERMAY**  
M. Maynier, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SAINT-GENÈS-D'OL**  
M. Franchet, c.s., mod.  
maj., 757; M. Ladsous,  
ind., 691; M. Bernachon,  
ind., 417; M. Fournier,  
253; M. Vaysses, P.C., 143;  
M. Lacaze, P.S., 89 ..... Ball.

**SAINT-ROME-DE-TARN**  
M. Barrau, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SALLES-CURAN**  
M. Vaysses, c.s., mod.  
maj., 758; M. Fabre  
de Morillon, ind., 486;  
M. Bouviala, 403; M. Bra,  
P.S., 307; M. Fabre, P.C.,  
69 voix ..... Ball.

**SEVERAC-LE-CHATEAU**  
P. S. .... Réélu

**VILLENEUVE**  
M. Dumoulin, c.s., R.I. Réélu

**SAINT-GERMAY**  
L'élection la plus attendue avait  
lieu à Rodez Ouest, où se jouait la  
succession de M. Raymond Bon-  
afé, président du conseil général.  
M. Jean Puech, député réformateur,  
est venu en échec à la fois par  
M. André Laroche, indépendant, pré-  
sident national de la Mutualité so-  
ciale agricole, et M. de Tremontais,  
conseiller municipal de Rodez, qui se  
réclame de la majorité présidentielle.  
La course-performance de M. Briane  
aurait dû essentiellement à un di-  
recteur personnel qui a opposé, à la  
fin de la course, le député  
réformateur à M. Laroche.

**SAINT-GERMAY**  
A Millau, le duel entre le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), et  
M. Raymond Bonafé, député réfor-  
mateur, a été très serré. M. Raymond  
Bonafé, ancien conseiller munici-  
pal, membre du bureau national  
du mouvement des radicaux de gau-  
che, a tourné au léger avantage de  
gauche.

**SAINT-GERMAY**  
A Cassagnes-Begonhès, le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), est  
mis en ballottage par le président de  
la chambre d'agriculture de l'Ar-  
genson, M. Jaudon, sans étiquette.

**CONS. GEN. (prés. : M. Raymond  
Bonafé, ind., mod. maj. : 5 P.S.,  
2 rad. g., 1 U.G.S.D., 2 mod. cent. g.,  
3 rad., 1 U.G.S.D., 4 U.D.R., 14 R.I.,  
6 C.N.I.P., 8 div. maj.)**

**SAINT-GERMAY**  
M. Maynier, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SAINT-GENÈS-D'OL**  
M. Franchet, c.s., mod.  
maj., 757; M. Ladsous,  
ind., 691; M. Bernachon,  
ind., 417; M. Fournier,  
253; M. Vaysses, P.C., 143;  
M. Lacaze, P.S., 89 ..... Ball.

**SAINT-ROME-DE-TARN**  
M. Barrau, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SALLES-CURAN**  
M. Vaysses, c.s., mod.  
maj., 758; M. Fabre  
de Morillon, ind., 486;  
M. Bouviala, 403; M. Bra,  
P.S., 307; M. Fabre, P.C.,  
69 voix ..... Ball.

**SEVERAC-LE-CHATEAU**  
P. S. .... Réélu

**VILLENEUVE**  
M. Dumoulin, c.s., R.I. Réélu

**SAINT-GERMAY**  
L'élection la plus attendue avait  
lieu à Rodez Ouest, où se jouait la  
succession de M. Raymond Bon-  
afé, président du conseil général.  
M. Jean Puech, député réformateur,  
est venu en échec à la fois par  
M. André Laroche, indépendant, pré-  
sident national de la Mutualité so-  
ciale agricole, et M. de Tremontais,  
conseiller municipal de Rodez, qui se  
réclame de la majorité présidentielle.  
La course-performance de M. Briane  
aurait dû essentiellement à un di-  
recteur personnel qui a opposé, à la  
fin de la course, le député  
réformateur à M. Laroche.

**SAINT-GERMAY**  
A Millau, le duel entre le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), et  
M. Raymond Bonafé, député réfor-  
mateur, a été très serré. M. Raymond  
Bonafé, ancien conseiller munici-  
pal, membre du bureau national  
du mouvement des radicaux de gau-  
che, a tourné au léger avantage de  
gauche.

**SAINT-GERMAY**  
A Cassagnes-Begonhès, le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), est  
mis en ballottage par le président de  
la chambre d'agriculture de l'Ar-  
genson, M. Jaudon, sans étiquette.

**CONS. GEN. (prés. : M. Raymond  
Bonafé, ind., mod. maj. : 5 P.S.,  
2 rad. g., 1 U.G.S.D., 2 mod. cent. g.,  
3 rad., 1 U.G.S.D., 4 U.D.R., 14 R.I.,  
6 C.N.I.P., 8 div. maj.)**

**SAINT-GERMAY**  
M. Maynier, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SAINT-GENÈS-D'OL**  
M. Franchet, c.s., mod.  
maj., 757; M. Ladsous,  
ind., 691; M. Bernachon,  
ind., 417; M. Fournier,  
253; M. Vaysses, P.C., 143;  
M. Lacaze, P.S., 89 ..... Ball.

**SAINT-ROME-DE-TARN**  
M. Barrau, c.s., mod.  
maj. .... Réélu

**SALLES-CURAN**  
M. Vaysses, c.s., mod.  
maj., 758; M. Fabre  
de Morillon, ind., 486;  
M. Bouviala, 403; M. Bra,  
P.S., 307; M. Fabre, P.C.,  
69 voix ..... Ball.

**SEVERAC-LE-CHATEAU**  
P. S. .... Réélu

**VILLENEUVE**  
M. Dumoulin, c.s., R.I. Réélu

**SAINT-GERMAY**  
L'élection la plus attendue avait  
lieu à Rodez Ouest, où se jouait la  
succession de M. Raymond Bon-  
afé, président du conseil général.  
M. Jean Puech, député réformateur,  
est venu en échec à la fois par  
M. André Laroche, indépendant, pré-  
sident national de la Mutualité so-  
ciale agricole, et M. de Tremontais,  
conseiller municipal de Rodez, qui se  
réclame de la majorité présidentielle.  
La course-performance de M. Briane  
aurait dû essentiellement à un di-  
recteur personnel qui a opposé, à la  
fin de la course, le député  
réformateur à M. Laroche.

**SAINT-GERMAY**  
A Millau, le duel entre le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), et  
M. Raymond Bonafé, député réfor-  
mateur, a été très serré. M. Raymond  
Bonafé, ancien conseiller munici-  
pal, membre du bureau national  
du mouvement des radicaux de gau-  
che, a tourné au léger avantage de  
gauche.

**SAINT-GERMAY**  
A Cassagnes-Begonhès, le conseiller  
sortant, M. Dastous (majorité), est  
mis en ballottage par le président de  
la chambre d'agriculture de l'Ar-  
genson, M. Jaudon, sans étiquette.

**CONS. GEN. (prés. : M. Raymond  
Bonafé, ind., mod. maj. : 5 P.S.,  
2 rad. g., 1 U.G.S.D., 2 mod. cent. g.,  
3 rad., 1 U.G.S.D., 4 U.D.R., 14 R.I.,  
6 C.N.I.P., 8 div. maj.)**

## BOUCHES-DU-RHONE (22-1)

**AIX NORD**  
MM. Ciccolini, c.s., sén.,  
maire, P.S., 3 551; Bastide,  
cent. dém., 3 801; Collob,  
P.C., 3 194; Galland, ind.,  
2 238; Mme Grand, M.L.,  
A.C., 522 ..... Ball.

**ARLES EST**  
MM. Belmondo, c.s.,  
P.C., 5 448; Van Migom,  
mod. maj., 4 906; Kunz, P.S.,  
2 860 ..... Ball.

**AUBAGNE**  
M. Tardif, P.C. .... Réélu

**MAIRIE**  
M. Gardin, c.s., mod.  
maj., P.C., ne se représen-  
tait pas.

**CHATEAUNEUF**  
MM. Marignan, c.s., anc.  
sén., rad., 5 034; Glinoux,  
maire de Noves, P.C., 3 721;  
Arnaud, cent. dém., 2 475  
..... Ball.

**GARDANNE**  
MM. Mei, P.C., 3 185;  
Martin, P.S., 2 299; Capon,  
mod. maj., 3 218 ..... Ball.

**ISTRES**  
M. Savine, c.s., P.S., ne  
se représentait pas.

**MARSEILLE 1**  
M. Sportiello, c.s., P.S. Réélu

**MARSEILLE 2**  
M. Comiti, anc. min.  
U.D.R., 4 426; Bonifay,  
c.s., P.S., 4 248; Rognoni,  
R.I., 2 637; Martin, P.C.,  
1 387; Blanchot, P.S.,  
455; Néri, mod. dém., 191  
..... Ball.

**MARSEILLE 3**  
M. Guérin, c.s., P.S. .... Réélu

**MARSEILLE 4**  
MM. Léonetti, P.S., 2 157;  
Cernolacci, dép., P.C.,  
2 060; Mme Cassagne-Im-  
bert, cent. dém., 1 704  
..... Ball.

**MARSEILLE 5**  
M. Gagnaire, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**MARSEILLE 6**  
MM. Donadio, c.s., P.C.,  
5 795; Betteille, cent. dém.,  
3 359; Cornille, P.S., 2 339  
..... Ball.

**MARSEILLE 7**  
M. Morte, c.s., P.C. .... Réélu

**MARSEILLE 8**  
M. Lucas, c.s., anc.  
dép., U.D.R., 5 860; Pe-  
rreux, U.G.S.D., Rad. g.,  
2 479; Ayme, P.C., 2 208;  
Becheron, ind., 536 ..... Ball.

**MARSEILLE 13**  
MM. Vigouroux, P.S.,  
4 710; Sauvat, P.C., 3 924;  
Brun, U.D.R., 1 780;  
Rosta, rep. ind., 2 383;  
Sinapi, c.s., div. g., 1 020;  
Moreau, Ext. d., 413; An-  
tonin, mod. dém., 301;  
Devoti, ind., 187 ..... Ball.

**MARSEILLE 15**  
M. Millo, P.C. .... Réélu

**MARSEILLE 16**  
M. Guichard, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**MARSEILLE 17**  
MM. Weyand, c.s., P.S.,  
4 329; Tamburino, c.s.,  
3 784; Nicolas, R.I., 2 828  
..... Ball.

**MARSEILLE 18**  
MM. Benassi, c.s., P.C.,  
5 103; Bonat, P.S., 4 940;  
Vincent, cent. dém., 2 475  
..... Ball.

**MARSEILLE 20**  
MM. Pommou, R.I., 7 047;  
Maurvet, c.s., P.S., 946;  
Guidicelli, P.C., 4 897 ..... Ball.

**MARTIGUES**  
M. Lombard, c.s., maire,  
P. C. .... Réélu

**ORGON**  
MM. Beyer, P.S., 3 376;  
Teli, P.C., 1 824; Maynier,  
mod. maj., 1 379; Giaroli,  
ind., 705; Fauleau, ind.,  
550 ..... Ball.

**MARSEILLE 1**  
M. Fattig, c.s., ind., ne  
se représentait pas.

**ROQUEVAIRE**  
MM. Palissier, P.C., 4 941;  
Jacquet, maire de Cado-  
live, soc. ind. (sout. P.S.),  
3 324; Roubaud, cent.  
dém., 1 690; Rolland, ind.,  
263 ..... Ball.

**SAINTES-MARIES-DE-LA-MER**  
M. Delagnes, c.s., anc.  
sén., P.S., ne se représen-  
tait pas.

**SAISON-DE-PROVENCE**  
M. Carassonne, c.s.,  
anc. sén., P.S., 6 112; Cha-  
pus, P.C., 5 975; Bernard,  
U.D.R., 5 460; Roux, ind.,  
2 614 ..... Ball.

**SAINT-GERMAY**  
A l'issue du premier tour de  
scrutin, les socialistes ont vertueuse-  
ment conservé la majorité absolue du  
conseil général des Bouches-du-  
Rhône. Sur les vingt-trois sièges  
soutenus à renouveau, sept ont  
été pourvus : quatre sont allés au  
P.C. et trois au P.S.

**SAINT-GERMAY**  
La concurrence entre communistes  
et socialistes s'est traduite en dé-  
faite par un match nul. M. Roger  
Met, P.C., distance en effet dans le  
canton de Gardanne, M. Raymond  
Jorin, maire socialiste de Cobria,  
qui défendait le siège occupé depuis  
trente ans par l'ancien maire socia-  
liste de Gardanne, M. Victor Savine.

**MARSEILLE 13**  
MM. Vigouroux, P.S.,  
4 710; Sauvat, P.C., 3 924;  
Brun, U.D.R., 1 780;  
Rosta, rep. ind., 2 383;  
Sinapi, c.s., div. g., 1 020;  
Moreau, Ext. d., 413; An-  
tonin, mod. dém., 301;  
Devoti, ind., 187 ..... Ball.

**MARSEILLE 15**  
M. Millo, P.C. .... Réélu

**MARSEILLE 16**  
M. Guichard, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**MARSEILLE 17**  
MM. Weyand, c.s., P.S.,  
4 329; Tamburino, c.s.,  
3 784; Nicolas, R.I., 2 828  
..... Ball.

**MARSEILLE 18**  
MM. Benassi, c.s., P.C.,  
5 103; Bonat, P.S., 4 940;  
Vincent, cent. dém., 2 475  
..... Ball.

**MARSEILLE 20**  
MM. Pommou, R.I., 7 047;  
Maurvet, c.s., P.S., 946;  
Guidicelli, P.C., 4 897 ..... Ball.

**MARTIGUES**  
M. Lombard, c.s., maire,  
P. C. .... Réélu

**ORGON**  
MM. Beyer, P.S., 3 376;  
Teli, P.C., 1 824; Maynier,  
mod. maj., 1 379; Giaroli,  
ind., 705; Fauleau, ind.,  
550 ..... Ball.

**MARSEILLE 1**  
M. Fattig, c.s., ind., ne  
se représentait pas.

**ROQUEVAIRE**  
MM. Palissier, P.C., 4 941;  
Jacquet, maire de Cado-  
live, soc. ind. (sout. P.S.),  
3 324; Roubaud, cent.  
dém., 1 690; Rolland, ind.,  
263 ..... Ball.

**SAINTES-MARIES-DE-LA-MER**  
M. Delagnes, c.s., anc.  
sén., P.S., ne se représen-  
tait pas.

**SAISON-DE-PROVENCE**  
M. Carassonne, c.s.,  
anc. sén., P.S., 6 112; Cha-  
pus, P.C., 5 975; Bernard,  
U.D.R., 5 460; Roux, ind.,  
2 614 ..... Ball.

**SAINT-GERMAY**  
A l'issue du premier tour de  
scrutin, les socialistes ont vertueuse-  
ment conservé la majorité absolue du  
conseil général des Bouches-du-  
Rhône. Sur les vingt-trois sièges  
soutenus à renouveau, sept ont  
été pourvus : quatre sont allés au  
P.C. et trois au P.S.

**SAINT-GERMAY**  
La concurrence entre communistes  
et socialistes s'est traduite en dé-  
faite par un match nul. M. Roger  
Met, P.C., distance en effet dans le  
canton de Gardanne, M. Raymond  
Jorin, maire socialiste de Cobria,  
qui défendait le siège occupé depuis  
trente ans par l'ancien maire socia-  
liste de Gardanne, M. Victor Savine.

**MARSEILLE 13**  
MM. Vigouroux, P.S.,  
4 710; Sauvat, P.C., 3 924;  
Brun, U.D.R., 1 780;  
Rosta, rep. ind., 2 383;  
Sinapi, c.s., div. g., 1 020;  
Moreau, Ext. d., 413; An-  
tonin, mod. dém., 301;  
Devoti, ind., 187 ..... Ball.

**MARSEILLE 15**  
M. Millo, P.C. .... Réélu

**MARSEILLE 16**  
M. Guichard, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**MARSEILLE 17**  
MM. Weyand, c.s., P.S.,  
4 329; Tamburino, c.s.,  
3 784; Nicolas, R.I., 2 828  
..... Ball.

**MARSEILLE 18**  
MM. Benassi, c.s., P.C.,  
5 103; Bonat, P.S., 4 940;  
Vincent, cent. dém., 2 475  
..... Ball.

**MARSEILLE 20**  
MM. Pommou, R.I., 7 047;  
Maurvet, c.s., P.S., 946;  
Guidicelli, P.C., 4 897 ..... Ball.

**MARTIGUES**  
M. Lombard, c.s., maire,  
P. C. .... Réélu

**ORGON**  
MM. Beyer, P.S., 3 376;  
Teli, P.C., 1 824; Maynier,  
mod. maj., 1 379; Giaroli,  
ind., 705; Fauleau, ind.,  
550 ..... Ball.

**MARSEILLE 1**  
M. Fattig, c.s., ind., ne  
se représentait pas.

**ROQUEVAIRE**  
MM. Palissier, P.C., 4 941;  
Jacquet, maire de Cado-  
live, soc. ind. (sout. P.S.),  
3 324; Roubaud, cent.  
dém., 1 690; Rolland, ind.,  
263 ..... Ball.

**SAINTES-MARIES-DE-LA-MER**  
M. Delagnes, c.s., anc.  
sén., P.S., ne se représen-  
tait pas.

**SAISON-DE-PROVENCE**  
M. Carassonne, c.s.,  
anc. sén., P.S., 6 112; Cha-  
pus, P.C., 5 975; Bernard,  
U.D.R., 5 460; Roux, ind.,  
2 614 ..... Ball.

**SAINT-GERMAY**  
A l'issue du premier tour de  
scrutin, les socialistes ont vertueuse-  
ment conservé la majorité absolue du  
conseil général des Bouches-du-  
Rhône. Sur les vingt-trois sièges  
soutenus à renouveau, sept ont  
été pourvus : quatre sont allés au  
P.C. et trois au P.S.

**SAINT-GERMAY**  
La concurrence entre communistes  
et socialistes s'est traduite en dé-  
faite par un match nul. M. Roger  
Met, P.C., distance en effet dans le  
canton de Gardanne, M. Raymond  
Jorin, maire socialiste de Cobria,  
qui défendait le siège occupé depuis  
trente ans par l'ancien maire socia-  
liste de Gardanne, M. Victor Savine.

**MARSEILLE 13**  
MM. Vigouroux, P.S.,  
4 710; Sauvat, P.C., 3 924;  
Brun, U.D.R., 1 780;  
Rosta, rep. ind., 2 383;  
Sinapi, c.s., div. g., 1 020;  
Moreau, Ext. d., 413; An-  
tonin, mod. dém., 301;  
Devoti, ind., 187 ..... Ball.

**MARSEILLE 15**  
M. Millo, P.C. .... Réélu

**MARSEILLE 16**  
M. Guichard, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**MARSEILLE 17**  
MM. Weyand, c.s., P.S.,  
4 329; Tamburino, c.s.,  
3 784; Nicolas, R.I., 2 828  
..... Ball.

**MARSEILLE 18**  
MM. Benassi, c.s., P.C.,  
5 103; Bonat, P.S., 4 940;  
Vincent, cent. dém., 2 475  
..... Ball.

**MARSEILLE 20**  
MM. Pommou, R.I., 7 047;  
Maurvet, c.s., P.S., 946;  
Guidicelli, P.C., 4 897 ..... Ball.

**MARTIGUES**  
M. Lombard, c.s., maire,  
P. C. .... Réélu

**ORGON**  
MM. Beyer, P.S., 3 376;  
Teli, P.C., 1 824; Maynier,  
mod. maj., 1 379; Giaroli,  
ind., 705; Fauleau, ind.,  
550 ..... Ball.

**MARSEILLE 1**  
M. Fattig, c.s., ind., ne  
se représentait pas.

**ROQUEVAIRE**  
MM. Palissier, P.C., 4 941;  
Jacquet, maire de Cado-  
live, soc. ind. (sout. P.S.),  
3 324; Roubaud, cent.  
dém., 1 690; Rolland, ind.,  
263 ..... Ball.

**SAINTES-MARIES-DE-LA-MER**  
M. Delagnes, c.s., anc.  
sén., P.S., ne se représen-  
tait pas.

**SAISON-DE-PROVENCE**  
M. Carassonne, c.s.,  
anc. sén., P.S., 6 112; Cha-  
pus, P.C., 5 975; Bernard,  
U.D.R., 5 460; Roux, ind.,  
2 614 ..... Ball.

**SAINT-GERMAY**  
A l'issue du premier tour de  
scrutin, les socialistes ont vertueuse-  
ment conservé la majorité absolue du  
conseil général des Bouches-du-  
Rhône. Sur les vingt-trois sièges  
soutenus à renouveau, sept ont  
été pourvus : quatre sont allés au  
P.C. et trois au P.S.

**SAINT-GERMAY**  
La concurrence entre communistes  
et socialistes s'est traduite en dé-  
faite par un match nul. M. Roger  
Met, P.C., distance en effet dans le  
canton de Gardanne, M. Raymond  
Jorin, maire socialiste de Cobria,  
qui défendait le siège occupé depuis  
trente ans par l'ancien maire socia-  
liste de Gardanne, M. Victor Savine.

**MARSEILLE 13**  
MM. Vigouroux, P.S.,  
4 710; Sauvat, P.C., 3 924;  
Brun, U.D.R., 1 780;  
Rosta, rep. ind., 2 383;  
Sinapi, c.s., div. g., 1 020;  
Moreau, Ext. d., 413; An-  
tonin, mod. dém., 301;  
Devoti, ind., 187 ..... Ball.

**MARSEILLE 15**  
M. Millo, P.C. .... Réélu

**MARSEILLE 16**  
M. Guichard, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**MARSEILLE 17**  
MM. Weyand, c.s., P.S.,  
4 329; Tamburino, c.s.,  
3 784; Nicolas, R.I., 2 828  
..... Ball.

**MARSEILLE 18**  
MM. Benassi, c.s., P.C.,  
5 103; Bonat, P.S., 4 940;  
Vincent, cent. dém., 2 475  
..... Ball.

**MARSEILLE 20**  
MM. Pommou, R.I., 7 047;  
Maurvet, c.s., P.S., 946;  
Guidicelli, P.C., 4 897 ..... Ball.

**MARTIGUES**  
M. Lombard, c.s., maire,  
P. C. .... Réélu

**ORGON**  
MM. Beyer, P.S., 3 376;  
Teli, P.C., 1 824; Maynier,  
mod. maj., 1 379; Giaroli,  
ind., 705; Fauleau, ind.,  
550 ..... Ball.

**MARSEILLE 1**  
M. Fattig, c.s., ind., ne  
se représentait pas.

**ROQUEVAIRE**  
MM. Palissier, P.C., 4 941;  
Jacquet, maire de Cado-  
live, soc. ind. (sout. P.S.),  
3 324; Roubaud, cent.  
dém., 1 690; Rolland, ind.,  
263 ..... Ball.

**SAINTES-MARIES-DE-LA-MER**  
M. Delagnes, c.s., anc.  
sén., P.S., ne se représen-  
tait pas.

**SAISON-DE-PROVENCE**  
M. Carassonne, c.s.,  
anc. sén., P.S., 6 112; Cha-  
pus, P.C., 5 975; Bernard,  
U.D.R., 5 460; Roux, ind.,  
2 614 ..... Ball.

**SAINT-GERMAY**  
A l'issue du premier tour de  
scrutin, les socialistes ont vertueuse-  
ment conservé la majorité absolue du  
conseil général des Bouches-du-  
Rhône. Sur les vingt-trois sièges  
soutenus à renouveau, sept ont  
été pourvus : quatre sont allés au  
P.C. et trois au P.S.

**SAINT-GERMAY**  
La concurrence entre communistes  
et socialistes s'est traduite en dé-  
faite par un match nul. M. Roger  
Met, P.C., distance en effet dans le  
canton de Gardanne, M. Raymond  
Jorin, maire socialiste de Cobria,  
qui défendait le siège occupé depuis  
trente ans par l'ancien maire socia-  
liste de Gardanne, M. Victor Savine.

**OFFRE SPÉCIALE**

Le nouvel adoucisseur CULLIGAN est présenté au  
Salon des Arts Ménagers. Profitez du prix spécial  
de lancement.

**Culligan**

Arts Ménagers niveau 1 allée TU n° 18  
CULLIGAN France - 4, avenue du Président Kennedy  
78340 Les Clayes-sous-Bois

**"CULLIGAN  
SERVICE"  
AVOIRE  
SERVICE.**

**CHARENTA (16)**

**BARBESIEUX**  
M. Pauquet, c.s., maire,  
rad. .... Réélu

**BLANZAC**  
MM. Belanger, mod.  
1 298; Tardif, c.s., maire,  
Cent. dém., 877; Mandrin  
P.C., 408; Goussard, rad.  
g., 344 ..... Ball.

**BROSSAC**  
MM. Mouche, c.s., ind.  
664; Carre, rad. g., 567;  
Raboulet, P.C., 269 ..... Ball.

**CHABANAIS**  
MM. Gouan, mod. 2 576;  
Soury, P.C., 2 244; La-  
couille, P.S., 699; Faure,  
0 ..... Ball.

**CHALAIS**  
M. Raymond, c.s., P.C.,  
ne se représentait pas.

**CHAMPAGNE-MOUTON**  
MM. Jouarou, c.s.,  
maire, R.I., 853; Lévêque,  
rad. g., 650; Vigouroux, P.C.,  
508 ..... Ball.



# DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats  
dans les autres départements

**LERE**  
M. Fauriol, c.s. maire.  
div. g. ne se représentait pas.  
MM. Goudou, c.s. mod. maj., 1 358; Goudou, mod. maj., 720; Dauriol, P.S., 387; Pignatelli, P.C., 316. Ball.

**LURY-SUR-ARNON**  
M. Pierre Sicard, c.s. mod. maj. Réélu.

**SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY**  
MM. Delamarre, c.s. div. g., 940; Joannin, 838; GIBERT, R.I., 585; Gagnon, mod. maj., 551; Minard, P.C., 503; Martineau, P.S., 468. Ball.

**SANCERGUES**  
MM. Berthelot, P.C., 1 971; Lafay, c.s. maire, U.D.R., 1 751; Pouvassie, P.S., 720. Ball.

**SANCERRE**  
M. Fleuriel, c.s. R.I. Réélu.

**SAULZAY-LE-POITIER**  
MM. Chagnon, c.s. maire, P.S., 1 007; Dumouret, U.D.R., 883; Guillaumont, P.C., 282. Ball.

Dans ce département, où la participation a atteint 86 % (contre 47 % en 1973), cinq candidats ont été élus dès le premier tour, dont quatre appartenant à la majorité. Le seul élu de la gauche, Daniel Perrot, maire communiste de Châteauneuf-sur-Cher, a largement battu son seul adversaire, un socialiste. Alors que le P.S. était pour la première fois présent dans tous les cantons, le P.C. n'en avait conservé que deux, à Bourges 1, en raison de la mauvaise tenue de ses candidats de Bourges 2 et 3, où les deux sièges détenus par la majorité ont été reconquis. Le P.C. est également bien placé face aux sortants de la majorité, aux élus d'extrême gauche et à l'extrême droite. Il peut également espérer conquérir le siège de La Guiche-sur-Aubois. A Châteauneuf-sur-Cher, le socialiste n'a pas été élu, mais il a obtenu la majorité absolue de voix. Le P.C. a obtenu deux sièges sur trois, ce qui est une victoire. Les résultats sont les suivants :  
CONS. GEN. (prés. : M. Charles Durand, mod. sén.) : 4 P.C., 5 P.S., 4 div. g., 2 U.D.R., 1 R.I., 17 mod. maj.

## CORSE DU SUD (10)

**AJACCIO 2**  
M. Ornano, maire, bonapartiste, mod. maj. Ball.

**AJACCIO 5**  
MM. Sinigaglia, c.s. bonapartiste, mod. maj., 1 971; Luciani, U.G.S.D., 1 194; Mancini, P.C., 822; Ingred, mod. maj., 672; Torre, 149. Ball.

**CELAVO-MEZZANA**  
M. Casella, c.s. maire d'Ucciani, rad. g. Réélu.

**CRUZINI-CINARCA**  
M. Grassiani, c.s. rad. soc. Réélu.

**LES DEUX-SORRUS**  
M. Colonna, c.s. rad. g. Réélu.

**FIGARI**  
MM. Finidori, mod. maj., 1 025; Polverini, mod. maj., 850; Sinigaglia, U.G.S.D., 122; Mondoloni, P.C., 119. Ball.

**PETRETO-BICCHISANO**  
MM. Poli, c.s. R.I., 1 297; Luciani, rad. g., 917; Bungehni, P.C., 370; Dieghi, gaull., 101. Ball.

**SANTA-MARIA-SICHE**  
M. Tami, c.s. mod. maj. Réélu.

**SARTENE**  
M. Mondoloni, c.s. P.S., cand. unique de la gauche Réélu.

**TALLANO-SCOPAMENE**  
M. Pandolfi, R.I. Ball.

M. Bernardini, c.s. R.I., ne se représentait pas.

La majorité présidentielle l'emporte à Figari au second tour et elle est bien placée à Ajaccio 5 et à Petreto-Bicchisano. M. Jean Biondi, préfet de région, a relevé que la consultation n'a donné lieu à aucun incident notable et qu'elle a été conduite dans le calme et la sérénité. Il a souligné que le mode de vote par correspondance a été « bien accepté par le corps électoral et les magistrats municipaux ». C'est une grande date pour la Corse, a-t-il déclaré en soulignant « l'attachement de la population au système démocratique de représentation » et en notant que les motifs d'ordre d'administration et de vote blanc ou nul, souvent invoqués par certains mouvements (l'association des patriotes corse, le mouvement autonomiste, l'association des patriotes corse) n'ont pas été suivis.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean-Paul de Rocca-Serra, U.D.R., dép.) : 2 P.S., 6 rad. g., 1 R.I., 5 U.D.R., 3 R.I., 1 Ind., 3 bonapartistes.

## CORREZE (15)

**BEYNAT**  
MM. Debât, c.s. maire, mod. maj., 1 010; Terrier, P.S., 738; Delbeuf, P.C., 940. Ball.

**BORT-LES-ORGUES**  
M. Dupont, c.s. mod. maj. Réélu.

**BRIVE NORD**  
MM. Charbonnel, c.s. maire, anc. min., gaull., 8 118; Serand, P.C., 2 890; Dencker, P.S., 2 708; Montell, mod. maj., 2 285; Pagnon, mod. maj., 263. Ball.

**BRIVE SUD**  
MM. Lacombe, mod. maj., 3 440; Chambrade, P.C., 3 111; Catala, rad. g., 2 597; Bousier, U.I.P., 1 515; Bardon, mod. maj., 779; Dignac, mod. maj., 311. Ball.

M. Labruno, c.s. rad. g., ne se représentait pas.

**EGLETONS**  
MM. Crouzet, mod. maj., 1 894; Julien, P.C., 913; Kollermann, P.S., 749; Duby, mod. maj., 511. Ball.

M. Spina, c.s. anc. min., mod. maj., ne se représentait pas.

**LUBERSAC**  
M. Decale, c.s. mod. maj. Réélu.

**MERCEUR**  
M. Téthet, c.s. mod. maj. Réélu.

**MEYMAC**  
M. Chirac, c.s. prés. cons. gén., premier min., U.D.R. Réélu.

**MEYSSAC**  
MM. Ceyrac, c.s. dép. U.D.R., 1 634; Rigal, P.S., 633; Fages, div. g., 587; Mayaudon, P.C., 449. Ball.

**SAINT-PRIVAT**  
MM. Barthe, c.s. mod. maj., 1 453; Denis, P.S., 1 243; Combes, P.C., 383; Audubert, 135. Ball.

**SEILHAC**  
MM. Vinatier, anc. dép. mod. maj., 3 058; Chaufour, c.s. P.C., 1 975; Chausset, P.S., 607. Ball.

**SORNAC**  
MM. Coulaud, c.s. P.S., 681; Goyon, P.C., 566; Thibaudou, mod. maj., 564. Ball.

**TULLE NORD**  
MM. Bouchetell, c.s. P.C., 4 130; Berger, mod. maj., 3 620; Sabat, rad. g., 1 139. Ball.

**TULLE SUD**  
MM. Mouly, maire, mod. maj., 3 788; Combes, P.C., 2 806; Diadrich, P.S., 1 280; Bachelier, mod. dém., 469. Ball.

Le docteur Lacoste, c.s. mod. maj., ne se représentait pas.

**VIGEOIS**  
MM. Rougier, c.s. P.C., 1 371; Boulet, mod. maj.,

## HAUTE-CORSE (15+1)

**BASTIA 2**  
M. Jean Zucoarelli, c.s. dép. maire, rad. g.; candidat unique de la gauche. Réélu.

**BASTIA 4**  
M. Stetkenti, c.s. P.C., candidat unique de la gauche. Réélu.

**BASTIA 5**  
M. Calloni, c.s. rad. g., candidat unique de la gauche. Réélu.

**BORGO**  
M. Galletti, c.s. maire de Luciani, R.I. Réélu.

**BUSTANICO**  
M. Marachini, c.s. rad. g., candidat unique de la gauche. Réélu.

**CALENZANA**  
M. l'abbé Orsini, 988; MM. Pinelli, 978; Canava, P.C., 64. Ball.

M. Rossi, c.s. rad. g., qui avait donné sa démission en septembre 1975, ne se représentait pas.

**CALVI**  
M. Colonna, maire, div. g., 1 122. Ball.

MM. Orabona, c.s. anc. dép. U.D.R., 743; Cecchi, U.D.R., maire de Lumio, 447.

**FUMALTO-D'AMPUGNANI**  
M. Giacomini, c.s. anc. dép. U.D.R. Réélu.

**GHISONI**  
M. Gambini, maire de Ghisonaccia, mod. maj. Ball.

M. Maynard, c.s. maire, U.D.R., qui avait donné sa démission en septembre 1975, ne se représentait pas.

**LE HAUT-NEBBIO**  
M. Saporiti, mod. maj., 951; M. l'abbé Pietrotti, div. g., 894; MM. Maronelli, rad. g., 488; Murati, P.C., 170. Ball.

Le siège était vacant, l'élection d'avril 1975 ayant été annulée.

**MOITA-VERDE**  
M. Vincenti, c.s. Ball.

M. Xavier Carloti, c.s. maire d'Africa, mod. maj., ne se représentait pas.

**OREZZA-ALESANI**  
M. Rolacci, c.s. U.D.R. Réélu.

**SAGRO-DI-SANTA-GIULIA**  
M. Motroni, c.s. P.S., candidat unique de la gauche. Réélu.

L'élection de 1974, au cours de laquelle M. Motroni avait été élu, venait d'être annulée.

**SAN-MARTINO-DI-LOTA**  
M. Baggioni, c.s. U.D.R. Réélu.

**VECOVATO**  
MM. Joseph Orlanducci, R.I., 1 179; Filippi, c.s.,

anc. min. sén., rad. g., 778; Castelli, P.C., 624; Arrighi, U.D.R., 313; Sauli Orlanducci, div. g., 305. Ball.

**VEZZANI**  
MM. Alessandrini, div. g., 796; Fagni, c.s. R.I., 784; Marchionni, P.C., 66. Ball.

Deux sièges sur seize sont pourvus au premier tour. L'union de la gauche renforce sa position : cinq de ses six sortants sont réélus et le sénateur Filippi (rad. g.) est en ballottage favorable, à Vecovato. Rien que d'appartenance pas à la gauche, le nouveau élu de Moita-Verde s'inscrit traditionnellement aux côtés de M. Giacomini (rad. g.), président du conseil général. Outre le siège de Haut-Nebbio qui devait lui revenir dimanche prochain, la gauche s'empare du canton de Calvi, où M. Orabona, ancien député, U.D.R., est battu par M. Colonna, maire de Calvi et conseiller régional. Alors que l'U.D.R. enregistre la réaction de trois de ses cinq sortants, les républicains indépendants conservent leur siège de Borgo, mais sont en ballottage difficile à Vecovato.

CONS. GEN. (prés. : M. François Giacomini, rad. g., sén.) : 2 P.C., 2 P.S., 21 rad. g., 7 U.D.R., 4 R.I., 1 Ind., 1 siège vacant.

**COTE-D'OR (22)**

**BAIGNÈUX-LES-JUIFS**  
M. Languereau, div. g. Ball.

M. Jalquin, c.s. mod. maj., ne se représentait pas.

**BEAUNE SUD**  
MM. Molne, anc. dép., maire U.D.R., 2 540; Volatier, P.S., 2 083; Kaufmann, 677; Leblanc, P.C., 383. Ball.

M. Lahe, c.s. R.I., ne se représentait pas.

**CHATILLON-SUR-SEINE**  
M. Petitfour, c.s. div. g. Réélu.

**CHENOVE**  
MM. Maréchal, c.s. div. g., sout. R.I., 2 663; Esmonin, P.S., 1 884; Janelli, P.C., 1 203; Tremaud, rad., 887. Ball.

**DIJON 1**  
MM. Ampand, c.s. R.I., 2 880; Berthaut, P.S., 2 318; Mme Maragnan, P.C., 727; M. Cêtre, mod. dém., 630. Ball.

**DIJON 2**  
M. Remond, P.S. Ball.

M. Veillet, c.s. anc. prés. cons. gén., anc. maire, R.I., ne se représentait pas.

**DIJON 3**  
MM. Charreau, P.S., 1 820; Pelletier, c.s. mod. maj., 1 771; Mlle Ducrot, P.C., 915; Mlle Hazard, Cenf. dém., 623; Tesseron, rad. g., 146. Ball.

**DIJON 7**  
MM. Lombard, c.s. U.D.R., 2 482; Lenoir, P.S., 1 734; Millet, P.C., 752. Ball.

**DIJON 8**  
MM. Chapet, mod. maj., sout. R.I. et U.D.R., 2 384; Pali, P.S., 1 819; Yaneil, P.C., 1 009; Yvan, rad., 300. Ball.

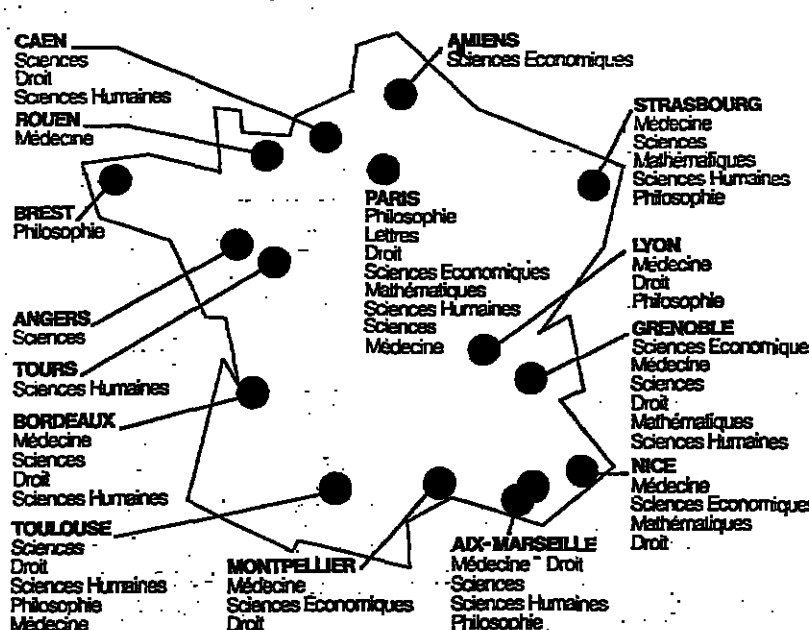
M. Hauser, c.s. mod. maj., ne se représentait pas.

**FONTAINE-FRANÇAISE**  
M. Berger, c.s. dép., maire, U.D.R. Réélu.

(Lire la suite page 8.)

Aujourd'hui dans le NOUVEL OBSERVATEUR

## ETRE ETUDIANT EN 1976



Cette carte est un défi et une provocation. Un défi, parce qu'elle dresse la liste des meilleures facultés de France dans chaque discipline. Or, en vertu du principe sacro-saint de l'universalité de l'enseignement français, il ne saurait théoriquement y avoir d'enseignement "meilleur" qu'un autre.

Cette carte est aussi une provocation. Car la compétition entre universités, aujourd'hui clandestine et honteuse, sera demain vérité officielle.

Cette fameuse réforme de l'enseignement supérieur, que secrétaire d'Etat et ministre dévoilent au coup par coup, nul doute qu'elle n'entraîne avant toute chose une sélection masquée mais réelle, non plus des étudiants mais des enseignements. Il y aurait désormais les "bons" enseignements, dont les diplômes seront reconnus au niveau national. Et puis, il y aurait... les autres, ceux qui prépareraient à des diplômes de second ordre. Quelles seraient toutes les conséquences d'une telle réforme? Le NOUVEL OBSERVATEUR répond dans le grand dossier noir de l'éducation "LES CHEMINS DU SAVOIR", un numéro à ne pas manquer.

# les chemins du savoir

LE NOUVEL  
**observateur**  
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

# Les résultats dans les autres départements

# LE PREMIER TOUR

(Suite de la page 7.)

**GENLES**  
MM. Orsaud, rad. g., 1546; Charbonneau, c. s., R. I. 1377; Mlle Mutin, P. S., 1003; M. Rouyer, 861; Pinon, P. C., 494... Ball.

**LAIGNES**  
MM. Reoq, c. s., div. g., maire, 1069; Chiffon, U.D.R., 1000; Romani, P. C., 148; Moreau, div. g., 59... Ball.

**LIERNAIS**  
M. Charles, c. s., dépt. rad. g. .... Rédu

**NOLAY**  
M. Lesak, c. s., anc. min., anc. dépt. U.D.R. .... Rédu

**POUILLEY-EN-AUXOIS**  
MM. Patrick, P. S., 1009; Galtier, mod. maj., 689; Patrice, mod. maj., 529; Fernandez, P. C., 112; Bize, div. g., 171; Rochette, 191... Ball.

M. Paul Gourier, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

**PRECY-SOUS-THIL**  
M. Lucand, rad. g. .... Elu

M. Picard, c. s., mod. maj., s. ind., ne se représentait pas.

**RECEY-SUR-OURCE**  
Mme Faisot, c. s., maire, div. g. .... Rédu

**SAULIEU**  
M. Laval, c. s., maire, div. g. .... Rédu

## COTES-DU-NORD (24)

**BEGARD**  
MM. Bernard, P. C., 1894; Personnic, mod. maj., 1532; Guillou, c. s., P. S., 1118... Ball.

**BELLE-ISLE-EN-TERRRE**  
M. Coanlec, c. s., P. S. .... Rédu

**BROONS**  
MM. Després, P. S., 2707; Douard, c. s., mod. maj., 2232; Leuyer, P. C., 619... Ball.

**CALLAC**  
M. Félix Leysour, c. s., P. C. .... Rédu

**CAULNES**  
M. Lemarié, c. s., s. ind., Cent. dém. .... Rédu

**COLLINE**  
MM. Albert, mod. maj., 1940; Renard, P. C., 992; Ory, P. S., 523; Caro, socialiste breton, 87; Plesse, c. s., mod. maj., 15; M. Plesse, c. s., mod. maj., avait retiré sa candidature.

**DINAN EST**  
M. Benoit, mod. maj. .... Elu

M. Fleven, c. s., anc. prés. cons., anc. dépt. prés. cons. gén., C.D.P., ne se représentait pas.

**GOUAREC**  
M. Launay, c. s., P. S. .... Rédu

**GUINGAMP**  
MM. François Lelzour, c. s., P. C., 4047; Briand, P. S., 2089; Pasquon, mod. maj., 1521; Le Solleu, mod. maj., 1042; Mme Sevienne, R. I., 0... Ball.

**LAMBALLE**  
M. Coupet, c. s., mod. maj. .... Rédu

**LANNION**  
MM. Gaillet, mod. maj., 3500; Jagoret, anc. cons. gén., P. S., 3012; Le Lagadeu, P. C., 1988; Kervoss, Union démocratique bretonne, 596; M. Frédéric Bourdon, mod. maj., ne se représentait pas.

**LANVOLLON**  
MM. Bolland, P. S., 1740; Bellé, mod. maj., 1491; Le Genn, P. C., 402; Lallé, cent. g., 378... Ball.

M. Le Coquil, c. s., P. S., ne se représentait pas.

**LEZARDRIEUX**  
MM. Simon, P. S., 2000; Le Corre, anc. cons. gén., div. g., 1425; Moreau, mod. maj., 1320; Arhant, mod. maj., 401; Rieunier, P. C., 347... Ball.

M. Le Chevalon, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

**MERDRIGNAC**  
M. Solier, c. s., mod. maj. .... Rédu

**MUR-DE-BRETAGNE**  
Mme Le Brun, P. S., 1075; MM. Quo, mod. maj., 998; Kervenn, cent. g., 314; Frigent, P. C., 201; M. Quere, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

**PLANCOT**  
M. Samson, c. s., mod. maj. .... Rédu

**PLENEUF-VAL-ANDRE**  
MM. Guedo, c. s., mod. maj., 1938; Erhel, P. C., 183; Le Goff, P. S., 1267... Ball.

**PLIEUC-SUR-LIE**  
M. Morel, c. s., P. S. .... Rédu

**PLOUAR**  
MM. Cadoudal, P. C., 2998; Yves Le Parquer, mod. maj., 2229; Le Bricquier, P. S., 1139... Ball.

M. Le Jeune, c. s., P. C., ne se représentait pas.

**PLOUGUENAST**  
Mlle Dienesch, anc. secr. E. anc. dépt. Mouvement des démocrates V. .... Elu

**SEMUR-EN-AUXOIS**  
M. Morévat, c. s., maire, rad. g. .... Rédu

**SEURRE**  
MM. Florentin, c. s., R. I. 1861; Michelin, P. S., 1260; Vellut, P. C., 719... Ball.

**SOMBERNON**  
M. Mercusot, c. s., maire, R. I. .... Rédu

**VENAREY-LES-LAUMES**  
M. Rebou, c. s., maire, rad. g. .... Rédu

Dans trois des six cantons où les conseillers généraux sortants — tous favorables à la majorité — se soumettent au renouvellement de leur mandat, les candidats se répartissent de la gauche ont été élus dans le premier tour. Ainsi, à Baigneux-les-Juifs, M. Remond, P. S., à Dijon-2 et M. Lucand, rad. g., à Précy-Sous-Thil. Si trois conseillers généraux de la majorité (MM. Berger et Leont, U.D.R., et M. Moreau, R.I.) ont été réélus dans le premier tour, en revanche, certains de leurs collègues de la gauche ont été élus dans le second tour. Ainsi, à Dijon-1, M. Genis, Pouilly-en-Auxois et Seurre.

Le parti socialiste envisage une progression importante à Dijon; les radicaux de gauche améliorent leur position notamment à Genis où leur candidat devance son adversaire socialiste.

Elle devance trente et un ans à Châtillon-sur-Seine, avec l'insécurité socialiste. M. Petitjeu a été réélu bien que le P. S. ait voté contre un candidat plus jeune, M. Serez. La majorité se présente d'ailleurs aux élections communales dans le canton pour ne pas « gêner » M. Petitjeu.

CONS. GEN. (prés. : M. Henri Juvénat de la Gravière, R.I.) : 1 P. C., 5 P. S., 4 rad. g., 6 div. g., 1 Cent. dém., 7 U.D.R., 10 R. I., 1 mod. maj., 3 div. maj.

**PONTARION**  
MM. Savary, 961; Charbon, P. S., 127; Jean, P. C., 430... Ball.

Georges Mercier, c. s., mod. maj. est décédé.

**SAINT-VAURY**  
M. Chervy, c. s., P. S. .... Rédu

**LA SOUTERRAINE**  
M. Gardet, anc. cons. gén., P. C. .... Elu

M. Pichot, c. s., maire cent. gauche, ne se représentait pas.

Sur les quatorze sièges à pourvoir, quatre seulement restent en ballottage. Neuf conseillers généraux sortants ont été réélus. M. Gardet, P. C., maire de Saint-Maurice-le-Vieux, est élu dans le canton de La Souterraine, où le conseiller général sortant, M. Pichot, P. S., qui l'avait battu en 1970, ne se représentait pas.

Dans le canton de Guéret Sud-Ouest, modifié en 1973, M. Guy Beck, député socialiste et conseiller général sortant, est en ballottage. M. Barrière, adjoint au maire de Guéret, II en est de même à Dun-le-Palestel, où M. Papey, P. S., est devancé par M. Delaite. Les deux candidats ne semblent toutefois pas menacés. Dans le canton de Guéret Nord, M. Mignier, conseiller général sortant socialiste, qui est également en ballottage, devance M. Boudin, candidat sans étiquette, tendance majoritaire. Enfin, à Fontarion, dont le siège est devenu depuis le décès de Georges Mercier (mod. maj.), le candidat socialiste semble bien placé.

CONS. GEN. (prés. : M. André Chanderagor, P. S., dépt.) : 2 P. C., 17 P. S., 1 Cent. g., 1 rad. g., 3 U.D.R., 3 div. maj.

## DORDOGNE (24+2)

**BELVES**  
MM. Laval, 1001; Loublé, maire, U.G.S.D., 956; Malevergne, P. C., 430; Ramme, Défense de l'Occident, 143... Ball.

M. Janot, c. s., U.D.R., ne se représentait pas.

**BERGERAC 1**  
M. Manet, maire, U.G.S.D.-P. S. .... Elu

M. Mimont, c. s., P. S., est décédé.

**CARLUX**  
M. Bonnet, c. s., maire, U.G.S.D.-P. S. .... Rédu

**CHAMPAGNAC-DE-BELAIR**  
M. Bonnet, c. s., maire, U.G.S.D.-P. S. .... Rédu

**DOMME**  
M. Bournazel, c. s., U.G.S.D.-P. S. .... Rédu

**EXIDEUIL**  
MM. Pagnon, c. s., P. C., 1719; Jacquot, U.D.R., 1908; P. S., 1424; Esthomas, U.G.S.D., 897... Ball.

**EYMET**  
MM. Jarry, c. s., dépt. maire, U.G.S.D.-P. S., 1007; Marty, R. I., 983; Rastier, P. C., 688... Ball.

**ISSIGEAUX**  
M. Perrin, c. s., maire, U.D.R. .... Rédu

**LALANDE**  
MM. Rochod, U.G.S.D., 1908; P. S., 1424; Rebeyrolle, P. C., 914; Taxis, 496... Ball.

M. Ventenat, c. s., mod. maj., est décédé.

**MAREUIL-SUR-BELLE**  
MM. Marchais, maire, div. maj., 977; Clément, mod. maj., 944; Clana, mod. maj., 469; Ramelin, P. C., 195... Ball.

**MONPAZIER**  
M. François, U.G.S.D.-P. S. .... Elu

M. Magimel-Pellonier, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.

**MUSSIDAN**  
MM. Bonneau, c. s., maire, U.G.S.D.-rad. g., 2183; Berbeson, P. C., 1491; Clément, U.D.R., 1179; Pignaux, rad. g., 333... Ball.

**NEUVIC**  
M. Pascaud, c. s., maire, U.G.S.D.-rad. g. .... Rédu

**PERIGUEUX CENTRE**  
M. Guéna, c. s., dépt. maire, anc. min. U.D.R. .... Rédu

**RIBERAC**  
MM. Crassat, div. maj., 2028; Casseau, maire, U.G.S.D.-rad. g., 2003; Cheminade, P. C., 863... Ball.

M. Boniface, c. s., rad. g., ne se représentait pas.

**SAINT-ALVÈRE**  
MM. Labrousse, c. s., U.G.S.D.-rad. g., 730; Pivaty, U.D.R., 587; Imbert, P. C., 338... Ball.

**SAINT-ASTIER**  
MM. Nectoux, c. s., U.D.R., 3015; Charnaud, U.G.S.D., 2427; Marois, P. C., 2263... Ball.

**SAINT-AULAYE**  
MM. Laviale, rad. 1508; Robin, maire, P. S., 1378; Valentin, mod. maj., 1083; Marchadier, P. C., 364... Ball.

**SAINT-CYPRIEN**  
MM. Ladigue, c. s., maire, U.G.S.D.-rad. g., 1781; Jeanot, P. C., 1212; Tonnard, U.D.R., 633; Lesvignes, soc. ind., 171... Ball.

## CREUSE (14)

**BENEVENT-L'ABBAYE**  
M. Caillaud, c. s., P. S. .... Rédu

**BOUSSAC**  
M. Romaine, c. s., s. ind., mod. maj. .... Rédu

**CHENERAILLES**  
M. Laviedre, c. s., U.D.R. .... Rédu

**LA COURTINE-LE-TRUCQ**  
MM. Maginier, c. s., P. S., 677; Baudin, 604; Leblanc, P. C., 228... Ball.

**CROCQ**  
M. Bardolle, c. s., mod. maj. .... Rédu

**DUN-LE-PALESTEL**  
MM. Delle, 2187; Papey, P. S., 1234; Durand, P. C., 1138... Ball.

M. Caillaud, c. s., maire, P. S., ne se représentait pas.

**EVAUX-LES-BAINS**  
M. Claret, c. s., maire, P. S. .... Rédu

**FELETTIN**  
M. Mazet, c. s., maire, U.D.R. .... Rédu

**GUERET NORD**  
M. Lefebvre, c. s., P. S. .... Rédu

**GUERET SUD-OUEST**  
MM. Barrelet, 1032; Beck, c. s., dépt. P. S., 1012; Villatourelle, P. C., 431... Ball.

**JARNAGES**  
M. Pina, c. s., U.D.R. .... Rédu

**SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE**  
MM. Millet-Lacombe, c. s., rad. g., 1823; Barruche, P. C., 816; Brives, P. S., 738; Agard-Lafond, div. maj., 689... Ball.

**SAINT-PIERRE-DE-CHIGNAC**  
MM. Félix, c. s., U.G.S.D.-P. S., 1883; P. net, P. C., 1884; Rancard, 1587... Ball.

**TERRASSON**  
M. Rouby, c. s., maire, U.G.S.D.-P. S. .... Rédu

**THENON**  
MM. Lacoste, c. s., s. ind., P. S., 861, anc. min., U.G.S.D.-P. S., 1330; Laba-lue, rad. 523; Barlet, U.D.R., 516; Lavandier, P. C., 413... Ball.

**THIVIER**  
M. Beylot, c. s., U.D.R. .... Rédu

**VELINES**  
M. Bonamy, c. s., rad. g. .... Rédu

**VILLAMBLARD**  
MM. Reynaud, c. s., maire, U.G.S.D.-P. S., 894; Montferand, 852; Casado, P. C., 579; Leyx, R. I., 479... Ball.

La participation a été très forte (75 %). Parmi les conseillers élus au premier tour, huit sont U.G.S.D. (cinq socialistes et trois radicaux de gauche), et trois sont U.D.R. M. Yves Gueff, député, ancien ministre et secrétaire général adjoint de l'U.D.R., a été confortablement réélu. De même que M. Alain Bonnet, député radical de gauche, à Champagnac-de-Belair. A Thouy, M. Robert Lacoste, conseiller socialiste, président du conseil général, est en ballottage très favorable. Il est possible que la majorité perde les sièges de Lalande et de Saint-Astier. En outre, M. Claude Gueffard, député, ancien ministre, national des républicains indépendants, a échoué dans sa tentative d'implantation à Bergerac. Déjà tenu en échec en décembre dernier lors de l'élection municipale partielle provoquée par le décès de M. Mimont, il ne pourra empêcher le nouveau maire de la ville de conserver au parti socialiste le canton de Bergerac.

CONS. GEN. (prés. : M. Robert Lacoste, P. S., s. ind.) : 6 P. C., 12 P. S., 13 rad. g., 5 div. g., 7 U.D.R., 7 mod. maj.

## DOUBS (15)

**AMANCEY**  
M. Bourgon, c. s., Cent. dém. .... Rédu

**AUDEUX**  
Mme Quersach, P. S., 1589; Mignot, dépt. div. g., 1552; Favory, P. C., 538; Berger, 252... Ball.

**AUDINCOURT**  
MM. Pagnelli, c. s., P. C., 9415; Domon, P. S., 3999; Kuster, U.D.R., 3504; Minnaert, P. S., 778... Ball.

**BAUME-LES-DAMES**  
M. Méry, c. s., maire, P. S. .... Rédu

**BESANCON EST**  
MM. Tourrain, c. s., U.D.R., 2181; Maurivard, P. C., 994; Mayol, rad. 787; Monloite, P. S., 363; Hugon, rad. 255... Ball.

**BESANCON NORD**  
M. Pagnelli, c. s., P. S., 4110; Salomon, U.D.R., 1833; Bonnet, R. I., 1514; Ponthoux, P. C., 1363; Vitot, P. S., 560... Ball.

**BESANCON OUEST**  
MM. Schwint, s. ind., P. S., 2998; Weinmann, c. s., dépt. P. S., 2120; Gurty, P. C., 1234; Begard, rad. 114; Valentin, P. S., 440; Mme Meusy, rad. 378... Ball.

**BESANCON SUD**  
M. Joubert, c. s., prés. cons. gén., anc. dépt. mod. Rédu

**BOUSSIERES**  
MM. Carrière, c. s., anc. min., P. S., 943; Amiot, R. I., 856; Bulle, P. C., 941; Picard, U.D.R., 671... Ball.

**CLERVAL**  
MM. Crétin, c. s., U.D.R., 1374; Gardier, div. maj., 1983; Vialle, P. C., 306; Dubois, P. S., 240... Ball.

**HERIMONCOURT**  
MM. Maillard-Salins, P. S., 1826; Bolland, P. C., 1512; Cencig, U.D.R., 1187; Mogne, soc. ind., 713; Roy, soc. ind., 285... Ball.

M. Trabbia, c. s., P. S., ne se représentait pas.

**LISLE-SUR-LE-DOUBS**  
M. Gérard, c. s., div. maj. .... Rédu

**LEVIER**  
M. Philippe, Cent. dém., 1776; Marrier, P. S., 887; Tardot, div. maj., 878; Mignot, P. S., 152... Ball.

M. Michand, c. s., Cent. dém., ne se représentait pas.

**MAICHE**  
M. Bobillier, c. s., anc. maire, div. maj. .... Rédu

**MARCHAUX**  
MM. Pélissier, c. s., div. mod., 2479; Mercadier, P. S., 1218; Fournier, P. C., 947... Ball.

Cinq conseillers sortants sont réélus au premier tour, dont M. Joubert, président du conseil général, et M. Robert Schwint, sénateur (P. S.), à qui Von gréte l'indication de succéder à M. Jean Minjor à la tête de la liste socialiste lors des élections municipales de 1977. Une comparai-

son avec les résultats du premier tour des élections présidentielles de mai 1974 fait apparaître une nette progression de la gauche dans les quatre cantons de Besançon. On observe pour l'ensemble des quatre cantons un léger recul du P. S., tandis que le P. C. reste pratiquement stationnaire. Dans les deux cantons où s'affrontaient un candidat U.D.R. et un candidat R. I., ce dernier l'emporte à Boussières (ancien rural), tandis que le candidat U.D.R. se trouve mieux placé dans le canton urbain de Besançon Nord.

CONS. GEN. (prés. : M. Auguste Joubert, mod. maj.) : 1 P. C., 7 P. S., 1 rad. g., 1 div. g., 5 Cent. dém., 7 U.D.R., 3 R. I., 6 mod. maj.

## DROME (17)

CONS. GEN. (prés. : M. Maurice Pic, P. S., s. ind.) : 1 P. C., 17 P. S., 2 rad. g., 3 div. g., 1 C.D.P., 1 Cent. dém., 3 U.D.R., 1 R. I., 6 mod. maj.

**BOURDEAUX**  
Mme Chancel, P. S., 2393; M. Chancel, s. ind., rad. g., est décédé.

**BUIS-LES-BARONNIES**  
MM. Bui, c. s., div. g., 831; Bui, P. C., 782; René Jouve, c. s., P. S., 673... Ball.

**LA CHAPELLE-EN-VERCOIRS**  
MM. Simonnet, anc. min., anc. dépt. cent. dém., 478; Revol, c. s., div. g., 357; Duval, c. s., 203; Riber, schenck, P. C., 110... Ball.

**CREST-NORD**  
M. Boudier, c. s., div. g., 2121; Combe-Laboussière, R. I., 1112; Louzon, P. S., 1031; Basset, P. C., 891... Ball.

**CREST-SUD**  
MM. Louis Jouve, c. s., mod. 1236; Tabardet, P. S., 886; Serres, P. C., 774... Ball.

**LE GRAND-SERRE**  
M. Brunet, c. s., P. S. .... Rédu

**LORIOU**  
MM. Clément, c. s., P. S., 2008; Chât, P. C., 1331; Mlle Bouteau, maire, cent. dém., 1243... Ball.

**MARSANNE**  
M. Sauvan, c. s., C.D.P. .... Rédu

**PORTES-LES-VALENCE**  
M. Couillard, c. s., P. C. .... Rédu

**ROMANS 1**  
MM. Filloud, c. s., dépt. P. S., 4901; Durand, R. I., 2555; Juvénat, P. C., 1773... Ball.

**ROMANS 2**  
M. Lapassat, c. s., P. S. .... Rédu

**SAILLANS**  
MM. Liotard, div. maj., 358; Arnaud, mod. 288; Proust, P. C., 258; Albert, c. s., 185... Ball.

**SAINT-DONAT-SUR-L'HERASSE**  
MM. Bessonne, c. s., cent. dém., 1228; Galland, P. S., 1013; Michelon, P. C., 328... Ball.

**SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX**  
M. Michel, c. s., P. S. .... Rédu

**SAINT-VALIER**  
MM. Steinberg, P. S., 2894; Witeau, maire, R. I., 2109; Delays, c. s., s. ind., 2039... Ball.

**SEDERON**  
M. Andréolety, c. s., P. S. .... Rédu

**VALENCE 1**  
MM. Ribadeau-Dumas, c. s., dépt. maire, U.D.R., 2410; Dragon, P. S., 1861; Jury, P. C., 883... Ball.

Le parti socialiste compte un nouveau élu, en plus des quatre conseillers sortants qui ont été réélus dans le premier tour. Sur les quatre autres cantons qu'il détenait, il devait en conserver deux, mais il perd le député socialiste, M. Claude Baronnies, où il est devancé par le P. C. F.

La majorité est en difficulté à Valence, où M. Ribadeau-Dumas, député U.D.R., maire, est en ballottage difficile. A Saint-Donat, où M. Bessonne, Centre démocrate, est dans la même situation.

## EURE (18)

**BRIONNE**  
MM. Beauvais, c. s., maire, rad. g., 1885; Fraquet, mod. maj., 1692; Grimaud, P. C., 1088... Ball.

**BROGLIE**  
M. de Montullé, c. s., mod. maj. .... Rédu

**EVREUX SUP**  
MM. Maillard, mod. maj., 6140; Plaisance, P. C., 4998; Leroux, P. S., 4779... Ball.

M. Augustin Azemias, c. s., maire, P. S., ne se représentait pas.

**FLEURY-SUR-ANDELE**  
MM. Heulie, mod. maj., 2500; Maugé, P. S., 1686; Bellavolpe, P. C., 1267; Fleuriel, c. s., act. loc., 740; Lechaube, rad. 408; Langlois, div. g., 101... Ball.

**GIROIS**  
M. Larmannou, maire, P. C. .... Elu

M. Fournel, c. s., anc. secr. d'Etat, P. S., ne se représentait pas.

**LOUVIERS**  
MM. Jumelle, c. s., rad. 4254; Doucet, P. S., 3351; Grabova, P. C., 2133... Ball.

**LYONS-LA-FORÊT**  
M. Collard, c. s., div. g. .... Rédu

**LE NEUBOURG**  
MM. Meunier, c. s., rad. 1764; Bidaud, P. C., 1183; Bonnel, rad. g., 877... Ball.

**PONT-AUDEMER**  
MM. Swertvaeger, c. s., rad. g., 2154; Saint-Thaurin, P. C., 1768; Beauvais, mai., 1683; Restout, rad. 1345... Ball.

**PONT-DE-L'ARCHE**  
MM. Montagne, c. s., dépt. Cent. dém., 3508; Champion, P. C., 2342; Aulal, P. S., 1083... Ball.

**QUILLEBEUF-SUR-SEINE**  
M. Castel, c. s., mod. maj. .... Rédu

**ROUTOT**  
MM. Michel, dépt. P. S., 2191; de Millerville, c. s., R. I., 2168; Mme Conil, P. C., 500... Ball.

**RUGLES**  
M. de Broglie, c. s., dépt. R. I. .... Rédu

**SAINT-ANDRE-DE-LEURE**  
Mme Oger, P. C., 2323; M. Pulver, P. S., 2388; Masson, soc. ind., 2191... Ball.

M. Lheriau, c. s., div. g., ne se représentait pas.

**SAINT-GEORGES-DU-VIEVRE**  
M. Legoux, c. s., s. ind., mod. maj. .... Rédu

**THIBERVILLE**  
M. Couraye du Parc, c. s., Cent. dém. .... Rédu

**VERNEUIL-SUR-AVRE**  
MM. Monfrals, c. s., R. I., 2032; Demaire, div. g., 1886; Courrel, P. C., 1056... Ball.

**VERNON**  
MM. Georges Azemias, c. s., maire, soc. ind., 3500; Cailloux, rad. 1590; M. Modeste, P. C., 1483; Hébert, P. S., 1451... Ball.

## EURE-ET-LOIR (14)

**ANET**  
M. Baraine, c. s., maire, U.D.R., 2580; M. Morand, P. S., 1583; M. Miguel, P. C., 877; M. Breton, soc. ind., 516 voix... Ball.

**AUNEAU**  
M. Perrot, c. s., rad. 2025; M. Parnieu, P. C., 1434; M. ne Marchand, act. loc., 833; M. Pétillon, R. I., 798... Ball.

**AUTHON-DU-PERCHE**  
M. Alcover, c. s., maire, rad. g., 933; M. Dain, P. C., 716; M. Allègre, R. I., 693; M. Devaux, rad. 508; Mme Lagèbe, act. loc., 411; M. Soler, act. loc., 204; Mlle Dambra, écologiste, 87... Ball.

**BONNEVAL**  
M. Lamirault, c. s., P. S., 1972; M. Bouloux, P. C., 1383; M. Daviau, ind. 1287; M. Moussu, rad. g., 603 voix... Ball.

**BREZOLE**  
M. Nespoloux, c. s., rad. g. .... Rédu

**CHARTRES NORD-OUEST**  
M. Desouches, c. s., anc. dépt. rad. 4676; M. Plaisance, P. S., 2323; M. Rousseau, P. C., 1946; Mlle Rigon, U.D.R., 1207; M. Du-lartre, rad. 716... Ball.

**CHARTRES SUD-EST**  
M. Lemoine, c. s., P. S., 3046; Mme Egasse, act. loc., 175; M. Bonjour, P. C., 1049; M. Monclerc, rad. 568; M. Valentin, U.D.R., 562... Ball.

**CLOYES**  
M. Maunier, rad. g., 1585; M. Dourdan, c. s., R. I., 1226; M. Baudouin, rad. 925; M. Sautouat, P. C., 808... Ball.

**COURVILLE-SUR-EURE**  
M. Bataille, c. s., P. S., 1871; M. Bizard, R. I., 1280; M. Genet, rad. 620; M. Janci, P. C., 617... Ball.

**DREUX NORD-EST**  
M. Cauchon, c. s., s. ind., maire, Cent. dém. .... Rédu



# DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

**LA LOUPE**  
M. Georges, c. s.,  
maire, div. 2, 1954.  
M. Morizot, P.C., 1249.  
M. Pégau, P.C., 804.  
M. Wolf, ref., 380. Ball.

**NOGENT-LE-ROI**  
M. Thorel, c. s., anc.  
dép., maire, U.D.R. Rédu.

**SENONCHES**  
M. Grandon, c. s., maire.  
cent. g. Rédu.

**VOVES**  
M. Genin, P.S., 1735.  
M. Proust, U.D.R., 1175.  
M. Cosson, ref., 1130.  
M. Cohn, P.C., 546. Ball.

M. Gommier, c. s., maire.  
P.S. ne se représentait pas.  
Ce premier tour de scrutin s'est  
déroulé sans surprise et ne laisse  
pas entrevoir de changement nota-

ble dans la composition du conseil  
général. Outre conseillers sortants  
ont été réélus, dans l'arrondissement  
de Dreux, trois députés des oppo-  
sitions : à la majorité, le dernier  
aux radicaux de gauche.  
Dans les autres cantons, les ballo-  
tages sont dans l'ensemble impor-  
tants : candidats sortants, sont à  
Clécy, M. Douvrou, maire, R.I.,  
est mis en difficulté par M. Maunier,  
radical de gauche.  
A Voves, où le conseiller sortant,  
M. Gommier, maire, socialiste, a été  
réélu, le candidat du P.S., qui  
lui succède, est du mal à vaincre  
le candidat U.D.R., adjoint au maire.  
On note, d'autre part, une nette  
progression des voix obtenues par  
le parti communiste dans certains  
cantons (à Auzou, notamment).  
CONS. GEN. (prés. : M. Emile  
Vivier, P.S., 304) : 2 P.S., 3 rad. g.,  
5 div. g., 1 cent. g., 1 cent. dém.,  
2 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.F., 2 mod.  
maj.

tour. Parmi eux figurent MM. Pou-  
despice, vice-président de Radio-  
Monte-Carlo, ancien secrétaire gé-  
néral du C.D.P., ancien député,  
Gourdon (P.S.), président du conseil  
général, et Boulot (rad. g.), pré-  
sident de la chambre d'agriculture.  
A Nîmes 1, dans la 1<sup>re</sup> primaire, le  
candidat de la majorité, le candidat  
centriste a obtenu plus de voix que  
le représentant de l'U.D.R. A  
Nîmes 2, le jeune candidat des

républicains indépendants fait un  
score respectable, mais le siège  
abandonné par M. Tondut (U.D.R.),  
devrait revenir, dimanche prochain,  
au P.C.F. qui avait assuré son  
influence sur une ville dont il  
dirige la municipalité.  
CONS. GEN. (prés. : M. Robert  
Gourdon, P.S., 104) : 10 P.C.,  
1 P.S., 2 rad. g., 2 cent. g., 2 mod.  
1 C.D.P., 1 U.D.R., 3 mod. maj.

## HAUTE-GARONNE (25)

**ASPET**  
M. Pradère, c. s., mod.  
maj. Rédu.

**AUTERIVE**  
M. Palou, soc. ind.,  
1741 : Gaudin, c. s.,  
U.G.S.D.-rad. g., 1537.  
Vallès, mod. maj., 1191.  
Montenegro, P.C., 1037. Ball.

**BARBAZAN**  
M. Arnaud, c. s., P.S. Rédu.

**CARAMAN**  
M. Boyer, c. s., P.S. Rédu.

**CARBONNE**  
M. Roux, P.S., 2382.  
M. Doumenge, c. s., P.C.,  
1840 : Grégoire, C.D.P., 666.

**LE FOUSSERET**  
M. Amiel, P.S., 945.  
Brunet, c. s., soc. ind., 666.  
Ronde-Cusieu, rad. g., 492.  
Monty, P.C., 347 : Combes,  
extr. dr., 86. Ball.

**GRENADE**  
M. Moulères, mod.,  
2479 : Pons, c. s., P.S.,  
1009 : Estelle, P.C., 1009 : Delpech,  
rad. g., 644 : Delpech,  
U.D.R., 406. Ball.

CONS. GEN. (prés. : M. André  
Cohn, cent. dém., 304) : 3 P.C.,  
1 P.S., 11 P.S., 2 div. g., 14 Cent.  
dém., 6 U.D.R., 5 R.I., 3 mod. maj.

Huit conseillers généraux sortants,  
dont trois parlementaires socialistes,  
un député, M. Manquère, et deux  
senateurs, MM. Mériot et Berchoud,  
présidents du conseil général, ont été  
réélus avec facilité dans leurs can-  
tons respectifs.  
La seule surprise de ce scrutin  
proviendrait du canton de Carbone  
dont le titulaire, M. Jean Doumenge,  
communiste, maire de Nog, président-  
directeur général d'INTERAGRA et  
président du conseil général, ont été  
réélus avec facilité dans leurs can-  
tons respectifs.  
Le scrutin de ce scrutin  
proviendrait du canton de Carbone  
dont le titulaire, M. Jean Doumenge,  
communiste, maire de Nog, président-  
directeur général d'INTERAGRA et  
président du conseil général, ont été  
réélus avec facilité dans leurs can-  
tons respectifs.  
Le scrutin de ce scrutin  
proviendrait du canton de Carbone  
dont le titulaire, M. Jean Doumenge,  
communiste, maire de Nog, président-  
directeur général d'INTERAGRA et  
président du conseil général, ont été  
réélus avec facilité dans leurs can-  
tons respectifs.

**AUCH SUD-EST**  
MM. Freneron, c. s., ref.,  
1839 : Maunier, P.S., 1297.  
Mme Lamoignon, P.C., 631. Ball.

**AUCH SUD-OUEST**  
MM. Marsol, P.S., 1187.  
Fuechberg, rad. g., 850 : Brus-  
siau, U.D.R., 435 : Laffuste,  
P.C., 364 : Desbats, rad. g.,  
177.  
M. Rozès, c. s., rad., ne  
se représentait pas.

**CONDOM**  
M. Abellé, maire, P.S.,  
1430 : Dubos, U.D.R., 1289.  
Tandonnet, c. s., rad. g.,  
1130 : Novarini, P.C., 877. Ball.

**EAUZE**  
MM. Desquès, P.S., 2206 :  
Faget, c. s., maire, act. loc.,  
2073 : Carcy, P.C., 545. Ball.

**GIMONT**  
MM. Dubarry, maire, act.  
loc., 1212 : Balas, P.S., 1087 ;  
Clua, U.D.R., 850 : Barsa-  
gol, P.C., 312. Ball.

M. Abadie, c. s., maire.  
C.D.P. ne se représentait pas.

**MAUVEZIN**  
MM. de Montesquiou, c.  
s., maire de Marsan, dép.  
ref., 1143 : Montanier, P.S.,  
1089 : Cabassy, P.C., 320. Ball.

**MIRANDE**  
MM. Beaudran, maire,  
ref., 1873 : Cazeneuve, c. s.,  
P.S., 1892 : Oliveira, rad.  
g., 515 : Herrero, P.C., 369. Ball.

**MONTESQUIOU**  
M. Lasbennes, c. s., mod.  
maj. Rédu.

**NOGARO**  
M. Dupuy, c. s., maire.  
P.S. Rédu.

**SAMATAN**  
Mme Marie Brocas, c. s.,  
réf., 755 : M. Pierre Bro-  
cas, P.C., 605 : Monestier,  
act. loc., 575 : Zabotto, P.S.,  
580. Ball.

**VIC-FEZENSAC**  
M. Castex, c. s., maire.  
réf. Rédu.

**LISLE-JOURDAIN**  
MM. Camplignon, c. s.,  
maire, U.D.R., 1445 : Arqué,  
P.S., 1383 : Laire, rad. g.,  
698 : Ghilardi, P.S., 679 :  
Marestaing, P.C., 650. Ball.

**LECTOURE**  
M. Joseph, P.S., 1884 :  
M. Ruel, U.D.R., 1884 :  
M. Ruel, U.D.R., 1884 :  
loc., 1338 : Goudin, P.C.,  
363.

**MARCIAC**  
MM. Laffitte, c. s., P.C.,  
904 : Gardy de Boos, R.I.,  
745 : Furon, P.S., 519. Ball.

## GERS (15)

**AIGNAN**  
M. Sempé, c. s., sén.  
maire, P.S. Rédu.

## FINISTÈRE (25)

**BREST 3**  
M. de Bennetot, c. s., dép.  
U.D.R. Rédu.

**BREST 5**  
MM. Gourmelon, c. s.,  
P.S., 3397 : Tanguy, cent.,  
2913 : Aminot, P.C., 1810. Ball.

**BREST 7**  
M. Briant, c. s., U.D.R. Rédu.

**BRICQ**  
M. Stéphan, c. s., Cent.  
dém. Rédu.

**CHATEAUX**  
M. Le Jeune, c. s., sén.  
Cent. dém. Rédu.

**CHATEAUNEUF-DU-FAOU**  
MM. Hémeury, c. s., P.C.,  
2848 : Hourmant, mod.,  
2803 : Le Méhauté, 1844.  
Lepage, P.S., 1019 : Pui-  
landre (régionaliste), 309. Ball.

Dans tous les cantons soumis à  
un renouvellement, le P.S. a obtenu  
son avance sur le P.C. et augmente  
son score antérieur.  
A Châteauneuf-du-Faou, M.  
Cohn, président du conseil gé-  
néral, sénateur sortant, prési-  
dent de la commission sénatoriale  
des affaires étrangères, a été réélu  
pour la première fois, et a obtenu  
la majorité de la gauche. Enfin,  
il est à noter que les candidats se  
présentant sous l'étiquette du  
Front rayé, à Châteauneuf-  
du-Faou.  
CONS. GEN. (prés. : M. André  
Cohn, cent. dém., 304) : 3 P.C.,  
1 P.S., 11 P.S., 2 div. g., 14 Cent.  
dém., 6 U.D.R., 5 R.I., 3 mod. maj.

**DOUARNENEZ**  
MM. Guernier, c. s., dép.  
U.D.R., 638 : Masson, P.C.,  
4990 : Penz, P.S., 2104. Ball.

**LE FAOU**  
M. Crenn, U.D.R. Elu.

Mme Poux,  
dép., anc. min. U.D.R., ne  
se représentait pas.

**HUELGOAT**  
M. Penven, c. s., P.C. Rédu.

**LANDERNEAU**  
M. Le Borgne, c. s.,  
maire, R.I. Rédu.

**LANDIVISIAU**  
M. Caboch, c. s., R.I. Rédu.

**LESNEVEN**  
M. Airiau, c. s., R.I. Rédu.

**MORLAIX**  
MM. Masson, mod. prés.,  
4310 : Glacoh, maire, P.S.,  
3833 : David, P.C., 1094.  
Marzin, P.S., 1497 : Cor-  
net, régionaliste, 908. Ball.

M. Prat, c. s., anc. dép.  
P.S.U., ne se représentait  
pas.

**OUESANT**  
M. Colin, c. s., sén. anc.  
min. prés. cons. gén. Un.  
cent. Rédu.

**PIOGASTEL-SAINT-GERMAIN**  
M. Favech, c. s., cent. Rédu.

**PILOUDRY**  
M. Abégou, c. s., R.I. Rédu.

**PILOUGNEAU**  
MM. Tilly, mod. prés.,  
1830 : Le Nagard, P.C.,  
1728 : Berthon, c. s., P.S.,  
1614. Ball.

**PONT-AVEN**  
M. Orvoën, c. s., sén.  
cent. Rédu.

**QUIMPER 1**  
M. Bécant, c. s., dép.  
U.D.R. Rédu.

**QUIMPER 2**  
MM. Younès, P.S., 4701 :  
Faubert, cent., 3577 : Gu-  
nebrech, U.D.R., 3125 :  
Mérour, P.C., 2589 : Auffret,  
rad. maj., 988. Ball.

M. Léon Gouguen, c. s.,  
div. g., ne se représentait  
pas.

**QUIMPERLE**  
M. Le Pennec, dép. P.S. Elu.

**SAINT-RENNAN**  
M. Cheminac, c. s., R.I. Rédu.

**SCAER**  
MM. Fiehe, mod. prés.,  
2593 : Poulichet, c. s., P.C.,  
2128 : Gassan, P.S., 1190. Ball.

**SIZUN**  
M. Manach, c. s., P.S. Rédu.

**TAULE**  
MM. Corre, c. s., P.S.,  
2490 : Tréven, mod. prés.,  
2158 : Le Bars, P.C., 368. Ball.

## GARD (21)

**ALLES SUD-EST**  
MM. Verdhan, c. s.,  
P.C., 3379 : Gilles, R.I.,  
2126 : Dumas, mod. maj.,  
2181 : Mme Aldon, P.S.,  
1183 : M. Blachère, P.S.U.,  
118. Ball.

**ANOUZE**  
MM. Bassoul, P.S., 1385 ;  
Jeanjean, P.C., 1219 : La-  
font, mod. maj., 1011 : Nicola-  
div. g., 507 : Pouget, rad. g.,  
M. Valès, c. s., P.S., ne se  
représentait pas.

**ARAMON**  
M. Pondevine, c. s., anc.  
dép. C.D.P. Rédu.

**BAGNOIS-SUB-CEZE**  
MM. Bessard, P.S.,  
3473 : Menjaud, mod.,  
3210 : Roux, P.C., 2028.  
Gély, div. g., 1354.  
M. Jarré, c. s., anc. 808.  
div. g., ne se représentait  
pas.

**BEAUCAIRE**  
MM. Boyer, maire, P.C.,  
3551 : Cardier, c. s., C.D.P.,  
2838 : Latorre, P.S., 1946. Ball.

**GENOLHAC**  
M. Bolmont, c. s., P.C. Rédu.

**LA GRAND-COMBE**  
MM. Durand, c. s., P.C.,  
4248 : Bessard, mod., 3457 :  
Larguier, P.S., 2144. Ball.

**LASALLE**  
M. Gassix, c. s., mod.  
maj. Rédu.

**LUSSAN**  
M. Boulot, c. s., rad. g. Rédu.

**MARGUERITES**  
MM. Gleizes, c. s., rad. g.,  
1807 : Rimbaud, P.C.,  
1261 : Brun, cent., 884. Ball.

**NIMES 1**  
MM. Fayet, c. s., P.C.,  
2338 : Régis-Vigouroux,  
Un. cent., 1569 : Barloy,  
P.S., 1281 : Sagnard,  
U.D.R., 1278 : Vigouroux,  
P.S.U., 371 : Dupont, rad.,  
381 : Fesset, rad. g., 94. Ball.

**NIMES 2**  
MM. Testanière, P.C.,  
3341 : Dombre, R.I., 2261 :  
Mme Schwartz, P.S., 1217 :  
M. Furlanetto, soc. dém.,  
710 : Dard, P.S.U., 249 :  
Orsac, rad. g., 153.  
M. Tondut, c. s., anc.  
dép. U.D.R., ne se repré-  
sentait pas.

**QUISSAC**  
M. Roussel, c. s., P.S. Rédu.

**REMOULINS**  
M. Bissou, c. s., mod.  
maj. Rédu.

**SAINT-AMBOIX**  
MM. Fabre, c. s., P.C.,  
3255 : Blache, mod., 1527 :  
Boysac, P.S., 1430 : Bap-  
tiste, cent., 1264. Ball.

**SAINT-GILES**  
M. Girard, c. s., mod.  
maj. Rédu.

**SAINT-HIPPOLYTE-FORT**  
MM. Léonard, P.C.,  
1859 : Enghet, mod., 558 :  
Sadoul, P.S., 505 : Cruevil-  
ler, mod. maj., 303 : Trouil-  
let, U.D.R., 258. P.S. ne  
se représentait pas.

**SAUVE**  
M. Pradère, c. s., P.S. Rédu.

**VALLERAILLE**  
M. Cavaller-Bénédet, c. s.,  
P.S. Rédu.

**VAUVERT**  
M. Gourdon, c. s., prés.  
cons. gén., maire, P.S. Rédu.

**VILLENEUVE-LES-AVIGNON**  
MM. Gachon, U.D.R.,  
2811 : Fabre, P.S., 1442 :  
Grégoire, mod., 1245 :  
Boussard, P.C., 900. Ball.

M. Sagnès, c. s., P.S., ne  
se représentait pas.  
Dix conseillers généraux sur vingt  
et un ont été réélus dès le premier

**LEGUEVIN**  
MM. Lardit, soc. ind.,  
1672 : Gaubert, U.G.S.D.-  
rad. g., 1492 : Granger,  
P.C., 971 : Amiel, U.D.R.,  
868 : Garrauet, div. g., 706. Ball.

**MONTESQUIEU**  
M. Messat, P.S. Elu.

M. Goussier, c. s., P.S.,  
ne se représentait pas.

**MONTGISCARD**  
M. Cassan, c. s., rad. g. Rédu.

**MONTRELEAU**  
MM. Pons, c. s., P.S.,  
2001 : Puysségur, rad.,  
1401 : Entremont, P.C.,  
604. Ball.

**NAULOUX**  
M. André Mérie, c. s.,  
sén. P.S. Rédu.

**SAINT-BEAT**  
M. Dingard, c. s., P.S. Rédu.

**SAINT-LYS**  
M. Verdier, c. s., P.S. Rédu.

**SALLES-DU-SALAT**  
M. Masquère, c. s., dép.  
P.S. Rédu.

**TOULOUSE 2**  
MM. Larnig, P.S., 1973 :  
Ducap, c. s., U.D.R., 1910 :  
Farre, mod., 1680 : Blanco,  
P.C., 966 : Verdier, P.S.U.,  
264. Ball.

**TOULOUSE 5**  
MM. Oestre, R.I., 2774 :  
Amouroux, c. s., P.S., 2017 :  
Combes, P.C., 935 : Rolland,  
ind., 830 : Chalot, U.D.R.,  
190. Ball.

**TOULOUSE 6**  
MM. Labres, c. s., P.C.,  
2080 : Manry, R.I., 1878 :  
Charria, P.S., 1708 : Se-  
gond, mod., 707 :  
Dumaine, mod. maj., 622 :  
Laffont, rad. g., 164 : Berge,  
mod. Ball.

**TOULOUSE 8**  
MM. Bonnet, sén. app.  
R.I., 4809 : Andrieu, dép.  
P.S., 3830 : Mme Girat,  
P.C., 1744 : M. Migues,  
rad. g., 349. Ball.

M. Delpech, c. s., anc.  
dép. P.S., ne se repré-  
sentait pas.

**TOULOUSE 9**  
MM. Estrade, c. s., P.S.,  
3235 : Valdiguié, C.D.P.,  
3234 : Ferry, P.C., 1862 :  
Raspail, U.D.R., 1862 :  
Cent. dém., 483. Ball.

**TOULOUSE 10**  
MM. Garrigues, P.S.,  
2618 : Bize, P.C., 1919 :  
Fourcade, R.I., 1886 : Du-  
rand, ind., 1520 : Domene-  
P.S.U., 505 : Nadal, rad. g.,  
140. Ball.

M. Fous, c. s., P.S. ne se  
représentait pas.

**TOULOUSE 11**  
MM. Levy, c. s., U.G.S.D.-  
rad. g., 3821 : Rastier, P.C.,  
3668 : Tournane, U.D.R.,  
2090 : Gassan, soc. ind.,  
1241. Ball.

**TOULOUSE 15**  
M. Cavallé, c. s., sén. E.  
R.I., 5678 : Mondard, P.C.,  
3461 : Bordes, P.S., 2002 :  
Mélac, F.N., 330. Ball.

**VERFEL**  
MM. Vigier, P.S., 680 :  
Sallès, mod., 523 : Puy-  
tard, c. s., rad. g., 536 :  
Bertrand, P.C., 274. Ball.

**VILLEMEUR**  
M. Bechthold, c. s., prés.  
cons. gén., P.S. Rédu.

Sur les vingt-cinq cantons à renou-  
veler, quatorze ont été réélus  
dont celui de M. Marcel Camille.  
Toulon, le secrétaire d'Etat aux  
Transports, a été élu de très peu,  
est en position favorable pour le  
second tour. Ce n'est pas le cas en  
renouveau, dans le canton de Tou-  
louse 2, où M. Bonnet, sénateur  
sortant, a été battu en tête de liste  
M. André, député sortant, devrait  
pêcher des défaites au sein de la  
gauche.



**VOICI LA CLE DE 30.000 APPARTEMENTS ET MAISONS INDIVIDUELLES.**

- sur simple rendez-vous un entretien personnalisé,  
- la documentation complète sur plus de 600 programmes immobiliers,  
- des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

Centre Etoile 525.25.25 Centre Nation 346.11.74 Centre Maine 539.22.17  
49, avenue Kléber 15° 45, cours de Vincennes 20° 210, avenue du Maine 14°

**INFORMATION LOGEMENT** Un service gratuit de la Compagnie Bancaire

**La Presse Economique**

LES HOMMES, LES EVENEMENTS, LES AFFAIRES DANS LA PRESSE ECONOMIQUE MONDIALE

numéro 2

Pour la première fois en France vous pourrez lire chaque semaine l'essentiel des articles des plus grands journalistes et spécialistes de l'économie, américains, allemands, anglais, russes, japonais, italiens, français.

**La Presse Economique :** ce qu'il faut savoir de l'actualité économique française replacée enfin dans le contexte des événements économiques du monde entier.

numéro 2 en vente chez les marchands de journaux 6 F

Comment profiter du service exceptionnel que vous rend la Presse Economique ?  
Vous avez le choix entre trois solutions :  
1) Acheter la Presse Economique chez les marchands de journaux.  
2) Vous abonner dès aujourd'hui pour un an au prix de 165 francs seulement.  
3) Demander à recevoir la Presse Economique à l'essai pendant trois mois avant de prendre une décision définitive.  
Cet engagement sans engagement ultérieur vous coûtera seulement 50 francs pour 13 numéros.  
Retournez très rapidement le bulletin ci-dessous accompagné de votre règlement à la Presse Economique 9, rue d'Aboukir - 75002 Paris.

NOM : ..... RUE : .....  
VILLE : .....  
Le souhaite s'abonner pour un an ☐ Le souhaite m'abonner pour 3 mois ☐  
L'acheteur ou le commanditaire





# DES ÉLECTIONS CANTONALES

**SAINT-CYR-SUR-LOIRE**  
M. Griveau, c.s. maire, mod. maj. Réélu

**SAINT-MAURE-DE-TOURNAINE**  
M. Guignard, c.s. maire, mod. maj. Réélu

**SAINT-PIERRE-DES-CORPS**  
MM. Longue, c.s. P.C. 5 878; Conlon, P.S. 4 149; Simon, ref. 2 808. Ball.

**TOURS CENTRE 1**  
M. Bertault, c.s. adj. au maire, mod. maj. 2 199; Mlle Conlin, P.S. 679; MM. Harnault, ref. 455; Olivier, P.C. 433; Grassano, écologiste, 191. Ball.

**TOURS VAL-DU-CHER**  
MM. Carrère, c.s. adj. au maire, mod. maj. 2 148; Durand, P.S. 1 202; Jouet, P.C. 602; Labaux, écologiste, 196; Demise, P.S.U. 158. Ball.

**VOUVRAY**  
M. Buet, c.s. maire, mod. maj. Réélu

Cinq sortants seulement réélus au premier tour sur quinze cantons. Ce nombre important de ballottages s'explique le plus souvent par une relative stagnation des voix de la

majorité, alors que les candidats de la gauche obtiennent des résultats en nette progression. Le parti socialiste atteint 20 % des suffrages exprimés.

Ainsi, dans le canton de Descartes, où le conseiller sortant de la majorité ne se représentait pas, c'est un socialiste qui est en tête du ballottage et bien placé pour l'emporter. Il en va de même dans le canton de Châteauneuf, où une partie des voix qui sont allées au premier tour vers le maire de la ville, M. Dagde, peut se reporter sur le candidat du P.S.

A Ambois, M. Michel Debré, ancien premier ministre et maire de la ville depuis 1966, n'a pas réussi la percée qu'il espérait. Il est en tête du ballottage, il est distancé de six cents voix par le total des suffrages de la gauche. M. Debré avait été battu aux élections législatives de 1962 dans le système circulaire de l'époque. M. Debré est élu conseiller général de l'Indre-et-Loire par M. Fernand Berthoud, rad. Il avait été élu de 1945 à 1969, élu de ce département de conseiller général du canton d'Ambois de 1970 à 1975, date à laquelle il ne s'est pas représenté aux élections cantonales.

Il faut enfin noter le contre-performances, à Saint-Oyr, du Dr Lelong, socialiste, qui, par rapport à l'élection de 1973, n'a gagné que cent voix, alors que le maire de Saint-Oyr, M. Griveau, est réélu avec mille huit cents voix de plus qu'en précédent scrutin.

M. Noël Falvire-Picon, P.C. 359. Ball.

**VOITEUR**  
M. Gravier, c.s. prés. cons. gén. C.D.P. Réélu

Même si ses candidats sont dans plusieurs cantons en ballottage favorable, le Centre Démocratique et Progressif (C.D.P.) voit ses positions sérieusement ébranlées par le double offensif de la gauche et des républicains indépendants. A Dole, qui fut le fief de M. Jacques Duhamel, le P.C. confirme la poussée constante de ses élections cantonales de 1973, tandis qu'à Conliège, Chempagne et Rochefort notamment, les progrès du P.S. sont spectaculaires.

Les républicains indépendants, qui obtiennent la réduction de deux de leurs conseillers dans le premier tour (à Saint-Julien et à Saint-Laurent), amplifieront aussi très sensiblement leur score à Lons-le-Saunier. Seul candidat C.D.P. à faire mieux qu'il y a eu est M. Gravier, sénateur et président du conseil général, qui est réélu dès le premier tour. Un autre candidat, M. Jallion, ancien député du Centre Démocratique, maire de Saint-Clément, obtient une facile réélection. A Rochefort, c'est M. Lamy, ancien député du C.D.P., qui est élu au premier tour, tandis que M. Tinguely, qui défendait l'indépendance, est battu.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean Gravier, C.D.P. sén.) : 1 P.C., 5 P.S., 2 div. g., 3 Cent. dém., 10 C.D.P., 1 U.D.R., 5 S.R., 6 mod.

**LOIR-ET-CHER (13)**

**BLOIS 1**  
MM. Genet, ref. 1 934; Verneure, U.D.R. 1 956; Mme Renault, P.S. 1 250; M. Auger, P.C. 1 009. Ball.

M. Brun, c.s. ind. ne se représentait pas.

**BLOIS 4**  
MM. de Guillemin, c.s. ref. 2 009; Mortelette, P.S. 1 519; Tournebise, P.C. 1 394; Caraire, P.S.U. 350; Boyer, 306. Ball.

**CONTRES**  
MM. Bimbenet, act. loc. 2 082; Grateau, act. loc. 1 527; Duvray, P.C. 1 534; Chantreau, P.S. 983; M. Pillard, c.s. R.I. ne se représentait pas.

**DROUE**  
M. Bourdier, c.s. R.I. Réélu

**HERBAULT**  
MM. Lemoine, P.C. 1 984; Vignal, 1 237; Robinet, P.S. 992; Fouchault, 774; Mme Jousseaume, 703; M. Chaput, c.s. mod. maj. ne se représentait pas.

**LAMOTTE-BEUVRON**  
M. Schrick, c.s. gaull. opp. Réélu

**MENNETOU-SUR-CHER**  
MM. Daudu, c.s. 1 081; Pilet, act. loc. 749; Vacher, P.C. 607; Auger, P.S. 535. Ball.

**MER**  
M. Baner, c.s. mod. maj. Réélu

**MOREE**  
M. Moussard, c.s. mod. maj. Réélu

**SAINT-AIGNAN-SUR-CHER**  
MM. Cachin, c.s. div. g. 3 402; Bourdin, P.C. 2 206; Soulet, act. loc. 1 148; Lachat, P.S. 1 050. Ball.

**SAINT-AMAND-LE-GRAND**  
M. Desantis, c.s. dép. C.D.P. Réélu

**SELLES-SUR-CHER**  
M. Loustau, c.s. prés. cons. gén. maire, P.S. Réélu

**SELOMMES**  
M. Chevais, c.s. act. loc. Réélu

Au premier tour, la majorité n'est à priori au conseil général; on enregistre même une progression des voix de gauche dans 3 cantons. Dans le canton de Blois 4, M. de Guillemin, conseiller sortant, réformateur, directeur du cabinet du ministre du Travail, est en ballottage défavorable. Il avait été élu en 1973, en deuxième tour, candidat du P.C. Cette fois-ci, il devra affronter un socialiste, le P.S. ayant devancé le P.C. dans le canton d'Herbaault, où le conseiller sortant, modéré favorable à la majorité, ne se représentait pas. Le total des voix est très serré entre M. Lemoine, P.C., et M. Vignal, candidat sans étiquette.

CONS. GEN. (prés. : M. Kéber Loustau, P.S., anc. dép.) : 4 P.S., 3 div. g., 1 C.D.P., 1 gaull., 5 cent., 3 U.D.R., 5 R.I., 1 C.N.I.P., 2 mod. maj., 1 S. féd.

(Lire la suite page 12.)

## CETTE ANNEE les éditions de minuit ont publié 21 livres

- SAMUEL BECKETT**  
Pour finir encore
- TONY DUVERT**  
Récidive (nouvelle version)  
Journal d'un innocent
- JEANNE HYVRARD**  
Les Prunes de Cythère  
Mère la mort
- ALAIN ROBBE-GRILLET**  
Topologie d'une cité fantôme
- CLAUDE SIMON**  
Leçon de choses
- GILLES DELEUZE**  
ET **FÉLIX GUATTARI**  
Rhizome
- WLADIMIR GRANOFF**  
Filiations  
L'avenir du complexe d'Œdipe
- LÉON TROTSKY**  
La Révolution espagnole  
Textes recueillis et présentés par Pierre Broué
- JEAN BOLLACK**  
La Pensée du plaisir  
Epicure : textes moraux et commentaires
- ERNST CASSIRER**  
Essai sur l'homme
- ÉMILE DURKHEIM**  
Textes (3 volumes)  
édition préparée par Victor Karady
- ERVING GOFFMAN**  
Stigmaté.  
Les usages sociaux des handicaps
- ERWIN PANOFSKY**  
La Perspective  
comme forme symbolique
- PETER SZONDI**  
Poésie et poétique  
de l'idéalisme allemand
- JEAN-MARIE BENOIST**  
Tyrannie du logos
- HUBERT DAMISCH**  
Ruptures / Cultures
- SAMIR AMIN**  
L'impérialisme  
et le développement inégal
- CRITIQUE - MINUIT - TRAVERSES**
- BON A DECOUPER ET A RETOURNER.  
AUX ÉDITIONS DE MINUIT, 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris.
- Nom, prénom : \_\_\_\_\_
- Adresse : \_\_\_\_\_
- désire recevoir gratuitement une documentation sur ces livres et le catalogue général.

### ISÈRE (25)

**ALLEVARD**  
MM. Arnaud, P.C. 813; Cassera, 807; Vasson, c.s. maire de Ferrière-Allevard, P.S. 896. Ball.

**BEAUREPAIRE**  
MM. Nucel, P.S. 1 870; Villard, maj. prés. 1 589; Detry, P.C. 1 309. Ball.

M. Miloud, c.s. P.S. ne se représentait pas.

**BOURGAIN-JAILLIEU**  
MM. Grégoire, c.s. maire de Saint-Chel, mod. maj. 5 420; Roy, P.S. 4 068; Pellet, P.C. 3 684. Ball.

**LA COTE-SAINT-ANDRÉ**  
M. Boyer, c.s. maire de Gillonay, dép. R.I. Réélu

**DOMÈNE**  
MM. Savin, R.I. 2 755; Miguet, P.C. 2 659; Chérif, P.S. 1 940; Jourdan, U.D.R. 355. Ball.

M. Bouf, c.s. P.C. ne se représentait pas.

**ECHIROLES**  
M. Khouli, c.s. maire, P.C. Réélu

**CONCELIN**  
MM. Zoug, c.s. maire de Thèze, P.S. 1 867; Delrieu, P.C. 1 866; Arhanet, ind. 1 583. Ball.

**VIRIEU**  
MM. Barbier, c.s. maire de Passage, Cent. dém. 1 294; Imperiali, P.S. 945; Jayet, P.C. 674. Ball.

**VIZILLE**  
M. Grégoire, c.s. maire, P.C. Réélu

Il y a deux ans, l'élection de M. Antoine Fauton (Cent. dém.) avait été suivie par une voix de majorité. La proposition de la gauche de conseil, le P.C. progressant dans la campagne, mais restant stable dans les votes. Le P.S. qui présente tout d'un coup deux candidats, augmente lui aussi le nombre de ses voix, mais plusieurs de ses électeurs ont voté blanc.

Une surprise : la faible score de M. Christian de Battisti, l'ancien secrétaire fédéral de l'U.D.R., qui s'était séparé de son parti lors des présidentielles de 1974 pour rejoindre le P.S. en décembre 1975, alors qu'il avait comme gaulliste battu M. Duboulet, maire de Grenoble, conseiller sortant aux élections cantonales de 1973 à Grenoble 4. L'U.D.R. a opposé un jeune candidat, M. Alain Garçon, qui pour lui avoir son poste de conseiller général, M. Garçon est un ancien responsable de l'U.D.R. et il est un des collaborateurs de M. Aimé Faguet, ex-maire de Vizille, qui est lui-même instituteur du Touvet.

CONS. GEN. (prés. : M. Antoine Fauton, Cent. dém.) : 1 P.C., 17 P.S., 4 div. g., 6 Cent. dém., 1 U.D.R., 4 R.I., 2 mod., 1 ind., 1 S. féd.

### LANDES (15)

**AIRE-SUR-ADOUR**  
M. Clède, div. g. Elu

M. Darblade, c.s. div. g. maire, ne se représentait pas.

**DAX SUD**  
M. Goussier-Dupin, c.s. R. L. Réélu

**GRENADE-SUR-ADOUR**  
M. Bourneau, c.s. sén. maire, C.N.I.P. Réélu

**MONFORT-EN-CHALOSSE**  
MM. Sintas, c.s. maire de Nousse, P.C. 2 382; Gelibert, P.S. 1 349; Montellier, 1 280. Ball.

**MUGRON**  
M. Dangoumau, c.s. maire, P.S. Réélu

**PARENTIS-EN-BORN**  
MM. Lasserre, P.C. 598; MM. Martin, c.s. anc. dép. maire, U.D.R. 321; Vadeau, P.S. 2 642. Ball.

**POUILLE**  
MM. Marcadé, P.C. 2 598; Dutilleul, c.s. div. g. 2 241; Lestaurès, P.S. 727. Ball.

**ROQUEFORT**  
M. Lamoignon, c.s. maire, P.S. Réélu

**SARRIS**  
MM. Salinas, P.S. 1 521; Lemaire, c.s. rad. 1 438; Belloc, P.C. 333. Ball.

**SAINT-MARTIN-DE-SIGNAN**  
MM. Maya, c.s. maire de Tarnos, P.C. 3 381; Dupuy, U.D.R. 2 072; Larigau, P.S. 1 350. Ball.

**SAINT-SEVER**  
M. Fournier, c.s. div. g. Réélu

**SORE**  
M. Harribey, c.s. mod. maj. Réélu

**SOUSTONS**  
M. Barre, c.s. maire, U.D.R. Réélu

**TARTAS OUEST**  
MM. Labeyrie, c.s. maire de Pontonx-sur-Adour, P.S. 2 234; Labarrière, P.C. 1 566; Darigues, 1 545. Ball.

**VILLENEUVE-DE-MARSAN**  
M. Blaque, c.s. P.S. Réélu

La progression de la gauche (P.S. et P.C.) est sensible, bien que dans certains cantons elle ait été contrariée par la personnalité ou le bilan du candidat sortant. Seul parlementaire à participer à une consultation, M. Bourneau, sénateur, C.N.I.P., a été réélu. En revanche, M. André Martin, ancien député U.D.R., et mis en ballottage à Parentis-en-Born.

La gauche du programme commun est d'ores et déjà, et comme prévu, bien placée pour aller dans la majorité de l'Assemblée. En effet, ceux de Pouillon et de Sarris ont leur soutien en l'échec postérieur au profit d'un communisme à Pouillon et d'un socialisme à Sarris.

CONS. GEN. (prés. : M. René Oudenne, rad.) : 2 P.C., 10 P.S., 1 rad. g., 4 div. g., 3 rad., 1 C.D.P., 3 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 1 mod. maj., 1 S. féd.

**MAITELLES 11 SOMMIÈRES 11 ENSEMBLES**

**EPÉDA**  
multispirale  
présente toutes ses nouvelles littéraires chez

**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS 10<sup>e</sup> M. Métro Parmentier  
Tél. 557.46.35

### JURA (17)

**BLETTERAINS**  
MM. Ducret, c.s. C.D.P. 986; Simonin, act. loc. 853; Buatois, P.S. 676; Pébre, P.C. 322. Ball.

**CHAMPAGNOLE**  
MM. Perrin, c.s. C.D.P. 3 423; Fumey, P.C. 2 617; Murat, P.C. 988. Ball.

**CHAUMERGY**  
M. Bachevalier, c.s. div. g. Réélu

**CHAUSSEIN**  
MM. Prost-Magnin, c.s. C.D.P. 1 030; Lavenin, ind. 806; Messager, P.S. 876; Fy, P.C. 495. Ball.

**CONLIEGE**  
MM. Colin, P.S. 1 112; Barrax, c.s. R.I. 1 026; Pernot, P.C. 399; Mongin, ind. 156. Ball.

**DOLE SUD-OUEST**  
MM. Maurice Falvire-Picon, C.P. 2 302; Vauchois, P.S. 1 660; Nizem, C.D.P. 1 353; Grispertin, U.D.R. 1 275. Ball.

M. Duhamel, c.s. anc. min. dép. C.D.P. ne se représentait pas.

**GENDREY**  
M. Palustrin de Borde, c.s. Cent. dém. Réélu

**LONS-LE-SAUNIER SUD**  
MM. Fumey, R.I. 2 271; Auger, c.s. P.C. 1 737; Bourgeois, P.S. 1 542. Ball.

**ORGELET**  
MM. Fudin, c.s. R.I. 976; Michel, P.S. 904; Fudin, P.C. 325. Ball.

**POLIGNY**  
MM. Girard, P.S. 1 135; Tinguely, C.D.P. 973; Landry, c.s. C.D.P. 908; Belandier, P.C. 625; Casle, rad. 522. Ball.

**ROCHEFORT-SUR-SENON**  
MM. Cordier, P.S. 593; Balland, C.D.P. 508; Rond, P.C. 331; Vacharet, act. loc. 301; Mme Amard, rad. 176; M. Chiles, ind. 106. Ball.

M. Bonnet, c.s. ind. ne se représentait pas.

**SAINT-AMOUR**  
M. Molard, c.s. mod. maj. Réélu

**SAINT-CLAUDE**  
M. Jullien, c.s. maire, anc. dép. Cent. dém. Réélu

**SAINT-JULIEN**  
M. Brun, c.s. R.I. Réélu

**SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX**  
M. Botvet, c.s. R.I. Réélu

**SALINS-LES-BAINS**  
MM. Bach, ind. 1 410; Jacquet, c.s. C.D.P. 1 014; Mme Tremblay, P.S. 624. Ball.

**MEYLAN**  
M. Buisson, c.s. prés. cons. gén. Cent. dém. 3 754; Mme Sclard, P.S. 1 449. Ball.

**PONT-DE-BEAUVOISIN**  
MM. Marrel, c.s. R.I. 2 414; Bally, P.S. 2 194; Ferrat, P.C. 1 171; Dupuy, ind. 673. Ball.

**PONT-DE-CHERUY**  
MM. Monin, 1 225; Pesin, 1 168; Chengualla, c.s. maire, P.S. 1 148; Poissonnet, P.C. 650. Ball.

**PONT-EN-ROYANS**  
MM. Pilet, P.S. 1 061; Salazard, c.s. maire, R.I. 909; Monge, P.C. 300. Ball.

**RIVES**  
MM. Barran, c.s. maire de Moirans, Cent. dém. 3 297; Veyret, P.C. 2 194; Menta, P.S. 1 690. Ball.

**ROYBON**  
M. Bouillat, c.s. anc. dép. maire de Marcellioles, ind. Réélu

**SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEORGES**  
MM. Bernard, c.s. anc. dép. maire du Plan, Cent. dém. 1 378; Baradier, P.C. 938; Yette, 823; Lecoq, P.S. 682. Ball.

**SAINT-LAURENT-DU-PONT**  
M. Perrin, c.s. sén. non inscrit, maire, P.C. Réélu

**SAINT-MARTIN-D'HERES**  
M. Blanchon, c.s. maire, P.C. Réélu

**LA TOUR-DU-FIN**  
M. Rabatel, c.s. Cent. dém. Réélu

**LE TOUVEY**  
M. Paquet, c.s. médiateur, anc. dép. R.I. Réélu

**VIENNE NORD**  
MM. Domcyne, c.s. maire de Chasse-a-Rhône, P.S. 4 879; Roy, R.I. 2 975; Maron, P.C. 1 835. Ball.

**VIP**  
MM. Couetoux, c.s. P.C. 2 916; Raynfeld, maj. prés. 2 163; Vial, P.S. 2 016. Ball.

**AVANT DE DEVENIR QUOTIDIEN**  
LE 15 MARS

**ROUGE**

est en vente le 6 mars son dernier hebdomadaire

**AU SOMMAIRE**

- Des militants du P.C. expliquent leur démission
- Dossier Allemagne : la chasse aux sorcières
- C.R.D.T. : avant le congrès fédéral
- Pourquoi un « ROUGE QUOTIDIEN » le 15 mars

**ROUGE**, 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil  
Tél. 808-00-80 (à 86)

# LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats dans les autres départements

## LOIRE (19)

**BOEN**  
MM. Blanchet, mod. maj., 1.538; Chazal, act. loc., 1.012; Chéze, div. g., 910; Peyrard, P.C., 872; M. Lhuillier, P.S., 822; Brousse, P.S.U., 161. Ball.  
M. Varinier, c.s., P.S.U., ne se représentait pas.

**LE CHAMBOIN-FEUGEROLLES**  
MM. Fernand Montagnon, c.s., P.C., 5.017; Jean Montagnon, mod. maj., 2.170; Fourès, P.S., 2.272. Ball.

**CHARLIEU**  
MM. Guillaud, act. loc., 2.336; Choppin, P.S., 1.705; Ceaux, div. g., 1.297; Durand, P.C., 830. Ball.  
M. Bay, c.s., P.S., ne se représentait pas.

**FIRMINY**  
M. Vial-Massat, c.s., mod. maj., anc. dép., P.C., 2.000. Rédu.

**LA GRAND-CROIX**  
MM. Chassagnon, c.s., mod. maj., 3.011; Franck, P.S., 1.870; Bruyère, P.C., 1.644; Matthieu, Mouv. dém., 973. Ball.

**NERONDE**  
M. Simon, c.s., C.N.I.P., Rédu.

**NOIRETABLE**  
M. Mont, c.s., sén., maire, Cent. dém., Rédu.

**PELLISSIN**  
M. Lamonée, c.s., U.D.R., Rédu.

**ROANNE SUD**  
MM. Alain Terrenoire, c.s., mod. maj., 4.157; Auroux, P.S., 4.083; Rambaud, P.C., 2.976. Ball.

**SAINT-ETIENNE NORD-EST 2**  
MM. Faure, c.s., mod. maj., 3.282; Chomat, P.C., 1.157; Chaboussier, P.S., 1.118; Bruchon, P.S.U., 302. Ball.

**SAINT-ETIENNE NORD-OUEST 1**  
MM. Marlet, c.s., mod. maj., 3.683; Goubier, U.G.S.D.-P.S., 2.096; Rouchon, P.C., 1.848; Durand, Mouv. dém., 946. Ball.

**SAINT-ETIENNE NORD-OUEST 2**  
MM. Richard, c.s., mod. maj., 3.611; M. P. 2.420; Berthoin, P.C., 1.949; Fournier, Mouv. dém., 728. Ball.

**SAINT-ETIENNE SUD-EST 1**  
M. Vennin, P.S., 2.137; Mme Dorre, c.s., C.N.I.P., 2.131; Mme Chabannes, P.C., 1.718; Mme Rousson, Mouv. dém., 808; M. Charlat, P.S.U., 288. Ball.

**SAINT-ETIENNE SUD-EST 2**  
Mme Namy, c.s., U.D.R., 3.109; MM. Arnaud, P.C., 2.748; Martin-Binschon, rad. g., 1.367; M. Bonchardou, P.S.U., 698. Ball.

**SAINT-CALMIER**  
M. Bayard, c.s., R.I., Rédu.

**SAINT-GERMAIN-LAVAL**  
MM. Gatte, mod. maj., 1.137; Ernst, act. loc., 873; Mas, P.S., 379; André, act. loc., 374. Ball.

**SAINT-JEAN-BOLEMYEUX**  
M. Granger, c.s., maire, rad. g., Rédu.

**SAINT-RAMBERT-SUR-LOIRE**  
M. Martin, c.s., sén., R.I., Rédu.

**SAINT-SYMPHORIEN-DE-LAY**  
M. Houillon, c.s., maire, mod. maj., Rédu.

Deux des quatre parlementaires qui étaient candidats sortants ont été réélus : M. Claude Mont, Cent. dém., avec 50,21 % des suffrages et son collègue du point du Luc, M. Louis Martin, R.I., avec 51,9 %. M. Alain Terrenoire, député U.D.R., est en ballottage difficile dans le nouveau canton de Roanne-Sud-Est. Le nouveau canton de la Grand-Croix, M. André Chassagnon, député réformateur, St. de la première tour, des élections étaient considérées comme étant de M. Claude Mont. M. Jean-Louis Binschon, député du canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest, est en ballottage difficile dans le nouveau canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest 1. M. Jean-Louis Binschon, député du canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest, est en ballottage difficile dans le nouveau canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest 2. M. Jean-Louis Binschon, député du canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest, est en ballottage difficile dans le nouveau canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest 2.

Il ne manquait que dix-neuf voix à M. Montagnon, conseiller communal sortant du Chamboin-Feugerolles, pour passer la réélection. Il est cependant assuré. Il y a ballottage dans cinq nouveaux cantons de Saint-Etienne. Quatre sortants sont en tête mais deux seulement ont recueilli une majorité absolue. En revanche, dans le canton de Saint-Etienne-Nord-Ouest 2, où il est vrai, c'est un communiste qui arrive en seconde position, les deux candidats de la gauche totalisent 483 voix de plus que M. Faure, rad. g., sans compter les 302 suffrages du P.S.U. A Saint-Etienne-Sud-Est 1, la position est encore plus inconfortable pour Mme Namy, U.D.R., suppléante de M. Neveu. Elle ne distancie que de 341 voix son plus proche adversaire communiste. Or le socialiste de l'U.G.S.D. a recueilli 1.067 voix et le P.S.U. 698. Sa collègue du canton de Saint-Etienne-Sud-Est 2, Mme Dorre (C.N.I.P.) n'arrive qu'en seconde position, distancie de 6 voix par M. Vennin, P.S. U.G.S.D., qui devrait pouvoir compter dimanche prochain sur les 1716 voix qui se sont portées sur le troisième candidat, M. Chabannes, P.C., et des 359 voix obtenues par le candidat P.S.U.

Si cette poussée de la gauche est remarquable à Saint-Etienne-Sud-

Est-1, elle l'est également dans d'autres cantons du département, puisque le candidat de l'U.G.S.D. est arrivé avant celui du P.C. dans six des huit cantons pourvus des le premier tour et de sept des onze en ballottage.

CONS. GEN. (prés. : M. Antoine Finay, C.N.I.P., anc. prés. cons.) : 2 P.C., 1 P.S.U., 1 P.S., 1 rad. g., 1 cent. g., 2 ind., 1 C.D.P., 3 Cent. dém., 1 rad. g., 10 mod. maj., 3 C.N.I.P., 2 R.I., 9 U.D.R.

## HAUTE-LOIRE (17)

**ALLEGRE**  
MM. Ampulbas, maire, R.I., c.s., 1.083; Duchamp, act. soc., 586; Charrier, ind., 482; Couderc, P.C., 231. Ball.

**AUREC-SUR-LOIRE**  
MM. Quittot, R.I., 935; Vincendon, P.S., 831; Berger, P.C., 144. Ball.

**BAS-EN-BASSET**  
MM. Dupuy, ind., 1.164; Picard, ind., 761; Laforgue, P.C., 294; Mme Thiviel, P.S.U., 109. Ball.

**CAYRES**  
MM. Ribier, c.s., U.D.R., 730; Portailier, C.N.I.P., 317; Leyre, cent. g., 243; Viala, P.C., 140; Mme Elab, act. loc., 109. Ball.

**LA CHAISE-DIEU**  
M. Perrin, c.s., R.I., Rédu.

**CRAPONNE-SUR-ARZON**  
M. Chapsus, c.s., R.I., Rédu.

**LANGÉAC**  
MM. Chalaye, P.S., 1.539; Vissac, U.D.R., 1.392; Durand, c.s., R.I., 958; Benoit, P.C., 701. Ball.

**LE MONASTIER**  
M. Jonon, c.s., maire de Laussoune, mod. maj., Rédu.

## LOIRE-ATLANTIQUE (27+1)

**BOUAYE**  
MM. Maquet, c.s., mod. maj., 5.747; Floch, P.S., 4.632; Nicolas, P.C., 1.591. Ball.

**BOURGNEUF-EN-REIZ**  
M. Leduc, c.s., ind., Rédu.

**LA CHAPELLE-SUR-ERDRE**  
MM. de Semailson, c.s., R.I., 4.060; Poujade, P.S., 3.247; Durand, mod. maj., 2.492; Cabon, P.C., 1.101; Gauthier, rad. g., 975; Tassel, Union dém. bretonne, 236. Ball.

**CHATEAUBRIANT**  
M. Hnault, c.s., mod. maj., Rédu.

**LE CROISIC**  
MM. Monville, 1.696; Bourdieu, 1.490; Le Gach, P.S., 1.272; Deslandes, P.C., 1.242; Cabon, P.C., 1.101; Gauthier, rad. g., 975; Tassel, Union dém. bretonne, 236. Ball.

**GUERANDE**  
M. Granger, c.s., anc. min. dép. prés. cons. rég. U.D.R., Rédu.

**LEGE**  
M. Marotteau, ind., ind., ne se représentait pas.

**LIGNE**  
M. Robin, ind., 1.940. Ball.

**MOISDON-LA-RIVIERE**  
M. Lerat, ind., ind., ne se représentait pas.

**MONTOIR-DE-BRETAGNE**  
MM. Le Corre, c.s., P.C., 1.499; Haze, P.S., 1.006; Jallais, U.D.R., 286; Gilbert, P.S.U., 80. Ball.

**NANTES 2**  
M. Guillard, c.s., sén., ind., ne se représentait pas.

**NANTES 4**  
MM. Le Masne, R.I., 3.337; Lerat, c.s., ind., 2.493; Divard, U.G.S.D.-P.S., 1.750; Fontenaille, P.C., 1.061. Ball.

**NANTES 6**  
MM. Chénard, c.s., P.S., 3.131; Ferré, U.D.R., 1.959; Coupet, P.C., 1.609; Guille, P.S.D., 1.549; Gauthier, rad. g., 1.233. Ball.

**NANTES 8**  
MM. Guezeaux, P.S., 1.678; Renaud, U.D.R., 1.398; Moreau, P.C., 944; Routhier, P.C., 789. Ball.

**NANTES 10**  
MM. Verbe, c.s., U.G.S.D., 4.285; Brunet, U.D.R., 2.612; Rousseau, P.C., 2.128. Ball.

**NOZAY**  
M. Guyon, c.s., ind., Rédu.

**LE PELLERIN**  
M. Lambourg, c.s., ind., Rédu.

**PONTCHATEAU**  
M. Meslier, c.s., ind., Rédu.

**PORNIC**  
MM. Girard, maire, ind., 2.965; Guisneau, mod. maj., Rédu.

**PAULHAGUET**  
M. Soulé, c.s., P.S., Rédu.

**PINOIS**  
M. Bruste, c.s., R.I., Rédu.

**LE PUY NORD**  
MM. Gardès, c.s., P.S., 1.187; Dussap, R.I., 902; Dursapt, P.C., 400. Ball.

**LE PUY SUD-EST**  
Mme Pubellier, c.s., maire de Condon, C.D.P., 1.217; MM. Gauthier, R.I., 643; Raffier, P.C., 630; Léger, U.G.S.D.-P.S., 402; Ferre, U.D.R., 243. Ball.

**LE PUY SUD-OUEST**  
MM. Pradel, P.S., 1.233; Morrison, c.s., R.I., 1.226; Charra, P.C., 918. Ball.

**RETOURNAC**  
MM. Communal, ind., 635; Saby, c.s., maire, div. g., 583; Laurent, P.C., 426; Colombet, P.S.U., 45. Ball.

**SAINT-DIDIER-EN-VELAY**  
MM. Flotiau, c.s., mod. maj., 2.508; Le Bail, div. g., 1.132; Peth, act. loc., 851; Mme Baulières, 400; M. Ferraple, P.S.U., 188. Ball.

**VORSEY-SUR-ARZON**  
MM. Gouteyron, U.D.R., 1.375; Ranchoux, c.s., div. g., 1.004; Charra, P.C., 300; Bozio, F.N., 187; Massegga, P.S.U., 42. Ball.

**YSSINGEAUX**  
M. Barrot, c.s., secrét. d'Etat au logement, C.D.P., Rédu.

Six conseillers sortants — cinq de la majorité — sur dix sept ont été réélus au premier tour. Parmi eux, la seule personnalité politique qui se représente dans le département, M. Jacques Barrot, secrétaire national du Centre Démocratique et Progressif, largement en tête d'un scrutin à l'issue duquel il est élu conseiller sortant.

En revanche, aucun candidat nouveau n'a été élu. Des progrès sensibles ont été réalisés par les candidats du P.S. et du P.C. dans les circonscriptions urbaines, notamment à St. Etienne, ancien sénateur (R.I.), ne se représentait pas, et au Puy, où, à l'exception de M. Pubellier, les candidats de la majorité sont en ballottage défavorable.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean-Claude Simon, R.I., dép.) : 7 P.S., 4 U.D.R., 5 U.D.R., 11 R.I., 2 mod. maj.

quement pas progressé dans ce canton.

Dimanche prochain, la gauche a toutes les chances de conforter sa représentation à l'Assemblée départementale, mais ce ne sera pas suffisant pour mettre en parti le bastion favorable à la majorité présidentielle que constitue en ce canton le conseil général de Loire-Atlantique.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean du Drenay, ind.) : 1 P.C., 8 P.S., 2 F.S.D., 7 div. g., 3 rad. g., 1 C.D.P., 2 U.D.R., 3 R.I., 21 ind., 4 mod. maj.

## LOIRET (18)

**AMILLY**  
MM. Point, c.s., mod. maj., 2.650; Louis, P.C., 1.380; Leclercq, mod. maj., 1.365; Graudry, U.G.S.D.-P.S., 1.355. Ball.

**BEAUCENCY**  
M. Jarsaillon, R.I., 1.605; Salatin, c.s., U.G.S.D., 1.588; Hier, mod. maj., 1.270; Aeschbacher, P.C., 982. Ball.

**BEAUNE-LA-ROLANDE**  
M. Chatel, c.s., U.G.S.D.-Rad. g., Rédu.

**BELLEGARDE**  
MM. Flusson, c.s., maire, mod. maj., 1.928; Martin, U.G.S.D.-P.S., 568; Chavrier, P.C., 242. Ball.

**CHATELON-COLIGNY**  
M. Frémy, c.s., mod. maj., Rédu.

**CLEHY-SAINT-ANDRE**  
M. Grosse, c.s., mod. maj., Rédu.

**COURTENAY**  
M. Bruzeau, c.s., div. g., Rédu.

**FERRIERES-EN-GATINAIS**  
M. Alaux, c.s., U.G.S.D.-P.S., Rédu.

**LA FERTE-SAINT-AUBIN**  
M. Groenink, c.s., maire, U.G.S.D.-P.S., Rédu.

**GHEN**  
M. Boyer, c.s., sénateur R.I., maire, mod. maj., Rédu.

**NEUVILLE-AUX-BOIS**  
M. Malécot, c.s., sénateur, maire, mod. maj., Rédu.

**OLIVET**  
M. Brossard, c.s., mod. maj., 2.581; Mme Sarraillh, U.G.S.D.-P.S., 2.331; M. Hadjiljan, div. g., 2.183; Mme Carmé, P.C., 1.299; M. de La Fournière, s. éq., 915. Ball.

**ORLEANS 2 (CARMES)**  
M. Grosse, c.s., mod. maj., Rédu.

**ORLEANS 4 (SAINT-MARC)**  
MM. Chabot, mod. maj., 1.954; Chaboussier, P.C., 1.423; Cornu, U.G.S.D.-P.S., 1.381; P.S., rad. g., 1.255; Sabatier, U.G.S.D.-rad. g., 991; M. Masson, Mouv. dém., 550. Ball.

**ORLEANS 5 (SAINT-MARCEAU)**  
MM. Thinat, c.s., maire, rad. g., 2.244; Delport, U.G.S.D.-P.S., 2.024; Le Moal, P.C., 1.468; Cassin, grain, mod. maj., 1.195; Baude, P.S.U., 287. Ball.

**OUTARVILLE**  
M. Madra, c.s., mod. maj., Rédu.

**OUZOUER-SUR-LOIRE**  
M. Girard, c.s., député, maire de Saint-Benoît-sur-Loire, app. U.D.R., Rédu.

**SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE**  
M. Thinat, c.s., mod. maj., 2.858; Portbault, U.G.S.D.-P.S., 2.128; Le Penne, P.C., 2.092; Mme Rosier, s. éq., 1.328; MM. Madra, mod. maj., 808; Dejaille, U.G.S.D.-rad. g., 303. Ball.

Aucun bouleversement n'était à attendre dans ce département, la plus grande partie des sièges appartenant à des socialistes ou à des communistes depuis de nombreuses années dans les circonscriptions (sept-cinq sièges sur dix-huit pour la majorité sortante). Les onze conseillers élus dès le premier tour sont tous des socialistes. Parmi eux, trois parlementaires : M. Malécot, à Neuvy-sur-Loire, M. Boyer, à Ghen, et M. Girard, à Ouzouer-sur-Loire. Dans le canton d'Orléans-Saint-Marc, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

Le premier adjoint, M. Thinat, le docteur Grosse, qui était en tête du ballottage, mais il est suivi de près par un socialiste, M. Delport, et risque de perdre son siège le 14 mars, même si les voix du candidat de la majorité se reportent sur son nom.

## LOT (15)

**BRETENOUX**  
MM. Durieu, rad. g., 2.212; Boy, U.D.R., 1.468; Gradacap, P.C., 750. Ball.

**CASTELNAU-MONTRATIER**  
M. Vayssa, c.s., C.D.P., Rédu.

**CATUS**  
M. Mercadier, c.s., rad. g., Rédu.

**GOURDON**  
M. Cabanes, c.s., rad. g., Rédu.

**LABASTIDE-MURAT**  
MM. Coste, U.D.R., 480; Dessein, P.C., 394; Fenechon, rad. g., 339; Barres, P.S., 282. Ball.

**LALBENQUE**  
M. Faurie, c.s., cent. g., ne se représentait pas.

**LATRONQUIERE**  
MM. Amadiu, c.s., rad. g., 944; Boudac, U.D.R., 903; Lafon, mod. maj., 438; Castaud, P.C., 100. Ball.

**LIMOGNE**  
M. Rouque, c.s., div. g., Rédu.

**LIVERNON**  
M. Senac, c.s., rad. g., Rédu.

**MONTCUQ**  
M. Maurice Faure, c.s., mod. maj., rad. g., Rédu.

**PUY-LEVEQUE**  
M. Marouly, c.s., div. g., Rédu.

**SAINT-CERE**  
MM. Gineste, c.s., C.D.P., 1.301; Martignac, P.C., 1.227; Darnis, U.D.R., 719; Calmel, P.C., 641. Ball.

**SAINT-GERMAIN**  
MM. Issoude, U.D.R., 742; Durie, P.S., 456; Viala, P.C., 282. Ball.

**SAUVIAC**  
MM. Desnos, c.s., mod. maj., 756; Parlé, P.S., 660; Ignages, P.C., 179. Ball.

**VAYRAC**  
M. Malvy, c.s., P.S., Rédu.

La majorité, qui ne représentait pas de candidats, a été maintenue. M. Maurice Faure, rad. g., 2 P.C., 4 P.S., 12 rad. g., 1 U.D.R., 1 R.I., 15 mod. maj.

CONS. GEN. (prés. : M. Maurice Faure, rad. g., 2 P.C., 4 P.S., 12 rad. g., 1 U.D.R., 1 R.I., 15 mod. maj.)

## LOT-ET-GARONNE (20)

**AGEN CENTRE**  
M. Esquirol, c.s., maire, rad. g., Rédu.

**AGEN NORD**  
M. Auleng, c.s., mod. maj., Rédu.

**ASTAFFORT**  
M. Sagazan, c.s., rad. g., Rédu.

**CASTELJALOUX**  
MM. Turques, c.s., mod. maj., 1.803; Tessier, P.S., 1.178; François, P.C., 800. Ball.

**CASTELMORON**  
M. Gassot, c.s., mod. maj., Rédu.

**CASTILLONNES**  
M. Riquès, c.s., P.S., Rédu.

**FRANCECAS**  
M. Sotacard, c.s., rad. g., Rédu.

**LAPLUME**  
M. Jean François-Poncet, c.s., sec. E. aff. étr., mod. maj., Rédu.

**LAUZON**  
MM. Humeau, mod. maj., 1.914; Charpentier, P.S., 1.306; Dejane, P.C., 1.088; Auried, ind., 540; Carrière, ind., 139. Ball.

**LE MAS-D'AGENAIS**  
M. Dumichel, c.s., rad. g., ne se représentait pas.

**LAVARDAC**  
MM. Queyreux, mod. maj., 1.803; Bourdieu, P.C., 1.689; M. Perou, c.s., P.C., ne se représentait pas.

**MARMADE OUEST**  
MM. Begué, c.s., U.D.R., 2.256; Cassas, P.S., 1.841; Drouillet, P.C., 977. Ball.

**MONCLAR-D'AGENAIS**  
MM. de Richemond, mod. maj., 882; Lafite, ind., 565; Titonnet, P.C., 412; Duthell, 402. Ball.

**MONCLAR-D'AGENAIS**  
M. Vierge, c.s., rad. g., ne se représentait pas.

**ANGERS 1**  
MM. David, c.s., mod. maj., 3.332; Rousseau, P.S., 3.580; Bouet, P.C., 1.181; Bouche-Thomass, 968; Aubier, Mouv. dém., 231. Ball.

**ANGERS 2**  
MM. Gilles, div. g., 3.616; Monclard, c.s., P.S., 3.216; Robert, P.C., 988; Louvet, R.I., 549. Ball.

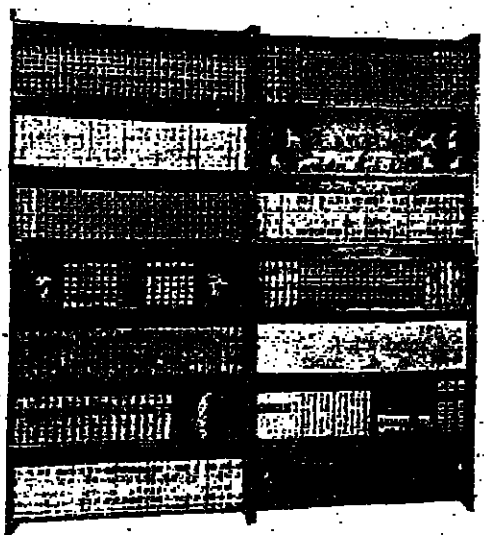
**ANGERS 3**  
M. Roland, c.s., mod. maj., Rédu.

**NERAC**  
MM. Caillaud, c.s., maire, anc. dép., R.I., 2.070; Garday, P.C., 1.548; Vital, P.S., 1.087. Ball.



# LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La plus moderne des maisons spécialisées - ATP S.A. au cap. de 242.400 F 61, rue Froidevaux 75014 PARIS



**JUXTAPOSITION DE MODELES STANDARD**  
Ensemble obtenu en juxtaposant 2 meubles de 20 cm de profondeur sans aucune fixation par simple pose.  
Largeur de l'ensemble : 180 cm  
Hauteur : 187 cm  
Contenance : 420 volumes (un des meubles est équipé de portes pleines dans le bas et de 1/2 tablette libre).

Installez-vous **ULTRA RAPIDEMENT**  
à des prix **IMBATTABLES**

**150 MODELES VITRES**  
Juxtaposables - Superposables  
Démontables - Accordables

Équipés en matériel montés en aggloméré bois (panneaux de particules), placage soigné traité soléminé, verres collés sans plomb, bordure en aluminium anodisé. Vitrage soigné sans reflets, bords droits.

Peuvent être installés en d'autres endroits de bois ou en plâtre : Aluminex, Chêne, Sapin, Mélèze, etc. sans à pondre ou à fixer. En mode libre (non vitrés).

## BIBLIOTHEQUES STANDARD VITRES

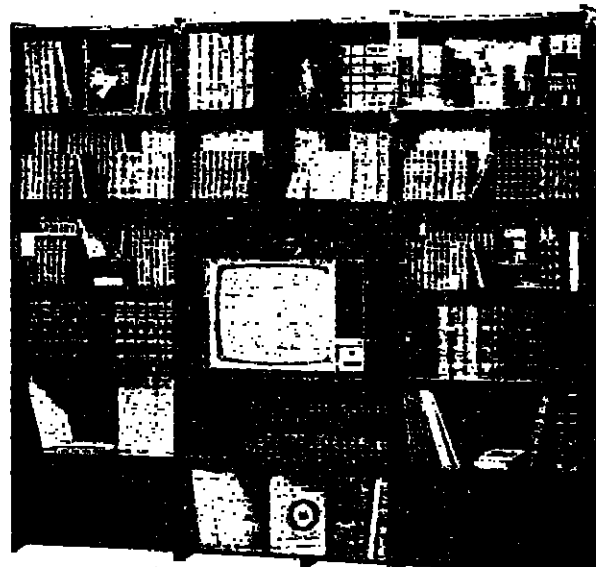
3 hauteurs : de 94 à 224 cm  
4 largeurs : 94-98-104-108 cm  
2 profondeurs : 20 et 25 cm

## DES CENTAINES DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

par simple pose, sans fixation.

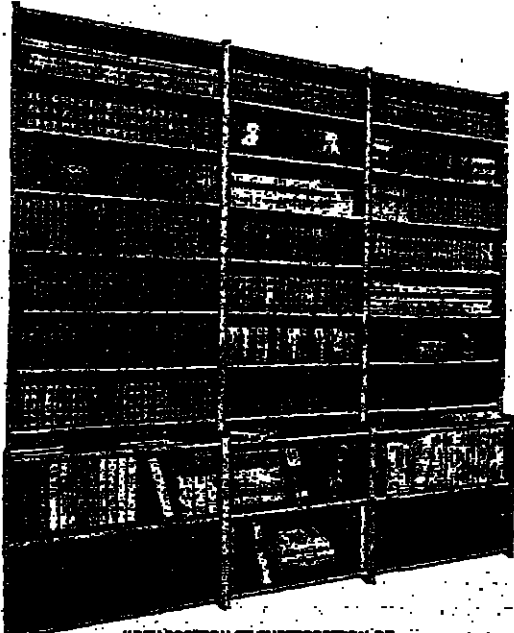
## BIBLIOTHEQUES VITRES GRANDE PROFONDEUR

3 hauteurs : de 94 à 224 cm  
4 largeurs : 94-98-104-108 cm  
2 profondeurs : 30 et 35 cm

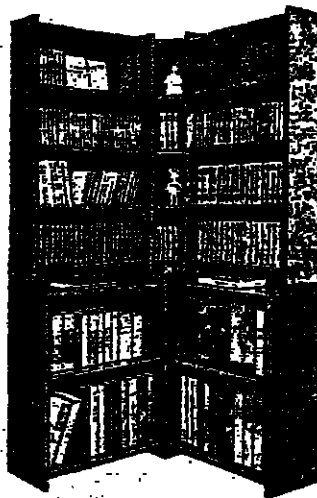


**JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR**  
Ensemble obtenu en juxtaposant 2 meubles grande profondeur (30 ou 35 cm) sans aucune fixation, par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision.  
Largeur de l'ensemble : 250 cm  
Hauteur : 222 cm  
Contenance : 550 volumes (un des meubles est équipé de 1/2 tablette libre).

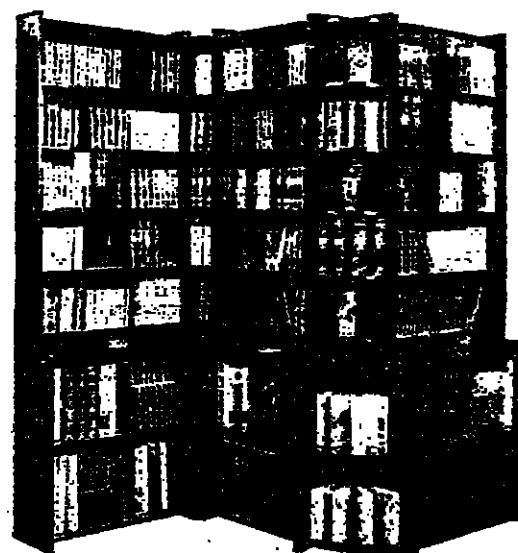
## AUTRES JUXTAPOSITIONS ET SUPERPOSITIONS



**JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE MEUBLES STANDARD VITRES DE DIFFERENTES PROFONDEURS**  
Sur 3 meubles juxtaposés de 20 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur, de même largeur sans aucune fixation, par simple pose.  
Largeur de l'ensemble : 250 cm  
Hauteur : 290 cm  
Contenance : environ 800 volumes (divers).



**SUPERPOSITION ET JUXTAPOSITION EN ANGLE**  
Ensemble obtenu en juxtaposant en angle 3 meubles de 20 cm de profondeur et en superposant dessus 3 meubles de 20 cm de profondeur, sans aucune fixation, par simple pose.

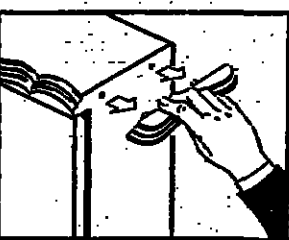


**JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION AVEC UTILISATION DE 1/4 DE ROND ET D'ETAGERES D'ANGLE**  
Ensemble obtenu par la juxtaposition sur 3 meubles de 20 cm de profondeur de 3 meubles de 25 cm, juxtaposés et reliés entre eux par une diagonale d'angle et une étagère 1/4 de rond.

## BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES VITRES

Équipés en matériel montés en aggloméré bois (panneaux de particules), placage traité soléminé, verres traités soléminés, bordure en aluminium anodisé. Vitrage soigné sans reflets, bords droits.

## JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés sont alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

## Accessoires : Meuble d'angle et quart de rond

Afin de permettre les installations les plus complexes, nous avons mis au point pour nos grands modèles rustiques des meubles d'angle et quart de rond qui complètent parfaitement les ensembles rustiques. Voir description au catalogue.



**JUXTAPOSITION DE GRANDS MODELES RUSTIQUES**  
Largeur : 220 cm  
Hauteur : 200 cm  
Profondeur : 33 cm  
Contenance : 400 volumes

## Visitez nos expositions

**PARIS :**  
En Montparnasse 61, rue Froidevaux 75014  
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h  
sauf : Samedi, Dimanche, Fêtes Nationales : 28 28 58 68

**En Province :**  
\*AMIENS - 3, rue des Chaudronniers - Tél. 91.97.15  
\*BORDEAUX - 10, rue Buffard - Tél. 44.30.42  
\*CLERMONT-FERRAND - 22, rue G. Clémenceau - Tél. 63.67.08  
\*LILLE - 88, rue Esquermoise - Tél. 66.60.30  
\*LYON - 9, rue de la République - Tél. 28.39.51  
\*MARSEILLE - 109, rue Paradis - Tél. 97.80.64  
\*MONTPELLIER - 9, rue Sévère - Tél. 68.10.52  
\*NANTES - 9, rue J.J. Rousseau - Tél. 72.76.45  
\*NICE - 6, rue de la Souffrance (Vieux Nice) - Tél. 90.14.82  
\*RENNES - 10, rue Emile Zola (près du Musée) - Tél. 30.28.77  
\*STRASBOURG - 11, avenue du Général de Gaulle (Esplanade) - Tél. 61.08.24  
\*TOULOUSE - 2 et 3, quai de la Daurade - Tél. 21.08.71  
\*TOURS - 5, rue Henri Beaufort (près des Halles) - Tél. 61.03.23

**En Belgique :**  
BRUXELLES 1000 - 54, rue du Midi - LIÈGE 4000 - 47, Bd d'Anroy

**Au Pays Bas :**  
BOUSSON - 33 Nieuwe Gravelandweg

**Au Canada :**  
MONTREAL - 357 E - P.O. - 10,485 boulevard Saint-Laurent

**DÉPARTEMENT SUR MESURES**

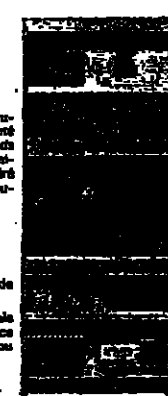
**LIVRAISON FRANCO**

## BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES

Ces magnifiques modèles, non vitrés, sont réalisés en Profilé Aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir.



Description générale : Montants et traverses en aluminium profilé brossé. Placage en stratifié blanc ou noir. Vitrage soigné sans reflets, bords droits.



Ces glaces sont dans des traverses spéciales et peuvent être placées à n'importe quel endroit ou à n'importe quelle hauteur.

Pour recevoir  
notre catalogue illustré gratuit

Téléphonez : **633.73.33**  
répondeur automatique 24 h sur 24  
ou renvoyez nous le BÔN ci-dessous

## MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux 75014 PARIS

Veuillez m'adresser votre catalogue illustré contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenances, prix, demande de devis, bulletin de commande

Nom : .....

Adresse : .....

Ville : .....

Code Postal : .....

INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME **ULTRA-RAPIDEMENT** ET CHIFFREZ VOTRE DÉPENSE...

DES CENTAINES DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE AVEC NOS MEUBLES STANDARD

JUXTAPOSITION, SUPERPOSITION, PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION.

# Les résultats dans les autres départements

(Suite de la page 12.)

**CHATEAUNEUF-SUR-SARTHE**  
M. Roinard, c.s. mod. Réélu  
M. de Mire, c.s. mod. Réélu

**CHEMILLE**  
M. Chalopin, mod. maj. Réélu  
M. de Polignac, c.s. mod. maj. ne se représentait pas.

**CHOLET 3**  
M. Bocherreau, c.s. C.D.P. Réélu

**LE LION-D'ANGERS**  
M. Fouchet, c.s. mod. Réélu  
M. Roussel, P.S. 870  
Verger, P.C. 199

**LONGUE**  
M. Alphonse, mod. maj. Réélu  
M. de Chatelet, act. loc. 1079; Baron, 832; Du Boulay, 735; Vigne, P.S. 470; Mme Bernard, P.C. 463; M. Quenec, 121. M. Bessin, c.s. div. g. ne se représentait pas.

**LE LOUPOUX-BECONNAIS**  
M. Michel, c.s. mod. Réélu

**MONTFAUCON-SUR-MOINE**  
Mmes Grégoire, 4592; Hérin, 3048; M. Landreau, P.S. 1282; Mme Guillebaud, P.C. 559  
M. Maillez, c.s. C.N.I.P. ne se représentait pas.

**MONTREUIL-BELLAY**  
M. de Grandmison, c.s. ind. 1827; Guyard, act. loc. 1450; Boulin, P.S. 1033; Mme Desbois, P.C. 432; M. Pogu, rad. g. 65

**NOYANT**  
M. Boudon, dép. app. U.D.R. 1814; Amis, 1136; Lacaze, P.S. 535; Mazé, P.C. 412; Cormier, rad. g. 117  
M. Guérin, c.s. mod. Réélu

**SEICHES-SUR-LE-LOIR**  
M. Martin, c.s. ind. Réélu

**THOUARCE**  
M. Jolivet, 2364; de Saint-Pern, c.s. mod. maj. 1699; Fédieu, P.S. 1082; Mme Côté, P.C. 202; M. Ceburon-Lavau, 124

**TERCE**  
M. Goujon, c.s. mod. maj. Réélu

**VIHIER**  
M. Coudert, c.s. mod. maj. Réélu

Huit sièges — sur vingt — n'ont pas été pourvus dimanche 7 mars, et aucun des candidats en ballottage n'est véritablement assuré de retrouver son siège à l'issue du scrutin de dimanche prochain.

Si M. David, adjoint au maire d'Angers, peut sans doute compter, au second tour, sur les voix de M. Bouche-Thomas, dans le canton voisin, M. Montaudou, P.S. 1082, est en difficulté: il aura besoin de toutes les voix du P.C. pour conserver son siège.

Au Lion d'Angers et à Thourarce, ce sont les voix de gauche qui déparleront les deux modérés arrivés en tête du ballottage.

CONS. GEN. (prés. : M. Fernand Bessou, R.I. act. sén. : 1 P.S., 2 div. g., 6 Cent. dém., 3 C.D.P., 5 U.D.R., 1 R.I., 1 C.N.I.P., 5 ind., 14 mod. maj.)

## MANCHE (25+1)

**AVRANCHES**  
M. Léon Jozeau-Marié, c.s. prés. cons. gén. Réélu  
M. de Mire, c.s. mod. Réélu

**BARENTON**  
M. Emile Bluet, c.s. mod. Réélu

**CANISY**  
M. Michel Yver, c.s. mod. Réélu

**CERISY-LA-SALLE**  
M. Eugène Leclerc, c.s. R.I. 1297; Lavalley, mod. maj. 638; Hamel, cent. 484; Elbert, P.S. 185; Deux, P.C. 92

**CHERBOURG NORD-OUEST**  
M. Dumoncel, c.s. C.D.P. 1748; Sol, P.S. 1411; Levallois, mod. Réélu  
M. de Mire, c.s. mod. Réélu

**DUCEY**  
M. Jean-Pierre Tizon, c.s. mod. maj. Réélu

**GAVRAY**  
M. Roland Vaudatin, c.s. Cent. dém. Réélu

**GRANVILLE**  
M. André Tibbe, c.s. U.D.R. 3581; Derbary, P.S. 3691; Flaud, P.C. 1316; Delahaye, s. étq. 1199

**JUVIGNY-LE-TERRE**  
M. Delarue, mod. maj. Réélu  
M. Leroy, R.I. 788; Calé, P.S. 99; Peyry, P.C. 43

**LA HAYE-PESNEL**  
M. Pierre Corbin, c.s. mod. maj. Réélu

**LESSAY**  
M. Jean-François Le Grand, s. étq. 1840; Lequellier, P.S. 1284; René Lecocq, c.s. Cent. dém. 850; Sabatier, P.C. 220

**MARIGNY**  
M. Lebad, mod. maj. Réélu  
M. Gabriel Gaultier, de Carville, c.s. mod. ne se représentait pas.

**MONTBOURG**  
M. Henri Lecacheux, c.s. mod. maj. Réélu

**Laisney, R.I. 1311**  
Mme Nermont, P.S. 337; M. Epineux, P.C. 184

**MONTMARTIN-SUR-MER**  
M. Pierre Pigaux, c.s. U.D.R. Réélu

**MORTAIN**  
M. Gabriel Destail, U.D.R. 1882; M. Fernand Saul, c.s. mod. maj. 1482; Bostard, P.S. 198; Mme Masure, P.C. 193

**OCTEVILLE**  
M. Georges Jourdam, c.s. P.S. Réélu

**LES PUEUX**  
M. René Lescallier, c.s. mod. maj. 1730; Travers, écologiste, 782; Tonaine, mod. maj. 833; Simon, P.S. 302; Guillemette, P.C. 158

**QUETTEHOU**  
M. René Travert, c.s. sén. R.I. Réélu

**SAINT-CLAIR-SUR-ELLE**  
M. Gustave Provost, de La Mollemaire, c.s. mod. maj. Réélu

**SAINT-HILAIRE**  
M. Paul Guinebault, c.s. mod. maj. Réélu

**SAINT-POIS**  
M. Gonzague de Broglie, c.s. mod. maj. Réélu

**SAINT-SAUVÉUR-LENDÉLIN**  
M. Maurice Langevin, c.s. mod. maj. Réélu

**SAINT-SAUVÉUR-LE-VICOMTE**  
M. Auguste Cousin, c.s. mod. maj. Réélu

**SARTILLY**  
M. Pierre François, rad. M. Jean de Montgermont, c.s. ind. ne se représentait pas.

**TESSY-SUR-VIRE**  
M. Jean-Claude Lemoine, U.D.R. Réélu

**TOURLAVILLE**  
M. Georges Fatome, c.s. P.S. Réélu

Sur les vingt-cinq sièges à pourvoir (vingt-cinq normalement renouvelables, un vacant, celui de Jurigny-le-Fort, par le démissionnaire de son titulaire), sept sont en ballottage contre un seul en 1970.

On a été élu au second tour, à une réelle modification de la composition du conseil général. Toutefois, la poussée de l'union de la gauche a surtout profité au P.S., notamment à Granville et plus généralement dans les zones d'urbanisation récente, mais elle ne lui a rendu pas de sièges supplémentaires.

On note aussi des succès de l'U.D.R. et un renouveau des élus de la majorité: M. Desailly, élu à Mortain, est un notaire de trente-cinq ans et M. Le Grand, en ballottage favorable à Lessay, est un vétérinaire de trente-trois ans.

CONS. GEN. (prés. : M. Léon Jozeau-Marié, c.s. mod. 1 P.S., 2 div. g., 4 P.C., 3 mod. opp., 2 Cent. dém., 2 C.D.P., 5 U.D.R., 6 R.I., 3 C.N.I.P., 24 mod. maj.)

## MARNE (21)

CONS. GEN. (prés. : M. Maurice Prévost, C.D.P. 5 P.C., 3 P.S., 5 div. g., 6 Cent. dém., 7 C.D.P., 9 U.D.R., 4 R.I., 2 mod. maj.)

**ANGLURE**  
M. Maurice Mestre, c.s. P.C. Réélu

**AY**  
M. Jean Collet, c.s. sén. Un. cen. maire, 3512; Machet, P.C. 2048; Lagache, P.S. 1939; Mme Pechon, 3

**BOURGOGNE**  
M. Maurice Prévost, c.s. prés. cons. gén. sén. C.D.P. Réélu

**CHALONS-SUR-MARNE 1**  
M. Ménéant, Cent. dém. mod. 3075; Sammut, c.s. P.S. 2282; Barberousse, P.C. 1701; Mme Pechon, 35

**CHALONS-SUR-MARNE 3**  
M. Jean Reyssier, c.s. P.C. Réélu

**CIVRY-EN-ARGONNE**  
M. Pierre Leduc, c.s. C.D.P. Réélu

**DORMANS**  
M. Jacques Charpentier, c.s. div. g. 1286; Duverrier, mod. 934; Sanjambien, P.C. 734; Viche, P.S. 525; Bauchard, div. g. 244

**ESTERNAY**  
M. Henri Saignes, c.s. R.I. Réélu

**FISMES**  
M. Caffre, P.S. 1549; Conneau, mod. 1232; Vignier, div. g. 1352; Le Quellier, P.C. 719

**HEILTZ-LE-MAURUPT**  
M. Aymer de Courson, c.s. Cent. dém. Réélu

**MARSON**  
M. Chaboudé, mod. maj. 1343; Valentin, mod. maj. 779; Volinche, P.C. 630; Magnen, P.S. 337

**MONTMIRAIL**  
M. Philippe Amelin, c.s. U.D.R. Réélu

**REIMS 2**  
M. Jean Palala, c.s. mod. maj. Réélu

**REIMS 4**  
M. Georges Collin, c.s. P.S. 2177; Locret, P.C. 2032; Siegel, U.D.R. 1208; Edot, Cent. dém. 1105; Dumoulin, R.I. 918; Mme Pechon, 1

**REIMS 5**  
M. Claude Lamblin, c.s. P.C. 1989; Carpentier, P.S. 1376; Lapine, R.I. 834; Pernat, U.D.R. 704; Mme Pechon, 25

**REIMS 7**  
M. René Tys, c.s. anc. dép. P.C. 3417; Voisin, P.S. 3228; Faivre, R.I. 1916; Mme Pechon, 30

**SOMPUIS**  
M. James Manuel, c.s. div. g. Réélu

**VERTUS**  
M. Paul Gérard, c.s. div. g. 1543; Ravillon, U.D.R. 1010; Marc Lefèvre, rad. 305; Claude Lefèvre, P.C. 222; Talar-matin, P.S. 173

**VERZY**  
M. Pierre Lallement, C.D.P. ne se représentait pas

**VILLE-SUR-TOURBE**  
M. Gauthier, Cent. dém. 810; Rochas, mod. 375; Blaser, P.S. 188; Didier, P.C. 108

**SAINT-SAUVÉUR-LENDÉLIN**  
M. Robert Soudant, c.s. Cent. dém. anc. sén. anc. prés. cons. gén. ne se représentait pas

**VITRY-LE-FRANÇOIS EST**  
M. Charles Baudouin, c.s. U.D.R. 1811; Teissier, P.S. 1517; Fabert, P.C. 996; Mme Martin, 135

L'écoulement de M. Michel Ménéant, Centre démocrate, maire de Châlons-sur-Marne, arrivé en tête d'un ballottage, qui lui est cependant défavorable, alors qu'il tenait d'envoyer le siège de M. Sammut, P.S., serait le fait le plus marquant de ce premier tour à Ay. M. Jean Collet, sénateur (U.N. cent.), élu de son canton depuis dix-huit ans, ne se trouvait pas officiellement en difficulté. Ses partisans espèrent que le difficile anticommuniste jouera en sa faveur et lui permettra de retrouver ses 473 voix de retard sur M. Machet (P.C.F.), qui sera le candidat unique de la gauche.

En revanche, la majorité n'a guère d'espoir de voir M. Baudouin, U.D.R., sauve son siège à Vitry-le-François. Il devra normalement revenir à M. Teissier, qui a fait progresser de 275 % les voix socialistes dans le canton depuis les élections de septembre 1973.

## HAUTE-MARNE (15)

**ANDELOT**  
M. Geoffroy, c.s. maire, mod. maj. Réélu

**BOURBONNE-LES-BAINS**  
M. Malignien, maire, mod. maj. Réélu

**BOURMONT**  
M. Boin, c.s. maire, anc. sén. rad. Réélu

**CHAMONT SUD**  
M. Berchet, sén. rad. 2807; Genest, rad. g. 1809; Jack, P.C. 1186; Gréliche, P.S. 748; Wilhelm, R.I. 508

**CHÉVILLON**  
M. Rollin, c.s. maire, anc. sén. rad. Réélu

**CLERMONT**  
M. Schwab, c.s. U.D.R. Réélu

**DOULAINCOURT**  
M. Bignot, c.s. maire, rad. 918; Binetruy, mod. maj. 474; Chantrel, P.S. 188; M. Maugust, P.C. 380

**JOINVILLE**  
M. Banin, c.s. prés. cons. gén. R.I. 1524; Le Moigne, maire, mod. maj. 690; Laporte, rad. g. 459; Vignier, P.S. 399; Chantrel, P.C. 356; Roudet, P.S.U. 189

**LA FERTE-SUR-AMANCE**  
M. Dapret, c.s. maire, mod. maj. Réélu

**MONTIGNY-LE-ROI**  
M. Bernard, c.s. maire, mod. maj. Réélu

**NEUILLY-L'ÉVEQUE**  
M. Luciot, c.s. maire, U.D.R. Réélu

**NOGENT-EN-BASSIGNY**  
M. Henry, maire, mod. maj. Réélu

**POISSONS**  
M. Pournier, mod. maj. 449; Mme Martin, mod. maj. 307; M. Allemeersch, U.D.R. 190; Bourgeois, P.S. 182; Sanguier, c.s. rad. 126; Schmitt, P.C. 105

**SAINT-BLIN**  
M. Bernard Collin, c.s. mod. maj. Réélu

**VARENNES-SUR-AMANCE**  
M. Roger Collin, c.s. mod. maj. Réélu

A Bourbonne-les-Bains, M. Edgard Pignat, ancien ministre, qui se présentait aux élections du P.S. et bénéficiait du soutien du conseiller sortant, a été battu par M. Louis Vignier, candidat de la majorité.

Cette même majorité devrait en revanche éprouver de sérieuses difficultés pour conserver le siège de Chamont Sud et le transfert des voix communistes et socialistes joue bien en faveur de M. Genest, radical de gauche, qui arrive en tête des

trois candidats de gauche. A Poissons, le conseiller sortant, M. Sanguier, soixante-dix-sept ans, n'a obtenu que 925 % des voix.

CONS. GEN. (prés. : M. Raymond Martin, R.I. : 1 P.C., 1 rad. g., 1 div. g., 6 rad. g. U.D.R., 2 R.I., 14 mod. maj.)

## MAYENNE (14)

**ARGENTRE**  
M. des Rieux, c.s. mod. Réélu

**BAIS**  
M. Chauveau, c.s. maire, mod. maj. Réélu

**BIERNE**  
M. Suzanne, c.s. mod. Réélu

**CHATEAU-GONTIER**  
M. Lefèvre, c.s. mod. maj. ne se représentait pas

**COUPTRAIN**  
M. Auriau, c.s. R.I. 1294; Charpentier, mod. maj. 533; Marillaud, P.C. 342; Collet, P.S. 239

**EVRON**  
M. Vadeplé, c.s. sén. maire, C.D.P. Réélu

**GREZ-EN-BOUERE**  
M. Gelot, P.S. 738; Planchenaud, maire, mod. maj. 531; Cognet, P.C. 520; Galemme, app. U.D.R. 489; Mlle Orhan, div. mod. 416

**BACCARAT**  
M. Cuny, c.s. rad. g. Réélu

**BAYON**  
M. Audibert, c.s. mod. maj. 2928; Claudel, P.C. 2506; Reiner, P.S. 812

**BRIEY**  
Mme Gueuriot, P.C. 2738; M. Martin, 1899; Vattier, R.I. 1688; Tonlin, P.S. 1392; Savard, 208

**CHAMBLEY**  
M. Koenig, c.s. mod. maj. Réélu

**CHREY-SUR-VEZOUZE**  
M. de Talhouet, c.s. maire, R.I. Réélu

**DOMEVRE-EN-HAYE**  
M. Grégoire, c.s. mod. maj. 1810; Thouvenin, P.S. 812; Feldt, div. g. 564; Varinot, P.C. 534

**GERBEVILLE**  
M. Vail, c.s. maire, réf. Réélu

**LONGUYON**  
M. Drapier, c.s. mod. div. g. 2890; Mersich, rad. g. 1939; Quattrocchio, P.C. 1484; Saint-Mard, P.S. 1035

**LONGWY**  
M. Jean, c.s. P.C. 3041; Marchal, 2522; Le fort, P.S. 1328

**LUNEVILLE SUD**  
M. Morel, R.I. 2813; L'Hommée, P.S. 2144; Parentin, 1531; Mme Maurice, P.C. 1425; M. Bertrand, U.D.R. 1243

**MONT-SAINT-MARTIN**  
M. Pastant, c.s. mod. maj. 3248; Brigid, P.C. 2380; Giquet, P.S. 2331

**NANCY EST**  
M. Teyssandier, c.s. cent. g. 4544; Groscolas, P.S. 350; Soudrie, P.C. 1888; Michel, rad. g. 455; Rosenhek-Baitel, 211; Guillin, P.S.U. 198; Valon, 3

**NANCY OUEST**  
M. Coullais, c.s. mod. R.I. Réélu

**POMPEY**  
M. Thirion, c.s. div. g. 8338; Anoline, P.C. 5286; Charton, P.S. 2839

**PONT-A-MOUSSON**  
M. Tondou, P.S. 5902; Jeanclaude, c.s. réf. 5685; Bertelle, P.C. 2939

**SAINT-MAX**  
M. Durupt, c.s. P.S. 5242; Dutoir, mod. maj. 4392; Meunier, P.C. 1557; Lhuillier, 1232

**TOUL NORD**  
M. Gossot, c.s. maire, U.D.R. 4046; Feldt, P.S. 2384; Egloff, P.C. 1068; Bourgeois, 659

**VANDOEUVRE**  
M. Pouille, c.s. maire, R.I. Réélu

**VEZELISE**  
M. Ledere, c.s. maire, mod. maj. Réélu

CONS. GEN. (prés. : M. Roger Boileau, div. g. sén.) : 1 P.C., 3 P.S., 1 rad. g., 4 div. g., 2 ref., 3 U.D.R., 9 R.I., 7 mod. maj.)

## MEUSE (15)

**BAR-LE-DUC SUD**  
M. Marizier, c.s. cent. 1585; Mlle Mangin, P.S. 1420; M. Vanet, U.D.R. 648; Serrier, P.C. 588

**CLERMONT-EN-ARGONNE**  
M. Ruin, c.s. maire, U.D.R. Réélu

**COMMERCEY**  
M. Dost, P.S. 2881; Caressi, maire, mod. 2137; Jannesson, P.C. 546; Barrois, 315

**DAMVILLERS**  
M. Franc, c.s. maire, mod. Réélu

**ALLAIRE**  
M. Roux, P.S. Réélu

**MALESTROIT**  
M. Du Bolsbaudy, c.s. R.I. Réélu

**MAURON**  
M. Thebaud, c.s. mod. maj. Réélu

**LE PALAIS**  
M. Bonnet, c.s. min. de l'Agriculture, R.I. Réélu

**POULOUY**  
M. Le Cabellat, c.s. mod. Cent. dém. Réélu

**PONTIVY**  
M. Cavallat, mod. maj. 4471; Masson, P.S. 3076; Lecuyer, Cent. dém. 2317; Robin, P.C. 1549

**VANNES EST**  
M. Chazard, c.s. mod. maj. Réélu

Pass de grande surprise dans le Morbihan. Trois conseillers sortants sur dix-huit appartenant tous à la majorité ont été réélus. Il faut toutefois noter le net échec de M. Rolland (U.D.R.) à Belz (qui avait fait campagne pour l'implantation éventuelle d'une centrale nucléaire), battu par M. Le Formai, indépendant, à l'occasion d'une élection primaire.

On compte dans le département quatre ballottages. Dans trois cas (Hennebont, Baud et Cleuguer), la situation est favorable à la gauche. Dans le quatrième cas, à Pontivy, la majorité apparaît la mieux placée.

A souligner également la victoire d'un candidat socialiste à Allaire, M. Roux, où le siège était détenu depuis de nombreuses années par un candidat de la majorité.

D'autre part, ni le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, au Palais, ni le suppléant de M. Raymond Marcellin, M. du Bolsbaudy, à Malestroit, n'ont été inquiétés. Ni la majorité du conseil général, ni son président, M. Marcellin, ancien ministre, républicain indépendant, ne seront menacés.

CONS. GEN. (prés. : M. Raymond Marcellin, R.I. sén.) : 1 P.C., 1 P.S., 1 cent. g., 1 Cent. dém., 4 U.D.R., 8 R.I., 17 mod. maj.)

**ETAIN**  
M. Picart, P.C. 1130; Schwartz, c.s. maire, mod. 1038; Georges, U.D.R. 468; Bruga, P.S. 538; Mangot, 333

**FRESNES-EN-WOEVRE**  
M. Mouré, Cent. dém. 815; Lemasson, mod. 714; Hotier, P.C. 319; Ambroise, maire de Rouvaux, réf. 303; Battavolne, 304; M. Dory, c.s. mod. ne se représentait pas.

**LIGNY-EN-BARROIS**  
M. Leblanc, c.s. maire de Nançois-sur-Ornain, act. loc. Réélu

**MONTMÉDY**  
M. Léonard, c.s. mod. 984; Blivet, 937; Kiblot, 687; Nourission, P.S. 631; Briat, P.C. 281

**REVIGNY-SUR-ORNAIN**  
M. Didon, c.s. maire, mod. 1248; Chobert, P.S. 336; Mlle Delsch, 384; M. Roy, maire de Contrisson, réf. 875; Mme Delcourt, 8

**SOUILLY**  
M. Louppe, c.s. mod. 356; Boibaver, 307; Pétasson, maire de Montsaurin, P.C. 291; Vanuxem, U.D.R. 50

**STENAY**  
M. Madoux, c.s. prés. cons. gén. mod. maj. Réélu

**VERDUN EST**  
M. Vigneron, c.s. P.S. 2619; Barot-Dupont, 1558; Lévy, 686; Guindé, P.C. 501; Delamarque, 357; Bouches, U.D.R., 293

**MEURTHE-ET-MOSELLE (19)**

A Nancy, la progression du P.S. vers les deux tiers du parti communiste qui, ailleurs, maintient ses positions. A Pont-à-Mousson, les quatre tiers ont été élus en ballottage, mais à Couptrain il n'a manqué qu'une seule voix à M. Auriau (R.I.) pour être élu dès le premier tour. D'une façon générale, la gauche progresse en nombre de voix. A Grazeville, le candidat socialiste arrive en tête d'un ballottage très serré.

CONS. GEN. (prés. : M. René Ballester, sén. Un. cent.) : 5 P.S., 6 Cent. dém., 2 C.D.P., 3 U.D.R., 4 R.I., 5 mod. maj.)

## MORBIHAN (19+1)

**ALLAIRE**  
M. Roux, P.S. Réélu

**MALESTROIT**  
M. Du Bolsbaudy, c.s. R.I. Réélu

**MAURON**  
M. Thebaud, c.s. mod. maj. Réélu

**LE PALAIS**  
M. Bonnet, c.s. min. de l'Agriculture, R.I. Réélu

**POULOUY**  
M. Le Cabellat, c.s. mod. Cent. dém. Réélu

**PONTIVY**  
M. Cavallat, mod. maj. 4471; Masson, P.S. 3076; Lecuyer, Cent. dém. 2317; Robin, P.C. 1549

**VANNES EST**  
M. Chazard, c.s. mod. maj. Réélu

Pass de grande surprise dans le Morbihan. Trois conseillers sortants sur dix-huit appartenant tous à la majorité ont été réélus. Il faut toutefois noter le net échec de M. Rolland (U.D.R.) à Belz (qui avait fait campagne pour l'implantation éventuelle d'une centrale nucléaire), battu par M. Le Formai, indépendant, à l'occasion d'une élection primaire.

On compte dans le département quatre ballottages. Dans trois cas (Hennebont, Baud et Cleuguer), la situation est favorable à la gauche. Dans le quatrième cas, à Pontivy, la majorité apparaît la mieux placée.

A souligner également la victoire d'un candidat socialiste à Allaire, M. Roux, où le siège était détenu depuis de nombreuses années par un candidat de la majorité.

D'autre part, ni le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, au Palais, ni le suppléant de M. Raymond Marcellin, M. du Bolsbaudy, à Malestroit, n'ont été inquiétés. Ni la majorité du conseil général, ni son président, M. Marcellin, ancien ministre, républicain indépendant, ne seront menacés.

CONS. GEN. (prés. : M. Raymond Marcellin, R.I. sén.) : 1 P.C., 1 P.S., 1 cent. g., 1 Cent. dém., 4 U.D.R., 8 R.I., 17 mod. maj.)

**L'INCROYABLE RAPPORT ABELIN**

M. Abelin est parti. Le Rapport Abelin, demandeur, sera-t-il exploité dans cette perspective. Guibert Comte l'analyse et y découvre de singulières tendances: pour le monde des Affaires, dans le No 75 d'Afrique, la seule revue économique et sociale en français, faite en Afrique noire (c'est mieux pour en bien parler). Abon. 10 Nos an: 100 FF. par ch. ou CCP 98-22 Africa Dakar, B.P. 1826.





# LE PREMIER TOUR





# Les résultats dans les autres départements

(Suite de la page 17.)

## DEUX-SÈVRES (17)

**AIRVAULT**  
M. Barret, maire, P.S., 1.774 voix. Réélu.  
MM. Bordage, c. s. anc. dép. U.D.R., 1.068; Bon, P.C., 182.  
**ARGENTON-CHATEAU**  
MM. Ganne, cent. dém., 2.071; Garreau, c. s., 1.886; Corbière, maire, ind., 240; Millet, P.C., 454. Réélu.  
**BEAUVOIR-SUR-NIORT**  
M. Nicolas, c. s., rad., Réélu.  
**BRESSUIRE**  
M. Brochard, c. s., dép. Cent. dém. Réélu.  
**BRIOU-SUR-BOUTONNE**  
M. Treilla, c. s., prés. cons. gén. rad. Réélu.  
**CHEF-BOUTONNE**  
M. Bouin, c. s., mod. maj. Réélu.  
**FRONTENAY-ROHAN-BOHAN**  
M. Chatain, c. s., anc. dép. rad. Réélu.  
**MAULEON**  
M. Fruchard, c. s., maire, mod. maj. Réélu.  
**MAUZE-SUR-LE-MIGNON**  
M. Coupiat, c. s., maire, mod. maj. Réélu.  
**MAZIERES-EN-CATINE**  
M. Bobin, c. s., cons. rég. Cent. dém. Réélu.  
**MELLE**  
M. Touzeau, c. s., rad. Réélu.  
**NIORT NORD**  
MM. Gaillard, c. s., dép. maire, P.S., 3.925; Charbonneau, C.D.P., 3.547; Vincent, P.C., 1.041. Réélu.  
**PARTHENAY**  
MM. Jubien, c. s., maire, P.S., 4.358; Denoué, U.D.R., 4.038; Le Goff, P.C., 798. Réélu.  
**SAINT-LOUP-LAMAIRE**  
M. Bouchet, c. s., ind. Réélu.  
**ST-MAXENT-LE-ECOLE**  
M. Lembermont, c. s., P.S. Réélu.  
**SECONDIGNY**  
M. Airault, c. s., mod. maj. Réélu.  
**THOUARS 2**  
M. Dumont, c. s., ind. Réélu.  
Trois communes sur dix-sept cantons : d'Argenton-Château ne disputent la seule « primauté » au sein de la majorité. Elle est remportée par le centre démocrate au détriment du conseiller général U.D.R. sortant.  
Il faut noter à Airvault la défaite de M. Bardage, ancien député U.D.R. élu par un collège socialiste. M. Barret, élu dès le premier tour. En revanche, est réélu, à Bressuire, M. Brochard, député Cent. dém. après une difficile campagne qui l'avait opposé au maire de Bressuire (radical de gauche). Le conseil municipal en définitive gagner au moins un siège dans la prochaine assemblée, grâce au socialiste élu à Airvault.  
CONS. GEN. (prés. : M. Georges Treilla, rad.) : 7 P.S., 1 rad. g., 2 div. g., 5 rad., 2 Cent. dém., 4 U.D.R., 3 ind., 9 mod. maj.

## SOMME (22)

**ABBEVILLE SUD**  
M. Lejeune, c. s., dép. prés. cons. gén. maire, M.D.S.F. Réélu.  
**AILLY-SUR-NOYE**  
M. Classen, c. s., maire, M.D.S.F. Réélu.  
**AMIENS OUEST**  
MM. Grenet, c. s., P.C., 3.885; Guérin, R.I., 3.133; Ducrot, P.S., 1.410; Hazeard, cons. ind., 680; Hame Parent, P.S.U., 320. Réélu.  
**AMIENS NORD-OUEST**  
Mme Cosserat, c. s., P.C., 3.945; M. Conroy, R.I., 2.367; M. Trouillet, P.S., 1.705. Réélu.  
**AMIENS NORD-EST**  
MM. Carouge, c. s., P.C., 4.088; Jolly, soc. ind., 3.110; Mme Joron, P.S., 1.294. Réélu.  
**BERNAVILLE**  
M.D. Secq, P.S., 1.051; Crepin, c. s., M.D.S.F., 1.039; Somon, ind. 807; Hardy, P.C., 309. Réélu.  
**BOVES**  
MM. Desse, c. s., 3.103; Zimier, P.C., 1.761; Douclement, P.S., 1.419; Nieuven, Mouv. dém., 292. Réélu.  
**BRAY-SUR-SOMME**  
M. Adriaenssens, c. s., soc. ind. Réélu.  
**CHAULNES**  
M. Bayard, c. s., maire, M.D.S.F. Réélu.  
**CRECY-EN-PONTHIEU**  
MM. Delannoy, c. s., U.D.R., 873; Loeillet, act. loc., 700; Petit, P.C., 575; Brantant, act. loc., 555; Pondelet, maire, 510; Cahon, P.S., 323. Réélu.  
**DOMART-EN-PONTHIEU**  
MM. Polier, réf., 2.114; Timmerman, P.S., 1.790; Briatte, P.C., 1.723. Réélu.  
**HALLENCOURT**  
MM. Dallery, R.I., 1.770; Desablin, gaull. opp., 1.044; Jacob, P.C., 910; Roger, P.S., 874; Le Quintain, M.D.S.F., 193. Réélu.  
M. Deschamps, c. s., maire, rad., ne se représentait pas.

**HAM**  
MM. Goubet, c. s., P.C., 2.590; Morant, act. loc., 1.944; Bolet, P.S., 1.554; Dorot, U.D.R., 1.018. Réélu.  
**HORNOY-LE-BOURG**  
MM. Dufoux, c. s., maire, soc. ind., 1.584; Hart, U.D.R., 1.012; Iriarte-Arriola, P.C., 569; Dumont, P.S., 263. Réélu.  
**MOREUIL**  
MM. Gaudes, c. s., P.S., 1.976; d'Hautefeuille, sout. R.I., 276; Chérolle, P.C., 237; Fleutin, 538; Happe, M.D.S.F., 19. Réélu.  
**NOUVOIN**  
M. Lecuyer, c. s., M.D.S.F. Réélu.  
**OISEMONT**  
M. Bignon, c. s., dép. U.D.R. Réélu.  
**PERONNE**  
MM. Daudré, c. s., maire, rad., 2.034; Guibaud, P.C., 224; Linaeste, P.S., 2.177. Réélu.  
**PICQUIGNY**  
M. Regnier, c. s., P.C. Réélu.  
**POIX-DE-PICARDIE**  
M. Daniel, c. s., maire, Cent. dém. Réélu.  
**ROSIERES-EN-SANTERRE**  
M. Millet, c. s., P.S. Réélu.  
**ST-VALERY-SUR-SOMME**  
MM. Gauthier, c. s., maire, P.S., 2.580; Mmes Auried, P.S., 1.536; Valley, M.D.S.F., 1.110; MM. Van Den Bergh, R.I., 927; M. Skiesars, P.S.U., 128. Réélu.  
Dans la Somme, les neuf conseillers généraux sur vingt-deux élus au premier tour sont tous des sortants. Parmi eux, M. Max Lejeune (Mouvement démocrate de France), président du conseil général, maire d'Abbeville, et M. Charles Bignon, député U.D.R. A noter que M. René Lamps, député, maire d'Amiens, qui était également conseiller général du canton de Domart-en-Ponthieu, ne se représentait pas. Il avait été élu au premier tour en 1970. M. Lamps, rénovateur, est arrivé en tête avec 2.114 voix. Suivent la candidate socialiste avec 1.720 voix et la candidate communiste avec 1.723 voix. Si ses voix se prononcent en faveur du socialiste, la reine M. Lamps échappera aux communistes, dont la nomination passera de neuf à huit au sein de l'assemblée départementale. Toutefois si la candidate communiste de Peronne, M. Gauthier, bénéficie de toutes les voix qui sont allées au socialiste M. Linaeste, cela lui permettra de battre le conseiller général sortant, radical, M. Daudré.  
CONS. GEN. (prés. : M. Max Lejeune, M.D.S.F., dép.) : 9 P.C., 4 P.S., 3 soc. ind., 8 M.D.S.F., 4 rad., 3 Cent. dém., 3 C.D.P., 4 cent., 5 U.D.R., 2 R.I.

## TARN (21)

**BRASSAC**  
M. Carinade, c. s., maire, mod. maj. Réélu.  
**CALADAN**  
MM. Barthe, P.S., 950; Alquier, c. s., rad. g., 927; Martinez, P.C., 138. Réélu.  
**CARMAUX NORD**  
MM. Varelles, c. s., maire, P.S., 4.284; Cazelles, P.C., 2.137; Costes, ind., 1.062; Bordoll, U.D.R., 738. Réélu.  
**CARMAUX SUD**  
MM. Coudouly, c. s., P.C., 2.549; Malaterre, P.S., 1.585; Gayard, R.I., 1.373; Labit, mod. maj., 244. Réélu.  
**CASTRES EST**  
MM. Sery, c. s., rep. ind., 2.753; Amen, P.S., 2.256; Brémont, P.C., 915. Réélu.  
**CASTRES NORD**  
M. Limouzy, c. s., dép. maire, anc. secr. E. U.D.R. Réélu.  
**CASTRES SUD**  
M. Asals, c. s., mod. maj., 3.645; Petit, P.S., 2.582; Mme Guzman, P.C., 978. Réélu.  
**DOURGNE**  
M. Mamy, c. s., R.I. Réélu.  
**GAILLAC**  
M. Yrisseau, c. s., maire, mod. maj., 3.421; Pistre, P.S., 2.390; Muratet, P.C., 1.125; de Chanterac, P.S.U., 61. Réélu.  
**LACAUNE**  
M. Bonnet, c. s., mod. maj. Réélu.  
**LAVAU**  
MM. Esparbié, c. s., rad. g., 2.885; Talazac, maire, mod. maj., 2.154; Bressolle, P.C., 1.641; Valéte, P.S., 716; Maury, réf., 465. Réélu.  
**MONESTIES**  
M. Bonné, c. s., P.S. Réélu.  
**PAMPELONNE**  
M. Alousque, c. s., P.S. Réélu.  
**PUYLAURENS**  
MM. Maruquies, c. s., maire, div. g., 1.583; Fournies, P.S., 688; Bouysou, R.I., 523; Bousquet, P.C., 500. Réélu.  
**RASTENS**  
MM. Fargues, P.S., 1.452; Marty, maire, U.D.R., 1.290; Mousset, P.C., 623; Salvan, gaull. maj., 495. Réélu.  
**SAINT-AMANS-SOULT**  
M. Limouzy, maire, mod. maj., 1.310; Cros, rad. g., 1.227; Toulmer, P.S., 1.077; Couquill, P.C., 670. Réélu.  
M. Bourguet, c. s., sén. div. g., ne se représentait pas.

**VABRE**  
M. Faure, c. s., div. g. Réélu.  
**VALENCE**  
MM. Nespoulous, maire, C.D.P., 1.288; Cuy, c. s., 1.237; Daurès, P.C., 151. Réélu.  
**VAOUR**  
MM. Sudre, c. s., P.S., 425; Lacheze, ind., 277; Boyer, div. g., 317; Hernandez, P.C., 72. Réélu.  
**VIELMUR-SUR-AGOUT**  
M. Racaud, ind., 1.083; Barbut, c. s., rad. g., 1.051; Billothe, P.C., 201. Réélu.  
**VILLEFRANC-D'ALBIGEOIS**  
M. Albert, c. s., prés. cons. gén. soc. ind. Réélu.  
Si M. Albert, soc. ind., président du conseil général, et Limouzy, député U.D.R. et maire de Castres, sont en difficulté lors des élections, les deux autres conseillers sortants de Castres sont en difficulté lors des élections départementales. Le retrait de M. Spéniat, président du Parlement européen, empêché par le P.S. de perdre le siège de Babousses, tandis que Saint-Amans-Soult est un radical de gauche. M. Cros, qui recueille l'héritage de M. Bourguet, sénateur socialiste.  
CONS. GEN. (prés. : M. Smile Albert, soc. ind.) : 1 P.C., 9 div. g., 6 rad. g., 1 soc. ind., 9 div. g., 5 U.D.R., 2 R.I., 9 mod. maj.

## TARN-ET-GARONNE (15)

**AUVILLAR**  
MM. Vidalot, c. s., maire de Dunes, soc. ind., 656; Dauty, P.S., 340; Gorisse, maire de Dancarg, ac. loc., 323; Breton, P.C., 282; Moreaux, ind., 224; Chaboux, rapatriés, 92. Réélu.  
**BOURG-DE-VISA**  
MM. Richard, c. s., div. g., 573; Messines, rad. g., 426; Giron, ind., 397; Bedel, P.S., 104. Réélu.  
**CASTELARRASIN 2**  
MM. Larrouc, c. s., rad. gauche, maire de Meausau, 1.544; Bonnal, P.S., 999; Bonnet, P.C., 806. Réélu.  
**CAYLUS**  
MM. Lafon, c. s., maire, mod. maj., 760; Saint-Martin, P.S., 507; Marquet, ind., 155; Andrieu, ind., 119; Mlle Laguille, P.C., 77. Réélu.  
**LAVIT**  
M. de Marsac, c. s., maire de Marsac, P.S. Réélu.  
**MOISSAC 1**  
MM. Rigal, c. s., maire, rad. g., 1.004; J. P. P. P. ind., 1.195; Demers, P.C., 728; Nuzet, P.S., 463; Saulnier, rapatriés, 123. Réélu.  
**MOLIERES**  
MM. Combelles, c. s., mod. maj., 894; Sahut, cent. g., 356; Mlle Loras, P.C., 107. Réélu.

**MONTAUBAN 2**  
MM. Gouze, c. s., P.S., 1.934; Plesmann, mod. maj., 1.298; Bea, rad. g., 949; Juge, P.C., anc. dép., 849; Brunet, rapatriés, 140. Réélu.  
**MONTAUBAN 3**  
MM. Delmas, c. s., maire, anc. dép., P.S., 1.773; Bécon, mod. maj., 1.140; Escobar, P.C., 476; Labouret, rad. g., 226; Verdu, rapatriés, 100. Réélu.  
**MONTAUBAN 4**  
MM. Hamacher, c. s., rad. gauche, 1.578; Devigny, P.S., 877; Souleil, P.C., 790; Poinard, mod. maj., 749; Giraudou, rad., 391; Augier, rapatriés, 146. Réélu.  
**MONTECH**  
MM. Gondalma, c. s., maire de La Villette, R.I., 1.645; Augé, P.S., 1.187; Souleil, P.C., 1.105; Courrech, rad. g., 790; Marchadai, rapatriés, 275. Réélu.  
**NEGREPESSE**  
MM. Bourdarias, c. s., rad. g., 1.213; Battut, U.D.R., 659; Gibert, P.S., 759; Luras, act. loc., 687; Martin, P.C., 443; Cabanne, rapatriés, 149; La-moigne, ind., 130. Réélu.  
**ST-NICOLAS-DE-LA-GRAVE**  
M. Descazeaux, c. s., maire de Gargouillat, P.S. Réélu.  
**VERDUN-SUR-GARONNE**  
MM. Roger, c. s., rad. g., maire de Saint-Etienne, 1.639; Dussol, P.S., 1.480; Pallat, P.C., 476. Réélu.  
**VILLEBRUMIER**  
MM. Auzé, c. s., Vigoureux, P.C., 616; Louis Vigoureux, maj. prés., 552; Sabatier, c. s., rad. g., 451; Delbours, P.S., 370; Catala, rapatriés, 104. Réélu.  
Les élections primaires et les élections au sein de l'U.D.S.R. par une fédération socialiste en rébellion ont provoqué l'abandon du conseil municipal. Le P.S. a obtenu en effet près de 14.000 voix (40 % des suffrages exprimés) contre plus de 10.000 aux radicaux de gauche, et les deux seuls conseillers généraux sortants (sur quinze) qui ont été réélus au premier tour, sont socialistes. Les conseillers généraux sortants radicaux de gauche sont tous en ballottage. Le M.R.G. a théoriquement déjà perdu le canton de Villebrumier puisque leur candidat est décédé par un communiste.  
On note qu'avec neuf candidats pour une seule commune, les radicaux de gauche ont obtenu 1.500 voix, prouvant ainsi qu'ils constituent une force majeure dans le département. Ils ont obtenu, du moins, et surtout, de faire élire ou battre à leur convenance, ou les candidats ou les législateurs.  
CONS. GEN. (prés. : Mme Sveltyne Barthe, rad. g., 4 P.S., 13 rad. g., 3 div. g., 2 mod. 2 Cent. dém., 1 C.D.P., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 mod. maj.)

## VAR (21)

**AUPS**  
M. Rolland, c. s., app. P.S. Réélu.  
**BARJOLS**  
M. Niron, c. s., P.C. Réélu.  
**LE BEAUSSET**  
MM. de Combret, c. s., P.S., 1.478; Vercellina, P.C., 1.549. Réélu.  
**COLOMBRIERES**  
MM. Ravello, c. s., P.S., 1.870; Delon, mod. maj., 1.083; Lemaire, U.D.R., 897; Mme Dubreux, P.C., 531; M. Raymond, P.C., 132; Jassard, div. g., 119; Canet, P.C., 37; Dalmont, R.I., 19; Thévenet, div. g. Réélu.  
**COTIGNAC**  
MM. Reboul, maire, 1.077; Galliano, P.C., 739; Stuerza, 542; Mariage, P.S., 388. Réélu.  
M. Berne, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.  
**LA CRAU**  
M. Palazy, c. s., mod. maj. Réélu.  
**CUERS**  
M. Blacas, c. s., P.S. Réélu.  
**DRAGUIGNAN**  
MM. Gayard, c. s., P.S., 5.619; German, 3.130; Mariani, U.D.R., 1.983; Sente, M. Raymond, P.C., 1.578; Bougaubau, P.S.U., 495. Réélu.  
**FAYENCE**  
MM. Fabre, P.S., 1.405; Krempf, P.C., 1.050; Michelmod, mod. maj., 707; Seva, 313. Réélu.  
M. Demichellis, c. s., app. P.S., ne se représentait pas.  
**GRIMAUD**  
MM. Max, c. s., P.S., 2.643; Broucher, 1.992; Ferrari, P.C., 1.193; Comarais, 536. Réélu.  
**LA ROQUEBRUSSE**  
M. Emerit, c. s., maire de Gravelle, P.S. Réélu.  
**SAINT-MANDRIER**  
MM. Pech, c. s., U.D.R., 2.507; Sprecher, P.C., 1.728; Barthe, P.S., 1.408; Giovannella, Mouv. dém., 361. Réélu.  
**SAIERNES**  
M. Nicoletti, c. s., P.S. Réélu.

## VAUCLUSE (12)

**AVIGNON OUEST**  
MM. Duplan, c. s., C.N.I.P., 3.103; Travail, P.S., 2.571; Mme Bourgeois, P.C., 1.632. Réélu.  
**AVIGNON NORD**  
MM. Derouille, c. s., maire du Fouquet, mod. maj., 3.823; Bousquet, P.S., 1.947; David, P.C., 1.624; Boulol, P.S.U., 256. Réélu.  
**BOLLENE**  
MM. Sabatier, c. s., P.C., 3.510; Penna, P.S., 2.380; Allain, rad., 1.397; Jolivet, wica, Mouv. dém., 651. Réélu.  
**CARPENTRAS SUD**  
M. Barras, c. s., mod. maj. Réélu.  
**CAVAILLON**  
MM. Lombard, P.S., 3.975; Bouchet, mod. maj., 2.884; Gros, P.C., 2.383; Faure, rad., 1.906. Réélu.  
M. Accarie, c. s., rad., ne se représentait pas.  
**GORGES**  
MM. Bonfils, c. s., maire, mod. maj., 990; Richard, P.C., 880; Bataud, mod. maj., 367; Mme Roure, P.S., 320. Réélu.  
**ORANGE OUEST**  
MM. Girol, c. s., P.C., 4.901; Solinot, U.D.R., 2.228; Mouralla, R.I., 1.683; Mme Grandin, P.S., 1.338. Réélu.  
**PERNES-LES-FONTAINES**  
M. Espenon, mod. maj. Réélu.  
M. Ayza, c. s., anc. dép. P.S., ne se représentait pas.  
**PERTUIS**  
M. Jaubert, c. s., P.S. Réélu.  
**SAULT**  
M. Selmon, c. s., mod. maj. Réélu.  
**VAISON-LA-ROMAINE**  
MM. Thpa, mod. maj., 1.974; Mafre, c. s., maire, P.S., 1.907; Barnier, P.C., 1.373. Réélu.  
**VALREAS**  
MM. Duffard, maire, mod. maj., 2.077; Bonnefoy, U.D.R., 1.028; Thomas, P.C., 869; Delaigue, P.S., 562; Auger, rad. g., 319; Freyhet, c. s., div. g., 313. Réélu.  
CONS. GEN. (prés. : M. Jean Garciu, P.S.) : 4 P.C., 9 P.S., 1 rad. g., 2 div. g., 4 div. 1 C.D.P., 2 U.D.R., 2 C.N.I.P., 2 mod. maj.)  
A Avignon-Nord, l'affrontement va être très serré au second tour, la majorité et la gauche ayant rassemblé le même nombre de suffrages à une voix près. A Valréas, où six candidats étaient en présence, il y a ballottage (favorable au radical de gauche local, M. Jean Duffard (mod. maj.), au détriment du candidat sortant, Freyhet (div. g.), qui n'obtient que 313 voix.  
Pernes-les-Fontaines passe des mains du P.S. en celles d'un nouveau conseiller, modéré favorable à la majorité.  
CONS. GEN. (prés. : Mme Sveltyne Barthe, rad. g., 4 P.S., 13 rad. g., 3 div. g., 2 mod. 2 Cent. dém., 1 C.D.P., 1 U.D.R., 1 R.I., 1 mod. maj.)

## VENDEE (15)

**CHANTONNAY**  
M. Crucis, c. s., maire, anc. dép. prés. cons. gén. mod. maj. Réélu.  
**FONTENAY-LE-COMTE**  
M. Forens, c. s., maire, dép. rad. Réélu.  
**LUÇON**  
M. Mouson, maire, app. P.S. Réélu.  
M. Bousseau, c. s., anc. dép. U.D.R., ne se représentait pas.  
**MAREUIL-SUR-LAY**  
M. Priouzeau, c. s., maire, mod. maj. Réélu.  
**MONTAIGU**  
M. Anquer, c. s., min. du commerce et de l'artisanat, U.D.R. Réélu.  
**MORTAGNE-SUR-SEVRE**  
M. Brosset, maire, act. loc. Réélu.  
M. Landreau, c. s., U.D.R., ne se représentait pas.  
**LA MOTHE-ACHARD**  
M. Pateau, c. s., mod. maj. Réélu.  
**MOUILLERS-LES-MAUX-FAITS**  
M. Callemier, c. s., anc. déj. R.I. Réélu.  
**NOIRMOUTIER-EN-ILE**  
M. Oudin, c. s., U.D.R., 2.018; Adrien, P.S., 905; Mlle Coulombier, act. loc., 836; M. Berthome, P.C., 411. Réélu.  
M. Polignat, c. s., ind., ne se représentait pas.  
**PALLUAU**  
M. Roch, c. s., maire, U.D.R. Réélu.  
**POUZAUGES**  
M. de Tinguy du Pouët, c. s., anc. dép. réf. Réélu.  
**LA ROCHE-SUR-YON SUD**  
M. Durand, c. s., sén. R.I. Réélu.  
**ST-GILLES-CROIX-DE-VIE**  
MM. Calveau, c. s., ind., 6.045; Ragon, U.D.R., 3.070; Albert, P.S., 2.543; Clément, P.C., 781. Réélu.  
**SAINT-HILAIRE-DES-LOGES**  
MM. de Certaines, c. s., maire de Faymoreau, R.I., 1.940; Tourneuve, P.S., 1.159; Normand, act. loc., 604; Mineau, P.C., 249; Bourdin, P.S.U., 232. Réélu.  
**SAINT-JEAN-DE-MONTS**  
M. Viguié, c. s., maire, U.D.R. Réélu.  
La poussée socialiste se traduit par une surprise relative : l'élection, dès

le premier tour, de M. de Mouson à Lucçon. Il prend un siège à la majorité. Mais celle-ci en détenait singulièrement sur trente et un, et l'opposition devrait cependant s'en tenir à ce gain unique. On notera que M. Anquer, ministre du commerce et de l'artisanat, voit son pourcentage de suffrages diminuer sensiblement par rapport à l'élection de 1970, où il avait recueilli 83 % des voix ; il n'en a obtenu cette fois dans son canton que 77 %. La participation électorale dans le département a été à peu près identique à celle de la consultation précédente : 72 % contre 74 % en 1970.  
CONS. GEN. (prés. : M. Michel Crucis, mod. maj., anc. dép.) : 2 P.S., 1 rad. g., 2 Cent. dém., 1 R.I., 5 U.D.R., 19 mod. maj.

## VIENNE (17)

**AVAILLES-LIMOUZINE**  
M. Bernard, c. s., cent. g. Réélu.  
**CHATELLERAULT NORD**  
MM. Abelin, c. s., anc. ministre, prés. cons. gén. maire, Cent. dém., 3.875; Mme Cresson, P.S., 2.447; M. Fromont, P.C., 1.594. Réélu.  
**DANGE-SAINTE-ROMAIN**  
M. Marie, c. s., div. g. Réélu.  
**GENÇAY**  
MM. Lepere, dép. maire de Usson-du-Poitou, act. loc., 1.944; Cresson, P.S., 1.781; Bernard, P.C., 934. Réélu.  
M. Bernard, c. s., cent. g., ne se représentait pas.  
**L'ISLE-JOURDAIN**  
M. Rideau, c. s., P.C. Réélu.  
**LENCLITRE**  
MM. Pierre, maire, mod. maj., 1.016; Girard, mod. maj., 1.008; Archambault, P.C., 603; Mme Claverie, maire de Seudre-Clairvaux, mod. dém., 482; Mme Bourreau, P.S., 359; M. Moulin, soc. ind., 305. Réélu.  
M. Roulet, c. s., mod. maj., ne se représentait pas.  
**MONTMORILLON**  
MM. Boulou, c. s., sén. maire, Cent. dém., 3.393; Gerbault, P.C., 1.537; Charpentier, P.S., 1.239. Réélu.  
**MONT-SUR-GUESNES**  
M. Roy, c. s., Cent. dém. Réélu.  
**POITIERS 1**  
MM. Saumon, c. s., maire de Magné-Auxances, R.I., 2.840; Monnange, P.S., 1.954; Lecoffre, P.C., 1.235; Mme Barret, P.S.U., 263. Réélu.  
**POITIERS 2**  
MM. Santrol, c. s., P.S., 3.004; Pasquet, U.D.R., 1.520; Mme Poupard, P.C., 920. Réélu.  
**POITIERS 3**  
M. Grandon, c. s., Cent. dém. Réélu.  
**POITIERS 5**  
MM. Verdetier, c. s., anc. min. maire, U.D.R., 2.615; Fournier, P.S., 1.972; Amand, P.C., 1.044. Réélu.  
**ST-GEORGES-LES-BAILLARGEUX**  
M. Girault, c. s., maire de Jumeau-Clan, cent. Réélu.  
**SAINT-SAVIN**  
M. Chaussebourg, c. s., Cent. dém. Réélu.  
**LA VILLEDEU-DE-CLAIN**  
M. Bernard, c. s., maire de Smares, R.I. Réélu.  
**VIVONNE**  
MM. Manteau, maire de Ileuil, mod. maj., 1.331; Vergon, c. s., mod. maj., 1.010; Betin, P.S., 509; Clouchard, P.C., 318. Réélu.  
**VOUVEUIL-SUR-VIENNE**  
M. Rubi, P.S., 2.287. Réélu.  
M. Parthenay, c. s., mod. 1.344; Mme Poteau, P.C., 426.  
Le scrutin a été caractérisé par une poussée des voix socialistes dans l'ensemble du département de la Vienne. Dans le canton de Châtelleraut Nord, 86 voix ont été gagnées à M. Pierre Abelin pour être réélu au premier tour. De l'initiative des électeurs communistes dépendra donc le prochain succès ou l'échec de Mme Edith Cresson, qui a fait réélire au P.S. dans ce canton un progrès important, distançant le candidat communiste de près de mille voix. Au premier tour de l'élection législative partielle d'octobre 1975, elle n'avait qu'en troisième position avec 21,3 % des suffrages, derrière M. Fromont (23,5 %) et M. Abelin (43,6 %). Au second tour, M. Abelin était majoritaire avec 50,73 % des voix. D'une consultation à l'autre, en moins de six mois, le candidat communiste, adversaire habituel de M. Abelin depuis quinze ans, enrapture dans un tel succès, qui rappelle par l'abaissement du P.S. de toutes les élections à Châtelleraut lorsque M. Abelin siègeait dans l'opposition. Dans les autres cantons, la mise en ballottage périlleux de M. Pierre Verdetier, maire de Poitiers, U.D.R., ancien ministre, et M. Jean-Marie Boulou, sénateur, Centre démocrate, et maire de Montmorillon, constituant des surprises locales, au profit du P.S. dans le premier et en du P.C. dans l'autre. D'autre part, dès le premier tour, la majorité centriste du conseil général de la Vienne, U.D.R., où le conseiller sortant, du P.S. pour la première fois en 1949 et constamment réélu depuis, se représentait. Enfin, le député de la circonscription de Montmorillon, M. Arnaud Lepere, non inscrit, qui a remplacé le docteur Peyret, député, ex-U.D.R., dédaigné par son adversaire socialiste, qui bénéficie d'un dimanche prochain du renfort des voix communistes et peut espérer l'emporter.  
CONS. GEN. (prés. : M. Pierre Abelin, Cent. dém., anc. min.) : 3 P.C., 3 P.S., 2 rad. g., 3 cent. g., 2 R.I., 18 Cent. dém., 3 U.D.R., 3 R.I., 6 mod. maj.

صلى الله عليه وسلم



# DES ÉLECTIONS CANTONALES

## HAUTE-VIENNE (20)

**BESSINES-SUR-GARTEMPE**  
MM. Brouille, P.S. 1.331;  
Péti, maire, mod. maj.  
1.241; Laporte, P.C. 982.  
Ball.

**CHALUS**  
MM. Mazères, c.s. P.S.  
1.629; Vergnaud, U.D.R.  
1.044; Vignerie, P.C. 976.  
Ball.

**CHATEAUNEUF-LA-FORÊT**  
MM. Regaudie, c.s. anc.  
dép. prés. cons. gén. P.S.  
2.183; Lafarge, P.C. 1.222;  
Dumeyrol, div. g. 1.036.  
Ball.

**LE DORAT**  
MM. Gisson, c.s. maire.  
mod. maj. 1.405; Jallat, s.  
étiqu. 1.235; Robert, P.C.  
640; Raynaud, P.S. 467.  
Ball.

**LAURIÈRE**  
M. Kestel, c.s. P.C. Rédu

**LIMOGES-BAUPUY**  
MM. Renaudie, c.s. P.C.  
1.482; Chabernaud, P.S.  
1.048; Regasse, U.D.R.  
1.048.  
Ball.

**LIMOGES-CENTRE**  
MM. Serley, c.s. mod.  
maj. 1.294; Fresau, P.S.  
779; Escarail, P.C. 540;  
Vincent, U.D.R. 442;  
Perraud, extr. d. 58.  
Ball.

**LIMOGES-LA-BASTIDE**  
MM. Lanfranc, c.s. P.S.  
2.384; Petitjean, P.C.  
2.041; Chibols, U.D.R.  
1.005; Manigaud, P.S.U.  
389.  
Ball.

**LIMOGES-CITE**  
MM. Rodet, P.S. 1.200;  
Garnier, R.I. 1.118; Denis,  
c.s. anc. dép. P.C. 1.057.  
Ball.

**LIMOGES-CONDAT**  
MM. Carrié, c.s. P.S.  
2.170; Bonnet, P.C. 1.870;  
Bernard, U.D.R. 1.688;  
Mlle Oler, P.S.U. 370.  
Ball.

**LIMOGES-LANDOUZE**  
MM. Longueux, c.s. anc.  
dép. maire, P.S. 1.415;  
Dumont, P.C. 1.135; La-  
véque, U.D.R. 1.238; Du-  
pouy, P.S.U. 449; Lévêque,  
mod. maj. 197.  
Ball.

**MEZIERES-SUR-ISOIRE**  
M. Reynaud, c.s. P.S. Rédu

**NANTIAI**  
MM. Lecardier, c.s. anc.  
dép. maire de Saint-Sympho-  
rien, P.S. 1.618; Yvelin,  
P.C. 1.363; Brienne,  
U.D.R. 838.  
Ball.

**NEUL**  
MM. Mahaut, c.s. P.C. 1.378;  
Coudou, P.S. 749;  
Pichereau, mod. maj. 725.  
Ball.

**ORADOUR-SUR-VAYRES**  
MM. Alafat, P.C. 1.310;  
Morange, c.s. maire, mod.  
maj. 1.292; Brun, P.S.  
655.  
Ball.

**PIERRE-BUFFIERE**  
M. Rigout, c.s. anc. dép.  
P.C. Rédu

**ROCHECHOUART**  
M. Pagnoux, c.s. maire.  
P.C. Rédu

**SAINT-JUNIEN OUEST**  
M. Demery, c.s. P.C. Rédu

**SAINT-MATHIEU**  
MM. Marellaud, c.s. P.C.  
1.581; Lathu, P.S. 1.349;  
Vaudon, div. g. 263.  
Ball.

**SAINT-YRIEX-LA-PERCHÉ**  
MM. Bouthard, c.s. anc.  
dép. maire, 2.061; Lagorce,  
P.C. 1.758; Robert, P.S.  
1.581.  
Ball.

Cinq conseillers sortants sont réélus dans le premier tour : quatre communistes et un socialiste. M. Longueux, député, maire de Limoges (P.S.), arrive nettement en tête du ballottage dans le canton de Limoges-Landouze et sa réélection au second tour ne fait pas de doute. Les socialistes sont bien placés pour l'emporter à Bessines, où le candidat sortant communiste n'aurait qu'une très faible chance, et à Limoges-Cité, où M. Alphonse Denis, également communiste, se trouve devancé, de même, par ses adversaires socialistes et républicains indépendants. A Oradour-sur-Vayres, le conseiller général sortant, le docteur Morange, modéré favorable à la majorité, est devancé de peu par le candidat communiste, M. Alafat. Ce sont les voix socialistes qui décideront au second tour. A Limoges-Centre, le candidat sortant, M. Serley, modéré favorable à la majorité, qui bénéficiait de l'appui des républicains indépendants, arrive assez nettement en tête devant les candidats socialistes et communistes. Le candidat de l'U.D.R., auquel M. Chibols avait accordé son soutien, son appui, est nettement distancé.

CONS. GEN. (prés. : M. René Regaudie, P.S. anc. dép.) : M. P.C. 16 P.S. 7 mod. maj. 1 s. élu.

## VOSGES (15)

**BAINS-LES-BAINS**  
M. Didier, c.s. R.I. Rédu

**BULGNEVILLE**  
M. Collin, c.s. mod. maj. Rédu

**CHARMEY**  
MM. Didierjean, P.S. 2.730;  
Goumard, c.s. U.D.R. 2.008; Martin, P.C. 845.  
Ball.

**CORCIEUX**  
MM. Poirot, c.s. mod. maj. 1.488;  
Schwartz, P.S. 933; Alexandre, P.C. 680;  
Lalonde, mod. maj. 683.  
Ball.

**COUSSEY**  
M. Béguin, c.s. anc. g. Rédu

**DARNEY**  
M. Marullier, c.s. mod. maj. Rédu

**EPINAL OUEST**  
MM. Hoffer, c.s. anc. dép. U.D.R. 6.608;  
Alenani, P.S. 4.566;  
Girard, P.C. 1.819.  
Ball.

## LAMARCHE

MM. Legendre, c.s. maire, mod. maj. 1.453;  
Ligeay, P.S. 1.057;  
Schlenger, R.I. 638; Le Pichle, P.C. 313.  
Ball.

**PLOMBIERES-LES-BAINS**  
MM. Antoine, mod. maj. 1.081;  
Régard, P.S. 1.068;  
Chamard, c.s. mod. maj. 900;  
Balandras, mod. maj. 880;  
Blancarelli, P.C. 383;  
Blutin, cent. g. 354;  
Presse, mod. maj. 59.  
Ball.

**PROVANCHERES-SUR-FAVE**  
M. Lemaire, c.s. anc. dép. U.D.R. Rédu

**RAMBREVILLERS**  
MM. Vilmain, c.s. anc. cons. gén. C.N.I.P. 2.228;  
Jeanvoine, P.S. 1.157;  
Chaton, P.C. 1.028;  
Lemaire, div. g. 893;  
Philippe, mod. maj. 451.  
Ball.

**RAON-L'ETAPPE**  
M. Chambré, c.s. maire, U.D.R. Rédu

**REMIREMONT**  
M. Pinaud, c.s. anc. cons. gén. U.D.R. Rédu

**SENONES**  
M. Valentin, c.s. P.S. Rédu

**VITTEL**  
MM. De La Motte-Boulogne, c.s. anc. maire, R.I. 2.334;  
Beltrama, P.S. 2.224;  
Legrain, mod. maj. 487;  
Schneider, P.C. 416.  
Ball.

Aucun des sortants n'est battu, mais la majorité affrontera le second tour dans des conditions difficiles. M. Vilmain, président du conseil général, n'est pas à l'aise à Rambrevillers. U.D.R. est menacé à Charney et surtout à Epinal-Ouest, où son report partiel des voix pourrait faire passer le candidat P.S. au second tour.

On s'attendait à une poussée socialiste dans le territoire (le Monde du 2 mars), mais celle-ci est telle que M. Pinaud, qui est élu conseiller général, a dû se retirer de la course pour la mairie. M. Pinaud, qui est élu conseiller général, a dû se retirer de la course pour la mairie.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean Vilmain, C.N.I.P.) : 1 P.C. 4 P.S. 1 div. g. 5 U.D.R. 6 R.I. 2 C.N.I.P. 3 mod. maj.

## YONNE (20)

**AILLANT-SUR-THOLON**  
M. Fournier, c.s. maire, R.I. Rédu

**ANCY-LE-FRANC**  
M. Bailly, c.s. R.I. 1.392;  
Henry, P.C. 1.073;  
Mariano, P.S. 871.  
Ball.

**AUXERRE NORD-OUEST**  
MM. Bonhomme, c.s. P.S. 1.912;  
Robin, U.D.R. 1.211; Mallet, R.I. 502.  
Ball.

**AUXERRE SUD-OUEST**  
MM. Solon, c.s. anc. E. 1.384;  
Léon, P.S. 3.009; Chignier, P.C. 908.  
Ball.

**BRIENON-SUR-ARMANCON**  
MM. Gibault, c.s. div. g. 730;  
Banyols, P.S. 644;  
Vincent, 738; Loyer, P.C. 605.  
Ball.

**CHARNY**  
M. Laverne, c.s. R.I. Rédu

**CHEROY**  
M. Piot, c.s. anc. dép. U.D.R. Rédu

**COULANGES-SUR-YONNE**  
MM. Roger, P.S. 587;  
Delhomme, 649; Lelu, P.C. 394.  
Ball.

**CRUZY-LE-CHATEL**  
M. Delprat, c.s. R.I. Rédu

**GUILLOM**  
MM. Bonne, c.s. R.I. 778;  
Duranton, P.C. 378;  
Briand, P.S. 435; Morin, P.S. 410.  
Ball.

**JOIGNY**  
MM. Gateau, c.s. Ind. 2.108;  
Cassell, P.S. 1.413;  
Rollat, 806.  
Ball.

**MIGENNES**  
MM. Lavrati, P.C. 1.864;  
Lesseur, 1.707; Beschou, P.S. 1.388.  
Ball.

**M. Philin, c.s. P.C., ne représentait pas.**

**NOYERS**  
M. Magdelein, c.s. R.I. Rédu

**SAINT-FARGEAU**  
Mme Wattine, c.s. Ind. Rédu

**SAINT-JULIEN-DU-SAULT**  
M. Cottin, c.s. div. g. Rédu

**ST-SAUVEUR-EN-PUISAYE**  
MM. Vée, c.s. R.I. 1.083;  
Chaton, P.S. 374;  
Julian, P.C. 385; Caillon, s. élu. 605.  
Ball.

**SENS OUEST**  
M. Trédre, c.s. R.I. Rédu

**TONNERRE**  
MM. Durand, P.C. 1.263;  
Cadiou, 1.083; Poux, P.S. 978.  
Ball.

**TOUCY**  
M. Pointron, c.s. R.I. Rédu

**VILLENEUVE-L'ARCHEVEQUE**  
MM. Kienlo, c.s. P.S. 1.330;  
Gaudouin, 626;  
Mignot, P.C. 408.  
Ball.

Un seul parlementaire était en lice, M. Jacques Piot, qui se représentait dans le canton de Charny. Le député U.D.R. a passé confortablement le premier tour. La surprise vient d'Alsace Sud-Ouest, où M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle et maître de la ville, est élu en ballottage. M. Soisson, qui avait donné l'assurance d'être nommé député de l'Yonne, qui avait été nommé député de l'Yonne, qui avait été nommé député de l'Yonne.

CONS. GEN. (prés. : M. René Regaudie, P.S. anc. dép.) : M. P.C. 16 P.S. 7 mod. maj. 1 s. élu.

## TERRITOIRE DE BELFORT (6)

**BEAUCOURT**  
MM. Fornal, c.s. P.S. 1.111;  
Perrin, c.s. U.D.R. 1.057;  
Hopp, P.C. 500;  
Mouhat, mod. 177; Frepon, C.N.I.P. 38.  
Ball.

**DELLE**  
MM. Michelland, c.s. mod. maj. 1.783;  
Maire, P.S. 1.635;  
Savignolo, P.C. 551.  
Ball.

**FONTAINE**  
MM. Juif, c.s. mod. maj. 1.306;  
Hennecker, P.S. 1.048;  
Dronet, P.C. 298;  
Molle, C.N.I.P. 2.  
Ball.

**GIROMAGNY**  
M. Singer, c.s. mod. maj. 413;  
Blinker, P.S.G. 226;  
Ouhly, div. g. 95;  
Lewent, ext. g. 42;  
Gubril, ext. g. 18;  
Voyer, div. g. 16;  
Darnal, ext. g. 9.  
Ball.

**GRANDVILLARS**  
M. Monnier, c.s. P.S. Rédu

**ROUGEMONT-LE-CHATEAU**  
MM. Bary, mod. maj. 454;  
Sonnet, P.S. 271;  
Novier, maire, mod. maj. 224;  
Ness, P.C. 59;  
Fournier, c.s. anc. dép. U.D.R. ne se représentait pas.

On s'attendait à une poussée socialiste dans le territoire (le Monde du 2 mars), mais celle-ci est telle que M. Fornal, qui est élu conseiller général, a dû se retirer de la course pour la mairie. M. Fornal, qui est élu conseiller général, a dû se retirer de la course pour la mairie.

CONS. GEN. (prés. : M. Jean Vilmain, C.N.I.P.) : 1 P.C. 4 P.S. 1 div. g. 5 U.D.R. 6 R.I. 2 C.N.I.P. 3 mod. maj.

## LA SOIRÉE DES RÉSULTATS SUR LES POSTES PÉRIPHÉRIQUES

Si les stations de radio périphériques avaient pu des dispositions — désarmées classiques — pour être les premières à « couvrir » les cantons, l'appréhension d'un vote à l'aveugle quant à l'importance de l'événement : signification politique ?

L'opération-test — sur six départements — préparée par Europe 1 a eu, dans le détail, de piquer la sensibilité de R.T.L. qui en a fait un peu plus que prévu. Mais les grands leaders nationaux n'avaient-ils pas dans le ton, chaque fois, dans son fil, peu desirux d'entendre le fer ? M. Chirac ou Corré, M. Mitterrand dans la Nivernais, M. Lecanuet à Bône ?

A Europe 1 comme ailleurs, dimanche soir, les porte-parole des grandes formations politiques étaient des seconds violons : M. Colpa pour le P.C., M. Pasqua pour l'U.D.R., M. Bernu pour le R.I., M. Chirac pour le P.S. Quant aux autres, ils ont été organisés avec la province, les n'ont pas réussi à faire monter la fièvre.

Nous maintenons en permanence huit circuits de communication de ce soir entre les grands dirigeants politiques, disant-on à Europe 1, alors que les grands sites d'émissions se sont tenus à trente-cinq circuits qui sont entrés en permanence !

Même la visite de Mlle Valérie-Alice Olszewski d'attendant au buffet d'Europe 1, sur le coup de 22 h 38, n'a provoqué aucune réaction. On sent les soirées électorales d'antan ! — C.D.

## Dans les départements d'outre-mer

Dans les départements d'outre-mer, les élections cantonales se sont déroulées dans le calme. Aucune réclamation sur la régularité des scrutins n'avait encore été enregistrée à Paris lundi matin. Les résultats de ce premier tour témoignent d'une relative stabilité, aucune majorité de conseil général ne devrait changer. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a déclaré, lundi : « La majorité, dont on avait dit, au lendemain de l'élection présidentielle, qu'elle serait menacée, a fort bien passé l'épreuve du scrutin. L'idée départementale a plutôt progressé, même à la Réunion où l'on craignait qu'elle ne reculât. »

## GUYANE (8)

**CAYENNE NORD-OUEST**  
MM. Catherine, mod. maj. 177;  
Karara, P.S.G. 155;  
Barat, c.s. mod. maj. 128;  
Lambert, ext. g. 12.  
Ball.

**CAYENNE NORD-EST**  
MM. Brune, mod. maj. 413;  
Blinker, P.S.G. 226;  
Ouhly, div. g. 95;  
Lewent, ext. g. 42;  
Gubril, ext. g. 18;  
Voyer, div. g. 16;  
Darnal, ext. g. 9.  
Ball.

**CAYENNE SUD-EST**  
M. Agard, c.s. P.S.G. Rédu

**MACOURIA**  
M. Robo, c.s. mod. maj. Rédu

**REMIRE-MONTJOY**  
M. Lomy, c.s. P.S.G. Rédu

**ST-LAURENT-DU-MARONI**  
M. Tarcy, c.s. P.S.G. Rédu

**SINNAMARY**  
MM. Castor, div. g. 358;  
Verdosa, c.s. div. g. 277;  
Horth, U.D.R. 179;  
Léard, P.S.G. 72.  
Ball.

**TONNEGRANDE**  
M. Léopold Héder, c.s. P.S.G. Rédu

Le parti de M. Léopold Héder, secrétaire autonome, compte quatre conseillers élus sur quatre renouvelés. M. Héder conserve lui-même son siège avec près de 60 % des suffrages exprimés. L'extrême gauche indépendante avait pris huit candidats dans cinq des huit cantons renouvelés. Elle totalise 210 voix, soit quelque 0,3 % des suffrages exprimés.

CONS. GEN. (prés. : M. Claude Bo-A. Couck, mod. maj.) : 5 P.S.G. 1 div. g. 3 U.D.R. 7 mod. maj.

## LA RÉUNION (18)

**BRAS-PANON**  
M. Paul Moreau, c.s. U.D.R. Rédu

**ENTRE-DEUX**  
MM. Marc Hoarau, c.s. div. maj. 742;  
Paul Clain, div. maj. 644;  
Yves Hoarau, P.S. 53;  
Roger Hoarau, P.C. 53.  
Ball.

**PETITE-ILE**  
M. Armand Nativel, c.s. R.I. Rédu

**LA-PLAINE-DES-PALMISTES**  
M. Boissier, div. g. Etu

**SAINT-BENOIT**  
M. David Moreau, c.s. U.D.R. Rédu

**SAINT-DENIS 1**  
M. Pierre Lagourgue, c.s. anc. cons. gén. R.I. Rédu

**SAINT-DENIS 2**  
M. Auguste Legros, c.s. U.D.R. Rédu

**SAINT-DENIS 3**  
M. Jacques Caille, c.s. R.I. Rédu

**SAINT-DENIS 4**  
M. Gilbert Boyer, div. maj. Etu

**SAINT-LEU 1**  
MM. Gaston Hoarau, c.s. div. g. 1.398;  
Piot, P.C. 1.273;  
Calteau, R.I. 456;  
Léon, div. maj. 94.  
Ball.

**SAINT-LEU 2**  
Mlle Armand de Chateaufort, R.I. Rédu

**SAINT-PIERRE 1**  
MM. Paul Verghé, c.s. P.C.R. 2.536;  
Louis Vira-poulle, sén. R.I. 2.417;  
Candau, div. g. 141;  
Vergier, div. g. 141.  
Ball.

**SAINT-PIERRE 2**  
M. Alfred Sautier, R.I. Etu

**SAINT-PIERRE 3**  
M. Elie Hoarau, c.s. P.C. Rédu

**SAINT-ROSE**  
M. Elia, div. g. Etu

**TAMPON 1**  
M. Paul Badré, c.s. U.D.R. Rédu

**TAMPON 2**  
MM. Thien An Koon, div. maj. 1.390;  
Gervais, c.s. 1.182;  
Thodora, P.C. 399;  
Jacques Hoarau, div. g. 141;  
Lorret, R.I. 104.  
Ball.

**TROIS-BASSINS**  
M. Saint-Alme, U.D.R. Rédu

Les Réunionnais ont participé au scrutin dans une proportion nettement en hausse, en particulier dans le canton de Petite-Île où s'affrontaient MM. Paul Verghé, ancien député, secrétaire général du parti communiste réunionnais, et Louis Vira-poulle, sénateur, républicain indépendant, venu chercher bataille dans le fil de son adversaire. Au vu des chiffres de ce premier tour, la réduction du leader autonome paraît difficile : le total des voix de la gauche est de 22 voix, soit 22 % de la majorité (soit, en tout cas, des candidats départementalistes). Cela dit, la situation électorale à la Réunion des retournements s'agissant de M. Pierre Lagourgue, ancien député, c.s. P.S.G., est resté à une large majorité.

La Réunion avait donné plus de 50 % de ses voix à M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974. Les voix de la gauche semblent avoir subi un tassement qui s'expliquerait par le fait que le candidat unique de la gauche avait été à lui des électeurs qui n'étaient pas tous autonomistes. La œuvre départementaliste - autonome est réapparue, les candidats se déterminant toujours en fonction de la question fondamentale du statut.

CONS. GEN. (prés. : M. Pierre Lagourgue, R.I.) : 6 P.C. 1 P.S. 1 div. g. 2 cent. 15 U.D.R. 6 R.I. 5 mod. maj.

## GUADELOUPE (18)

**LES ABYMES 1**  
M. Jallon, c.s. anc. dép. opp. P.S. Rédu

**LES ABYMES 2**  
MM. Proto, 1.006;  
Lacombe, U.D.R. 973;  
Duvier, P.C. 136;  
Morand, R.I. 98.  
Ball.

**M. Flory, c.s. U.D.R., ne se représentait pas.**

**BASSE-TERRE 1**  
c.s. M. Cléry, c.s. P.C.G. Rédu

**BASSE-TERRE 2**  
MM. Pénier, c.s. mod. maj. 612;  
Jullin, P.C.G. 570;  
Michaux, mod. maj. 175.  
Ball.

**BOUILLANTE**  
M. Guilford, c.s. anc. dép. U.D.R. Rédu

**CAPESTERRE**  
M. Pasbeau, c.s. div. g. Rédu

**LE COSIER**  
M. Béline, c.s. U.D.R. Rédu

**GRAND BOURG**  
M. Etol, c.s. R.I. Rédu

**PETIT CANAL**  
M. Virecord, c.s. P.C.G. Rédu

**SAINT-CLAUDE**  
Mme Michaux-Cherry, P.S. 1.073;  
MM. Gerville-Reache, c.s. mod. maj. 982;  
Tamas, U.D.R. 583.  
Ball.

**SAINT-FRANÇOIS**  
M. Bernier, c.s. anc. cons. gén. cent. g-maj. Rédu

**SAINT-LOUIS**  
M. Lubino, c.s. ext. g. Rédu

**SAINT-ANNE 1**  
M. Lubeth, P.C.G. 1.662;  
M. Baptiste, c.s. U.D.R. 1.629.  
Ball.

**SAINT-ROSE 1**  
M. Gabriel, c.s. P.S. Rédu

**SAINT-ROSE 2**  
M. Flamin, c.s. P.C.G. Rédu

**LES SAINTES**  
M. L'Etang, div. g. Rédu

**VIEUX-BAPTISTES**  
M. Etina, mod. maj. Rédu

M. Gabriel Lissette, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, ancien président du conseil de gouvernement du Tchad, ancien député, a été élu au canton de Saint-Clément. Il obtient moins de 1

# LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Commentaires

## LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

### Dans la majorité

#### M. PONIATOWSKI : une poussée parallèle du P.S. et des R.I.

Commentant les résultats des élections cantonales, le ministre de l'Intérieur a souligné l'existence, selon lui, d'une poussée parallèle de deux formations politiques : les R.I. et le parti

socialiste. M. Poniatowski s'est exprimé à l'occasion d'une conférence de presse. « Toute élection est politique. Les électeurs se prononcent en fonction de leur tendance politique profonde, mais aussi en considération de la valeur de l'homme qu'ils ont choisi. »

M. ANDRÉ DILIGENT, vice-président du Centre démocrate, premier secrétaire de la Fédération des réformateurs : « Au sein de l'opposition, il y a un net renversement de tendance en faveur du parti socialiste. Nous constatons qu'au sein de la majorité le même phénomène se produit en faveur des candidats réformateurs et des républicains indépendants. L'axe politique de la France s'est déplacé vers le centre gauche. »

M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates : « Le vote de mécontentement qui est le phénomène principal de la campagne électorale, est un phénomène mondial. Cet aversissement

montre la nécessité d'une politique active de l'emploi, de suppression des inégalités sociales et de développement des équipements collectifs. »

M. OLIVIER GUICHARD, député U.D.R. de la Loire-Atlantique, ancien ministre : « Tout le monde va parler maintenant son intérêt, de sièges ou de voix. Or il se passe que les sièges changent peu, c'est vrai. Et ce scrutin marque une certaine stabilité. Le parti socialiste pour le réformer, probablement, davantage de voix, ce qui s'explique par le fait qu'il présentait deux fois plus de candidats qu'en 1973. La comparaison n'est donc pas très facile à faire. »

M. JEAN LECANUET, ministre de la Justice, président du Centre démocrate : « Il y a un phénomène léger de politisation qui a motivé les électeurs. A travers cette politisation, il y avait les problèmes politiques

### Dans l'union de la gauche

#### M. MITTERRAND : de plus en plus de Français condamnent la politique du gouvernement.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a déclaré dimanche soir 7 mars, au micro de R.T.L. :

« Il existe, de façon générale, une forte poussée socialiste. Cette poussée est préalable. Ces élections ont pris un tour politique et ont été marquées, d'autre part, par la diminution des abstentions. (...) Cette forte participation aux urnes constitue une preuve de confiance de la part des électeurs. »

« De plus en plus, les Français, et peut-être une majorité de Français, condamnent la politique du gouvernement et entendent rallier une majorité de gauche. »

#### M. ESTIER : un succès qui est celui de l'union de la gauche.

M. Claude Estier a déclaré, lundi 8 mars, au nom du secrétaire du parti socialiste :

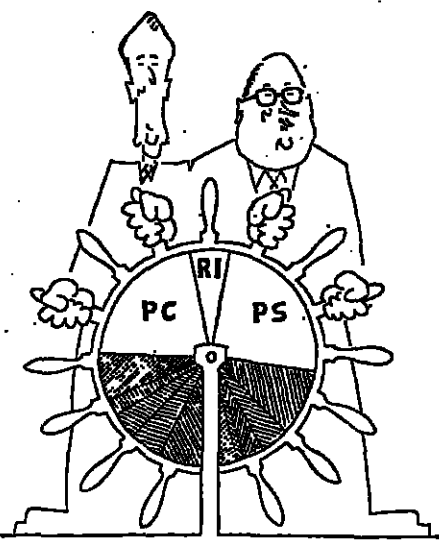
« En dépit de l'urgence du ministre de l'Intérieur, les résultats sont éloquentes. Avec une parité

#### M. MARCHEL : désistement en faveur du candidat arrivé en tête de la gauche.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., s'est félicité de la forte participation électorale. Il a ajouté :

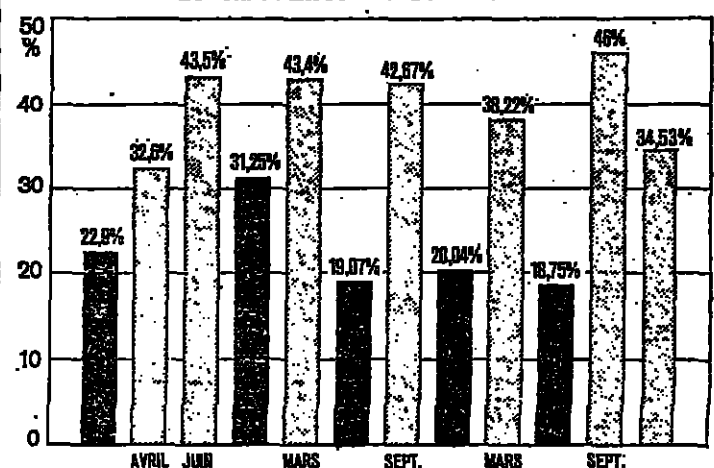
« La gauche a enregistré une victoire. Le P.C.F. consolide ses positions. Il obtient plus de voix, un nombre d'élus plus élevé, et donc un poids politique accru. Ces progrès de la gauche témoignent de la volonté de changement qui grandit dans le pays. Pour amplifier le progrès des forces démocratiques, nous partons pour le second tour, dans tous les cantons, le désistement loyal en faveur du candidat de la gauche placé en tête par le suffrage universel. Pour cela, nos organisations, nos militants, feront le maximum pour que se réalise autour des candidats d'union le rassemblement le plus large, afin que s'exprime avec plus de vigueur encore l'aspiration populaire au mieux-être et à la démocratie. »

M. CHARLES FITERMAN, membre du secrétariat du parti communiste : « Je constate qu'il y a une progression du P.S. qu'il y a un recul de la droite et un maintien, voire une progression, de notre parti. Mais si, ici ou là, comme à Châteauneuf, cette progression du P.S. a pu se faire au détriment du P.C., nous ne pensons pas que, globalement, la progression du P.S. se fera au détriment de notre parti. »



(Dessin de KONK.)

### LES ABSTENTIONS DEPUIS 1958



En noir, élections législatives ; en gris, élections cantonales.

### LA STATISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (métropole)

Le ministère de l'Intérieur a publié, lundi 8 mars en fin de matinée, une statistique portant sur les 1 801 cantons de la métropole :

Inscrits	16 321 199
Votants	10 671 521
Suffrages exprimés	10 385 325
Abstentions	34,62 %

PARTIS	Nombre de candidats	Nombre de voix	Pourcentage des suffrages exprimés
P.S.	1 562	2 761 068	26,5
P.C.	1 791	2 368 238	22,8
U.D.R.	591	1 102 127	10,6
Div. mod. maj.	658	928 972	8,9
R.I.	823	888 212	8,5
Cent. dém.	243	527 399	5
Cent. g. maj.	319	528 968	5
Div. g.	464	412 892	3,9
Ind. mod.	146	308 137	2,9
Rad. g.	721	253 158	2,4
C.D.P.	122	178 108	1,7
Extr. g.	255	75 631	0,7
Div. d.	131	63 511	0,6

### LA SITUATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Dix-huit membres du gouvernement étaient candidats aux élections cantonales. Le bilan du premier tour est, pour eux, le suivant :

**DOUZE RÉÉLECTIONS.** — MM. Jacques Chirac, premier ministre, U.D.R. (Mayenne, Corréze) ; Jean Lecanuet, ministre d'État, garde des sceaux, Centre dém. (Rouen 2, Seine-Maritime) ; Yvon Bourges, ministre de la défense, U.D.R. (Dordogne, Ille-et-Vilaine) ; Robert Galley, ministre de l'équipement, U.D.R. (Les Rives, Aube) ; Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, R.I. (Le Pail, Mayenne) ; Vincent Anquetin, ministre du commerce et de l'artisanat, U.D.R. (Montaigu, Vendée) ; André Rossi, porte-parole du gouvernement, rad. (Charly-sur-Marne, Aisne) ; Christian Poncelet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, U.D.R. (Remiremont, Vosges) ; Jacques Barrot, secrétaire d'État auprès du ministre du logement, C.D.P. (Yssingeaux, Haute-Loire) ; Paul

patton plus forte qu'à l'ordinaire, la gauche est majoritaire, et c'est seulement l'insuffisance du découpage cantonal qui laisse à la prétendue « majorité présidentielle » un plus grand nombre de sièges cantonaux.

« Le fait dominant, reconnu par tous, est l'importante progression du parti socialiste, qui est devenue effectivement la première parti de France. Cette progression se fait, pour l'essentiel, au détriment de la droite, dont les positions, dans de nombreux départements, se trouvent fortement ébranlées. »

« La discipline de désistement, qui est la marque de la gauche, a été appliquée sans faille, — doit permettre d'amplifier cet incontestable succès, qui est celui de l'union de la gauche. »

Dans le courant de la nuit de dimanche à lundi, M. Estier avait expliqué : « La progression du parti socialiste s'est faite aux dépens des communistes, qui ne reculent que là où nous n'avons pas de candidats en 1973, et où nous réintégrons effectivement les suffrages d'un électeur socialiste. La où nous avions des candidats, c'est essentiellement au détriment de la majorité que nous avons marqué des points. »

M. GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : « Nous, socialistes et communistes, nous présentons toujours des candidats au premier tour. L'U.D.R. et les R.I. essaient au contraire de se mettre d'accord pour présenter un candidat unique. Quand ils n'y parviennent pas, il y a un duel. Tandis que chez nous il n'y a pas de duel : il y a une compétition. »

M. MICHEL CREPEAU, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, député de la Charente-Maritime : « Je note avec satisfaction l'apparition d'une très bonne tenue du Mouvement des radicaux de gauche là où il était présent, c'est-à-dire dans 200 cantons sur 1 802. Mais ce n'est que le premier tour, et c'est au second que la dynamique de la gauche va jouer à plein. »

M. MICHEL MOUSEL, membre du secrétariat national du P.S.U. : « La manœuvre du pouvoir visant à minimiser l'importance des élections cantonales et à les dépolitiser a non seulement échoué, comme en témoigne le niveau de participation électorale, mais elle s'est retournée contre lui. Les radicaux de gauche ont tenu à saisir cette occasion pour marquer leur désaveu à l'égard de la politique gouvernementale. »

### PERSONNALITÉS ÉLUES

Mme Marie-Madeleine Dienesch, mod. maj., ambassadrice de France au Luxembourg, anc. min., anc. dép. (Côte-d'Or) ; André Paquet, médiateur, s. ét., anc. min., anc. dép. (Isère) ; Hubert Mouly, maire de Narbonne, s. ét., (ex-P.S.) ; Charles Ornano, maire d'Alger, honoraire, directeur régional adjoint de l'équipement ; Louis-Charles Bary, R.I., premier adjoint au maire de Neuilly, président du Syndicat national des techniciens honoraire, directeur (Hauts-de-Seine) ; Claude Fuster, P.S., adjoint au maire de Bondy, ancien rédacteur en chef du Populaire ; Jean Clouet, R.I., maire de Vincennes, délégué général de la Fédération nationale des travaux publics (Val-de-Marne).

### ANCIENS COMBATTANTS

Colloque sur Verdun. — L'Association nationale du souvenir de la bataille de Verdun et l'université de Nancy-II ont organisé les 6 et 7 juin 1975, à Verdun, un colloque sur l'histoire de la bataille de 1916. Cette rencontre a fourni l'occasion d'une présentation synthétique des travaux réalisés depuis un demi-siècle en France et en Allemagne, tout en dégagant des orientations de recherche à poursuivre. Les actes de ce colloque (un volume broché, illustré, de 352 p., 85 F) paraîtront pour le soixantième anniversaire de la bataille de Verdun. Les bulletins de souscription sont à adresser au : Mémorial de Verdun, 56100 Fleury-devant-Douaumont, C.G.P. Paris 1536170 F.

M. Mohamed Laradi, président du comité de défense des musulmans français rapatriés d'Algérie, a sept de ses compagnons, incarcérés à Perpignan depuis le début du mois de janvier, ont cessé la grève de la faim qu'ils avaient commencée vendredi 27 février (le Monde daté 28 et 29 février). Par cette grève, M. Laradi et ses amis protestent contre le refus des autorités judiciaires de les taire devant la Cour de sûreté de l'État.

### PERSONNALITÉS EN BALLOTTAGE

MM. Michel Debré, anc. premier ministre, U.D.R. (Aube, Indre-et-Loire) ; Roger Sibaud, Dumas, dép. U.D.R. (Valence, Drôme) ; Louis Longueque, P.S. (Limoze, Haute-Vienne) ; Georges Fillard, P.S., dép. (Bonne, Drôme) ; Francis Hardy, U.D.R., dép. (Cognac, Charente) ; Hector Rolland, U.D.R., dép. (Moulins, Allier) ; Jean-Marie Rausch, Cent. dém., s. (Métz, Moselle) ; Lucien Grand, rad. g. s. (Saint-Hilaire, Charente-Maritime) ; Paul Alduy, P.S., dép. (Périgord, Pyrénées-Orientales) ; Robert Lacoste, P.S., anc. min. (Tarn, Dordogne) ; Pierre Brousse, rad. s. (Aube, Hérault) ; Emile Muller M.D.S.F., dép. (Haut-Rhin) ; Charles Cayre, U.D.R., dép. (Corrèze) ; Pierre Vertadier, U.D.R., maire de Poitiers, anc. min. (Vienne) ; de Guillenclmidt, rad. g. (Haut-Rhin) ; M. Michel Durand, ministre du travail (Loir-et-Cher).

### PERSONNALITÉS BATTUES OU QUI ONT ÉCHOUÉ

MM. Jean-Baptiste Doumeng, sous-gén. sortant, P.C., P.-d.-g. de l'Intérieur et de l'Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest, surnommé « le milliardaire rouge » (Haute-Garonne) ; Edgard Fissani, s. (P.S., anc. min. (Haute-Marne) ; Jean Briane, dép. Cent. (Aveyron) ; Jean Le Lagarde, journaliste à l'Humanité, P.C. (Côte-d'Or) ; Lucien Richard, dép. app. U.D.R. (Loire-Atlantique) ; Mlle Anne-Marie Fritsch, dép. rad. (Moselle) ; René Dumont, P.C., directeur du quotidien l'Echo du Centre (Haute-Vienne) ; François Guérard, membre du bureau du Centre démocrate (Val-de-Marne) ; Robert Parenty, Cent. dém., s. (P.S., anc. min. (Hauts-de-Seine) de la Fédération des Hauts-de-Seine du Cent. dém.

M. Jacques Chirac, revenu de Corréze en fin de matinée, lundi 8 mars, a reçu à l'hôtel Matignon, M. Robert de Souza, ambassadeur de France en Iran. Dans l'après-midi, il préside un comité interministériel consacré à la situation de la petite et moyenne industrie.

### Le P.S. est le grand bénéficiaire

(Suite de la première page.) Il concurrencera sérieusement le P.C. dans la région parisienne (y compris dans le bastion communiste de la Seine-Saint-Denis), mais aussi en Haute-Garonne, où il lui enlève le siège de M. Doumeng, en Seine-Maritime, où il est en passe d'obtenir à lui seul la majorité au conseil général etc. Il donne enfin l'impression de se substituer aux radicaux de gauche dans plus d'un département, par exemple dans la Charente-Maritime, l'Eure, le Tarn-et-Garonne.

En présence d'une telle situation, la majorité s'inquiète. M. Sanguinetti condamne les candidatures uniques, et à l'hôtel Matignon on se reprend d'avoir pris la consultation à la légère et de n'avoir aligné, en métropole, que 501 candidats U.D.R. alors que le P.C. et le P.S. (dont l'effort n'avait jamais été aussi intense) en présentent respectivement 1 791 et 1 862.

Si le gouvernement n'a pas à se plaindre avec l'élection de la région de 15 des 18 ministres et secrétaires d'Etat candidats (seuls sont en ballottage MM. Granel, U.D.R., dans l'Aube, Solson, dép. (Indre-et-Loire), dans l'Yonne, et Cavallé, radical indépendant, en Haute-Garonne), il semble pourtant que M. Poniatowski ne rende pas compte de la réalité lorsqu'il parle de « poussée parallèle » des républicains indépendants (8,5 % des suffrages exprimés) et des socialistes (26,5 % des mêmes suffrages).

### A un an des « municipales »

Les R.I. n'ont pas dépassé l'U.D.R. (10,6 %) toujours partielle d'une majorité qui résiste bien dans le Cantal, la Corrèze, la Corse-du-Sud, les Hautes-de-Seine, la Mayenne, le Morbihan, et dans plusieurs autres départements. Les gaullistes ont, certes, à déplorer certains ballottages difficiles, tel celui de M. Michel Debré en Indre-et-Loire, mais ils peuvent se prévaloir d'avoir mieux résisté aux réformateurs qu'on ne le pensait dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

Quelles que soient les satisfactions ou les constatactions que peuvent respectivement trouver ici et là gaullistes, giscardiens et réformateurs, ils ne sauraient se dissimuler que la majorité pourrait leur échapper dans plusieurs conseils généraux (Allier, Côte-d'Or, Essonne, Gers, Girond, Landes, Puy-de-Dôme, territoire de Belfort, Val-de-Marne, Vienne notamment).

Ce sont autant de belles espérances pour la gauche à un an des « municipales » et à deux ans des « législatives ».

RAYMOND BARRILLON.

### SUR QUARANTE PRÉSIDENTS DE CONSEILS GÉNÉRAUX SORTANTS : VINGT-SIX RÉELUS...

MM. Maurice Prevot, Cent. dém., s. (Marne) ; Michel d'Ailhères, R.I., dép., Sarthe ; Kieher Louvain, P.S., s. min., Loir-et-Cher ; Georges Valbon, P.C., Seine-Saint-Denis ; Max Lejeune, rad. g., Somme ; Georges Magnier, Cent. dém., Puy-de-Dôme ; Auguste Joubert, mod. maj., Doubs ; Michel Caron, mod. maj., Rhône ; Bernard Chochoy, P.S., s. min., Pas-de-Calais ; Pierre Labonde, R.I., s. min., Aube ; Jacques UDR, U.D.R., prem. min. Corrèze ; André Colin, Cent. dém., s. min., Finistère ; Jean Gravier, Cent. dém., s. min., Jura ; Léon Joussan-Martin, s. min., Manche ; André Madoux, mod. maj., Meuse ; Jean Lecanuet, Cent. dém., min. Seine-Maritime ; Jean Vilmain, mod. maj., Vosges ; Emile Didier, rad. g., s. min., Alpes ; Maurice Faure, rad. g., dép., anc. min. Lot ; Robert Gourdon, P.S., Gard ; Georges Treille, rad., Deux-Sèvres ; Emile Albert, mod. maj., Tarn ; André Gasnier, rad. g., Indre ; Léon Eeckhoutte, P.S., s. min., Haute-Garonne ; Arthur Lavry, R.I., s. min., Haute-Savoie.

### QUATORZE EN BALLOTTAGE

MM. Pierre Abelin, cent. dém., anc. min., Vienne ; Henry Goetschy, Cent. dém., Haut-Rhin ; René Regaudie, P.S., Haute-Vienne ; Pierre Viltier, R.I., Haute-Saône ; Antoine Buisson, Cent. dém., Isère ; Adolphe Chauvin, Cent. dém., s. min., Val-d'Oise ; Charles Pasqua, U.D.R., Haute-Seine ; Jean-Paul Palewski, U.D.R., Yvelines ; Raymond Hanin, R.I., Haute-Marne ; Jean Meard, mod. maj., s. min., Cantal ; Henri Prévaille, Cent. dém., s. min., Ille-et-Vilaine ; Lucien Grand, gauche dém., s. min., Charente-Maritime ; Robert Lacoste, P.S., s. min., ancien min. Dordogne ; Jacques Bordenave, rad. g., Lot-et-Garonne.

France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., change de formule. Le format s'est réduit, passant de 26x37 à 21x28. Cette modification répond au souci de rendre l'hebdomadaire plus pratique et plus lisible.

صلى الله عليه وسلم



UN ÉPISODE MARQUANT DE LA « GUERRE FROIDE » FRANCO-AMÉRICAINE

# Il y a dix ans, la France sortait de l'intégration atlantique

par MAURICE DELARUE

Le « retrait de la France de l'OTAN », selon une formule impropre mais consacrée, fut l'une des décisions les plus controversées du général de Gaulle. Dix ans plus tard, elle l'est encore. Les premières passes d'armes de la « guerre froide » franco-américaine, qui devaient s'intensifier jusqu'en 1966, se produisirent dès le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, au cours d'un été chargé d'événements, mais où toutes l'attention des Français était occupée par l'Algérie. Le 5 juillet, de Gaulle reçoit le secrétaire d'État américain Foster Dulles. Celui-ci, qui a accordé deux jours plus tôt à la Grande-Bretagne, par une dérogation à la législation en vigueur, l'accès aux secrets nucléaires américains, en refuse le bénéfice à la France. Il fait valoir que la technique française n'est pas assez avancée et que Paris, contrairement à Londres, n'a pas répondu à la requête des Américains (décembre 1957) d'autoriser sur le sol français le stockage de leurs armes nucléaires. Le général de Gaulle répond que la France « ne se livrera à aucun marchandage » et se refuse à « échanger des avantages contre des rampes de lancement » (1).

Le 15 juillet, après le coup d'État qui a renversé le régime pro-occidental trahissant, les Américains débarquent au Liban, déclenchent la guerre civile, et les Britanniques font de même en Jordanie. En septembre, Washington envoie des obusiers atomiques dans l'île chinoise (nationaliste) de Quemoy, pillonnée par les Chinois du continent. Le 17 septembre, de Gaulle, assuré depuis l'entretien de Colombey (14 septembre) de la confiance du seul Européen qui compte à ses yeux, Adenauer, envoie un message au président Eisenhower et

au premier ministre britannique Macmillan. Leur reprochant d'agir sans le consulter, il demande qu'une organisation des trois puissances soit habilitée à « prendre des décisions communes » sur « la sécurité mondiale », compris « les plans d'action en ce qui concerne l'emploi des armes nucléaires ». La France subordonnera « tout développement de sa participation actuelle à l'OTAN » à la prise en considération de cette demande (2). Eisenhower répond qu'il ne peut donner aux autres alliés l'impression que des décisions fondamentales sont prises sans leur participation. Il ajoute que toute extension de la zone de l'alliance inscrite dans le pacte atlantique se heurterait à « de très sérieux problèmes ».

Ainsi toute coopération nucléaire militaire et toute stratégie mondiale commune sont impossibles entre Paris et Washington. Même si la séparation de corps doit être éliminée, le divorce entre la France et l'OTAN est consommé. Le 3 novembre 1959, de Gaulle en prendra acte dans un discours prononcé à huis clos (mais publié huit jours plus tard) devant l'école militaire : « Le système de l'intégration a échoué ».

À la fin de 1959, le refus explicite de la France de stocker des armes nucléaires américaines sur son sol amène le Pentagone à refuser deux cents bombardiers

stratégiques de ses bases de France. Le 11 mars, la France enlève du commandement allié son escadron de Méditerranée. L'escadron de l'Atlantique, bénéficiaire, semble-t-il, d'un oubli que signifiera, par inadvertance, l'ami américain Demisson en faisant ses adieux à de Gaulle, aura un sursis jusqu'en 1963. En 1964, les marins français ne font plus partie des états-majors alliés. En 1965, la France avait prélevé sur le dispositif allié en Allemagne, pour les envoyer en Algérie, deux divisions qui, la guerre finie, en 1962, ne seront pas « réintégrées ».

Ces mesures ne peuvent être séparées du retrait de la France des relations franco-américaines. Si le général de Gaulle, avant d'amorcer le rapprochement avec l'U.R.S.S., fut le champion de la fermeté dans les grandes crises Est-Ouest (Berlin en 1958-1961, affaire de l'U-2 en 1960, Cuba en 1962), il n'en fut pas moins un « double négotiateur » et marqua toute occasion, son indépendance vis-à-vis des États-Unis : développement de la force nucléaire, action résolue contre le projet de force nucléaire « multilatérale », dénonciation des privilèges du dollar, veto contre la candidature britannique au Marché commun, reconnaissance de la Chine, condamnation de la guerre du Vietnam.

ger plus précisément. Le traité ne mentionne aucune « intégration » militaire et établit seulement une organisation politique qui sera baptisée OTAN. C'est la panique engendrée par la guerre de Corée, le 25 juin 1950, qui décida les alliés, le 15 septembre de la même année, à mettre sur pied une organisation militaire intégrée placée sous un commandement unique, avec, à sa tête, le commandant en chef américain en Europe. Un simple accord intergouvernemental et des traités bilatéraux sur le statut des forces étrangères suffiraient pour mettre cette décision en œuvre.

Entre-temps, les autres alliés ont tenté une dernière fois de « réintégrer » la France « par la bande ». Faute de maintenir la France « intégrée » en temps de paix, ne pourrait-on la « réintégrer » automatiquement en cas de guerre ? C'est précisément cette automatisation que de Gaulle rejette. Elle n'est pas dans le traité et ne joue de facto, par le biais de l'intégration, que très inégalement. Les États-Unis y échappent pratiquement en totalité, puisque leurs forces restent placées sous commandement américain et que la force nucléaire n'est même pas intégrée nominativement. Il est exclu que la France accepte plus de contraintes que les États-Unis. Elle est une alliée sûre, estime de Gaulle, on peut lui faire confiance. Mais elle ne s'en remettra à personne du soin de décider de son sort. Aussi est-ce en vain qu'au conseil atlantique du 8 juin, à deux jours de la visite de de Gaulle en U.R.S.S., coïncidence non fortuite, qui accroît la tension, les alliés cherchent à introduire dans le communiqué une phrase spécifiant l'automatisme de la coopération en cas d'agression. Finalement, à partir d'une séance dramatique au cours de laquelle la rupture fut même annoncée officiellement, le conseil atlantique confiera aux militaires la mise au point des modalités de la coopération entre la France et l'OTAN.

## « J'ai réfléchi »

Quand le général de Gaulle convoque, en février 1964, son représentant permanent auprès de l'Organisation atlantique, M. Pierre de Leusse, il ne fait pas le détail : « Nous allons sortir de l'OTAN », il entendait bien par là non seulement l'intégration militaire, mais l'OTAN tout entière, ce qui reviendrait à dénoncer le traité. L'ambassadeur ne se laisse pas surprendre par ce qui est connu pour son gaullisme que pour son indépendance, fait valoir les inconvénients d'une telle extrémité. L'OTAN est indissociable du traité, qui ne prévoit aucune procédure de dénonciation avant 1969. En revanche, suggère l'ambassadeur, la France peut mettre fin à l'intégration. De Gaulle écoute avec agacement et met fin à l'entretien en lui disant de revenir la semaine suivante.

C'est ainsi que le 21 février 1964, dans une conférence de presse, il annonce « une nécessaire adaptation », visant à « rétablir une situation normale de souveraineté dans laquelle ce qui est français (...) et tout élément étranger qui se trouverait en France ne relèverait plus que des seuls autorités françaises ». Le 7 mars, il écrit au président Johnson. Il confirme ce qu'il a dit, mais de changement dans « les données fondamentales entre l'Est et l'Ouest », la France restera aux côtés de ses alliés après 1969. Mais, ajoute-t-il, « les dispositions militaires prises après la conclusion de l'alliance ne se justifient plus ». La France entend par conséquent mettre fin à la « présence permanente d'éléments militaires alliés » sur son sol et dans son territoire. Elle ne participera plus au commandement intégré et ne mettra plus de forces à sa disposition.

Le général de Gaulle n'a cependant jamais expliqué pourquoi, en septembre 1965 et mars 1966, il avait brusqué sa décision. La guerre du Vietnam a sans aucun doute été décisive. Au début de 1965, les Américains ont déclenché les bombardements du Vietnam du Nord et ils triplent en six mois leurs effectifs au Sud. Ils multiplient les pressions pour que leurs alliés « participent physiquement » au conflit, comme ils l'avaient fait en Corée. Au début de mars 1966, le Congrès vote de nouveaux crédits de guerre, l'aviation américaine lâche ses bombes à 25 km de la Chine et le secrétaire américain à la défense, M. McNamara, déclare : « Il ne serait pas raisonnable de nier le risque de guerre avec la Chine » (3 mars).

## Le rôle de la guerre du Vietnam

C'est bien l'avis du général de Gaulle, qui a dit dans sa conférence de presse du 21 février : « Tandis que se dissipent les perspectives d'une guerre mondiale éclatant à cause de l'Europe, voici que des conflits où l'Amérique s'engage dans d'autres parties du monde (...) risquent de déclencher les bombardements du Vietnam du Nord et ils triplent en six mois leurs effectifs au Sud. Ils multiplient les pressions pour que leurs alliés « participent physiquement » au conflit, comme ils l'avaient fait en Corée. Au début de mars 1966, le Congrès vote de nouveaux crédits de guerre, l'aviation américaine lâche ses bombes à 25 km de la Chine et le secrétaire américain à la défense, M. McNamara, déclare : « Il ne serait pas raisonnable de nier le risque de guerre avec la Chine » (3 mars).

Un autre événement a décidé de Gaulle à franchir le pas. Le 6 décembre 1965, à la première élection présidentielle au suffrage universel, il a été mis en ballottage et il a songé à abandonner la partie. Il s'est ravisé, a été réélu, mais il a éprouvé sa vulnérabilité. Le retrait de l'OTAN faisait partie de son programme de toujours. S'il avait attendu ce qui s'appellait en septembre « l'explosion des engagements pris jadis » pour mettre fin à l'« intégration », il n'aurait jamais pu le faire. En août 1969, au terme d'un long et pénible voyage, il avait quitté le pouvoir depuis quatre mois.

(1) Voir l'Annuaire politique 1958 et l'article de D. Kistlikis dans la Revue française de science politique, août 1966.  
(2) Ce document, souvent cité inexactement, et parfois dans son entier, a été publié officiellement. La réponse d'Eisenhower a été publiée, notamment dans le New York Times et l'U.S.E.O. (3) Voir l'Annuaire politique 1966 et l'article de D. Kistlikis dans la Revue française de science politique, août 1966.

der ce qui se serait passé si, comme le demandait le général en 1958, les États-Unis avaient traité la France non seulement sur le même pied que la Grande-Bretagne, mais d'égal à égal, et coopéré à son armement atomique. Tout compte fait, il n'est guère douteux que le refus américain lui a rendu service : de Gaulle préférait n'avoir d'autre choix que l'indépendance la plus complète. Il a livré sa pensée dans son discours de l'école militaire : « Il faut que la défense de la France soit française. (...) Si l'on arrive de la guerre, il faut que ce soit sa guerre (...) Si en fait, dans la défense, notre pays se voit en contradiction avec tout ce qu'il est depuis ses origines, avec son rôle, avec l'estime qu'il a de lui-même, avec son âme. Naturellement, la défense de la France serait conjuguée avec celle d'autres pays. (...) Mais il est insupportable que la France se

## Moins d'obstacles dans la coopération

Depuis dix ans, et particulièrement depuis l'accession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, les rapports entre les instances militaires de l'OTAN et le commandement français se sont détendus. A vrai dire, cette « décontraction » avait commencé durant les dernières années de la présidence de Georges Pompidou. Il y a seulement un an, le général d'Armée aérienne François Maurin, qui a occupé le poste de chef d'état-major des armées pendant quatre ans, de juin 1971 à juillet 1975, confiait lui-même à une assistance de militaires français que, partout où il avait décelé les obstacles à un travail efficace en commun entre la France et l'OTAN, il avait fait en sorte de lever ces obstacles.

Pour autant, la France ne paraît pas être revenue sur l'essentiel de ses décisions. Le général de Gaulle communique, en mars 1966, par une série de notes aux quatorze autres gouvernements des pays membres de l'OTAN. Le personnel français a été retiré des quartiers généraux militaires intégrés de l'OTAN. Seules subsistent des liaisons techniques qui ont principalement pour mission d'harmoniser les procédures et les codes à mettre en œuvre en cas de combat. Les forces françaises continuent de ne plus dépendre de commandements internationaux qui sont, dès le temps de paix, organisés pour concevoir et appliquer les plans de bataille. Aucune des unités, installations ou bases allié(e)s dont le général de Gaulle avait réclamé le départ n'a réintégré, à ce jour, le territoire français. Le gouvernement français continue de refuser la part que ses alliés voudraient lui voir prendre dans la défense d'un « créneau » de l'OTAN à la frontière germano-tchèque.

Mais, progressivement, les rapports entre l'OTAN et la France se sont détendus. On ne méconnaît pas que de Gaulle ait été plus direct et plus sincère d'efficacité. La coopération technique, qui n'a pas cessé après la décision du général de Gaulle, s'est faite peu à peu à visage découvert et de manière pragmatique. Le général de Gaulle avait souhaité ne donner aucune publicité aux liaisons et missions techniques de la France auprès de l'OTAN, et celles-ci ont pour consigne de maintenir leurs distances à l'égard des grands commandements intégrés.

La France entretient des contacts techniques réguliers, participe à certains programmes internationaux d'armement et se livre, sur le terrain, par des manœuvres communes, les procédures ou les plans de l'alliance. Des échanges d'informations ont lieu, qui préparent une éventuelle coordination des hauts commandements.

Les états-majors étudient en effet les hypothèses selon lesquelles la France — au terme d'une décision gouvernementale — aurait à mener, en cas échéant, des opérations aux côtés de l'OTAN, dans les domaines aériens et navals principalement. Le commandement français a donc été invité, dans une telle perspective, à rendre possible une participation aux actions de l'OTAN, aux côtés de l'Organisation atlantique, et non en son sein, comme l'y aurait conduit la stricte intégration de la France dans l'OTAN. En principe, la France reste, toutefois, maître de décider, selon les circonstances et les propres engagements, quand, comment et où elle utiliserait ses moyens, à la différence des autres membres de l'OTAN liés par des accords automatiques d'engagement.

La France a maintenu aussi sa participation à des organismes alliés, comme l'Eurocom, qui prépare la coopération dans le domaine des systèmes de transmission télégraphique, ou le réseau NADGE (Nato Air Defense Ground Environment) de surveillance radar à longue distance qu'elle a, en partie, financé. Elle a accepté de participer à certains programmes d'armement, comme le développement du missile sol-air Hawk. Enfin, la France assiste aux travaux du secrétariat international de l'OTAN en matière de coopération des armements classiques et elle est assez active au sein de la conférence semestrielle des directeurs nationaux des armements.

Il est naturellement de notre devoir, a expliqué le général Maurin, pour justifier les discussions régulières de la France avec l'OTAN, de prévoir toutes les éventualités et de faire en sorte que, si nous devons intervenir dans le cadre de l'alliance, les procédures permettant l'engagement des forces françaises soient définies et appliquées. (...) C'est en ce sens que la France, puissance nucléaire autonome, participe, par son pouvoir dissuasif, à la sécurité européenne.

JACQUES ISNARD.

# Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

Leur journal habituel d'abord, parce qu'il est français. Le second parce qu'il est international. Le seul à être édité et imprimé à Paris. Pour tout savoir sur les événements politiques, sociaux et artistiques du monde entier. Pour être au courant des mouve-

ments financiers et des dernières tendances de la Bourse de New York. Pour être informés en toute objectivité. Voilà pour-quoi tant de Français lisent chaque jour ce quotidien international. And that's why you should read it, too.

## International Herald Tribune.



International Herald Tribune [SPECIAL] 30 JOURS  
21, rue de Berri, 75008 Paris.  
Oui, je désire me joindre à ces certains Français qui lisent un second quotidien chaque jour. C'est-à-dire non moins de 40 pour recevoir l'International Herald Tribune pendant un mois.

Nom

Adresse

Ville

N 9/3

Veuillez en France métropolitaine seulement. Pour tous renseignements concernant les tarifs dans d'autres pays, contactez : Services Abonnements Paris, Tél. 225.28.90.

« REPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE »  
Avez-vous perdu votre diplôme d'expert comptable ?  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 882  
Ecole Préparatoire d'Administration  
Ecole privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat  
4, rue des Petits-Champs, 75006 PARIS - CEDEX 02

**ZURICH AIRPORT HOLIDAY INN HOTEL**  
Un pont vers le monde  
● L'hôtel international d'aéroport, plein de personnalité.  
● Des restaurants aussi multiples que variés y proposent une cuisine alliant la qualité à la fantaisie.  
● Un hôtel qui mérite vraiment le nom de « Restaurant-Hôtel » !  
● Chambres d'hôtel confortables (100% insonorisées). Service privé. Locaux de réunion adaptés.  
**Holiday Inn MOVENPICK**  
Bureau de réservation France : Rougès Tél. 686.50.87 Tél. 24.696

## AMÉRIQUES

## LA SITUATION AU BRÉSIL

## L'Amazonie en train de naître

(Suite de la première page.)

Face à l'intempérance de la nature, qui compromet les futures récoltes et décime le bétail, le caboclo oppose une placidité séculaire. Le caboclo, c'est le descendant mélangé des Indiens : il en a gardé le regard en forme de meurtrière et l'habitude de l'incommensurable. Quand les Portugais ont remonté pour la première fois l'Amazonie, au dix-septième siècle, ils n'ont guère essayé. Ils voulaient surtout chasser le Hollandais, l'Anglais, le Français, installés dans le delta du fleuve, disputant une frontière à l'Amérique espagnole. Plus tard, ils ne se sont guère intéressés qu'aux « drogues », n'ont donné alors aux épices, aux fruits, aux plantes cueillies dans la forêt et qui répandaient les paléas européennes. Pas de politique de peuplement comme dans le Nord-Est, qui importait des esclaves noirs pour cultiver la canne à sucre. Seulement quelques forts militaires, quelques missions religieuses, qui regroupaient les indigènes en plantations, et cette trace dispersée du « contact » entre le Portugais et l'Indien : le caboclo, fils égaré de la forêt et de l'eau.

## A l'âge-dà trois

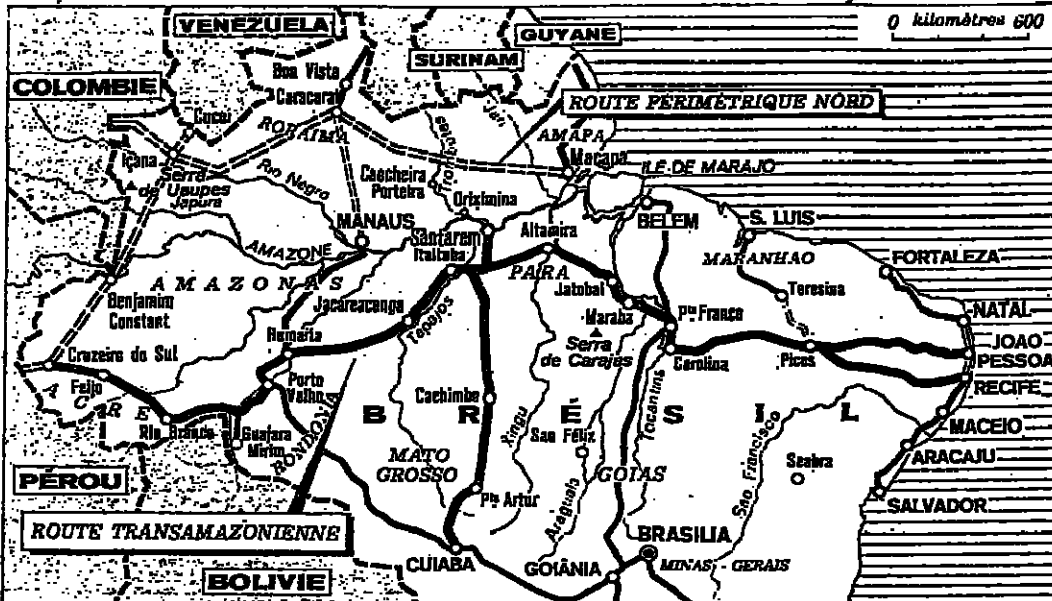
Isolé du reste du monde par la formidable barrière sylvestre, l'Amazonien vit encore à cet âge de l'humanité où tout est angélique et légendaire, et où le troc n'a pas encore été remplacé par les échanges monétaires : sucre, café, kérosène sont « achetés » à crédit à la « taverne » la plus proche, en fait échangés en perte contre le poisson ou le porc. Derrière ses étendages de poisson séché au soleil, dans son réduit flottant qui sent la saumure, le taverneux a une belle figure de fripouille. Bien qu'ignorant, le caboclo ne s'y trompe pas. « La taverne, dit-il, c'est l'achèvement du camarade ». Pour finir de l'achever, il y a sous les mains endurcies par une nature en délire : la malaria, bien sûr, mais aussi la lèpre et la tuberculose, et toutes les dysenteries.

Dans la nuit de la forêt, voici une autre Amazonie : celle des hommes crépusculaires, les *seringueiros*, qui partent à la cueillette du caoutchouc. Des chemins taillés à coups de hache mènent aux arbres qu'il faut saigner au lever du jour, car c'est après le repos nocturne que l'arbre répond le mieux à la « blessure ». Trois cents arbres à parcourir, puis une deuxième tournée pour recueillir le « lait » qui a coulé, goutte à goutte, dans les godets et qu'il faut fumer pendant des heures pour éviter qu'il ne ferment. Sur le trajet, les serpents, les araignées, les fourmis, qui « plantent leur fer dans le camarade ». Avec le propriétaire des arbres, des rapports de quasi-servage : obligation de lui vendre le latex, en échange des outils et des marchandises. Comme les hévéas sont très dispersés, le mode de production est anti-économique — mais il survit. Cruauté de la langue, qui appelle « emplacement » l'endroit où le *seringueiro* habite : une case tout en silence et en sourires, où il arrive que les enfants se prénomment Jeanne d'Arc.

## Un cycle végétal continu

De tout temps, la forêt a été dévoreuse d'énergies. A première vue, elle n'est qu'anarchie. Pourtant, un ordre imparable y règne. Deux catégories d'arbres, les dominants et les dominés, les premiers captant le soleil, les seconds se partageant les restes de lumière. Au rez-de-chaussée, les fougères et les bambous, les feuilles pourries à terre qui forment le tapis d'où naissent et renaissent les futaies, cycle végétal continu. Des arbres, comme le *sumatran*, ont des racines qui ressemblent à des arches. D'autres engendrent des jardins d'où ils se ramifient. Certains naissent sur d'autres arbres, ou à partir de branches tombées à terre.

Dans le livre de la jungle, il y a le jaguar, les singes, bien sûr, qui font la sarabande à la tombée de la nuit et semblent s'arrêter à l'appel d'un *luder*. Les harpies et les serpents (deux cents sortes de serpents). Les calmans aux yeux phosphorescents dans le noir, les vampires qui sucent le sang du bétail, les tamanoirs qui tuent parfois par embarrasement. Les paresseux aux indolences de bouddha. Les tapirs, les tatous, les tortues qui entrent cent à cent cinquante cent dans le sable des fleuves, et la multitude des oiseaux qui tapissent la cathédrale de leurs cris : aras, perro-



quets, toucans, et encore le « forgeron » — parce qu'il fait un bruit d'enclume — ou bien le « dragueur » — il en a le sifflet — et le *urupuru*, dont le chant est si beau, dit-on, que tous les autres oiseaux s'arrêtent pour l'écouter. Trois mille espèces de plantes, deux mille rivières, deux types d'oiseaux, huit cents essences d'arbres, le tiers des forêts denses du monde, le cinquième des eaux douces de la planète, un réseau de 25 000 kilomètres de voies navigables : et malgré tout, la réputation d'être un « enfer ».

Enfer, ou paradis perdu ? Au long des siècles, la forêt n'a été qu'un lieu. Récolte du latex, ramassage des châtaignes-du-Para, abattage anarchique des arbres, convoqués par flottage vers les scieries artisanales des villes, plantations de manioc et de jute dans les mouchoirs de poche : telle est l'économie traditionnelle de la région. Et un demi-siècle de « boom », celui du caoutchouc. Jusqu'en 1912, le Brésil a été le premier producteur mondial de *borrachas*. Cette année-là, il exportait 42 000 tonnes (le double de la production actuelle), qui lui fournissaient le tiers de ses devises. A cause du caoutchouc, un demi-million de Nordestins ont fui les sécheresses du *Sertão* et donné à la jungle quelques-uns des hommes qui lui manquent.

Mais les hévéas sauvages d'Amazonie n'ont pas résisté à la concurrence des plantations asiatiques. A l'abondance qui avait enflé les villes et fait pousser Manaus en pleine forêt — avec un théâtre de mille deux cents places, des tramways et le téléphone — a succédé la misère de toujours. Aujourd'hui, à Belém, des femmes font la queue devant des docks qui vendent, non du poisson, mais des têtes de poisson. Pour faire la soupe ? « Non, répondent les ménagères, le poisson, ça se vend. Parfois les têtes sont mangées crues, à même le trottoir, sous les murs d'« azulejos » d'une ville qui s'était enivré de ses richesses.

## La peur du vide

Un jour, pourtant, le vide amazonien a fait peur. On s'est aperçu tout à coup que, sur 6 200 kilomètres de frontières, le Brésil était à découvert, et que les grandes entreprises de la région étaient étrangères : la Bethlehem Steel, associée à un groupe brésilien pour extraire le manganèse de l'Amazone ; le milliardaire américain Daniel Ludwig, propriétaire de 1,5 million d'hectares le long du fleuve Jari, au nord du Para ; plusieurs firmes américaines et japonaises, qui exploitent la forêt à l'embouchure de l'Amazonie. En 1968, une commission d'enquête parlementaire révélait que 20 millions d'hectares avaient été aliénés et que de nombreuses sociétés étrangères faisaient des prospections minières quasi clandestines. A l'extérieur, certains parlaient d'« internationalisation » de l'Amazonie. C'était plus qu'il n'en fallait pour inquiéter les militaires.

Longtemps, ceux-ci ont été les seuls Brésiliens à avoir une « conscience amazonienne ». Gardiens des frontières, défricheurs de la forêt, ils étaient les seuls à connaître les problèmes de la région. Le général Golbery, aujourd'hui chef de la maison civile de la présidence, fut l'un des premiers à insister sur l'importance stratégique de l'Amazonie. Dans son livre *Géopolitique du Brésil*, il proposait, en 1960, d'« inonder de civilisation » l'interland brésilien, afin de barrer les « voies de pénétration possibles » et d'arrêter le pays à ses voisins. Professeur à l'Ecole supérieure de guerre, d'où sont

sortis les chefs du mouvement armé de 1964, il a vu ses idées fidèlement appliquées par le régime militaire : la sécurité du pays, selon les généraux, impose la conquête de l'Amazonie, indispensable à la création d'une « solidarité continentale », sans laquelle le Brésil serait condamné à un dangereux isolement.

## La découverte par le radar

C'est sous le gouvernement Médici qu'est lancé, en 1970, le plan d'intégration nationale, dont la première réalisation est la Transamazonienne. *Integrar para não entregar* : intégrer pour ne pas brader. Tel est le mot d'ordre de l'époque. Avec les routes, l'occupation ne se fera pas seulement par les fleuves, mais de l'intérieur. En 1971, le projet R.A.D.A.M. (Radar-Amazonia) assure en quatre mois une couverture photographique complète de la région, impossible avec les photos aériennes classiques en raison des nuages qui voilent constamment la forêt.

Grâce au radar, on découvre, au nord et au sud du bassin amazonien, plus de deux cents structures volcaniques riches en titane, en chrome, en cuivre, en nickel, en cassitérite, en terres rares. L'amenagement des vallées, la voûte en uranium. Les relevés des sols montrent que près de 30 % des terres se prêtent aux cultures. Les berges inondables des fleuves (le quart de la France) sont un eldorado de fertilité, mais plutôt que d'aider l'occupant traditionnel à en améliorer l'exploitation, il est envisagé de les soumettre à des plans-pilotes, c'est-à-dire à un mode de production hautement capitaliste. C'est d'ailleurs en termes d'occupation « rationnelle », « économi-

## Argentine

## Mme PERON EST REUE À LA TÊTE DU PARTI JUSTICIALISTE

Buenos-Aires (A.F.P., U.P.I.). — La présidente María Estela Martínez de Peron a été réélue, le samedi 6 mars, à la tête du parti justicialiste au cours du congrès national de ce parti. Le gouverneur de la province du Chaco, M. Deslindo Bittel, a été élu premier vice-président, et le syndicaliste Néstor Carrasco second vice-président. Le député de Buenos-Aires, M. Manuel Lezaro Roca a été élu secrétaire général.

Le congrès avait été convoqué pour élire un nouveau conseil national afin de remplacer celui qui, animé par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Angel Robledo, et par le syndicaliste José Baez, était devenu trop contestataire à l'égard du pouvoir.

Mme Peron s'est appuyée sur les « verticalistes » (péronistes inconditionnels), qui l'ont élu par 175 voix contre 80 mais 40 % des délégués, représentant la fraction modérée du parti, avaient délibérément quitté le congrès avant le vote.

La présidente a lancé un sévère avertissement à ses adversaires. « On croit que je ne sais rien », a-t-elle dit, « de ce qui se passe dans les rues, ni des canailleries qui y rôdent. Mais, si l'on veut, je serai la femme au jouet ».

● La monnaie argentine, le peso, a de nouveau été dévaluée le 5 mars. Un dollar vaut désormais 140 pesos officiellement, mais le taux réel est de 160 pesos.

Le gouvernement a déclaré une « trêve sociale » de six mois, durant laquelle les prix et les salaires seront bloqués et un programme de redressement économique sera élaboré. Tous les programmes précédents ont échoué. — (A.F.P., Agéfi.)

## INQUIETES DES PROGRÈS DU MARXISME

## Les autorités lancent des opérations contre les « activités subversives »

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Au cours des trois derniers jours, deux économistes ont « disparu » à Rio-de-Janeiro, vraisemblablement enlevés par des autorités policières. Le premier, M. Arron de Albuquerque Queiroz, professeur à l'université fédérale de Niterói, et fonctionnaire au ministère des finances, a été arrêté en plein centre de Rio. Il a été poussé dans une voiture par quatre hommes affirmant appartenir au DOPS (Département d'ordre politique et social), mais qui n'ont présenté aucun mandat d'arrestation. Jusqu'à présent, il a été impossible de localiser le lieu de détention de M. Arron de Albuquerque Queiroz. Les autorités du DOPS comme celles de l'armée nient en effet être à l'origine de cette arrestation.

Autre disparition, le samedi 6 mars, entre son domicile et son lieu de travail : celle de M. Alexandre Magalhães, professeur dans un institut de mathématiques de Rio. Toutes les recherches se sont révélées infructueuses.

A Rio également, un photographe du quotidien *O Globo*, M. Luiz Paulo Santana Machado, a été arrêté dans la rue vendredi soir. Des agents du DOPS se sont présentés ensuite à son domicile et ont montré un mandat d'arrestation, mais dimanche, le lieu de détention du photographe restait encore inconnu.

D'autre part, un député du M.D.B. (opposition) de l'Etat de Pernambuco, M. Fernando Lyra, a dénoncé, au cours d'une séance du Congrès, à Brasília, l'arrestation à Recife de l'écrivain Paulo Cavalcanti.

Six autres personnes ont été arrêtées dans la même ville. Egalement professeur et journaliste, M. Paulo Cavalcanti, soixante-deux ans, est un homme de lettres connu dans le Pernambuco. Son incarcération a été faite de façon régulière. Les autorités de la IV<sup>e</sup> armée (Recife) ont publié un communiqué indiquant que plusieurs personnes avaient été arrêtées dans le cadre

d'une opération déclenchée contre les activités « subversives ».

Bien qu'aucune précision n'ait été donnée, tout porte à croire que la répression de ces derniers jours vise une fois de plus, en priorité, le parti communiste brésilien (orthodoxe). Arrêtées à la fin de février, neuf personnes sont maintenues en prison dans les locaux d'un bataillon de chasseurs, à Aracaju (Sergipe) et accusées d'être liées au P.C.B. L'offensive anticommuniste déclenchée par les militaires a touché également les rangs du M.D.B. local : vendredi, un député du parti d'opposition à l'Assemblée législative du Sergipe, M. Jackson Barreto, a été longuement interrogé dans les locaux de l'armée.

Cette vague de répression survient au moment où le président de la Confédération nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.), Mgr Aloisio Lorscheider, se déclare préoccupé par les « progrès du marxisme en Amérique latine ». A l'issue d'une réunion à Bogotá du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), Mgr Aloisio Lorscheider a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que l'Eglise était singulièrement inquiète de la poussée marxiste « dans les milieux universitaires et les moyens de communication sociale ». Il a précisé, à ce propos, que plus de quatre mille Latino-Américains étaient en ce moment à Moscou, les méthodes de communication sociale et que, de retour dans leur pays, « ils ne pourront manquer d'être influencés par le système soviétique ».

Le président de la C.N.E.B., d'autre part, indique que l'Eglise brésilienne n'avait entrepris aucune démarche auprès des autorités gouvernementales pour obtenir une amnistie des prisonniers politiques. « L'amnistie est une bonne chose, a-t-il déclaré, à condition qu'elle soit possible. Seules les autorités ont compétence pour juger d'un tel problème. » — C. V.

## Prochain article :

## DES PLUIES OU DES PROTÉINES ?

(PUBLICITE)

## UN NOUVEAU JOURNAL

(en vente dans les kiosques, chez tous les marchands de journaux, y compris dans les gares et le métro)  
2 F seulement

## OFFENSIVE pour changer la vie

LE NUMÉRO 2 EST PARU

AU SOMMAIRE :

## HACHETTE :

## « LA FORMIDABLE BATAILLE DE 2.000 FEMMES »

DANS LES BIBLIOTHÈQUES DE GARES ET DU MÉTRO

Pour de meilleures conditions de travail et la réintégration de Jeanne Hays ; L'intervention en leur faveur de Françoise Giroud.

« LE PARISIEN LIBÉRE » : un an après le début du conflit, menaces sur l'ensemble de la presse parisienne

UNE FEMME SEULE CONTRE TOUS ou l'incroyable mise à mort d'une Maison de la Presse en LOIRE-ATLANTIQUE.

LES COMMUNISTES FRANÇAIS SONT-ILS EN TRAIN DE CHANGER ? Entretien avec un ouvrier communiste de Villejuif (circonscription de Georges Marchais).

Ce journal est réalisé — en toute liberté — par des militants de la base, toutes étiquettes mêlées. Lisez-le, soutenez-le en vous abonnant

Coût de l'abonnement : 20 F  
Abonnement de soutien : 50 F, 100 F ou plus  
(chacun selon ses moyens)

« J'appelle tous ceux et toutes celles qui veulent changer leurs conditions de vie et de travail à soutenir l'Offensive. »

JEANNE HAYS

bibliothèque à la Gare du Nord, l'ancienneté pour avoir pris son repos hebdomadaire, conformément à la loi.

Adressez chèques, abonnements et vos articles à : « Offensive », boîte postale n° 5 Chevilly-Larue 94021

صلى الله عليه وسلم



# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## BULLETIN

### Exporter plus ne suffit pas

Ce sont deux problèmes que le gouvernement doit, par sa politique, résoudre : réduire en ce qui concerne les échanges de la France avec l'étranger. Il est important de les distinguer car la confusion dont ils font en général l'objet a eu souvent, dans le passé, pour conséquence de susciter des décisions erronées et d'entretenir des illusions.

Le premier, qui est spécifiquement traité ici, dans l'article de Michel Boyer, ci-contre, et dans l'enquête qui nous avons menée auprès des principaux secteurs d'activité (page 24), consiste à favoriser l'essor de nos exportations. C'est là, dans les circonstances actuelles, l'impératif en soi. Le marché intérieur, malgré une certaine reprise de la demande, reste faible. Il convient donc de chercher des débouchés extérieurs à notre industrie. Les importations nécessaires, notamment celles d'énergie, coûtent très cher. Il faut en payer si possible le total, au moyen de gains en devises résultant de ventes à l'étranger, faute de quoi on est obligé, détestable pratique, d'emprunter pour régler des dépenses de consommation courante.

Pour déployer nos exportations, il faut d'abord avoir des prix compétitifs. Il est à la mode de soutenir que dans le monde moderne la considération du prix d'est plus à elle seule déterminante. Il faudrait aussi tenir compte de la qualité, des services après-vente, des délais de livraison. Cela est évident, mais cela ne retire pas au facteur prix sa primauté. La plupart des éléments auxquels il vient d'être fait allusion sont réductibles en termes de coût.

Mais il ne suffit pas de pouvoir théoriquement se mesurer avec ses concurrents. Il faut encore être présents. C'est ce qu'ont compris depuis longtemps les Allemands. Leurs vendeurs sont installés partout où il y a des marchés à prendre.

Si, par suite d'une inflation intérieure plus forte, les prix français cessent d'être au niveau international, on peut corriger l'écart par une dévaluation de la monnaie. Les pays qui font flotter leur monnaie, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, procèdent à cette correction de façon permanente. Une bonne partie du patronat regrette, sans le dire publiquement, que la France, en faisant rentrer sa monnaie dans le « serpent », se soit privée de cette facilité.

C'est là qu'intervient le deuxième problème auquel la France doit faire face. La dépréciation monétaire continue est sans doute un moyen de favoriser l'effort d'exportation et de décourager l'importation, mais ce n'est pas ainsi qu'on peut rétablir l'équilibre. Ceux qui le croient commettent l'erreur d'ignorer qu'il n'y a pas de différence de nature entre une vente faite sur le marché intérieur et une vente faite sur le marché international ni entre un achat en France et un achat à l'étranger.

C'est là qu'intervient le deuxième problème d'ajustement du pouvoir d'achat global, qui peut aussi bien se porter sur des biens français que sur des biens étrangers, aux possibilités globales de la production, destinée à s'écouler à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, qu'on peut atteindre à l'équilibre.

### Après la chasse aux contrats mirobolants

## Une politique plus réaliste du commerce extérieur

L'ECONOMIE tournant au ralenti, la France a pu terminer l'année 1975 avec un solde commercial excédentaire de 8,8 milliards de francs. Les importations ont diminué de 8 %, revenant à 230,4 milliards de francs (ressources et fret exclus), alors que les exportations n'augmentaient que de 2 % pour s'établir à 237,2 milliards. Le bilan sera sans doute, à cet égard, moins satisfaisant en 1976. Déjà, en janvier, le déficit a atteint le milliard de francs.

Il serait toutefois présomptueux de chier, avec quelque crédibilité, un chiffre pour 1976, compte tenu de l'importance des variables, notamment la force et la durée de la reprise en France et à l'étranger. D'un côté, les importations françaises continueront d'augmenter, sans aucun doute, leur croissance devant, selon les derniers calculs, être deux fois et demi plus élevée que celle de la production intérieure brute. De l'autre, les exportations progresseront ; elles ont déjà, depuis novembre, amorcé un redressement, ayant augmenté de 10 % en trois mois. Y aura-t-il équilibre entre les deux courants ?

Malgré leur fragilité, des prévisions sont néanmoins avancées, qui varient d'ailleurs fortement. Selon certaines hypothèses officielles, le déficit pourrait atteindre 10 milliards de francs cette année ; selon d'autres, la balance commerciale serait en équilibre. Pour la Banque de Paris et des Pays-Bas, un déséquilibre de 13 milliards à 15 milliards « est probable » ; pour les experts de M. François Mitterrand, il s'élèverait à 6 milliards ou 7 milliards de francs, chiffre voisin de celui de la chambre de commerce de Paris.

Une simple application mécanique des comptes pour 1976, annexés au budget,

aboutit à un déficit de 5 milliards, qui, en l'état actuel des choses, semble le plus vraisemblable aux responsables français.

L'équilibre du commerce extérieur peut être obtenu — en théorie — par une réduction des achats français à l'étranger ; mais la marge de manœuvre apparaît faible — même si des économies supplémentaires d'énergie semblent possibles — et les résultats ne peuvent être immédiats. Il passe surtout par une croissance des exportations, d'autant que, comme l'a souligné M. Barre, « pour vendre il faut d'abord acheter ». L'exemple de l'Algérie est, à cet égard, révélateur. Dès lors, il s'agit, au départ, d'effectuer un dosage entre le marché extérieur et le marché national, d'assurer une participation aux échanges internationaux compatible avec les équilibres intérieurs, et non plus de construire l'économie française pour l'exportation, comme le préconisait l'ancien ministre du commerce extérieur, M. Norbert Ségard.

Dans une optique plus réaliste, la nécessité apparaît de mener une action continue et régulière sur le marché international, plutôt que de céder au vertige des contrats mirobolants. Des résultats ont certes été obtenus : les contrats de vente de biens d'équipement garantis par la COFAC ont atteint 50 milliards de francs en 1975 contre 38 milliards en 1974 et 26 milliards en 1973. Mais des déconvenues ont été enregistrées, qui contrastent fâcheusement avec le triomphalisme officiel de l'an dernier : ainsi le contrat de 1 milliard de dollars que pensait obtenir Creusot-Loire Industries, pour la construction d'un complexe pétrochimique en Irak, vient d'être signé par une association germano-américaine, Thyssen-Lumm.

### Aller en province

À la chasse aux contrats, la France a perdu sa place sur des marchés plus proches, ayant, par exemple, été devancée par les Pays-Bas comme premier fournisseur de l'Allemagne fédérale et ayant enregistré un recul relatif en Italie et aux États-Unis. Ce qui paraît maintenant compter, en plus d'une implantation industrielle solide et d'une présence commerciale active à l'étranger, c'est d'assurer un flux régulier et diversifié de biens d'équipement moyen et de produits de consommation. Pour atteindre cet objectif, les pouvoirs publics peuvent, comme ils viennent de le faire, augmenter les crédits destinés à aider les firmes à s'équiper pour exporter ; mais celles-ci doivent être plus conscientes des efforts à entreprendre pour conquérir des marchés. Pour gagner des industriels à la cause du commerce extérieur, M. Barre devrait être amené — paradoxalement — à se déplacer plus souvent en province, réduisant à l'essentiel ses voyages à l'étranger. À l'occasion de ces déplacements, le nouveau responsable du quai Branly répètera sans doute aux hommes d'affaires que la stabilité d'une monnaie est un facteur important de compétitivité.

La dégradation de la compétitivité française est relevée par de nombreux chefs d'entreprise et par le Conseil national du patronat français. Elle

apparaît au travers des calculs effectués par les experts du ministère de l'économie et des finances. Ceux-ci ont mis au point un indice de compétitivité des produits étrangers d'un certain nombre de pays par rapport aux produits français. Basé sur la base 100 en janvier 1971, cet indice est fondé sur les variations relatives des prix à la consommation et des taux de change. En outre, est calculé un indice synthétique de compétitivité de l'étranger, par la prise en compte des parts des sept pays (États-Unis, Japon, Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas, Italie, Grande-Bretagne) dans les exportations de la France en 1974.

L'évolution des différents courbes est reproduite dans le graphique page 26. Comme on le voit, les produits français étaient plus compétitifs que ceux des sept pays en question jusqu'à la fin de 1974. Depuis, la situation s'est dégradée, ayant atteint son point le plus bas en juin 1975 (-10,3 %) pour se redresser ensuite et à nouveau fléchir en janvier (-9,1 %). En 1971 et 1972, la France apparaissait plus compétitive que ses principaux concurrents, pour passer en dessous de la ligne en 1975 et revenir à un niveau positif en 1974.

MICHEL BOYER.

(Lire la suite page 25, 1<sup>re</sup> col.)

## Ne plus raisonner par des moyennes pour analyser les causes de l'inflation et du chômage

La lutte contre le chômage est à l'ordre du jour. Le premier ministre vient d'annoncer un certain nombre de mesures à cet effet, dont la création d'un comité interministériel pour la promotion de l'emploi (CIPE). Dans son débat télévisé avec M. François Mitterrand, M. Jean-Pierre Fourcade a rappelé que l'objectif du VII<sup>e</sup> Plan était le plein emploi. Cependant les experts officiels continuent de raisonner sur des hypothèses qui ne correspondent plus à la réalité économique.

par CHRISTIAN SCHMIDT (\*)

NOTRE économie est-elle, comme le pense Alfred Sauvy, l'économie du diable (1) ? On s'est déjà depuis quelques années que l'inflation et le chômage n'étaient pas incompatibles. 1974 et 1975 nous apprennent douloureusement qu'ils peuvent même croître simultanément. De 1973 à 1974 en effet, l'indice des prix à la consommation a augmenté en France d'environ 12 % et le taux de chômage de près de 10,5 %. Entre 1974 et 1975, ils se sont respectivement élevés de près de 10 % et de plus de 35 %.

Il est souvent tentant de bâtir et de décrire avec des chiffres de prétendues lois économiques. Plutôt que de procéder ainsi, il est préférable de s'interroger sur ce qui fonde de pareils raisonnements. C'est ainsi que le fameux lien inverse entre l'inflation et le chômage — selon laquelle celui-ci aurait tendance à décroître si celle-là s'accroît — qui guide encore aujourd'hui les travaux des planificateurs français, s'appuie en réalité sur trois hypothèses sur la pertinence desquelles il convient de s'interroger.

1<sup>re</sup> Une relation causale entre l'augmentation des salaires et la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Certes, la corrélation entre ces deux séries reste assez bonne au cours des dernières années, mais elle n'est pas suffisante pour rendre les salaires responsables de la hausse des prix. Une analyse plus complète ferait notamment apparaître une corrélation semblable entre l'augmentation des profits distribués et la hausse du niveau

général des prix. Et pourtant, personne jusqu'à ce jour n'a encore parlé d'une inflation par les profits, même si certains ont incriminé les superprofits. Il ne faut donc pas prendre cette corrélation pour une explication causale.

2<sup>e</sup> Une utilisation du niveau de l'emploi comme indicateur représentatif de l'activité économique.

Il existe une relation incontestable entre la production et l'emploi, mais elle ne va pas sans exception. Ainsi, de 1970 à 1971 en France, la PIB augmentait de 5,30 % alors que le chômage s'accroissait dans le même temps de 23,84 % par rapport à l'année précédente. Un taux d'accroissement de la production enregistré en volume en 1973 s'accompagnait au contraire d'une réduction de 8,52 % du chômage. Conclure ainsi emploi et activité économique conduit donc à négliger la substitution capital-travail pourtant si importante au cours des dernières années dans un pays comme la France (2).

3<sup>e</sup> Une liaison directe entre les prix et l'activité de l'économie.

Pour mettre en relation la rémunération des facteurs de production (salaires et profits) avec un indice d'emploi, il faut supposer que la production suit étroitement l'évolution de la productivité. Or ce n'est pas ce que l'on observe, surtout depuis 1968, en France, où la rentabilité du capital productif a progressivement baissé, tandis que dans le même temps le rythme de production globale avait tendance au contraire à s'accroître (3).

### Les effets pervers

En dépit de ces démentis, la relation inverse postulée entre inflation et chômage a inspiré, dans la plupart des pays industrialisés, des politiques économiques dont l'effet pervers est facile à démontrer.

Des trois catégories de bénéficiaires de l'activité économique, consommateurs, salariés et entreprises, ce sont les consommateurs qui sont les moins protégés dans une économie où la règle du jeu conduit chaque unité de production à sortir de la concurrence pour rechercher une position dominante. Il en résulte une tendance naturelle à l'inflation par un mécanisme bien connu de ratissage réciproque « salaires-profits ». Elle s'aggrave encore lorsqu'elle s'accompagne, comme on l'a vu, d'une baisse de la productivité globale. La croissance nominale n'est plus alors justifiée par une croissance réelle.

Une telle situation, qui se traduit par un

développement rapide de l'endettement des agents économiques en général et des entreprises en particulier, engendre nécessairement une augmentation rapide des moyens de paiement. Elle renforce en apparence le clan des monétaristes, qui voient dans la réduction de la masse monétaire le « sésame » du retour à l'équilibre. Mais alors, au lieu d'une progressive substitution d'un sous-emploi modéré à une inflation rapide, on observe au contraire le passage brutal à un taux de chômage élevé sans dégradation sensible de la hausse des prix, comme nous l'avons appris à nos dépens en France en 1971, lorsque la mise en place du dispositif d'encadrement du crédit a entraîné un accroissement de près de 24 % des demandes d'emploi non satisfaites.

Les politiques fondées sur la relation inverse inflation-chômage ont donc paradoxalement entraîné sa fin.

### Une analyse mieux adaptée

Faut-il cependant conclure de ces remarques désabusées que l'économiste professionnel se trouve aujourd'hui désarmé pour comprendre, prévoir et, par conséquent, proposer des solutions ? Deux facteurs souvent mal appréciés peuvent peut-être servir de fil directeur pour proposer une analyse mieux adaptée aux circonstances présentes.

En premier lieu, il est nécessaire de rappeler que les indices d'inflation sont les résultats de moyennes dont la fiabilité dépend principalement de la stabilité de leur composition.

C'est pourquoi ce genre de raisonnement sur des moyennes s'avère peu significatif en périodes troublées, où les écarts et la distribution des valeurs sont plus révélateurs que les indices moyens.

Or ce qui est vrai de l'activité économique l'est aussi des prix, de telle sorte que l'oscillation de l'inflation dans certains secteurs peut très bien s'accompagner de l'aggravation du chômage dans d'autres, sans que ces deux phénomènes se compensent nécessairement, au moins dans la courte période.

En second lieu, les délais de réaction du système économique aux incitations aux- quelles il se trouve soumis s'avèrent souvent plus déterminantes que ces incitations elles-mêmes.

L'évolution des dix dernières années en France révèle que, de 1965 à 1970, le taux d'investissement a été dans l'ensemble particulièrement élevé, sans entraîner par ailleurs ni croissance exceptionnelle ni hausse des prix spectaculaire. À partir de 1970, au contraire, le taux d'accroissement de la production intérieure brute s'est accéléré, entraînant avec lui un emballement sur les prix, avec un rythme toujours soutenu quoiqu'il y ait eu un ralentissement des investissements productifs. Seule constante pendant

toute cette période : une dégradation assez régulière dans la situation de l'emploi. Cette évolution cependant n'est pas paradoxale qu'en apparence, et elle peut s'expliquer aisément de la manière suivante : les efforts d'investissement poursuivis de 1965 à 1970 ne se sont effectivement traduits en termes de croissance économique qu'au cours des trois années qui ont précédé la crise actuelle, c'est-à-dire au moment précis où de fortes pressions inflationnistes commencent à se manifester à l'importation, comme en témoigne l'évolution relative de l'indice des prix à l'importation par rapport à celui des prix intérieurs.

Une pareille coïncidence n'est évidemment pas suffisante pour permettre d'imputer aux investissements réalisés de 1965 à 1970 l'inflation enregistrée entre 1970 et 1975.

En conclusion, la science économique connaît aujourd'hui un problème qui présente quelque analogie avec la physique : dans un premier temps, il peut se révéler commode de négliger les « frottements », mais il apparaît aujourd'hui que c'est justement sur ces frottements que devrait porter en priorité l'attention des économistes.

Lorsque l'économie connaît une longue période de croissance soutenue et régulière, ce qui fut le cas dans notre pays de 1950 à 1970, les phénomènes de désajustement précédemment décrits ne se manifestent plus au grand jour. Mais, lorsqu'on entre dans une phase plus troublée de la vie économique, certains des ressorts cachés du fonctionnement d'une économie moderne complexe, comme les écarts et les délais de réaction, se trouvent alors brutalement mis en lumière.

(1) Alfred Sauvy, *L'économie du diable*, Calmann-Lévy, 1970.

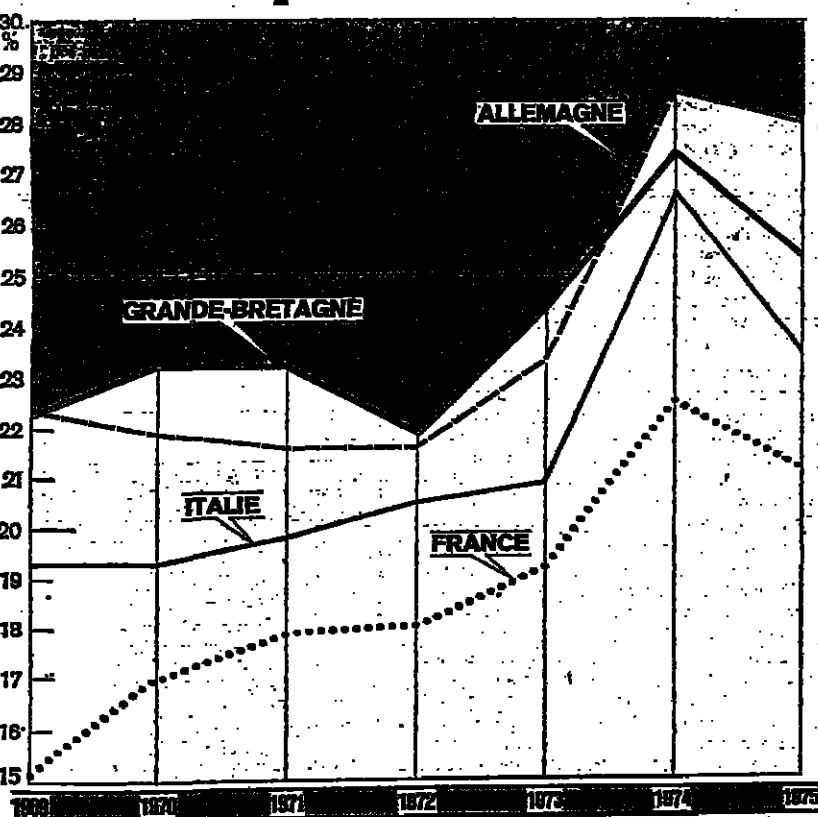
(2) Cf. J.-C. Vassal, *Chômage, inflation et substitution capital-travail : Un essai d'analyse de l'expérience française (1964-1974)*, *Revue Économique*, novembre 1975.

(3) Cf. C. Sauvy, *Évolution et stagnation de la production française de 1964 à 1974*, *Économie et Statistique*, juin 1975.

## Les exportations de biens et services

### représentent en France plus du cinquième du produit intérieur

Dans les quatre principaux pays de la C.E.E., la récession de 1974-1975 a eu pour effet d'augmenter brusquement, en 1974, la part exportée de la production intérieure brute. Les marchés nationaux se resserrant, les entreprises ont cherché à élargir leurs débouchés à l'extérieur.



# Les exportateurs français aux prises avec une concurrence

LES Industriels que nous avons interrogés ont parfois manifesté — par prudence — une certaine réticence à répondre à nos questions. Les pronostics en matière d'exportations sont délicats et les fluctuations de cours de change n'arrangent pas les choses comme on peut l'imaginer. Au travers des réponses qu'ils nous ont données, on peut discerner trois grandes tendances.

Les producteurs de biens de consommation pensent généralement améliorer leurs résultats de 1976. La chose ne surprendra pas dans la mesure où la consommation a été l'élément moteur de la reprise qui semble se dessiner.

Les fabricants de produits de base sont plus réservés. Ils constatent qu'à la fin de l'année dernière, ils ne sont pas parvenus à être confirmés. Prudents dans leurs prévisions, ils ne sont cependant pas trop inquiets.

Les producteurs de biens d'équipement eux le sont, qui constatent depuis quelque temps un lent ralentissement de leurs commandes en provenance de l'étranger, suite au ralentissement des programmes d'équipement des pays producteurs de pétrole et des pays de l'Est.

Si leurs pronostics divergent quelque peu, les industriels, en revanche, sont unanimes pour dénoncer trois dangers. En premier lieu la dépréciation de la lire et de la livre qui a permis et permet encore aux Italiens de faire le vide dans certains secteurs, et aux Britanniques, dont l'industrie n'est pas si malade qu'on veut bien le dire, d'envoyer de gros contrats. A cela s'ajoute une concurrence américaine plus vive. En second lieu, l'agressivité japonaise qui se traduit par des ventes à des prix très inférieurs à ceux des autres pays. En troisième lieu, la lente dégradation de la compétitivité des produits français.

## AUTOMOBILE : bonnes perspectives

Proportion  
de la  
production  
exportée

« LES perspectives pour 1976 sont plutôt bonnes. Nous espérons une progression de 10 % du volume des exportations », affirme la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Même si l'année 1976 est la part dans ce bel optimisme de la méthode Coué, largement utilisée par les constructeurs depuis quelques mois, l'année 1976 s'annonce meilleure que les précédentes.

La reprise se confirme sur tous les marchés européens et les constructeurs français espèrent être en mesure de mieux en profiter. En 1975, les grèves prolongées de Renault et de plusieurs sous-traitants de l'automobile avaient empêché l'automobile française de tirer le meilleur parti de la réanimation de ces marchés. Renault affirme que ses problèmes d'approvisionnement sont désormais réglés et que ses commandes sur les marchés européens sont supérieures de 15 % à celles de l'an passé. Au total, les constructeurs espèrent donc pour 1976 une progression des ventes sur ces marchés supérieure à 10 %.

Quant aux ventes à la « grande exportation », dont la croissance avait permis en 1974 de compenser en partie le recul des marchés européens, et qui s'étaient effondrées l'an passé, les fabricants français estiment qu'elles devraient progresser d'environ 9 % cette année. Les stocks importants qui s'étaient constitués l'an passé dans certains pays (notamment au Moyen-Orient et en Afrique) se sont en effet à peu près résorbés, ce qui laisse espérer une reprise prochaine des livraisons.

Optimisme à tout crin donc, à peine tempéré par deux inquiétudes : d'une part, la concurrence « aux yeux bridés » — dit-on chez Renault — les constructeurs japonais, qui ont considérablement renforcé leurs positions sur les marchés de grande exportation et se font de plus en plus dangereux en Europe et même en France. D'autre part, les « aléas monétaires » auxquels les constructeurs français restent particulièrement attentifs bien qu'ils semblent avoir retrouvé une plus grande sérénité que par le passé à ce sujet. « Cela nous a coûté très cher, mais cela va mieux », assure-t-on chez Renault.

## INDUSTRIES MÉCANIQUES : une lente dégradation



M. PHILIPPE BURNEL, président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, le rappelle récemment : « L'exportation a été, dans la traversée de la crise économique, le moteur essentiel de l'activité de la profession ».

Les chiffres lui donnent amplement raison. En 1975, les exportations de la mécanique ont atteint 37 milliards de francs (+ 10 % en volume par rapport à 1974), soit 42 % de sa production totale. Cette progression s'est accompagnée d'un redéploiement géographique non négligeable. C'est ainsi que les ventes vers les pays de l'O.C.D.E., qui représentaient en 1974 58,3 % des exportations, n'ont plus représenté en 1975 que 48,1 %.

Satisfait, les professionnels n'en sont pas moins inquiets. Une lente dégradation des prises de commandes à l'étranger se manifeste en effet depuis plusieurs mois.

Bien entendu, la situation varie selon les secteurs. Les plus touchés sont la machine-outil, dont les contrats de commandes sont peu fournis ; l'équipement de conditionnement (aérodynamique, thermique), et le matériel de mesure et de régulation.

La maintenance, le matériel pour l'industrie textile, se vendent dans la

moyenne. Au-dessus de la moyenne, on trouve le matériel de travaux publics, de grosse manutention, et d'équipements sidérurgiques (M.T.P.S.), et la grosse mécanique. Pour ce dernier secteur, dont la compétitivité se dégrade moins vite, les commandes sont plus élastiques dans le temps.

Pour les industriels, les raisons expliquant ce lent essoufflement sont de deux ordres :

● Ralentissement des commandes des pays producteurs de pétrole et des pays de l'Est, phénomène qui apparaît d'autant plus préoccupant que la tendance ne semble pas prête à se retourner ;

● Dégradation de la compétitivité des produits français, due tout à la fois aux fluctuations de changes, qui ont avantagé certains de nos concurrents, et à une évolution défavorable des cours internes, compte tenu de l'inflation.

Pour maintenir l'activité à l'exportation dans les mois à venir, les industries de la mécanique ont suggéré aux pouvoirs publics de prendre un certain nombre de mesures ponctuelles, parmi lesquelles figurent : un abaissement des taux de crédits de préfinancement, la possibilité d'obtenir des financements exceptionnels, un assouplissement de la garantie de financement à l'égard de certains pays.

## CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE : inquiétude à moyen terme



AVEC un volume de ventes à l'étranger en 1975 de 15 milliards de francs (18 milliards si l'on compte les matériels militaires), les industries électriques et électroniques apportent une contribution essentielle aux exportations françaises. Pendant des années, nombre de chefs d'entreprise de ce secteur (qui compte 480 000 employés) ont fait preuve d'une tranquille assurance quant à leurs positions sur les marchés extérieurs.

Aujourd'hui, le ton change, et l'inquiétude est perceptible notamment pour les biens d'équipement, domaine où la France occupe une forte position. Certes, les prises de commandes ont augmenté de 15 % en 1975, mais ce pourcentage, somme toute satisfaisant, ne rend pourtant pas compte de l'évolution à la baisse eurentique au fil des mois.

« La progression est due à un premier trimestre 1975 extraordinaire, présente-t-on dans les milieux industriels. Pour les neuf autres mois, on a enregistré un volume de commandes inférieur à celui des périodes correspondantes de 1974. » Au 1<sup>er</sup> janvier 1976, on estime que le carnet de commandes des industries

électriques et électroniques est moins important qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1975, et les premières semaines de 1976 n'ont pas marqué de renversement de tendance. Bien au contraire.

« Pour les six prochains mois, nous ne sommes pas pessimistes. Il y a encore de nombreuses affaires en cours qui devraient déboucher sur des contrats. Mais, pour les derniers mois de l'année et pour 1977, à part quelques grosses commandes, nous nous attendons à une baisse sensible. »

Pourquoi ce ralentissement ? Les explications varient, selon les interlocuteurs et les secteurs. Les principaux acheteurs de biens d'équipement (surtout pour les gros matériels) ont été, ces dernières années, les pays en voie de développement, notamment les pays producteurs de pétrole. Or ces États ont réduit tous leurs plans de développement, au moment même où les mouvements extrêmes des monnaies (lire, livre, dollar) ont souvent pénalisé les industriels français.

Les entreprises estiment dans leur majorité que l'augmentation des salaires et des charges sociales a diminué leur compétitivité.

## SIDÉRURGIE : modeste amélioration



LE commerce extérieur des produits sidérurgiques est important : il représente près de 33 % en valeur et entre 25 % et 30 % en volume. Régulièrement excédentaire — les exportations, d'un montant de 7 millions de tonnes en 1975, l'ayant emporté de 1,2 million de tonnes — ce commerce extérieur donne lieu à des échanges de nature très différents.

La France importe essentiellement des produits finis en acier courants en provenance des pays de la Communauté européenne (C.E.C.A.), tandis que ses exportations se répartissent à peu près également entre cette même C.E.C.A. et les pays tiers (Amérique latine, Scandinavie, Moyen-Orient).

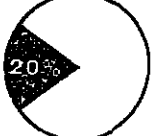
En 1975, les expéditions les plus affectées ont été celles à destination des pays tiers.

les prix subissant une baisse vertigineuse de 40 % à 50 %.

Au seuil du printemps 1976, les sidérurgistes ont noté une modeste et timide amélioration des ventes sur les pays tiers. La reprise ne porte encore que sur les produits plats (tôles minces) destinés soit à l'automobile, soit à l'électro-ménager. La conjoncture reste mauvaise pour les tôles lourdes destinées aux équipements lourds.

Cette situation reflète assez fidèlement celle de l'économie mondiale, où la consommation est répartie la première, les biens intermédiaires et les biens d'équipement devant théoriquement prendre le relais. Les producteurs d'acier tablent, raisonnablement, sur une accentuation du mouvement jusqu'à la fin de l'année.

## PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : optimisme



APRÈS avoir diminué de 3 % en valeur en 1975 (35 480 millions de francs, contre 36 867 millions de francs en 1974), les exportations du secteur agro-

alimentaire devraient progresser, selon les premières estimations, de 5 à 10 % cette année.

Les céréales sont, pour des raisons climatiques, le secteur où toute prévision est fragile. Traditionnellement, les ventes de grains à l'étranger représentent le quart des exportations françaises agricoles. Or cette proportion n'est plus que du cinquième (7,56 milliards de francs ; — 30 % par rapport à 1974) en raison non seulement de la production de maïs, mais des perturbations monétaires qui ont faussé le jeu des restitutions à l'exportation. En 1975, compte tenu de l'augmentation des embavements, quelque 20 millions de tonnes de céréales pourraient être disponibles à l'exportation. Au prix du marché actuel, cela pourrait représenter plus de 10 milliards de francs.

Une progression des ventes de l'ordre de 15 % pourrait également être réalisée dans le secteur des vins et spiritueux. Les commandes étrangères avaient fortement baissé en 1974 et 1975 respectivement de 14 % (3 milliards de francs) et de 4 % (2,9 milliards de francs). Les achats ont recommencé au dernier trimestre de 1975. Les champagnes ont été les premiers bénéficiaires de cette reprise, qui s'est étendue aux bourgognes et aux bourgognes, dont les prix sont redevenus plus accessibles après les sommets de 1973. Toutefois, les négociants ont remarqué que le rapport qualité-prix était désormais favorable aux crus des Corbières ou du Rhône lorsque les cours sont trop élevés dans les régions « nobles ».

Un secteur, peu sensible aux caprices climatiques, devrait reprendre une progression interrompue en 1975, celui des conserves. Autres produits en progression probable : les fromages (1 739 millions de francs en 1975 + 5 %); les viandes de volailles et les abats.

En revanche, un tassement des ventes est à craindre en ce qui concerne les animaux vivants. Les exportations ont atteint 2 467 millions de francs en 1975 (+ 53 %), grâce à la reprise des achats massifs de jeunes bêtes par l'Italie.

« L'avenir est incertain », estiment les industriels laitiers en ce qui concerne le beurre, dont le tonnage exporté a régressé de 14 000 tonnes (— 2 % en valeur) et la poudre de lait (— 28 % en valeur). Ils craignent que l'évolution de la réglementation communautaire n'aggrave la concurrence des autres pays de la C.E.E.

## CHIMIE : un léger progrès encore peu significatif

LES exportations françaises de produits chimiques, qui, pour la première fois depuis trente ans, avaient fortement baissé en 1975 (11 % en valeur et 16,8 % en volume) reprennent. Mais l'ampleur du mouvement est

faible et les courants commerciaux ne se rétablissent pas, loin s'en faut, sur tous les marchés.

La situation varie selon les entreprises en fonction de leur activité dans telle ou telle branche. La demande de

grands intermédiaires chimiques (éthylène, propylène, benzène) s'accroît. Mais les entreprises productrices, comme C.A.F. Chimie, se refusent à formuler le moindre pronostic. Certaines matières plastiques, tels le polystyrène expansé et le polypropylène, font l'objet d'une demande plus active en Europe de l'Ouest et de l'Est, au Proche-Orient et au Canada. Mais la situation de ces produits à la grande exportation reste peu brillante, en Extrême-Orient surtout.

Les ventes de polyéthylène basse densité, qui avaient un peu repris en décembre 1975, restent stables avec des prix, qui continuent à se dégrader. Stabilité également, après une légère augmentation en fin d'année, des exportations de polystyrène et de PVC, mais avec une tendance à une augmentation des prix. Le commerce des produits pharmaceutiques se développe normalement.

En ce qui concerne les textiles chimiques durement concurrencés par les produits des pays de l'Est, la situation est toujours assez mauvaise, bien qu'une très légère reprise semble se manifester.

D'une façon générale, l'amélioration constatée un peu partout en décembre s'est maintenue en janvier et en février, et le niveau des ventes à l'étranger est légèrement supérieur à celui atteint en 1975 à pareille époque. Mais dans presque tous les cas, les variations ne sont pas réellement significatives, dans la mesure où l'on ignore si le phénomène résulte d'une reconstitution des stocks ou d'une véritable reprise de la consommation. Les industriels restent fort prudents. Après une étude effectuée en janvier par l'I.N.S.E.E., 35 % des entreprises chimiques interrogées estiment que leurs carnets de commandes à l'exportation étaient normalement garnis, mais 63 % qu'ils étaient peu.

## TEXTILES : éclaircie après une année catastrophique



« POUR les exportations, l'année 1976 sera meilleure que l'an passé... ce qui n'est pas difficile », dit-on à l'Union des industries textiles. Après une année 1975 catastrophique pour l'ensemble du secteur textile et confection (quel que soit le produit ou la destination, les exportations ont pratiquement partout reculé), l'amorce de reprise qui se note sur certains marchés étrangers, États-Unis et Allemagne, laisse penser que le creux de la vague est désormais dépassé.

Dans l'immédiat, les signes encourageants demeurent cependant faibles et très variables d'une branche à l'autre. Si les commandes de tissus de coton et de synthétiques s'améliorent sensiblement, le redressement des carnets d'ordre de la bonneterie et de la confection féminine reste lent. L'industrie lainière ainsi que la confection masculine se bornent à constater une stabilisation de leurs commandes à un niveau très bas.

Aussi les prévisions pour l'ensemble de l'année sont-elles incertaines. Seule la confection féminine escompte un redémarrage notable de ses ventes à l'étranger au second semestre, la première partie de l'année restant médiocre.

Les estimations des industriels sont d'autant plus prudentes que la baisse de la lire et de la peseta vis-à-vis du franc et la hausse continue de leurs prix de revient ont gravement compromis la compétitivité de leurs produits vis-à-vis de leurs principaux concurrents. « La reprise risque de tourner court si la compétitivité de nos produits français continue de se dégrader », estime le Centre textile de conjoncture industrielle. Les industriels le reconnaissent : l'ailleur volontiers, mais affirment qu'ils « ne voient pas du tout comment résoudre le problème », dans la mesure où celui-ci est lié en grande partie à l'évolution des parités monétaires.

## L'IRRIGATION et la PRODUCTIVITÉ dans l'AGRICULTURE

Les toutes récentes techniques d'irrigation vont permettre à nos agriculteurs d'améliorer leur productivité. Une journée internationale d'étude va dès demain 9 mars rassembler les meilleurs spécialistes du sujet dans le cadre du Salon International de la Machine Agricole, qui se tient en ce moment à la porte de Versailles. Les installations et les matériels d'irrigation modernes, pour atteindre les performances actuelles, font largement appel à l'énergie électrique ainsi qu'aux processus d'automatisation et d'asservissement utilisant des technologies électroniques éprouvées. De nombreuses grandes exploitations agricoles du sud-ouest de la France produisent le plus souvent du maïs ont fait appel, pour l'équipement électrique, la programmation de leurs machines et de leurs ensembles complets, à la Société FORCLUM.

La dimension et la compétence de cette entreprise ont garanti la réussite de réalisations importantes. Les douze dernières installations, étudiées principalement dans le département de la Gironde, ont permis au total 5 750 hectares de cultures. Certaines rampes d'arrosage à alimentation électrique atteignent jusqu'à 72 m de rayon et peuvent irriguer 100 ha à l'aide d'un seul appareil en marche automatique. Des robots possèdent des cycles d'arrosage entièrement programmés. Ces travaux représentent l'installation de 12 195 kVA distribués par 88 postes. La Société FORCLUM est intervenue dans ces réalisations en concevant et en mettant en œuvre les armatures électriques, les démarrages des moteurs de pompes, les automatismes pour les équipements programmés et les alimentations générales.

Société FORCLUM  
Centre d'Ateliers Paris-Nord  
Bâtiment Ampère N° 1, B.P. 201  
92133 LE BLANC-MESNIL Cedex  
Tél. : 931-42-41.

**COLIS FAMILIAUX  
HUILE D'OLIVE**  
VIERGE EXTRA « OLIVOLI »  
Produit naturel  
de l'olive fraîche  
Garantie extraite par  
PREMIÈRE PRESSION A FROID  
et clarifiée par simple  
décantation et filtration  
FRANCO DE PORT  
A PARTIR DE 5 LITRES  
Demandez Documentation  
gratuite N° 9 à la :  
STE PROVENCALE OLEICOLE  
13 — SALON-DE-PROVENCE

**VIEN DE PARAÎTRE**

la chimie dans le monde : 1975, les faits marquants

**une grande enquête : la chimie française**

**300 USINES**

implantations - moyens

consommations-productions et les

**300 PRINCIPAUX FOURNISSEURS**

matériaux - procédés - produits

**650 PAGES**

**55 Francs**

☐ Je commande votre numéro SPECIAL USINES et règle ci-joint 55 F.

☐ Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre revue nom et adresse : .....

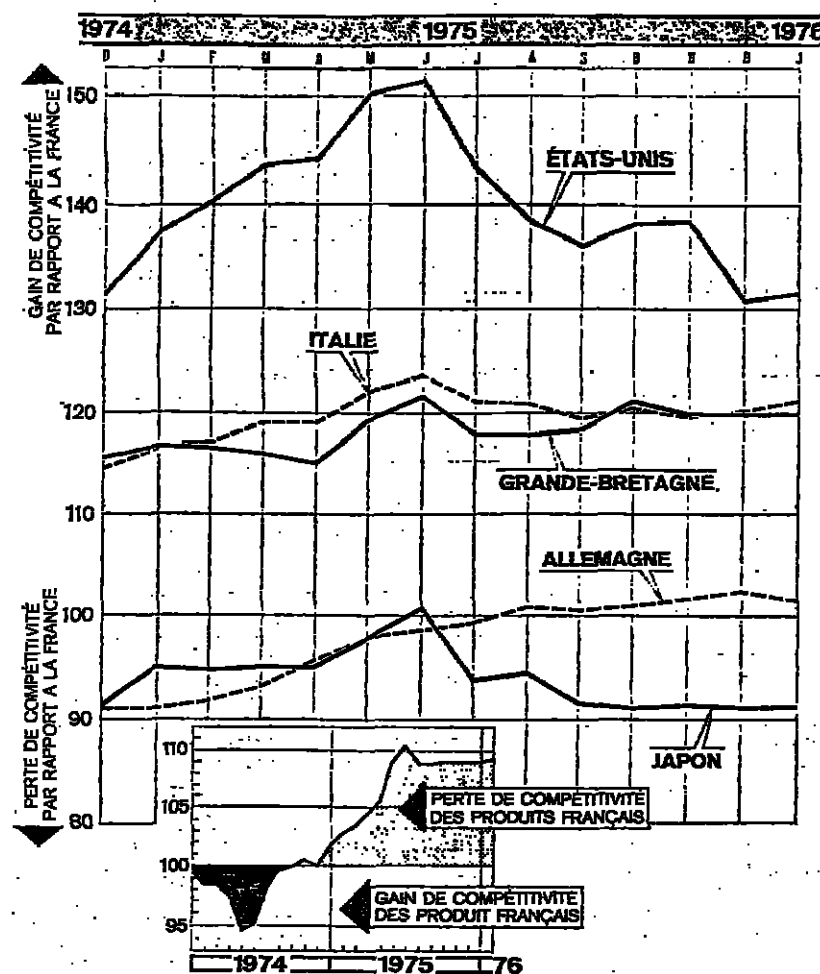
retourner à : **INFORMATIONS CHIMIE**, 5, rue Jules Leleuvre - 75003 Paris  
tél. 874.53.70 - telex : edisete 650 886 F

صوتنا من العالم



## plus vive

### LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUITS FRANÇAIS S'EST DÉGRADÉE DEPUIS OCTOBRE 1974



### Une politique plus réaliste du commerce extérieur

(Suite de la page 23.)

De la comparaison avec les sept pays, il ressort que ce sont les produits américains, italiens et britanniques qui ont évolué plus favorablement que les produits français. C'est ainsi en juin dernier que leur compétitivité a été la plus forte, l'indice étant situé à 151,4 pour les États-Unis, à 123,9 pour l'Italie et à 121,7 pour la Grande-Bretagne. Cette évolution traduit les effets de la dépréciation du dollar, de la livre et de la monnaie fédérale, la position française étant favorable jusqu'en juillet 1975. L'indice de la zone de l'Est ne donne qu'une idée de la compétitivité française. Cependant, pour le ministre du

commerce extérieur, la France ne se trouve pas à l'heure actuelle dans une position plus désavantageuse que ces principaux partenaires. Aux termes d'une déclaration prononcée de M. Raymond Barre, « la hausse des prix relatifs français sur les marchés étrangers n'excède pas la marge résultant de la dévaluation de 1969 ». Pour certains experts officiels, le problème du commerce extérieur français ne se situe pas non plus aujourd'hui du côté des prix, qui — sans accident — ne devraient pas entraîner de difficultés excessives. En revanche, la situation financière, très mauvaise, des entreprises paraît les mettre, à leurs yeux, en position défavorable pour un développement de leurs ventes à l'étranger.

Malgré une hausse de la parité du franc de 9 % en 1975 par rapport aux monnaies fortes du « serpent », les exportations n'ont dans un climat de contraction du commerce mondial, diminué en volume que de 4 %, tandis que, pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., elles ont régressé en moyenne de 5,5 %. Il n'en reste pas moins que la marge donnée par la dévaluation de 1969 est mangée, alors même que, selon M. Barre, la « dépréciation accélérée et anormale de certaines monnaies » — comme surtout la lire, mais aussi la peseta — présente de « graves inconvénients ». Dès lors, étant donné que la France ne peut plus se permettre de taxonomiser, un examen attentif et réaliste de la place du commerce extérieur paraît s'imposer.

MICHEL BOYER.

## L'État voudra-t-il et pourra-t-il contrôler le nouveau groupe pétrolier Elf-Aquitaine ?

COMMENT les pouvoirs publics vont-ils contrôler le nouveau groupe pétrolier français issu de la fusion de l'ERAP (Entreprise de recherche et d'activités pétrolières), établissement public, et de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) ? L'ERAP sera-t-elle maintenue et, dans ce cas, ne constituera-t-elle pas un « écran » entre l'État et la nouvelle entité, la Société nationale Elf-Aquitaine ? Ou est le droit ? Telles sont les questions — dont certaines sont paradoxales — que l'on se pose à propos de ce projet de fusion. Au moment où cette fusion a été autorisée par le gouvernement (le 9 décembre 1975), tout a été fait pour rassurer les actionnaires privés de la S.N.P.A., seuls ceux-ci, de par les statuts, auront le droit de voter lors de l'assemblée

générale extraordinaire qui devra ratifier en juin la nouvelle organisation du groupe (voir ci-dessous) ; effarouchés, ils pourraient faire capoter le projet.

Mais ce souci de ne pas les effrayer avait laissé entière la question du rapport entre l'État et le nouveau groupe. Cette question fait l'objet de tractations entre l'administration et l'équipe de M. Guillaumat, l'actuel P.-D.G. du groupe. Une note de M. G. Ramel, chef de la mission de contrôle des entreprises pétrolières (1), montre une certaine résistance de l'équipe en question au contrôle de l'État. Elle jette en outre une lumière crue sur la façon dont les choses se passent dans la

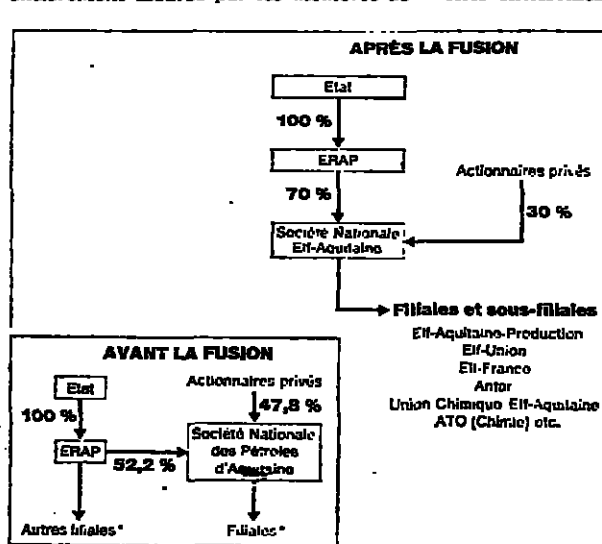
problème est d'abord celui de la composition du conseil d'administration de la nouvelle entité, la Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.). C'est elle qui constituera le centre de décision, et non pas l'ERAP, dont on apprend que sa « survie » est « peut-être temporaire » — ce qui n'avait été dit nulle part. M. Ramel va même jusqu'à écrire que l'ERAP « ne paraît avoir été maintenue que pour des considérations d'opportunité ». Mais pour comprendre ces considérations, il faut d'abord examiner le problème du conseil d'administration de la nouvelle société et de son contrôle.

Dans la S.N.P.A., société de droit privé, où l'État, par le truchement de l'ERAP, détient 52,2 % du capital, le conseil est ainsi composé : sept membres siégeant au nom des intérêts publics (le président, un représentant du ministère de l'économie et des finances, cinq représentants des entreprises publiques, dont quatre venant de l'ERAP) ; quatre membres venant du secteur privé (Rhône-Poulenc, Banque de Paris et des Pays-Bas, Compagnie française des pétroles, Total-Compagnie française de distribution) ; un douzième, M. Bloch-Lainé, siège à titre personnel après avoir représenté le Crédit Lyonnais.

« Dans le souci légitime, écrit M. Ramel, de ne pas provoquer trop de remous au moment où se commencent les phases délicates de la mise en place des nouvelles structures, M. Guillaumat souhaite que le conseil de la S.N.E.A. soit composé à l'image de celui de la S.N.P.A. à peine modifié. »

Toutefois, remarque le chef de la mission de contrôle, la participation des intérêts publics dans la S.N.E.A. sera de 70 %, « ce qui devrait avoir théoriquement pour effet de porter de sept à neuf le nombre des représentants de l'État ou des établissements publics ». Mais on y a par avance renoncé, puis-que l'ERAP, comme on le sait, a décidé de ne pas exercer son droit de vote, dans la nouvelle société, au-delà de son taux

actuel de participation (52,2 %) dans la S.N.P.A. M. Ramel en prend acte, mais il n'en pose pas moins le problème de la « qualité » des représentants des intérêts publics. Dans l'actuelle S.N.P.A., note-t-il, la représentation des intérêts publics — majoritaires — est presque entièrement assurée par les membres de



Les principales autres filiales actuelles de l'ERAP sont ELF-R.E. (à 100 %), Anzerm (à 100 %), ELF-Union (à 99 %), SOCAP et SOVAP (à 100 %). Elles sont contrôlées par des contrôleurs d'État, du fait du très haut pourcentage de la participation des capitaux publics. Ce n'est pas le cas pour la participation des capitaux publics dans les filiales de l'ERAP à l'étranger, où pourtant la participation publique est très forte.

l'état-major du groupe Elf-Aquitaine lui-même, le ministère de l'économie et des finances n'étant représenté — et encore depuis une date récente seulement — que par le seul directeur général de la compagnie et de son prix, celui (du ministère) de l'industrie et de la recherche ne l'étant pas, celui des affaires étrangères pas davantage.

### « Cette situation n'est pas normale »

« La composition du conseil de la S.N.P.A. », ajoute M. Ramel, paraît s'expliquer par des motifs historiques ou par des considérations personnelles plutôt que par des raisons logiques ou un quelconque souci de l'équilibre. A vrai dire, en dépit de l'importance de l'entreprise, la première du groupe autour de laquelle il va se réorganiser, les pouvoirs publics ne semblent jamais avoir attaché une attention particulière à son conseil d'administration (...). Dans la mesure où le centre de décision du groupe sera le conseil de la S.N.E.A., et non celui de l'ERAP (...), cette situation n'est sans doute pas normale. »

Cependant, M. Guillaumat « n'envoie », pour l'instant, que la nomination au conseil d'un représentant de l'industrie et de la recherche, ministère de tutelle de l'entreprise, pour équilibrer la représentation du ministère de l'économie et des finances. D'autre part, « M. Guillaumat souhaite que M. Bloch-Lainé soit remplacé, au conseil, par M. Lauré, président de la Société générale ; M. Desmarais (C.F.P.) par M. Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française ; que

M. Morin, directeur général adjoint de la Banque de Paris et des Pays-Bas, demeure au conseil. Il s'interroge, apparemment, sur la représentation de la C.F.P. et celle-ci continue à figurer son portefeuille d'actions de la S.N.P.A. »

Dans le schéma de M. Guillaumat, il y aurait donc, sur douze sièges, huit sièges pour représenter les intérêts publics. Et sur les huit, trois — non compris le président — seraient dévolus à l'ERAP. « Mais, remarque M. Ramel, il ne faut pas se dissimuler, si l'on retient cette dernière hypothèse, qu'elle ne satisfait pas le ministère de l'industrie et de la recherche, qui voudra, de son côté, être mieux représenté — peut-être par le délégué général à l'énergie — et moins encore le ministère des affaires étrangères. » Aussi M. Ramel suggère-t-il de réduire les sièges des représentants de l'ERAP de trois à deux, pour faire une place à un représentant supplémentaire du ministère de l'économie et des finances ou du ministère de l'industrie et de la recherche.

M. Guillaumat a beau assurer que « le problème a moins d'importance qu'il n'y paraît, tout au moins tant que l'ERAP subsiste », M. Ramel insiste. Pour lui, « c'est à la composition du conseil d'administration de la S.N.E.A. qu'il faut veiller avec plus de soin qu'on ne l'a peut-être fait, dans le passé, pour celui de la S.N.P.A. ».

Voilà donc quelles sont les suggestions de part et d'autre pour ce conseil d'administration. Il apparaît clairement que dans l'esprit de M. Ramel il ne faut pas confondre l'ERAP avec l'État et qu'il faut inscrire la participation de ce dernier au processus des décisions du nouveau groupe.

Comment l'État va-t-il maintenant contrôler l'application de ces décisions ? La S.N.P.A. ayant été considérée comme « société d'intérêt public », le gouvernement avait pris l'habitude de désigner auprès d'elle deux commissaires chargés de défendre « les droits de l'État ». Il en est de même pour la Compagnie française des pétroles, rappelons-le. Cette organisation du contrôle est-elle satisfaisante ? M. Guillaumat le pense et souhaite qu'elle soit « simplement transposée dans le cadre de la société nationale Elf-Aquitaine. Les statuts de la S.N.P.A. n'ayant pas été modifiés sur ce point, ni d'ailleurs sur aucun autre, en dehors du changement d'appellation de la société. »

« Cette position est sans doute la plus sage, tout au moins pendant la période de mise en route des réformes de structure du groupe », approuve M. Ramel.

Cependant, estime M. Ramel, à plus ou moins long terme, il faudra trouver une autre solution, surtout si l'ERAP disparaît. « L'industrie pétrolière, explique-t-il, constitue désormais un secteur particulièrement sensible à l'op-

nion publique. On ne pourra sans doute pas longtemps maintenir la plus grande entreprise publique de ces secteurs hors du contrôle de l'État alors que celui-ci s'exerce sur quantité d'entreprises ou d'organismes dont beaucoup ont récemment insignifiants. »

Le passage suivant de la note est à citer entièrement, tellement il est significatif du rapport de forces qui existe entre le contrôleur et le contrôlé :

« Sans doute a-t-on assuré jusqu'ici, tant bien que mal, le contrôle des pouvoirs publics en désignant le chef de la mission de contrôle comme commissaire au gouvernement (S.N.P.A., ELF-R.E., ELF-UNION, UCEA, SOCAPANTAR). Considérant que l'appellation de chef de mission n'avait pas de sens si celle-ci se limitait à une seule personne, qui risquait d'être dépassée par sa tâche, j'ai pu obtenir de M. Guillaumat, dès sa nomination, l'un dernier, d'être assisté de M. Gaben — ou de tout contrôleur d'État qui serait ultérieurement affecté à la mission. — qui a eu ainsi accès aux documents et aux conseils d'ELF-R.E. et d'ELF-UNION, ou comité spécial et au comité d'administration. »

« Je n'ai pas pu l'obtenir pour la S.N.P.A., UCEA et SOCAPANTAR — ni, évidemment, pour ATO, où je ne siège moi-même au conseil de surveillance qu'à titre précaire, le président de l'ERAP ayant estimé qu'il n'était pas la S.N.P.A. à propos de ses fonctions de commissaire du gouvernement de la C.F.P. »

Pour la S.N.E.A., conclut M. Ramel, « il est nécessaire que le commissaire du gouvernement soit assisté du contrôleur d'État de la mission, ce qui n'est pas le cas, je le rappelle, pour la S.N.P.A. Il est également nécessaire que la même disposition soit prise pour les filiales de la S.N.E.A. (ELF-R.E., ELF-UNION, SOCAPANTAR, UCEA, SANOFI) ». « M. Guillaumat, ajoute-t-il, m'a donné son accord sur ce point. » Mais comment faire, puisqu'il s'agit de sociétés de droit privé ? Un des responsables de l'ERAP envisage de « faire adopter » (le dispositif) par le conseil d'administration de la S.N.E.A. — et, sans plus attendre, par celui de la S.N.P.A. — sans la soumettre à l'assemblée générale, pour éviter toute publicité. Cette solution, sans être inéluctable, n'offre cependant pas plus de sécurité juridique que toute autre. Elle pourrait, dans l'avenir, être annulée par une décision contraire du conseil d'administration. Au demeurant, il n'appartient pas à la société de se prononcer sur l'organisation du contrôle des pouvoirs publics.

Alors la solution pourrait consister en « une lettre commune du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'industrie et de la recherche, adressée au président de l'ERAP, qui précéderait que le contrôle de l'État sur la société nationale Elf-Aquitaine et sur ses filiales serait exercé par les deux commissaires du gouvernement de la S.N.P.A. assistés du contrôleur d'État de la mission de contrôle des entreprises pétrolières. »

Cette lettre sera-t-elle envoyée avant ou après l'assemblée de juin ? Dans le premier cas, sera-t-elle publiée avant ou après juin ? Quelle est sa valeur juridique ? L'État peut-il se contenter pour le nouveau groupe de commissaires « assistés » d'un contrôleur ? Cette assistance a-t-elle une existence légale ?

Si la lettre est envoyée ou publiée après l'assemblée de juin, les actionnaires privés ne seront-ils pas en droit de se plaindre que l'on a ainsi changé à posteriori les statuts de la société ? D'autant qu'une telle modification, qui demande la majorité des deux tiers, ne peut se faire sans leur accord, puisque l'ERAP a renoncé par avance à exercer son droit de vote au-delà de 52,2 %.

PHILIPPE SIMONNOT.

(1) Contrôle exercé sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances.

**UNE MONNAIE POUR L'EUROPE**  
LEUOSTABLE

Jacques RIBOUD

Editions de la RPP

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE  
DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OFFICE DES ROUTES APPEL D'OFFRES N° 0337/76/TPAT/OR

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE DE MATÉRIEL ROUTIER ET DE VÉHICULES AUTOMOBILES DIVERS

AVENANT N° 1

#### 1) OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Les quantités mentionnées à l'appel d'offres précité sont modifiées comme suit :

- |   |   |
|---|---|
| LOT 1 : 28 miveleuses au lieu de 21.                          | 14 camions à benne fixe au lieu de 6 ;          |
| LOT 2 : 9 bulldozers au lieu de 6 et 1 excavateur (inchangé). | 15 camions-citernes à eau au lieu de 10 ;       |
| LOT 3 : 13 chargeurs au lieu de 10                            | 6 camions-citernes à gasoil au lieu de 4.       |
| LOT 4 : 6 unités mobiles de graissage au lieu de 4.           | LOT 6 : 31 pick-up au lieu de 22.               |
| LOT 5 : 82 camions à benne basculante au lieu de 62 ;         | LOT 7 : 5 camions atelier au lieu de 4.         |
|   | LOT 8 : 13 caravanes de chantier au lieu de 11. |

#### 3) DATE LIMITE POUR LES SOUMISSIONS.

Les soumissions devront parvenir à l'Office des Routes au plus tard le 5 mai 1976 à 10 heures locales.

#### 5) OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, en la salle de conférences de la direction générale de l'Office des Routes, bâtiment situé avenue ex-Desamps à Kinshasa-Gombe, le 5 mai 1976 à 10 heures locales précises.

Les autres stipulations reprises à l'appel d'offres précité demeurent inchangées.

OFFICE DES ROUTES

## LIVRES

## LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

François Gendrand

L'INFORMATION  
DANS L'ENTREPRISE  
POURQUOI ? COMMENT ?Préface d'Oly Collet.  
Postface de J.B. Eggen.

Le meilleur ouvrage, sans doute le plus complet, paru sur cette question brûlante, l'information étant, ici comme ailleurs, la clef de la démocratie. Les multiples aspects sont étudiés : information ascendante, latérale contre le cloisonnement, descendante de diverses sortes, visite et connaissance de l'entreprise, etc. Les informations à donner au personnel font l'objet d'un développement spécial, dans les cas où il s'agit de « mauvaises nouvelles » (situation critique de l'entreprise), ou simplement d'un important changement en vue. Le mot *rumours*, si troublant, revient souvent dans l'exposé. Dans le même ordre d'idées, une attention particulière est accordée aux enquêtes d'opinion. Et, par l'« information-contestation », nous faisons un pas supplémentaire.

Loin d'être une pure création imaginative et confortable, l'ouvrage décrit de nombreuses expériences réalisées, par exemple celle des fromageries Bell dans le Jura. Il n'y a pas que des réussites, bien entendu, mais tout échec a valeur de lumière.

Sont également mentionnées, trop brièvement peut-être, les attitudes d'organismes intéressés, C.N.P.F., syndicats. Encore que prudente, celle de la C.F.D.T. est plus affirmée que celle de la C.G.T. Mentionnons enfin des extraits du rapport Sudreau.

Bibliographie critique.

\* Paris 1975. Les Editions d'Organisation. 23 cm. 328 p., 24 F.

André Piettre

LES GRANDS PROBLÈMES  
DE L'ECONOMIE  
CONTEMPORAINE

I. — Où va le capitalisme ?

A l'opposé de tant d'ouvrages économiques, dont les auteurs semblent appliquer la devise célèbre : « Pourquoi faire simple, alors qu'on peut être compliqué ? », l'auteur des *Trois Ages* présente, de façon claire, la marche du capitalisme, son état actuel, ses difficultés aussi, nous annonçant

bien qu'il ne s'agit pas de théorie, mais de réflexions. Dans ces tableaux défilent les figures de notre temps, Beveridge, Phillips, Rost, etc. A l'épreuve des citations, Marx l'emporte sur Keynes par douze à dix et Proudhon est loin. Partout se manifeste le souci de ne heurter ni les hommes ni les événements.

Peut-être les pages sur l'inflation méritent-elles le plus d'attention, en raison de la divergence des opinions à ce sujet.

L'indexation et le rythme volontaire à la brésilienne sont vus avec bienveillance.

Dûment signalé, le refus du travail manuel n'a cependant pas reçu toute l'attention que lui valent son accentuation d'année en année et la désaffection actuelle vis-à-vis de la souape que constituent les travailleurs étrangers. La multiplication des emplois non manuels, sans nécessité, est attribuée à la loi de Parkinson sans mention de la pression intense exercée sur les services publics et les entreprises. Et, de même, la loi Royer, bien commentée, eût gagné à voir éclairer ses causes.

« Mondialisation des principes et impérialisme (surtout monétaire) des puissances », accentuation d'une qualité plus politique que sociale, éducation sacrifiée à l'instruction, etc. autant de formules claires, à l'appui d'une documentation rarement prise en défaut. La répartition des revenus eût mérité cependant plus que le tableau, sobre et sans signification, de la comptabilité nationale.

Des passages d'humour aussi, le champ du sourire est large.

Un second volume portera sur les pays socialistes et les pays non alignés.

Excellent rapport, recommandé aux profanes et même aux spécialistes pour mettre leurs idées en ordre.

\* Paris 1975. Editions Cujas. 21 cm. 340 p., 48 F.

Gérard Grellet (sous la direction de)

NOUVELLE CRITIQUE  
DE L'ECONOMIE POLITIQUE

Textes de G.-C. Harcourt.

G. Grellet, J. Robinson, A. Bhaduri.

P. Garegnani, L. Pasinetti et M. Nuti.

Avant-propos de Christian Schmidt.

D'EUX ouvrages importants, signale le préfacier, portent en sous-titre « Critique de l'économie politique » : celui de Marx et celui, contemporain, de Piero Sraffa, « La Production de marchan-

dises par les marchandises », heureux retour au réel. L'introduction de Gérard Grellet, revue par Joan Robinson, s'en prend aux contradictions de l'école classique, étiquetant le raisonnement de Walras, conçu pour les dissiper, et cherche une alternative à la théorie néo-classique, autrement dit, une théorie plus satisfaisante.

Les auteurs des articles (tous traduits de l'anglais) manifestent quelque insatisfaction de ce qui a été fait et de ce qu'ils font eux-mêmes. Le phénomène le plus concret, dit du « retour des techniques », semble moins général qu'il n'est suggéré.

Ces divergences, à l'intérieur même de l'école cambréigienne conduite par J. Robinson et P. Sraffa, doivent-elles être attribuées à l'imprécision des définitions et des concepts ou à l'absence de religion ? La physiocratie et le marxisme initial ont échappé à cette confusion qui semble suggérer un retour à la source, un nouveau départ. Mais, est-il chose plus difficile que d'oublier ? Curieux et préoccupant.

\* Paris 1975. Calmann-Lévy. 21 cm. 251 p., 39 F.

Jean-Paul de Gaudemar

MOBILITÉ DU TRAVAIL  
ET ACCUMULATION DU CAPITAL

DANS cette collection marxo-classique, sous la direction de Charles Bettelheim (cabinet 28 d'Economie et Socialisme), ce traité mérite une place de choix par l'originalité du sujet, la maîtrise de son auteur, son souci constant de nous mener au spectacle et de nous instruire.

Que la mobilité, spatiale ou autre, s'accorde avec la conception la plus classique de l'économie n'a jamais été remis en question. Le cheminement, depuis Cantillon et découvert à chaque génération, aux deux pôles Marx et Walras, n'en présente pas moins un vif intérêt.

Le grand problème de toute économie en mouvement : faut-il déplacer les hommes ou les choses ? est en outre vu surtout sous l'angle marxiste et d'une façon beaucoup moins brutale, naturellement, que l'interrogation précédente. Les subtilités se succèdent, s'entrelacent et s'opposent, étirant leur plus haut point lors de la contradiction triangulaire entre Marx, Rosa Luxemburg et Bauer, les deux derniers divergeant sur la façon correcte de critiquer le maître. Malheureusement, avant de pénétrer dans le domaine contemporain, nous n'échappons pas aux simplismes courants sur la machine et l'emploi.

Lénine ne pouvait pas ne pas être frappé par l'afflux de travailleurs polonais en Allemagne, qui obligeait à revoir de plus près la création continue de l'« armée de réserve » des travailleurs. Du reste, tout au long de l'ouvrage, apparaît le manque de connaissances démographiques chez tous les auteurs, fruit de la violente réaction contre Malthus.

Nous regrettons de ne pas voir une suite jusqu'à nos problèmes actuels. La critique incidemment formulée contre le marxisme « officiel » du parti communiste français aurait gagné à être étoffée, concrétisée, appliquée aux migrations contemporaines de travail dans le monde capitaliste et dans l'Europe socialiste à la lueur des tentatives en cours en R.D.A.

De façon générale, faut-il s'étonner de voir l'expérience tenir si peu de place, cette génieuse, cette indésirable n'étant guère mieux vue dans les traités de l'autre bord ?

En somme, nous avons, tout au long de l'ouvrage, l'impression de nous trouver devant d'excellents moteurs, logiques à souhait, mais ne subissant pas l'épreuve périlleuse de la mise en marche. Ne parlons pas, bien entendu, du seul critère des théories économiques, la cruauté prévision.

Une bibliographie sélective et variée complète ce travail de grande portée, nourrissant sans être jamais indigeste.

\* Paris 1975. Editions P. Maspero. 24 cm. 272 p., 50 F.

Louis Périellier

## LA PATRIE PLANÉTAIRE

« UNE seule terre » a été la devise de la grande conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972, mais, avant cette année-là, et dès la création des Nations unies, des propositions ont été formulées en faveur d'un gouvernement mondial. C'est l'objectif présenté dans cet ouvrage, qui donne une large place aux questions économiques. Si personne ne conteste la générosité d'un tel projet, si bien peu s'y opposent ouvertement, il reste à trouver les moyens de cette fin.

Le double appel à la sensibilité et à la raison, voire à la prévoyance vitale, est largement lancé, mais de sérieuses réserves peuvent être formulées sur l'efficacité des arguments utilisés. On peut se demander, en particulier, s'il est opportun de célébrer les deux rapports au club de Rome, dont l'aspect scientifique prête tant à contestation. Une fois de plus sevit le triple prestige des Etats-Unis, de l'outil mathématique et de l'ordinateur. En particulier, le calcul évoqué des millions de morts en Asie du Sud, dans le deuxième rapport, est affligeant. Par contre,

les travaux, combien plus aérés, de l'université du Sussex ne sont pas cités. Publicité... Il n'était pas davantage utile de reproduire la légende des centaines de milliers de morts dans le Sahel, créée par la seule rumeur.

Sur un plan plus technique, nous retrouvons l'attachement au mirage des prix, qui s'est manifesté avec continuité depuis Babylone et Sumér. La C.E.E. a mieux vu la question que les organismes internationaux, en garantissant les recettes et non les prix. Enfin, une fois de plus, la partie démographique est superficielle.

Ces réserves faites, nous sommes plus à l'aise pour souligner le vertu du fond. Que nous ne puissions être « une île d'abondance dans un océan de pauvreté » devrait être affiché dans toutes les écoles, maisons et lieux publics. Du reste, les passages les plus convaincants concernent l'information et l'éducation, en vue de réduire la hauteur des murailles qui entourent l'Hexagone.

Vient enfin la dénonciation de l'illusion selon laquelle l'unité linguistique serait un préalable. Le pluralisme, est-il précisé, est recommandable. Un avis qui pourrait aller bien plus loin.

\* Paris 1975. Robert Laffont. 22 cm. 243 p., 39 F.

O.C.D.E.

PRODUITS  
NON CONVENTIONNELS  
POUR L'ALIMENTATION  
HUMAINE

MARCELIN BERTHELOT doit se redresser dans sa tombe en voyant l'influence croissante de la chimie sur l'alimentation, qu'il célébrait il y a moins d'un siècle. Laissons de côté la servile terminologie des organismes internationaux, précisons qu'il ne s'agit pas nécessairement de produits synthétiques, ne serait-ce que du fait du passage par l'animal. Parfois, au contraire, il s'agit d'éviter ce passage, si onéreux en termes de calories.

Le terme *ersatz* étant quelque peu dévalué, il s'agit aujourd'hui de *substituts* ou d'*analogues*, notamment pour le sucre et la viande. Le beurre a déjà, depuis longtemps, ses succédanés.

Bien que les préventions à l'égard de tels aliments « non naturels » soient bien moins vives aux Etats-Unis qu'en France, des précautions sont prises pour satisfaire le consommateur, par exemple pour limiter le craquement de la viande, ou donner le goût naturel par des aromates appropriés. De grands chefs de cuisine sont d'ailleurs appelés à juger ces fabrications. Il y a aussi des réussites en pâtisserie, dont nous ne sommes pas toujours avertis.

Quelles que soient les appréhensions, des progrès importants ont été accomplis : dans les hamburgers, si complaisants déjà, figurent aux Etats-Unis 25 à 30 % de protéines végétales. On produit d'ailleurs des viandes végétales à 100 %. Ces progrès, qui se manifestent en quantités et en prix, ouvrent de larges horizons. La récupération des feuilles, par exemple, représente la plus grande réserve de protéines.

La prédominance du soja sur l'urée (synthétique) et l'arachide, dans la production d'azote fourragère, nous confirme, après leur réussite céréalière, la puissance que les Etats-Unis sont en train d'acquiescer grâce à ces aliments.

Sans lyrisme, cet ouvrage que l'on eût aimé plus substantiel, notamment sur la fermentation des levures utilisant l'énergie du pétrole, nous laisse entrevoir, grâce à M. Lengellé, que le grand problème de la nourriture de l'humanité ne se résoudra pas uniquement dans les champs et les étables.

\* Paris 1975. O.C.D.E. 29 cm. 68 p., 12 F.

Frédéric Valensole

COMMENT VA PÉRIR  
L'OCCIDENT

DANS ces vies de « politique-fiction », selon l'expression même de l'auteur, nous voyons ce qui se passera dans moins de quatre ans, au moyen d'articles pastiches de divers journalistes ou écrivains, J. Dutourd, P. Gaxotte, A. Fabre-Luce, J.-F. Revel, R. Aron, etc., et aussi des textes du *Nouvel Observateur* (J. Daniel), ou de l'*Humanité* (anonymes). Dans ces anticipations, violemment anticomunistes, apparaît soudain, dans un éclair, la question du vieillissement de la population occidentale, qui aurait dû faire la moitié de l'ouvrage. Le contraste tragique est cependant mis en lumière entre ceux qui, voulant faire la société de demain, en négligent l'éternel essentiel et ceux qui se préoccupent de ce facteur vital tout en se tournant vers le passé.

La pétrole tient, bien entendu, une large place, avec fortes incidences politiques, tandis qu'est soulignée la nécessité, pour les pays pauvres, d'une large prospérité des pays riches, argument qui peut aller loin. Le manichéisme est-il la meilleure défense contre le Mal ?

\* Paris 1975. Editions de la Revue moderne. 22 cm. 172 p., 30 F.

Les costumes de chez Lanvin  
ou le bonheur d'être soi-même

UN GENTLEMAN britannique aurait, paraît-il, affirmé : « Il y a dans ma vie deux choses importantes : mes chaussures et mon lit, car lorsque je ne suis pas dans les unes, je suis forcément dans l'autre. » Monsieur Deschamps, maître-tailleur chez Lanvin, à qui je rappelais ce mot, me répondit qu'il lui paraissait étonnant d'avoir omis le costume dans lequel, bon gré, mal gré, un gentilhomme digne de ce nom passait tout de même la moitié de sa vie.

D'où, s'empresse-t-il de poursuivre, l'importance de son confort, de ses finitions...

En accord avec soi-même

Nous sommes rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans les

salons du premier étage. Un cadre tranquille et feutré propice à la conversation.

« Le confort, Monsieur, voilà une notion subtile. Bien sûr il y a la qualité, la souplesse de l'étoffe; bien sûr il y a la coupe, les doublures, les finitions... Mais il y a autre chose. Il y a cette harmonie fondamentale qui doit exister entre le costume et la personnalité de celui qu'il revêt, auquel il s'adapte. Mieux encore, qu'il reflète. C'est cela l'élégance, la vraie.

Mais trop de gens s'habillent en fonction de rigides équations : gris égale sérieux, brun égale sport, etc. Comment voulez-vous dans ces conditions qu'ils soient en accord avec eux-mêmes... »

Six maîtres-couturiers entourent M. Deschamps. Ce sont des seigneurs du métier. Ils peuvent vous proposer près de mille tissus dont certains rarissimes. Mais, rassurez-vous, ce n'est pas pour vous mettre dans l'embarras du choix. C'est pour que d'une part vous n'ayez pratiquement aucune chance de voir un autre costume de chez Lanvin, à plus forte raison d'ailleurs, semblable au vôtre; mais aussi pour pouvoir vous conseiller des étoffes qui correspondent exactement à ce que vous êtes. C'est la raison pour laquelle, chez Lanvin, on doit vous entendre parler de vous - même si vous n'aimez pas cela. Car on a besoin de vous connaître.

Vos étoffes choisies, vos mensurations prises, votre costume devient l'affaire d'une soixantaine de personnes. Les coupeurs d'abord, qui taillent l'étoffe, les apiqueurs qui montent le costume, les finisseurs, qui s'occupent des doublures, des boutonsnières, des ourlets...

Au fil de crin, au fil de soie, ils cousent à la main des milliers et des milliers de petits points. Qui songerait aujourd'hui que, pour un seul costume, quatre-vingts à cent heures de travail sont nécessaires ?

« On ne quitte pas Lanvin ! » A l'un de ces hommes, employé dans la maison depuis près de trente ans et à qui je demandais s'il n'avait jamais eu envie de changer, je m'entendis répondre : « Mais, Monsieur, on ne quitte pas Lanvin ! »

« Voyez-vous, me dit M. Deschamps tandis que nous sortions de l'atelier, ils sont aussi fidèles que nos clients - si c'est possible. »

Mais, au fait, comment se sent-on dans son premier costume Lanvin ?

Tellement soi-même que l'on a l'impression d'être un autre homme.

G.L.



De la tenue de ville au costume d'apparat...

صكرا من الامل





## PROCHE-ORIENT

## Iran

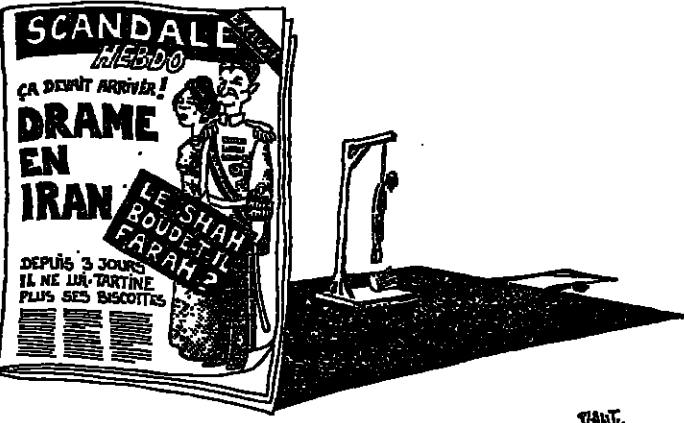
## Deux nouvelles pendaisons à Téhéran

Téhéran (A.F.P.). — Deux « terroristes » ont été pendus, dimanche matin 7 mars, en Iran, après avoir été reconnus coupables, par un tribunal militaire, d'agression contre un policier, et de fabrication et de pose de bombes, annonce un communiqué officiel.

## LE RECOURS A LA TORTURE ?

L'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran (S. rue du Renard, Paris-4), nous communique : « Deux nouvelles exécutions, annoncées le dimanche 7 mars à Téhéran, viennent encore allonger la sinistre liste des exécutions de personnes innocentes en lutte contre le régime dictatorial de répression sanguinaire, régal de l'impérialisme américain. »

« Venant après les nombreux rapports d'observateurs internationaux établissant l'insupportable situation de la torture par le régime du chah, venant après l'annonce que de jeunes militants ont été exécutés sans procès, la nouvelle annonce de la torture de la SAVAK, l'information concernant la grâce accordée à cinq autres militants parce qu'ils ont « regretté leurs actes » ne peut manifestement que faire craindre qu'il y ait, une fois de plus, utilisation systématique de la torture. »



## Israël

## Les représentants de villages arabes de Galilée demandent l'annulation des mesures de réquisition des terres

De notre correspondant

Jérusalem. — Les représentants de plusieurs villages arabes de Galilée se sont réunis, samedi 6 mars à Nazareth, afin d'étudier les mesures de réquisition des terres décidées par le gouvernement de réquisitionner 2 000 hectares de terres dans leur région (le Monde du 3 mars).

Les chefs de village et notables au nombre d'une soixantaine, ont décidé, après de nombreux et vifs débats, de protester contre le projet de « judaïser la Galilée » de prendre contre la loi 30 mars 51, à cette date, M. Rabin n'a pas annulé la décision, diverses actions seront entreprises. Le 30 mars sera d'abord proclamé « jour de la terre », et tous les Arabes israéliens seront invités à observer une grève de vingt-quatre heures. Une délégation sera envoyée au siège des

## Selon « Foreign Policy »

## LES ÉTATS-UNIS AURAIENT FOURNI DES ASSURANCES SECRÈTES AUX ARABES SUR UN RETOUR AUX FRONTIÈRES DE 1967

Washington (A.F.P.). — Les présidents Richard Nixon et Gerald Ford ont donné aux pays arabes, en 1974 et en 1975, l'assurance secrète que les États-Unis souhaitaient le retour d'Israël dans ses frontières de 1967, affirme le chroniqueur américain Edward Sheehan, dans la revue Foreign Policy.

L'auteur de l'article, qui affirme s'être renseigné auprès de sources américaines, arabes et israéliennes, indique notamment que M. Kissinger se serait plaint à des dirigeants arabes de l'attitude d'Israël à son égard, en précisant : « Ils veulent me renverser. » Le secrétaire d'État aurait également déclaré, en privé, que la création de communautés israéliennes de peuplement sur la Golan constituait « la pire faute commise par les Juifs en deux mille cinq cents ans ».

Le département d'État n'a pas démenti les informations de Foreign Policy, mais a simplement indiqué, vendredi 5 mars, dans un communiqué, que la position des États-Unis sur la question du tracé des frontières définitives au Proche-Orient demeure inchangée et qu'ils appuient la résolution 242.

Les deux condamnés, MM. Ahmed Reza Fathemi et Mohamed Ali Mohavadi, étaient, selon le communiqué, les « principaux dirigeants d'un groupe de terroristes » qui a fait exploser des bombes à l'université Aryabher de Téhéran et à la faculté théologique de Qom, au sud de la capitale, et attaqué un policier à Téhéran, à des dates et dans des circonstances non précisées.

Le même tribunal militaire a condamné à mort cinq autres membres du groupe, dont la peine a été commuée en détention à vie par le chah d'Iran, après que ceux-ci eurent « regretté leurs actes », ajoute le communiqué.

Trois autres membres du même groupe ont été condamnés à la prison à vie par le tribunal militaire.

Un communiqué officiel, publié le 2 février dernier, avait annoncé l'exécution de deux « terroristes » et la condamnation à diverses peines de prison de trois complices pour le même attentat contre un policier à Téhéran.

Les exécutions annoncées dimanche portent à quatorze le nombre des « terroristes » fusillés ou pendus depuis le début de l'année. De plus, une trentaine de « terroristes » ont été, selon les sources officielles, « abattus » lors d'acrochages avec la police ou de tentatives d'évasion.

## AFRIQUE

## Tchad

## APRÈS LA VISITE DE M. CHIRAC

## La France va accroître sensiblement son aide à N'Djamena

N'Djamena. — M. Chirac est rentré samedi soir 6 mars à Paris de sa brève visite au Tchad. Le communiqué commun, lu après la signature, par le général Malloum et le premier ministre, des accords de coopération renoués, évoque « le climat d'amitié et de franchise » qui a régné lors de cette visite et souligne « la communauté

de vues entre les deux pays ». M. Chirac a d'ailleurs affirmé que la « crise » franco-tchadienne était « beaucoup plus due à des malentendus, à des erreurs humaines qu'à des conflits d'intérêt et d'idéologie ». Enfin, le général Malloum a accepté l'offre du président Giscard d'Estaing de se rendre en visite à Paris.

## De notre envoyé spécial

pas totalement inactive. Pour de nombreux États africains qui ne veulent pas tomber sous l'influence des Américains ni sous celle des Soviétiques, mais pour trop pauvres pour se passer d'aide extérieure, celle de la France apparaît comme un moindre mal. « Même si, nous a précisé un proche du général Malloum, ces accords doivent être critiqués, ils ».

Pour le Tchad, qui se débat dans des problèmes économiques et financiers et éprouve de grandes difficultés à réaliser l'unité nationale, Paris a donc décidé de faire un effort.

## Rhodésie

## Les nationalistes noirs intensifient la guérilla

La direction de l'aide intérieure du Conseil national africain (A.N.C.) a donné, le dimanche 7 mars, son accord à M. Joshua Nkomo, pour que ce dernier poursuive les négociations constitutionnelles avec M. Ian Smith.

Tandis que les autorités de Maputo (ex-Lourenço-Marques) s'efforcent d'assigner à ces deux Rhodésiens, dont deux diplomates en poste au conseil rhodésien, de nombreux États ou organisations continuent d'apporter leur appui au Mozambique.

Le maréchal Ili Amin Duda, président de l'Organisation de l'unité africaine, a appelé samedi tous les États membres de l'O.U.A. à fournir une aide matérielle et militaire au Mozambique, ajoutant que l'Ouganda était prêt à envoyer des troupes dans ce pays. De son côté, M. Julius Nyerere, président de la Tanzanie, demande, dans une interview publiée à Londres par The Observer, que la Grande-Bretagne applique l'application par le Mozambique des sanctions contre la Rhodésie.

Enfin, M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, en visite officielle en Turquie, a déclaré samedi qu'il espérait que M. Ian Smith « n'attendrait pas la dernière seconde pour admettre la loi de la majorité » à Salisbury. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

## Correspondance

Salisbury. — La guérilla est maintenant intense en Rhodésie, le long des 1 300 kilomètres de frontière avec le Mozambique. Le gouvernement de Salisbury reconnaît que les « rebelles » agissent sur une large échelle.

L'armée a déclenché une opération massive en riposte aux raids effectués à partir du territoire mozambicain, sur presque toute la longueur de la frontière, précise le dernier communiqué gouvernemental. L'armée de l'air a révélé, pour la première fois, que quelques-uns de ses avions ont été utilisés pour bombarder les camps de réfugiés du Mozambique, alors qu'ils se trouvaient du côté rhodésien de la frontière.

Ce dernier week-end, au cours duquel les actions de guérilla se sont accrues, un couple de Blancs, M. et Mme Botha Joubert, ont été tués dans une embuscade, près de la ville frontalière de Chipinga.

La jeune femme et son mari, âgé de vingt et un mois, ont été blessés. Bien que les pneus de sa voiture aient été déchirés, M. Joubert a réussi à s'enfuir sous une grêle de balles.

Six terroristes ont été tués lors de l'attaque d'une ferme habitée par des Blancs, au sud de Chipinga. L'armée est engagée contre les « rebelles » dans une opération répondant au nom de code de « Trashers » (le donneur de corrections).

En attendant le 30 mars, une autre tension a surgi à l'université de Bulawayo, où les étudiants arabes, de l'instar de leurs camarades de Jérusalem, refusent de participer à la garde des locaux d'habitation du campus. Ils déclarent ouvertement ne pas vouloir être mêlés à une initiative qui pourrait les amener à s'opposer à leurs frères palestiniens. Deux de ces étudiants ont été arrêtés pour avoir battu et menacé de mort un étudiant juif qui avait accepté de bédouin qui avait accepté de prendre part à la garde : des manifestations se sont déroulées dimanche dans l'enceinte de l'université pour réclamer la libération des deux détenus.

ANDRÉ SCAMAMA.

## Birmanie

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE et chef d'état-major de l'armée birmane, le général Tin U, a démissionné samedi 6 mars, annonce-t-on officiellement à Rangoun. Le premier ministre, M. Sein Win, assurera l'intérim à la tête du ministère, alors que le général Kyaw Tin, ministre adjoint de la défense, prendra sa succession comme chef d'état-major. Aucune raison n'a été donnée à cette démission. — (A.F.P.)

## Corée du Nord

LE VICE-PRÉMIER MINISTRE NORD-CORÉEN, M. NAM IL, est mort dimanche 7 mars d'un accident » annonce l'agence de presse de Pyongyang. M. Nam Il fut chef

## A TRAVERS LE MONDE

d'état-major à l'époque de la guerre de Corée. Il appartenait au comité central du parti des travailleurs et à l'Assemblée du peuple. — (A.P.)

## Corée du Sud

M. KIM DAE-JOUNG, l'un des dirigeants de l'opposition au régime du président Park et ancien candidat à la présidence de la République, a été appréhendé, lundi 8 mars, à son domicile par des policiers qui veulent l'interroger au sujet du document rendu public dans lequel, avec d'autres personnalités, il s'opposait à la démission de la démission du chef de l'État. Deux seulement des

douze signataires du texte n'ont pas encore été appréhendés. — (U.P.I.)

## Irlande du Nord

ALDERGROVE, l'aéroport civil de Belfast, situé à vingt kilomètres à l'ouest de la capitale, a été attaqué au mortier dans la soirée de samedi 6 mars, par l'I.R.A. provisoire. Huit roquettes ont été tirées et ont éclaté au milieu du parking endommageant plusieurs véhicules. Les vols ont été interrompus jusqu'à dimanche matin. La police a découvert un camion abandonné dans une station-service fermée, à une centaine de mètres de l'en-

## Sénégal

## Le voyage de M. Djoud

## LES SÉNÉGALAIS ONT L'IMPRESSION DE FAIRE LES FRAS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE D'IMMIGRATION.

(De notre correspondant.)

Dakar. — M. Paul Djoud vient de terminer une brève visite au Sénégal (le Monde du 3 mars).

An cours de ses entretiens avec les responsables sénégalais, le secrétaire d'État aux Immigrés s'est attaché à leur faire comprendre les raisons qui ont conduit le gouvernement français à suspendre pour un temps l'immigration de travailleurs étrangers. « Si l'État a déclaré en substance à la presse, d'interdire de façon catégorique les entrées chez nous jusqu'à une date récente de façon anachronique — cause essentielle de la plupart de leurs difficultés — avant d'envisager d'admettre d'autres, qui pourront alors être accueillis dans de bien meilleures conditions ».

Il n'est pas certain, toutefois, que ce langage était celui que les Sénégalais souhaitent entendre au quai M. Djoud ait réussi à dissiper les malentendus entre la France et le Sénégal.

Tard venu sur le marché français du travail, où leur nombre, estimé à environ quatre-vingt mille seulement, est décrié par rapport aux chiffres globaux rappelés par M. Djoud, les Sénégalais ont le sentiment de faire les frais d'une politique dont les raisons sont essentiellement d'autres qu'européennes : huit cent mille Portugais, neuf cent mille Algériens, plusieurs centaines de milliers de Marocains et de Tunisiens, etc. Ils estiment que les grands voisins méditerranéens de la France devraient admettre qu'une exception pourrait être faite en faveur du Sénégal. La menace de M. Djoud d'accorder au Sénégal un contingent annuel quand des temps meilleurs seront revenus ne pouvait donc que paraître ici que comme une réponse dilatoire.

Une attitude intransigeante dans ce domaine fait peser une menace sur la colonie française du Sénégal et même sur l'ensemble des intérêts français dans le pays. Déjà, la carte d'étranger imposée l'an dernier aux Français résidant au Sénégal est le signe avant-coureur d'une politique qui pourrait bien connaître d'autres développements.

PIERRE BIANRES.

## Rabat et Nouakchott rompent avec Alger

(Suite de la première page.)

La déclaration par laquelle l'Algérie a reconnu la République sahraouie indique que le conseil des ministres de l'O.U.A. avait « reconnu le Front Polisario comme mouvement de libération nationale » et le rapport du comité de libération (1) recommandant la reconnaissance du Polisario comme mouvement de libération nationale.

Le communiqué marocain s'élève avec force contre ces « allégations contraires à la vérité ». Le procès-verbal de la réunion du conseil des ministres de l'O.U.A. prouve en réalité, fait observer le texte publié à Rabat, que le comité chargé des questions de la décolonisation a « décidé de renvoyer à la séance plénière du conseil des ministres l'examen du problème du Sahara », et qu'en raison de l'absence de la République sahraouie, le conseil des ministres a estimé « qu'il ne saurait être question de reconnaître le Polisario comme mouvement de libération du Sahara occidental » (2).

La rupture des relations diplomatiques succède à une situation de fait caractérisée par le départ de Rabat, à la fin de décembre (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier), de l'ambassadeur d'Algérie, et par l'absence d'Alger de l'ambassadeur du Maroc, chargé depuis quelques mois par Hassan II de différentes missions.

On avait laissé entendre dans les milieux autorisés, dès qu'avait été connue la création de la République sahraouie que le Maroc tirerait à l'égard des États qui reconnaissent cette « prétendue République » les conséquences qui lui paraîtraient s'imposer. Il ne pou-

vait le faire vis-à-vis de Madagascar, où le Burundi — les premiers à signifier cette reconnaissance — puis, aucun de ces États n'entretenait de relations diplomatiques avec le Royaume. La décision prise à l'encontre de l'Algérie prend dès lors valeur d'exemple.

LOUIS GRAYIER.

M<sup>o</sup> BOUABID : le Maroc est en état de légitime défense.

M<sup>o</sup> Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) du Maroc, nous a fait la déclaration suivante : « Ce que le régime franquiste projetait de faire en 1974, c'est-à-dire la création d'un gouvernement fantoche au Sahara occidental occupé, les gouvernements actuels de l'Algérie tiennent de le faire en territoire algérien même. »

Il s'agit d'un nouvel acte d'hostilité caractérisé à l'égard des peuples marocain et mauritanien. Il ne s'agit plus pour le gouvernement qui a usurpé le pouvoir en Algérie le prétendu principe de l'autodétermination devant les instances arabes, africaines ou internationales. Tout se passe comme si le régime algérien ne voulait laisser, et de manière délibérée, aucune possibilité à la négociation, et encore moins à l'édification d'un Maghreb uni.

En créant un gouvernement à sa dévotion, comprenant notamment des individus de nationalité mauritanienne, le régime algérien s'attaque ouvertement à l'unité et à l'intégrité du Maroc et de la Mauritanie.

Notre pays est en état de légitime défense. Il défend son intégrité territoriale. Il saura répondre à l'agression algérienne par les actes militaires ou diplomatiques que la situation exige.

صلى الله عليه وسلم

















## ARTS ET SPECTACLES

## Musique

«PARTIELS», de Gérard Grisey  
à l'itinéraire

L'itinéraire s'est, définitivement imposé comme un groupement « sérieux » de musique contemporaine et fait aujourd'hui salle comble au Nouveau Carré où il bénéficie des encouragements enthousiastes de Silvia Montfort. Sérieux ne signifie d'ailleurs pas qu'il se prive de facéties : aux vocales de Maurice Kagel a donné, sinon des lettres de noblesse, du moins le *dignus intrare*, ce qui a permis à Marc Monnet de faire souffler un acteur au crâne rasé (Gilbert Boursin) dans une collection de tuyaux divers au cours d'une cérémonie analogue au parcours du combattant et à la marche des commémorateurs sur la lune. L'auteur nous a aimablement prévenus : « La théorie des crânes est absente de cette pièce » ; en revanche, on a particulièrement apprécié l'épisode de la levée musicale avec ténor.

On a apprécié davantage il était une fois l'été où Monic Ceconci enchaîne de beaux accords qui témoignent de la qualité de ses études classiques, mêlées à des pianos instrumentales et à des bruits sourds d'orage, de vague et de voitures dans la rue, qui dominent les vocalises libres d'une soprano. Peu à peu, cependant, l'imagination abandonne le pouvoir.

Adieu, pour quintette à vent de Stockhausen, émuant hommage à la mémoire d'un jeune organiste, médité en longs points d'orgue, dont la sonorité se colore et s'éclaircit ou se rétrécit lentement selon les allages instrumentaux, entre de

petites cadences classiques interrompues. Etonnant discours apparemment immobile et qui toujours s'approfondit. La latitude d'improvisation laissée aux interprètes fait que la réalisation dirigée par Gérard Grisey a paru bien plus longue et étirée que la très belle version de Diego Masson il y a quelques années au Gémier.

Grisey a pris sa revanche avec la création de ses *Partiels* pour dix-huit instruments (1), excellentement dirigés par Boris Vinogradov, une partition très poétique et d'une merveilleuse écriture orchestrale. D'un triple rythme de contrebas, encore noirci par le trombone (forme qui revient à de nombreuses reprises au début de l'œuvre) s'élevaient des sons légers, une brève instrumentale, plus tard des sons plus chargés, très divers, souvent en harmoniques, et aussi des explosions harmonieuses, des enchaînements de timbres subtils libérant des rêves enclins. Un monstre aux cris affreux se réveille, les cuivres rôdent en lumières phosphorescentes, les bois bruissent comme des mouettes, les cors claquent, les percussions frissonnent. Un vrai mystère passe derrière ces épisodes très purs qui s'achèvent avec des froissements de papier de verre sur les caisses ou du papier calque des partitions, émaillant encore qu'initiales.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Editions Ricordi.

## «RIGOLETTO» à l'Opéra de Marseille

Faute sans doute de pouvoir vibrer pour les virtuoses du ballon rond, le public marseillais réserve un accueil de plus en plus tonitruant aux chanteurs du contre-ténor. Les « bravi » de la Scala de Milan sont un soufre léger à côté des hurlements de fauves en amour, des grondements de volcan, des piétinements iréniques qui sautillent sur chaque perforance vocale de Rigoletto, et les chanteurs entiers « poussaient » la note avec la générosité de cuirassiers chargeant à Reichshoffen.

Nulle œuvre, à dire vrai, ne convient mieux à cette apothéose du bel canto dans sa fraîcheur de sentiment et sa spontanéité. La musique fait sans complexe, la conception s'étale sans la moindre pudeur, car le chant est roi, il sublimise l'action, il est à lui seul toute la vie et le drame. Verdi se moque bien de la vraisemblance pourvu que tout cela palpite, que l'émotion la plus primitive monte comme une sève vertigineuse dans la fleur épanouie de la voix dressée par l'amour ou la plainte.

Il était servi à merveille dans cette représentation par un ténor à la voix sans faille et droite comme une lame, Giacomo Aragall, dont le rôle rare de dentiste cadavérique promet au bonheur de faire « craquer les vitres », et par Rosetta Pizzo, Gilda aux reflets d'acier, à la Caliope d'une virtuosité de ragaï mécanique dans le jameux air du deuxième acte, mais capable à la fin d'une réelle émotion, domine qu'en deux occasions, au deuxième acte elle se soit carrément égarée de la justesse requise.

Ingram Witzell n'a pas non plus

volé son succès : la voix raupeuse, le geste lourd, la claudication très appuyée, des cris de bête blessée, brandissant sa « maledizione » comme un drapeau noir, il cabotine avec une conviction dramatique qui force l'adhésion ; Francis Arzuzeau (Maddalena) et Giovanni Gusmeroli (Sparafucile) ne leur cèdent en rien en vraisemblance et vivacité vocale.

La nouvelle production, mise en scène par Tito Sverdrup, ne cherche pas midi à quatorze heures et se plaît dans les honnêtes décors d'Hector Pascual, d'un excellent carton pâte romantique, tandis que l'orchestre de Marseille est, particulièrement coloré, pimpant et sinistre, sous la direction acérée de Gianfranco Rivoiti. — J. L.

● **ERRATUM** — Quelques erreurs, dues à une transmission téléphonique défectueuse, se sont glissées dans l'article sur *Young Libertad* (le Monde du 7 mars). Signalons simplement à la deuxième ligne : « Raftissant de se laisser (...) exiler à Lyon » (et non « exilé ») ; au sixième paragraphe : « ... une expérience de psychologie sociale Sherril, étudiant comment se forment... » ; et au même paragraphe : « se fonderont » (et non « se fonderont »).

■ Le saxophoniste ténor Johnny Griffin et le Trio Georges Armandat donneront un concert à la M.C.C. Théâtre de Colombes, samedi 13 mars, à 20 h. 30.

■ The Second Band, avec notamment R. Vasquez, N. Pedersen, D. Hummel, S. Hampton, D. Goscovitch, se produira le 13 mars au Festival du son, porte Maillot, à 20 h. 30.

## Cinéma

## «LES AVENTURIERS DU LUCKY LADY», de Stanley Donen

En 1930, au temps de la prohibition, Claire Henry (Lisa Minnelli), chanteuse de bous-bous mexicain, s'embarque avec deux séduisants aventuriers, l'un, Walker (Burt Reynolds), jeune et timide, l'autre, Kibby (Gene Hackman), mâle et solide, sur un petit voilier, le *Lucky Lady*, pour faire la contrebande de l'alcool en mer, au large de la côte ouest des Etats-Unis. Premier voyage mouvementé, réussit. L'association fructueuse, mais Claire ne se décide pas à choisir entre Walker et Kibby, tous deux amoureux d'elle, et, pour elle, complémentaires.

C'est le film de rentrée de Stanley Donen, dont on n'avait rien vu depuis *L'Escalier* en 1969. Il n'a d'ailleurs tourné, entre-temps, qu'une adaptation musicale du *Felt Prince*, encore inédite en France. Stanley Donen a joué à fond le pittoresque spectaculaire d'une époque qui fut à la fois celle de la fin du « régime sec » et du début de la dépression économique. Douaniers, bootleggers, aventuriers en mer, palaces somptueux et villas de trafiquants enrichis, toilettes extravagantes de Lisa Minnelli, ce film nous jette aux yeux le luxe d'un cinéma hollywoodien de pure évasion. Ce

n'est pas désagréable à voir, loin de là, mais c'est décevant de la part d'un réalisateur auquel nous rattachons tant de souvenirs de comédies musicales et sophistiquées, bien bouclées, pétillantes d'invention.

Ici, Donen a écrit un scénario plutôt mince par des morceaux de bravoure à grande mise en scène, telle la bataille navale (une vraie guerre du Pacifique) qui oppose les *raffiot* des trafiquants libres à la flottille d'un gang organisé et terroriste. Au sein de ce film d'action qui fait flèche de tout bois, se perd, complètement manquée, une comédie ironique à la Lubitch sur les agissements du ménage à trois comme solution des hésitations sentimentales. Il est vrai qu'aujourd'hui il n'est plus nécessaire d'employer, comme Lubitch, le style allusif dans ce genre de situation.

Avec sa laideur intelligente et son obéissance, avec son « métier » étonnant de perfection, Lisa Minnelli arrive à dominer le raz de marée des images rétro cousues de dollars. Elle mène ses partenaires par le bout du nez.

JACQUES SICLIER.

## «Changer la qualité du jour»

« La comédie musicale, dit Stanley Donen, surait en tant que telle, mais sans toute la force qu'elle avait autrefois. Cela a changé pour des raisons économiques. Pour monter un « musical » au cinéma, il faut aujourd'hui entre 6 et 8 millions de dollars au minimum et à Broadway, 10 millions de dollars. Quand j'étais jeune, j'étais impressionné par les comédies musicales de Broadway. Aujourd'hui, il y en a peu qui soient vraiment bonnes. Presque plus personne n'écrit des lyrics, des chansons drôles, des chansons pour des situations. L'habitude a été perdue. Le talent existe, mais les équipes se font rares : il y a Stephen Sondheim (parolier) et Kander Ebb (compositeur), les auteurs de Chicago, mais en scène par Bob Fosse au printemps dernier. On trouve des danseurs extraordinaires comme le *Noir américain* Ben Vereen. Mais la comédie musicale est excessivement chère pour trop de risques, trop d'angoisses. Il n'est pas possible de faire une erreur, de tenter une expérience. L'année dernière, Glover Champion a monté à Broadway un « musical » qui lui avait demandé un an de travail. Le spectacle a duré un soir.

Bob Fosse lui-même n'a pas envie de rejouer le même travail que celui effectué sur Chicago. Il préfère diriger des films comme *Lenny*.

Dans les comédies musicales réalisées par Stanley Donen, il y avait un équilibre parfait entre l'histoire, la comédie de situation, la musique, les chansons et le ballet dansé sur le lieu même de l'action. « L'idée du « musical » dit-il, c'est de changer la qualité du jour chez le spectateur, de montrer une réalité de sentiments un peu plus haute que dans la vie. Je n'ai pas de projet de comédie musicale. Il y a trente ans, une usine préparait tout à Hollywood. Maintenant, c'est trop long à mettre sur pied : quatre années. Et puis, avec le changement des données économiques, il n'y a qu'un style de « musical » qui peut réussir commercialement au cinéma : quelque chose de très grand, de très simple, avec une histoire d'un quotient intellectuel infime. Le Tour du monde en quatre-vingt jours, peut-être. Vous savez, *Singin' in the rain* n'a jamais été un succès populaire en France. Pour moi, *Lucky Lady*, c'est presque comme un « musical ».

Je l'ai fait en y mettant la même qualité de bonheur. J'ai dirigé les scènes de batailles avec dans la tête la musique de *Toots Thelma* et j'ai changé des personnages en clowns. Ce n'est pas un film très réel. C'est une comédie romantique d'aventures, une comédie musicale sans musique, ou peu s'en faut. — C. F.

★ Saint-Michel, Elysées-Cinéma (v.a.) Rec. Miramax, Magie-Convention, les trois Murat (v.f.).

■ Les Rencontres du film ethnographique et sociologique auront lieu les 10, 11 et 13 mars à la Maison des arts et de la culture de Créteil et comprendront trois sections : le monde rural ; la fête, et les Amériques, avec les documents d'Arthur Lamothe. (Rens. : 899-90-50.)

■ Le peintre surréaliste Pierre Molinier est mort, à Bordeaux, à l'âge de soixante-seize ans. Il souffrait d'une maladie incurable et s'est suicidé. C'est André Breton qui avait préfacé la première exposition parisienne de l'artiste connu surtout par ses œuvres érotiques.

## En bref

## Cinéma

## «Oublie-moi Mandoline»

Sur le thème inusable (mais bien usé) de l'objet précieux (ici la compositrice clandestine du P.-O. G.) qui passe de main en main avant de retourner à son légitime propriétaire, Michel Wynn provoque la rencontre de personnages peu faits pour se comprendre : un polyvalent, deux trublans, un ancien caporal devenu père de trois enfants, un employé godiche, une secrétaire toujours en larmes... Ce petit vaudeville, inspiré d'un roman de Jacques Faizant, devrait filer à toute allure, comme une comédie de Lubitch ou un film de René Clair. Or il trahit, se ventrille, se perd dans les embûches de scènes parlées amusantes (l'ouverture du coffre), mais le plus souvent fastidieuses. Michel Wynn plétine, Mandoline lamine, Marie-Hélène Brellat est adorable. Elle a les plus jolis yeux du monde et des lunettes comme des aquariums. Bernard Mones, si charmant dans ses précédents films, joue avec des semelles de plomb les ahurissants bégayements : « Oublie-moi, Mandoline », soupire-t-il à la fin du film. Hélas ! c'est déjà fait. — J. B.

★ Le Paris Danton, Maxéville, Calypso, Gaumont-Madeleine, Clichy-Public, Montparnasse-80, Gaumont-Convention, Gaumont-Gambetta.

## Expositions

## Les trames métalliques de Rivera

Comme tous les peintres espagnols de sa génération — il participa à la fondation en 1957 du groupe El Paso à Madrid — Manuel Rivera a forgé un langage dans un terrain non figuratif, lourd et passionnel, où les tempêtes intérieures s'expriment en déchirements de pâtes, en morceaux de chiffons froissés et ficelés, en boursoillures et falles. Style qu'on retrouve notamment dans l'œuvre de M. H. Rivera fait penser à cette manière avec ses trames métalliques peintes, sombres et dramatiques, maintenues en tension, décollées du support, ou écartelées aux quatre coins d'un cadre sans fond ; trames déchiquetées qui tour à tour évoquent l'éclat du verre, le bloc de pierre dur et cassant, rappellent avec ses nervures l'aile de papillon ou la chauve-souris — le minéral et l'animal entrecroisés dans les reflets brillants et moirés des feuilles de métal superposées. Rivera connaît à fond son matériau. Les œuvres récentes s'alignent des modestes assemblages des débuts — morceaux de grillage, de fil de fer, de brouille et de barbelés de récupération attachés grossièrement. Aujourd'hui il raffine, trop peut-être, au point d'en faire oublier le fond dramatique de son œuvre aux fils criant aux plaies béantes. — G. B.

★ Musée d'art moderne de la ville de Paris, jusqu'au 21 mars.

## Théâtre

## «Dora» au T.P.N.

Comme Hélène Cixous, dont on voit le *Portrait de Dora* au Petit Orsay (le Monde du 29 février), Pierre Bourgeade s'intéresse à Freud et à son échec face à une jeune patiente appartenant à la bourgeoisie viennoise. Puisque, dans le spectacle mis en scène par Jaromir Knitl, au Théâtre populaire du Nord, c'est le gesticulant et tonitruant Jean-Paul Zehnacker qui est Freud, on voit tout de suite qu'il s'agit d'une interprétation comique. La Dora de Pierre Bourgeade est une suite de couplets vengeurs contre la psychanalyse, à la manière des caricatures de propagande fausement naïves. Pourquoi cette vindicte ? Parce que la psychanalyse, ce tigre de papier, est affaire de bourgeois, soigne les individus et seulement s'ils sont riches, alors que la société est malade. Manifestement, Pierre Bourgeade n'est pas doué pour ce type de schématisation. Ses arguments sont ceux d'un psychanalyste en période de révolte régressive, qui ronchonne : puisque c'est comme ça, je ne LE paierai plus. — C. G.

★ T.P.N., 20 h. 30

## MERCREDI

## ELYSEES LINCOLN

## RASPAIL - QUARTIER LATIN



## LA TERRE

## DE LA

## GRANDE PROMESSE

Un film de Andrzej WAJDA

## VENTES

## A DROUOT-RIVE GAUCHE

## Une eau-forte de Laboureur atteint 10 000 francs

Cent vingt eaux-fortes et burins de J.-E. Laboureur viennent d'être mis aux enchères à Drouot-Orsay par M. Paul Renaud, assisté de Mlle Calais, expert ; cet ensemble proposé, pour la somme allant de 1899 à 1933, soit un vaste éventail des différents aspects, des recherches graphiques qui jalonnent la production artistique de Laboureur.

Une suite complète de trente-neuf gravures au burin, sur grand papier vergé, illustrant Beaudouin, mon beau socle, de Valéry Larbaud, N.R.P. 1929, (d. 1929) 15 000 F ; la Blanchisseuse, burin 1922, épreuve sur velin 3/72, obtint 7 500 F ; de la suite recherchée des paysages de la Brière, deux eaux-fortes de 1932, La Brière Inondée, deuxième état sur quatre, et le Marchand d'anguilles, troisième état sur cinq, 36/42, descendant atteindront respectivement 10 000 F et 7 500 F. Présentées au cours de la même vacation, deux couvertures de

« l'estampe originale » ornées chacune d'une lithographie de Toulouse-Lautrec : « Jane Avril et l'imprimeur A. Courty », 1893, épreuve en couleurs numérotée 40/100, et « Mistinguett au théâtre », tirage en vert olive, 1895, furent notées 20 000 F et 4 800 F.

L'art nègre a ses adeptes ; ils ne manquent pas le premier rendez-vous fixé par M. Boussard et M. Rouillon qui proposaient deux cent cinquante pièces d'une collection bien connue, celle de M. Etienne de Karolyi ; parmi les toiles anciens Ba Congo (XVII-XVIII siècles), une poignée de chasse-mouche, haute de 16 centimètres, à patine rouge orangée, représentant une maternelle, obtint 30 000 F et une trompe d'apôtre, de même patine, sculptée d'un bûcher attaché à un arbre, 6 000 F ; une canne en bois patiné et sculptée sur 13 centimètres de motifs géométriques, la poignée ornée d'un personnage assis machant du bétel, région du Mayumbé, fut emportée à 20 000 F.

## A L'HOTEL DROUOT

## A DROUOT - RIVE GAUCHE

Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

## Mardi

S. 1 - Manuscrits persans XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> s. : M. Jozon, Roubaix.  
S. 1 - Coll. de l'Ambassadeur N. et div. : Art d'Orient, tapis d'Orient, MM. Soutieff, Bourdieu, S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.  
S. 2 - Coll. de l'Ambassadeur N. et div. : Tableaux de maîtres anciens, S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.  
S. 10 - Haute-Epoque états anciens MM. Bresset, Boucaud, Béchirhan, M. B. et Cl. Boigeyard.  
S. 11 - Tableaux anc. et modernes Palencia, argenterie, meubles anc. et style, beaux tapis d'Orient, MM. Antoinette, Marumo, M. Lemoine.  
S. 24 - Tableaux mod. Mlle Calais.  
Exposition le 9 mars, 14 h. 30 à 18 h. Hôtel George V - Import, monnaies or, argent et bronze, M. Bourgey, M. ADER, PICARD, TAJAN.

## VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES - PLACE CHATEAU VERSAILLES  
IMPORTANTE VENTE - DIMANCHE 14 MARS à 14 heures  
TABLEAUX XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> SIECLES  
OBJETS D'ART, ORFÈVRES, MOBILIER XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> SIECLES  
TAPISSERIES XVIII<sup>e</sup> SIECLE  
M<sup>me</sup> CHAPPELLE, FERRIN, FROMANTIN, commissaires-priseurs  
Exposition : vendredi 12, samedi 13 mars de 10 h à 18 h.

COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES  
L'Aventure de la Chine

12 films de JORIS IVENS et MARCELINE LORIDAN

GIT LE CŒUR : AUTOUR DU PÉTROLE (1 H 21) - LE PROFESSEUR TSIEN

TEL 326-80-25 IMPRESSIONS D'UNE VILLE : SHANGHAI

QUINTETTE : RÉPÉTITION À L'OPÉRA DE PÉKIN

TEL 033-35-40 LE VILLAGE DE PÊCHEURS (1 H 35) - UNE CASERNE

ST ANDRÉ DES ARTS : ENTRAÎNEMENT AU CIRQUE DE PÉKIN

TEL 324-49-16 LA PHARMACIE (1 H 14) - UNE FEMME, UNE FAMILLE (1 H 41)

ST SÉVERIN : L'USINE DE GÉNÉRATEURS (2 H 10) - LES ARTISANS

TEL 033-50-91 UNE HISTOIRE DE BALLON - LYCEE N° 31

سكنا من الراحل









OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,35
L'AGENDA DU MONDE	25 00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société Européenne spécialisée dans la Distribution et l'Installation de biens d'équipement industriels recherche :

## DIRECTEUR DEPARTEMENT GRANDES AFFAIRES

Pour lui confier la responsabilité de la vente et des négociations auprès des grandes administrations et des sociétés industrielles.

Le poste, qui nécessite une action commerciale directe de la part du titulaire (70 % des cas) requiert d'un candidat des qualités de haut niveau, correspondant à un ingénieur expérimenté en équivalent justifiant d'une expérience significative de l'industrie commerciale considérée.

(Rég. M 5012/74)

## DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

qui, parallèlement à une réorganisation des méthodes et des moyens du Service Comptable et Financier (le personnel actuel) — à des missions particulières (comptables, financières et fiscales), sera le représentant de la Société auprès de la maison mère et des instances administratives (budgets, bilans, provisions, etc.). Anglais indispensable. (Rég. M 5012/75)

S.I.E. de Construction d'Installations Individuelles recherche :

## DIRECTEUR

Basé à Paris avec une petite équipe d'experts sur le plan commercial, le responsable assurera l'entretien, la coordination, le suivi et la conduite à l'ensemble des problèmes affectés à la gestion financière, administrative, humaine et commerciale de S.I.E. et de ses sociétés sœurs.

Le poste convient à un HEC, Sup de Co, ESSEC, possédant une bonne pratique de l'anglais et intéressé par une polyvalence d'attribution.

(Rég. M 5012/75)

Pour informations sur ces postes écrire avec C.V. détaillé et références au préalable la référence à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT  
CNPG 105, av. V.-Vogel - 75116 Paris

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE Banlieue Nord-Ouest de Paris, recherche :

## ADJOINT au Chef du Service entretien CE POSTE EST DESTINÉ À UN DÉBUTANT, dépourvu obligations militaires B.T.S. ou D.U.T.

électronique, électrotechnique, génie civil, travaux publics  
Il sera chargé dans un premier temps d'assister administrativement le Chef de Service pour prendre progressivement des responsabilités d'entretien de bâtiment et d'hygiène-sécurité. Ecrire sous n° 45.312, à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

HONEYWELL S.A.  
recherche pour son Département AUTOMATION - REGULATION - BATIMENTS

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour VENTE de MATÉRIELS et de SERVICES.

- Expérience commerciale dans ces activités souhaitée.
- Voiture fournie - Déplacements.

Ecrire avec C.V., photo et références sous référence ARB/SAV, Direction du Personnel Société HONEYWELL, 4, avenue Ampère, 75380 BOIS D'ARCY.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

cherche à pourvoir le poste de

## CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion, il animera une équipe d'une dizaine de personnes. Le candidat retenu : — devra justifier d'une expérience réussie dans un poste similaire. — aura une bonne connaissance des procédures comptables appliquées. — possèdera la capacité et les qualités nécessaires au développement harmonieux des relations humaines dans son équipe. Le poste est à pourvoir rapidement et le lieu de travail est St. Ouen 93.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé et vos références sous référence 40120 M à : PRO / JETS 122, rue La Boétie 75008 Paris.

Importante Société matières plastiques

## ingénieur commercial export

Pour développer auprès de la clientèle étrangère (monde entier) les utilisations et les ventes de résines thermo-plastiques techniques.

Le candidat doit avoir une formation supérieure, une expérience de 3 ans, d'exportation de matières premières consommables et une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand. Une formation complémentaire technique sera assurée par la Société. Pour informations complémentaires écrire sous référence 5103 N.

egor S. r. l. Meyerbeer 75008 Paris

LYONS FRANCE  
Filiale du Groupe International

## Jeune cadre Service administratif et financier

Vous venez renforcer notre équipe administrative et financière, vous serez dans l'immédiat la responsable du service de facturation clients qui débouche sur la gestion des stocks. Vous participerez à l'établissement des budgets avec la Direction. Notre groupe offre des possibilités d'évolution, son caractère international nécessite la connaissance de l'anglais. Vous avez une formation supérieure de comptabilité ou de gestion, une expérience même brève est souhaitable, une connaissance des problèmes informatiques vous donnera un atout supplémentaire. Réponse et discrétion assurées à vos lettres manuscrites + C.V. + photo + résumés, adressées sous réf. A/4535 à Mme Bernié.

bernard julhiet psycom 93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

digital Ingénieurs et Techniciens ayant au moins

QUATRE ANNÉES D'EXPERIENCE EN INFORMATIQUE (matériel) si vous êtes REELLEMENT ATTIRÉS PAR L'ENSEIGNEMENT A PLEIN TEMPS

vous intéressez le Service Education de DIGITAL qui recherche des

## ANIMATEURS de FORMATION TECHNIQUE

- COURS STANDARD — initiation à l'informatique, — langage assembleur, moniteur, — structures et interfaces des matériels DIGITAL, — maintenance des équipements,
- COURS SPECIAUX, chez nos clients
- SEMINAIRES et CONFÉRENCES

Si vous avez une très bonne connaissance de l'anglais adressez votre candidature s/réf. AF1 à : Jean-Pierre CUBIZOLLE DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE 18, rue de la Chapelle - Clotilde L. 225 94533 Rungis - Tél. 687.23.33 qui vous garantira la plus entière discrétion.

digital

Société Banlieue Ouest pour la vente de biens d'équipement recherche

## ingénieur responsable des marchés sidérurgie-mécanique

Il sera chargé : — de la réalisation des budgets et de l'accomplissement des actions commerciales de la réalisation et de la rentabilité des affaires — de la pénétration de la Société dans ces marchés.

Il aura : — une formation d'ingénieur — une pratique de l'anglais courant — la connaissance du milieu sidérurgique (Services énergie et/ou fluides) Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + références sous référence 134.

SEXTANT/DPA 102, Avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY

## ESSAIS ET DEMARRAGE DE CENTRALES DE PUISSANCE

Ingénieur, vous avez une expérience de quelques années (5 ans au moins) dans la mise en service et/ou l'exploitation de complexes industriels. Société d'ingénierie et de constructions nucléaires, nous vous proposons de participer au sein d'une équipe d'ingénieurs aux essais et démarrages de centrales nucléaires de puissance.

Votre lieu de travail sera au siège de notre Société, pour la préparation, la mise et le dépouillement des opérations.

Une spécialisation dans le domaine nucléaire vous serait un atout dans ce poste (Génie Atomique - PRAÏEN.).

Ecrire No 45.184 — Contesse Publicité — 20, Avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

les PTT recrutent  
par concours  
POUR PARIS ET LA PROVINCE

## 45 VERIFICATEURS TRAVAUX DE BATIMENT

2 spécialités : Bâtiments et Installations

### FONCTIONS

Préparation des programmes de construction et des dossiers de marchés. Contrôle de chantiers - Réception des travaux

Les candidats et candidates doivent être âgés de 21 à 35 ans (reculs possibles), posséder un DUT ou un BTS, être diplômés d'une école spécialisée ou justifier de 4 ans de pratique professionnelle.

Sous certaines conditions, les étudiants ne possédant pas encore l'un des diplômes requis peuvent être admis à concourir.

CANDIDATURES REÇUES  
JUSQU'AU 18 MARS 1976.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS en Province, dans les directions des Postes de votre département de résidence à Paris, à la Direction des Postes 140, Boulevard du Montparnasse 75015 PARIS CEDEX 14

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE recherche pour la région Parisienne

## INGÉNIEUR ou SPÉCIALISTE Télécommunications

pour participer au sein d'un groupe à la gestion des installations téléphoniques du réseau privé et apporter le support aux utilisateurs.

Le poste requiert une excellente expérience en TELEPHONE PRIVÉ. Adr. lettre manusc. C.V. et prêt. sous n° 45.374 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

SOCIÉTÉ ETUDES ET RÉALISATION EN OFFSHORE PETROLIER recherche

## ingénieurs d'affaires BILINGUES ANGLAIS

- 1) UN INGENIEUR CONFIRME expérience direction projets de l'ordre de 100 MF intégrant études, approvisionnements, construction, installation, ensembles importants de structures soudées et équipements divers.
- 2) UN INGENIEUR ayant quelques années d'expérience études ou chantier dans industries pétrolières ou connexes.

Lieu de travail : PARIS. DEPLACEMENTS FRANCE ET ÉTRANGER.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et références s/réf. 40121 M à : PRO / JETS 122, rue La Boétie 75008 Paris.

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL recherche

## TECHNICIEN DE MAINTENANCE EN climatisation

IL SERA CHARGÉ : de contrôler l'exploitation d'une très importante installation de conditionnement d'air assurée par une entreprise extérieure. NOUS DEMANDONS un "homme d'expérience", compétent, ayant un BTS de frigoriste ou formation équivalente, plusieurs années de travail sur le terrain, de très bonnes connaissances en Conditionnement d'Air. (réf. 4708 T.M.C.)

## TECHNICIEN DE MAINTENANCE EN électromécanique

IL SERA CHARGÉ : — pour un bâtiment de grande importance — du contrôle des travaux d'entretien dans différents domaines (mécanique, électricité, plomberie, serrurerie, etc.). Il assurera la liaison avec l'entreprise spécialisée qui a réalisé ces installations. Il devra posséder un BTS en Electromécanique, plusieurs années d'expérience professionnelle, de très bonnes connaissances en électricité : haute, moyenne et basse tension. (réf. 4708 T.M.C.)

Ne pas se présenter, envoyer lettre de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence indiquée à

organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS CLUTRANSMETTRA

BERESFORD, ANGELL & Cie

Une société multinationale, dont le chiffre d'affaires en France atteint 400 millions de francs, comportant 17.000 employés, fabriquant de l'équipement et des pièces pour l'industrie automobile, cherche pour son siège à CLICHY (92)

## INGENIEUR D'ORGANISATION FF 120 000 (réf. 76101)

Un nouveau département vient d'être créé pour l'étude de systèmes et de procédures administratives. L'ingénieur d'organisation, sous l'autorité du directeur du département, sera responsable de l'amélioration des systèmes de gestion dans l'ensemble du groupe. Il s'occupera en particulier du développement de l'utilisation de l'ordinateur.

De formation grande école, âgé de 30 ans minimum, il aura de préférence au moins 4 ans d'expérience dans un cabinet d'organisation ou dans un département comparable de systèmes et méthodes.

## RESPONSABLE METHODES COMPTABLES-FF 110 000 (réf. 76102)

Sous l'autorité du contrôleur de gestion du groupe, le responsable méthodes comptables s'occupera de l'étude et de l'application des systèmes de consolidation français et étrangers, de l'amélioration et de la standardisation du reporting dans les divisions et du développement des systèmes informatiques.

Agé de 30 ans minimum, D.E.C.S. ou équivalent, il aura tenu un poste de responsabilité au sein d'une grande société utilisant les systèmes de comptabilité les plus évolués.

Une connaissance de l'anglais est souhaitable pour les deux postes. De très bonnes perspectives d'avenir sont offertes à des candidats de valeur. Adresser C.V. sous références correspondantes à BERESFORD ANGELL ET CIE 16, rue Lafontaine - 75003 PARIS.

Recrutement financier

OFFRES D'EMPLOI	La Rigue	La Rigue T.C.
Offres d'emploi/Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Rigue	La Rigue T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS**

recherche

**INGENIEUR  
MECANICIEN-  
METALLURGISTE**

En tant qu' «Expert Qualité», il sera associé aux études, à la fabrication et à la mise au point de prototypes de manutention et d'examen non destructifs à distance.

Cette fonction s'adresse à un ingénieur de 30 ans minimum, diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS) et ayant une expérience de L'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à M. LACHENE - 8, square de la Dordogne - 75017 PARIS.



**HYPERMARCHÉS AUCHAN**

17 Hypermarchés - 3,5 milliards C.A. en 1975

40 % de progression par an depuis 10 ans

recherchent pour l'expansion (4 nouvelles unités en 1977)

**3 RESPONSABLES COMMERCIAUX**

ESSEC - EDHEC - ESC - SCIENCES ECO

débutant ou quelques années d'expérience

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'apprendre un métier qui vous passionnera,

- de ne pas attendre 5 ans pour prendre d'importantes responsabilités.

VOUS DEVEZ AVOIR :

- le sens du concret et des réalisations et être capable de faire des efforts physiques,

- le goût des contacts humains et être meneur d'hommes,

- une curiosité, un sens critique et une imagination qui feront de vous un responsable autonome.

Vous serez entièrement responsable d'une partie de l'hypermarché (gestion du personnel, détermination de vos politiques commerciales).

Vous serez jugé sur la réalisation de vos objectifs.

Si notre proposition vous intéresse nous vous attendons et serons heureux de vous recevoir.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et ambitions CD 110 Buchelay :

DANIEL WAILLIEZ Directeur

Hypermarché AUCHAN - 78200 MANTES-LA-JOLIE



**GENERAL MOTORS FRANCE**

recherche pour son service

**METHODES DE FABRICATION**

**2 INGENIEURS**

(C2 ou C3)

(niveau BTS minimum)

Ayant au moins 2 ans d'expérience en

assemblage grande série de petit appa-

reillage voiture - outillage - équipement

machines spéciales.

Très bonne connaissance technique de

soudage exigée.

**PREPARATEUR**

**3e ECHELON - COEFFICIENT 290**

Possédant expérience industrielle en fabri-

cation de pièces mécaniques en grande

série.

Pour ces postes l'anglais est souhaité.

Nombreux avantages sociaux. Cafétéria.

Ecrire avec C.V. et prétentions Service

du Personnel - 5, Boulevard Gallieni -

92231 GENNEVILLIERS

**IMPORTANTE ADMINISTRATION  
TECHNIQUE**

recherche

**INGENIEUR**

AVEC FORMATION ECONOMIQUE

COMPLEMENTAIRE

ou

**Cadre**

**Economiste**

(Grande école commerciale, DES-IAE ou

équivalent) pour participer à des travaux

de planification et de prévisions à moyen et

long termes.

Le candidat débutant, ou ayant une première

expérience dans les domaines précédents,

doit posséder de bonnes connaissances comp-

tables et informatiques (Fortran COBOL).

Lieu de travail : PARIS

Adressez C.V. détaillé manuscrit, photo et

prétentions sous réf. 6051 à L. T. P.

31 Bld. Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui tr.



Numéro 1  
du classement en France

recherche

**1 SUPERVENDEUR**

Professionnel de la vente pour diffuser une gamme de matériels exceptionnels et de haut standing sur la

RÉGION PARISIENNE

Votre ambition et votre forte personnalité nous amènent à vous offrir

**UNE RÉMUNÉRATION**

**SUBSTANTIELLE**

**ET SANS PLAFOND**

en aucun cas le salaire mensuel ne sera inférieur à 6.000 francs.

Voiture indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à

ONC S.A., Monsieur Marc SEROR,

11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

**ETABLISSEMENT PUBLIC  
A CARACTERE CULTUREL**

recherche un

**projectionniste**

pour assurer des projections audio-vi-suelles et cinématographiques tous types de projections: 16mm - 35mm - Super 8 et diapos, et s'occuper de l'entretien du matériel.

Bonne expérience souhaitée. Déplace-

ments sur région parisienne essentiel-

lement Horaires particuliers possibles,

éventuellement soirées et dimanches.

Ne pas se présenter, envoyer lettre de

candidature en précisant sur l'enveloppe

la référence 4710 P à

OP7 organisation et publicité

2 rue MARENGO 75008 PARIS (8ème)

60.000 à 66.000 F selon expérience

Nous sommes un organisme de services de dimension nationale

Dans le cadre du développement de notre activité d'aide aux entreprises, dans le domaine du recrutement et de son environnement socio-

économique, nous recherchons :

**PLUSIEURS CADRES**

**Chargés des Relations**

**avec les Entreprises**

MISSIONS, entre autres :

- Contrats avec les services du personnel ou les chefs d'entreprises ;

- Définition de postes et de profils de candidats ;

- Examens détaillés de curriculum vitae ;

- Etudes approfondies de dossiers.

PROFIL :

5 ans d'expérience minimum en entreprise de préférence à un poste de cadre,

mais surtout : outre le sens des contacts et l'esprit d'équipe, le poste EXIGE le goût d'un travail très minutieux d'études sur dossiers.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 45.741 à

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris

Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société d'électronique

proximité Pont de Saint-Cloud

recherche :

**AGENTS TECHNIQUES**

**ELECTRONICIENS**

**B.T.S. ou D.U.T.**

Débutants ou ayant quelques années d'expérience, pour ETUDES Automatismes et traitement du

signal sur matériels de technique avancée.

Adr. C.V. et prêt. sous le n° 45.857, à CONTESSÉ

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-16<sup>e</sup>, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE  
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL**

recherche

**POUR SON SERVICE FISCAL**

**UN JEUNE SPECIALISTE**

**DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

particulièrement expérimenté en matière

d'IMPOTS DIRECTS et de COMPTABILITE

Lieu de travail : Paris (16<sup>e</sup>)

Envoyer C.V., photo et prêt. sous le n° 1.082 à :

L.T.P., 31, Bd Bonne-Nouvelle. - 75002 PARIS



**roussel-uclaf**

recrute

pour son Centre de Recherche

de ROMAINVILLE

UN

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

spécialisé en Informatique scientifique

Il sera responsable de la réalisation de PROGRAMMES DE CALCULS dans une équipe de recherche en CRIMES STRUCTURELLE THEORIQUE.

CE POSTE EXIGE :

- des bases MATHEMATIQUES solides (mathématiques supérieures) ;

- une grande pratique du FORTRAN ;

- la connaissance d'un LANGAGE MACHINE ;

- la connaissance de l'Anglais.

40 heures 5 x 8. Avantages sociaux.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au

Service du Personnel

102, route de Noisy. - 93230 ROMAINVILLE.

**banque**

Importante Banque Privée recherche

**RESPONSABLE**

**DU DEPARTEMENT des CRÉDITS**

Le candidat, de formation supérieure, devra avoir acquis au sein d'un département similaire ou dans un service inspection d'un grand établissement à un niveau de responsabilité, une solide expérience des engagements de banque, la connaissance parfaite des crédits et une excellente maîtrise de l'application au risque, de même à lui permettre de défendre avec autorité les décisions qu'il aura la charge.

Nous lui demandons un sens critique développé et des qualités d'analyse pour encadrer une jeune équipe d'analystes de crédits.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions sous

référence NDCM à I.C.A., qui transmettra.

I.C.A. - International Classified Advertising

3, RUE d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société Bancaire Ouest

recherche

pour la vente de biens d'équipement

**ingenieur responsable**

**marché nucléaire**

Il sera chargé :

- de la réalisation du budget et de l'accomplissement des actions commerciales et répondra à toutes relations et assurera la gestion de son

secteur, la réalisation et la rentabilité des affaires négociées et de la pénétration de la

Société dans ce marché.

Il aura :

- une formation d'ingénieur Scientifique, orientée vers la thermodynamique et la mécanique des fluides, ou adaptable à des technologies diverses et une pratique de l'anglais courant et la connaissance du milieu

nucléaire.

Adressez C.V. + lettre manuscrite + photo

+ prétentions sous référence 147

SEXTANT/DPA

182, avenue Charles de Gaulle

92200 NEUILLY

Dans le cadre de son développement

LE GROUPE DU CREDIT COOPERATIF

renforce son Service Inspection Générale et recrute

**inspecteurs**

**de banque**

chargés de contrôler les services, agences et filiales.

Solide formation bancaire et, si possible, expérience de la fonction.

Déplacements fréquents en province pour des missions de durée variable.

La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise.

Réelles possibilités de promotion au sein d'un groupe en expansion.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et

prétentions sous référence 10.233

plein emploi 10, rue du mal paris 2

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**

recrute pour son secteur

**PROMOTION PUBLICITE**

**JEUNE CADRE**

diplômé d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, SUP. de CO. Paris)

et ayant acquis si possible une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet spécialisé.

La conception et la réalisation des actions promotionnelles demandent imagination, sens de l'analyse et bonne autonomie.

Env. C.V. détaillé, photo et prêt. sous n° 48.309,

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-16<sup>e</sup>, q. tr.

**Groupe industriel international français**

recherche

pour son ETAT-MAJOR A PARIS

**CADRE FINANCES INTERNATIONALES**

POSTE A CREER

Anglais courant.

Expérience ou alternance appréciée.

De formation supérieure et doté d'une grande

expérience financière et, si possible, fiscale, à

l'échelle internationale, il sera responsable, dans

le cadre de la Direction financière du groupe,

de l'organisation et de la gestion comptable et

financière des filiales étrangères, en liaison avec

les services du Siège.

Les cand. sont à adr. sa réf. 187, à Créat. Dauphine,

41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

Grande Société d'Édition pour les jeunes

spécialisée dans la bande dessinée et l'aventure

cherche un

**DIRECTEUR ARTISTIQUE**

de très haut niveau

ayant d'excellentes connaissances des techniques

de fabrication presse et édition ;

ayant ou ayant beaucoup les enfants ;

possédant une large culture populaire (bande dessinée en particulier) ;

ayant déjà exercé des responsabilités importantes de créateur dans la presse magazine ou en agence ;

prêt à participer à l'élaboration collective de la

politique des produits dans le cadre d'une structure

marketing.

Adressez lettre de candidature, C.V. détaillé, photo,

prétentions sous n° 272.518 M à : REGOIL-PRESSE,

65 bis, rue Beaumour, Paris-20.

سكائن الامم



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société Multinationale  
Leader dans sa profession

## CHEF DE PERSONNEL

pour son usine métallurgie à Bezons (95)  
Effectif : 700 personnes  
Formation supérieure, 25 ans minimum. Expérience au moins 5 ans dans la fonction, exercée dans une unité opérationnelle métallurgie.

- IL DEVRA :
- appliquer et animer la politique de personnel et sociale de l'entreprise ;
  - assurer la gestion et l'animation du personnel de l'usine (recrutement, sélection, mutation, promotion) ;
  - contribuer à l'intégration de l'usine dans l'établissement ;
  - diffuser l'information à tous les niveaux ;
  - établir et maintenir les relations avec les représentants du personnel et les organismes extérieurs ;
  - veiller aux conditions de travail.

LE POSTE EXIGE :  
Dynamisme, efficacité, objectivité, diplomatie. Le candidat devra être hiérarchiquement au-dessus de l'usine. Il travaillera en liaison fonctionnelle avec la Direction des Relations Humaines du Siège.

La promotion ultérieure n'est pas limitée à cette position (notamment si connaissance de l'anglais).

LA REMUNERATION TIENDRA COMPTE DE L'EXPERIENCE ET DE LA VALEUR PERSONNELLE.

STAGE D'INTEGRATION PREALABLE.

Adresser candidature manuscrite avec C.V., diplôme, rémunération envisagée sous réf. 649/US à AMP, 49, r. Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, q. 12.

## LA VENTE

VOUS  
CONNAISSEZ

NOUS VOULONS DIRE LA VRAIE  
PAS CELLE QUI CONSISTE A  
ATTENDRE UN PROSPECT  
OU A SUIVRE UNE CLIENTELE.  
POUR NOUS LA VENTE C'EST  
PLUS DIFFICILE...  
C'EST AUTRE CHOSE.  
C'EST LA PRATIQUE DU TERRAIN.  
C'EST L'IMAGINATION  
DANS LA PROSPECTION. C'EST  
LA DETERMINATION DANS LA NEGOCIATION.

SI VOUS ENVISAGEZ LA VENTE  
COMME NOUS EN LIANT  
REMUNERATION ET REUSSITE,  
RESULTATS ET PROMOTION, PSYCHOLOGIE  
ET MANAGEMENT, DYNAMISME ET CARRIERE,  
SI VOUS AVEZ 23 ANS AU MOINS  
UNE BONNE FORMATION (ISUP DE UO-  
ESSEC-HEC-SCIENCES PO OU UN  
SOLIDE BACCALAUREAT) UNE  
EXPERIENCE DU PAS, SI VOUS ETES  
DISPONIBLE A PARTIR DU 22/3

NOUS POURRONS VOUS RECHERCHER EN ENSEMBLE.  
NOUS SOMMES LES MEILLEURS PLACES DU MARCHE POUR LE FAIRE

ECRIRE NOUS PAR INTERMEDIAIRE DE CE PUBLI-TE-LE-BOU

13 RUE MARIVAUX 75002 PARIS

## Chargé d'études de marché

Notre département analyse et étudie éco-  
nomiques recherche en jeune cadre débutant ou  
avec début d'expérience, diplômé Grande  
Ecole Commerciale, Sciences Eco., pour lui  
confier la responsabilité d'études de marketing  
de produits grand public.

- Formation assurée.
- Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo  
et prétentions, sous la référence 348 à :

**PHILIPS** Dpt. Personnel  
30, av. Montaigne  
75008 PARIS.

Direction du Personnel  
d'un Important Organisme  
du Secteur de la Construction

recherche

## chargé de recrutement

MISSION :  
Application, dans le cadre du budget, de  
la politique de recrutement.  
Mise en œuvre des procédures adminis-  
tratives du recrutement.  
Etude des candidatures en fonction des  
postes à pourvoir et de la personnalité  
de la Société.

PROFIL :  
Homme ou femme, trente ans minimum,  
possédant bien les méthodes du recrute-  
ment.  
Bonne formation ou expérience de l'en-  
treprise (psychologue clinicien s'abstenir).

Le salaire sera fonction de l'expérience  
et du profil.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo  
et prétentions à Contesse Publicité 50, av.  
Opéra 75009 Paris Cedex 03, qui trans-  
mettra sous référence No 45.452.

## ICL

pour renforcer ses équipes de support  
technique des ordinateurs de haut de  
gamme de sa

NOUVELLE SERIE 2900

recrute des

## spécialistes système

de formation supérieure, ayant une  
expérience confirmée d'au moins 3 ans  
sur de gros systèmes de  
gestion des données  
- télétraitement  
- systèmes d'exploitation  
- langage évolué

Si vous êtes séduit par la perspective  
de participer au lancement des der-  
niers matériels annoncés sur le marché,  
adresses C.V., photo et prétentions à  
P. GUERIN - ICL FRANCE  
16, cours Albert 1er - 75008 PARIS

## PARIS

Importante société de fabrication  
et vente de matériel T.P. recherche DEUX

## ATTACHÉS EXPORT

pour assurer et développer un réseau d'agents en  
de compensation internationale.  
Fréquentes déplacements à l'étranger avec congés  
de compensation et rémunération intéressante.  
Ces postes peuvent déboucher sur des responsa-  
bilités hiérarchiques au sein d'un groupe impor-  
tant en forte expansion.  
Il conviendrait à des jeunes H.S.I. ou Ingé-  
nieurs ayant quelques années d'expérience d'export  
de biens d'équipement.  
Allemand + si possible russe pour l'Est, Anglais +  
si possible arabe pour l'ouest.

Envoyer C.V. + photo + prétent. à :

## COMPÉTENCES

22, rue Vaneau - 75007 PARIS.  
Référence 222.

## IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE (PARIS)

SPECIALISÉE  
DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER

recherche

## CADRE COMPTABLE DE BANQUE NIVEAU CLASSE V

POUR ÊTRE L'ADJOINT DIRECT  
DU CHEF COMPTABLE

Le candidat devra justifier notamment :  
- d'une bonne expérience dans un établissement  
de crédit immobilier ;  
- d'excellentes connaissances dans la préparation  
des situations G.C.R. et du bilan, dans la ges-  
tion comptable des crédits aux acquéreurs.

Il devra en outre posséder des aptitudes certaines  
au commandement.

Adresser curriculum vitae + photo à ARCHAT,  
34, bd Haussmann, 75009 PARIS (sous réf. L. 54),  
qui transmettra.

## ENTREPRISE GÉNIE CIVIL DE PREMIER RANG

Siège Social proche banlieue Sud

recherche

## UN INGÉNIEUR

Pour études et le cas échéant  
direction travaux

Indispensable : expérience confirmée  
notamment AERODROMES

## UN INGÉNIEUR A.M.

pour service matériel

Indispensable : expérience de quelques années

## UN INGÉNIEUR A.M. DÉBUTANT

pour service matériel

## UN AGENT TECHNIQUE CONFIRMÉ

pour service matériel

## DEUX CHEFS MÉCANICIENS CONFIRMÉS

pour chantiers

Env. avec C.V. manuscrit et photo sous n° 45.452.A  
CONTESSE Publ., 20, av. l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

## LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Spécialisé en Cardiologie - Angiologie  
Neurologie - Néphrologie

cherche

dans le cadre du développement de ses activités

## DÉLÉGUÉS (EES) MÉDICAUX

Age minimum 25 ans

Les postes proposés comportent l'obligation de  
résider dans les secteurs indiqués.

Il s'agit de :

## PARIS ET RÉGION PARISIENNE

AINSE - OISE ET SOMME

Outre l'exigence du baccalauréat complet, la sélection  
s'orientera, de préférence, vers des candidats ayant :

- connaissance d'anatomie, physiologie ou autres  
sciences fondamentales du premier cycle des  
études médicales, ou pharmaceutiques, ou bio-  
logiques ou autres ;

- culture générale ;

- présentation et élocution agréables ;

- art de convaincre ;

- dynamisme et puissance de travail.

La situation offre :

1) Salaire stable suivant programme de travail  
accompli ;

2) Frais de déplacement (voiture personnelle) ;

3) Prime annuelle d'objectif, pour une campagne  
complète ;

4) Avantages sociaux - retraite complémentaire -  
régime de prévoyance, etc.

Sélection des candidats avant le stage (rémunéré)  
qui sera compris dans la période d'essai légale.

Adr. C.V. et photo à n° 272.646 M. BENOÎT-FRÉRIE  
53 rue, Beaumour, Paris (20).

## BANQUE DYNAMIQUE !

tous les cadres bancaires sérieux de développement rapide  
(supplémentaire et complémentaire) ayant une formation  
et expérience professionnelle solides de quatre à dix ans  
avec performance (études et développement) à cette section  
et si possible bilingues, mobiles et capables d'investissement.  
Les informations seront données par cabinet qui garantit  
réponse à tous les envois et candidatures valides.

écrire à GRAPHIPRESS - Réf. 210

5, rue du Fg St-Honoré - 75008 PARIS.

## directeur des ventes

55.000 +

Filière d'un Important Groupe français, nous sommes  
spécialisés dans la distribution d'équipement corp-  
orel (vest, pantalon, robe). Nous recherchons  
notre futur

Votre position sera celle de directeur de la réputation  
commerciale dans le domaine industriel, la connais-  
sance des marchés - pharmacie, parfums, cosméti-  
que, produits chimiques - particulièrement appréciée.

Vous aurez la responsabilité de la promotion de  
notre produit auprès de clients importants, et qui nécessitent  
une attention particulière.

Vous devrez également superviser la Direction des  
Ventes, l'animation du réseau de représentants et le  
développement de la distribution sur le plan national.

Il s'agit d'un poste évolutif nécessitant un réel pen-  
sion. La Société offre des perspectives de développement  
de carrière, élargies et étendues à la fois sur le  
plan C.V. et photo + prétent. adresser à réf. 9/2602/2 à  
notre Siège.

bernard juliet psycom

22, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

## CHEF DU PERSONNEL

PARIS

Un groupe industriel important dont l'effectif dépasse  
1500 personnes, recherche un Chef du Personnel pour  
son siège parisien. Ce cadre sera chargé de l'élaboration  
de la politique du personnel au niveau du groupe et de  
la coordination des mesures d'application dans les dif-  
férentes filiales.

26 rue Marabout 75008 Paris sous adre-  
sage n° d'information et dossier de  
candidature par demande. Réf. 547/1.

## TECHNICON

Leader mondial de l'automatisation  
des analyses de laboratoire

recherche

## UN MÉDECIN

pour renforcer son équipe marketing en France.

Il est demandé :

- de sérieuses connaissances en biologie confir-  
mées par une expérience en laboratoire (inter-  
nal de préférence) ;

- un goût et un sens des contacts humains et  
du travail en équipe ;

- des dons réels de séduction, et d'imagination.

Il est offert :

- une ambiance de travail jeune et dynamique  
au sein d'un groupe de confiance ;

- une rémunération en rapport avec la valeur  
du candidat et de ses résultats ;

- des possibilités d'avancer à la mesure d'une  
société multinationale en constante expansion.

Env. C.V. photo et cand. à : Dr. du Marketing,  
TECHNICON S.A., B.P. 10 - 92200 BOULOGNE.

ETABLISSEMENT PUBLIC

A CARACTERE CULTUREL

recherche pour son service

## AUDIO-VISUEL

responsable labo photo

professionnel

Créer, voir et bien, filmer jusqu'à  
4000, diapos, papier couleur, microfilm,  
microfiche, matériel professionnel classique,  
contrôle qualité, approvisionnements.

Supervision de 4 équipes - sur mesure  
(travaux, etc.).

Ne pas se précipiter, envoyer CV + références  
techniques prises en compte par l'ensemble  
la référence 457 B.L.P.

organisation et publicité

21, rue de Valenciennes 75001 PARIS

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ

D'ELECTRONIQUE

recherche pour l'un de ses Centres

implanté proche banlieue Nord-Ouest de PARIS

## DES INGÉNIEURS

diplômés des grandes écoles à vocation électronique  
(ENST - ENS)

Pour les activités suivantes :

1) Etude de systèmes de télécommunications (en  
particulier domaine téléinformatique) conduisant  
à la définition puis à l'étude :

- d'équipements modernes de traitement numé-  
rique du signal ;

- d'automatismes de gestion (utilisation de tech-  
nologues avancées : microprocesseurs).

2) Responsabilité de projets et réalisation dans des  
ensembles d'émission et réception.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 45.708  
CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 12.

## GRUPE BANCAIRE. Paris 8ème

recherche, dans le cadre de son  
développement,

## gradés et cadres de banque

pour compléter son

Service Organisation.

Les candidats auront une expérience confirmée  
des techniques bancaires, le sens du contact et  
un esprit d'équipe.

Ils auront pour mission de participer à la mé-  
morisation des établissements bancaires du  
groupe à PARIS et en PROVINCE.

Entrée avec C.V., photo et prétentions  
sous référence 10.224

plein emploi 10, rue du mol Paris 8e.

**offres d'emploi**

RECHERCHE et D'ANALYSE  
des PLASTIQUES  
recherche  
**PHYSICO-CHIMISTE**  
GRANDE ECOLE  
ser. av. C.V. n° T 8486 A  
Stélie-Pressé, 85 bis, rue Réau-  
mur, PARIS-2<sup>e</sup>.

Import. SNE rech. pour son  
Bureau d'Etudes Paris 14<sup>e</sup>

**PROJCTEURS I et II**

connaiss. exigée chaudronnerie  
et soudure

**Laboratoire de Recherche**  
demande personne ayant  
exp. **PHYSIOLOGIE** pour  
travail à temps partiel.  
Tél. : LEC. 41-79, poste 430.

## ADMINISTRATIVE FIÉE

**CANETTI**  
NEUILLY-SUR-SEINE

recherche

**SECRÉTAIRE  
COMMERCIALE  
TRILINGUE**

le devra :  
Assurer les tâches administratives du service y compris le courrier, l'administration des ventes et les statistiques.

poste convient :  
A candidate 22 a. minimum, sténodactylo, formation commerciale ou technique.

**Salaire : en accord  
avec aptitudes.**

**NEUILLY-s/Seine**  
mande **SECRETAIRE STENO-**  
**DACTYLO** expérimentée pour  
Direction Commerciale. Libre  
suite. Congés août assurés.  
r. avec C.V. à J. Godignon  
MALLAT, 104, bd Arago  
75014 PARIS.

**Min. 5 ans expérience.**  
**Bilingue français-anglais.**  
**Très organisée, sens respons.**  
**dynamique et efficace.**  
**DACTYLO Indisp.**  
**Env. C.V., photo et présent.**

**INDUSTRIE  
CARTON ONDULE**  
Marché pour son Siège Social  
**RUNGIS SILIC**  
**SECRÉTAIRE**  
**DIRECTION**  
Prés du P.-D.G. Haute qua-

**énodactylos**

**Kelly Girl**  
pour emplois temporaires  
**STENOS et DACTYLOS**  
linguistes et SECRETAIRES  
bd de la Gare 13<sup>e</sup>, 539-87-20,  
rue du Helder 9<sup>e</sup>, 770-95-49,  
r Montparn., 5<sup>e</sup> ét. 538-52-83.

**L'obligeance  
des lettres  
restituer aux  
sents qui leur**





## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## LA NOUVELLE HEURE D'ÉTÉ

## Dimanche 28 mars, 1 heure du matin : l'ombre recule

Tournons les aiguilles : le dimanche 28 mars 1976, à 1 heure du matin, toutes les pendules et montres de France devront s'aligner sur la nouvelle heure d'été. Jusqu'au dimanche 26 septembre prochain, l'heure légale sera, dans l'Hexagone, avancée de soixante minutes. Petite révolution dans les habitudes des Français. Elle rajoutera tous ceux qui se souviennent des mauvais temps de l'occupation, tous ceux qui n'ont pas oublié l'« heure allemande ».

Au-delà du folklore, ce changement de rythme devrait avoir pour objectif de l'opération — des conséquences non négligeables sur la consommation d'énergie. Mais pourquoi ne pas essayer, à cette occasion, de vivre un peu différemment les mois du printemps et de l'été ?

On donne l'idée pour être celle d'un ancien ministre de l'économie et des finances devenu depuis le premier personnage de l'Etat. C'était au lendemain de la crise pétrolière. Il fallait économiser l'énergie et ne rien négliger. Le projet fit son chemin et, le 19 septembre 1975, un décret parvint au Journal officiel chargeant le ministre de l'Industrie et de la Recherche et le secrétaire d'Etat aux transports de faire appliquer la nouvelle heure légale.

Concrètement, prenons par exemple le 15 août. Ce jour-là, si rien n'avait changé, le soleil se serait levé à 5 h 45 et se serait couché à 20 h 08 ; avec la nouvelle heure légale, il se lèvera à 6 h 45 et se couchera à 21 h 08. Autrement dit le particulier qui a l'habitude de quitter son domicile à 6 heures sortira une heure plus tôt dans l'aube et non plus en plein jour, mais rentrera aussi une heure plus tôt chez lui où il pourra profiter une heure de plus de la lumière du soleil.

## URBANISME

## POUR AMÉLIORER L'HABITAT

La Ville de Paris va apporter son aide financière à l'amélioration de l'habitat sous les trois formes suivantes :

- 1) Une aide complémentaire à celle accordée par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Elle est réservée aux locaux loués, et pouvant atteindre 30 % du montant des travaux retenus par cet organisme ;
- 2) Une aide réservée à des immeubles d'habitation occupés par le propriétaire ou loués par lui, lorsque aucune subvention de l'Agence nationale n'est accordée. Cette aide consiste en une subvention pouvant atteindre 80 % du montant des travaux, s'ils ne dépassent pas 5 000 F ;
- 3) Une aide réservée aux propriétaires occupants pour des travaux d'un montant minimum de 5 000 F et pouvant atteindre 90 % du montant des travaux (90 % de subvention et 10 % de prêt).

\* Renseignements à la sous-direction du logement, bureau de l'habitat, 50, rue du Turbigo, 75003 Paris, tél. 887-81-21, poste 442.

L'Agence pour les économies d'énergie, qui est chargée de mettre en œuvre cette opération « soixante minutes de soleil », en attend plusieurs avantages : une amélioration de la sécurité routière en fin de journée, au moment où les automobilistes sont les plus nombreux dans la plus mauvaise luminosité entre chien et loup, une incitation à fréquenter plus assidûment les stades et les centres de plein air en fin de soirée ; enfin, et surtout, une diminution de la consommation de l'énergie électrique.

Cette économie, en écartant les pointes du soir, pourrait représenter 1 % de la consommation nationale d'électricité, l'équivalent de 300 000 tonnes de pétrole.

Le souci économique n'est pas nouveau puisque aussi bien la première modification de l'heure légale en France devait être décidée en 1916 dans le but d'épargner l'énergie et les devises de la France en guerre. La même préoccupation a guidé, en Europe,

la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne, qui depuis de nombreuses années pratiquent l'heure d'été.

Mais en décalant de la sorte les habitudes des populations, les gouvernements ne prennent-ils pas un léger risque ? Une heure uniforme tout au long de l'année dans chaque pays et entre les pays : cela avait été considéré au début du siècle comme un progrès, presque comme une nécessité. En France, par exemple, c'est le développement des chemins de fer qui, à partir de 1891, avait obligé toutes les horloges de France à se mettre pour la première fois à l'heure de Paris.

Les dispositions qui vont entrer en application présentent de ce point de vue quelques « dangers ». Peut-être les plus longs soirs d'été ininterrompus des automobilistes à consommer davantage d'essence : on perdrait d'un côté ce qu'on gagnerait de l'autre. Plus certainement les travailleurs frontaliers et les voyageurs internationaux peuvent avoir à pâtir des nouvelles différences d'heure, qui vont se croiser entre les pays européens, ceux-ci n'ayant pu s'entendre entre eux. Prenons l'exemple du mois de juillet prochain. Quand il sera 20 heures à Paris il sera 19 heures à Londres, 19 heures à Bruxelles, 19 heures à Bonn, 20 heures à Rome, 20 heures à Madrid. Les horaires des trains français, qui seront avancés d'une heure, risquent de ne plus donner à tout coup des correspondances exactes avec les réseaux étrangers. La

S.N.C.F. déclare avoir réussi à ajuster ses programmes au plus serré avec ceux de ses voisins européens. Mais les voyageurs, déjà perturbés par l'absence du Châli, devront prendre leurs précautions. Pas de problèmes graves à l'air France et dans les compagnies aériennes. Quant aux agences de voyages, après quelques inquiétudes, ils ont sorti normalement leurs catalogues de l'été.

Finalement, c'est le mécanisme même de ce changement d'heure, simple mais abstrait, et donc compliqué, qui risque psychologiquement d'être au début du mois prochain le plus mal accepté. Il se s'agit là que d'une expérience, précisée bien les responsables de l'opération. Aucune décision n'est prise pour la reconduire en 1977. On la jugera sur pièces et on attendra surtout de nos partenaires européens qu'ils acceptent de l'accompagner.

Les Français seront peut-être tentés d'aller un peu plus loin. Les soirées, cet été, seront plus longues, la tentation sera plus grande de s'évader au dehors. Le vide de nos villes, le soir, risque de nous paraître encore plus incongru. L'occasion est belle d'avoir envie d'y renoncer. Et même si cette heure d'été n'a que cette vertu, elle aura, au moins permis aux vacanciers bretons d'admirer la tombée du jour sur la pointe du Raz... une demi-heure avant minuit.

\* Pour les personnes dépourvues de montre d'été, l'Agence économique d'énergie répond au téléphone : 567-55-22.

## Corse

● LA DESERTION MARITIME DE LA CORSE. Un comité consultatif (Journal Officiel du 3 mars) vient d'être institué qui examinera les problèmes de la desserte maritime de la Corse. Il est composé de vingt-six membres, dont les treize membres du conseil régional. Ce comité, dont le président du conseil régional assure la direction, est consulté sur les questions relatives à l'organisation du service public des transports maritimes entre les ports français du continent et de la Corse. Il transmet ses avis à la S.N.C.F. en qualité d'entreprise chargée de l'organisation et du contrôle de ce service public.

## Environnement

● BOUTES ROUGES DE LA SEINE : SURSIS À EXECUTION. — Le tribunal administratif de Rouen, statuant sur un recours des pêcheurs de la baie de Seine, a ordonné le vendredi 5 mars, le sursis à exécution d'un arrêté préfectoral autorisant une usine du Havre à rejeter des déchets industriels en Seine. Les syndicats des marins-pêcheurs de la baie de Seine et du Havre avaient introduit un recours demandant l'annulation d'un arrêté pris le 29 mars 1975 par le préfet de la Seine-Maritime et autorisant l'usine Thann et Mulhouse du Havre

## FAITS ET PROJETS

à rejeter du bauxite de titane, à l'origine des « boues rouges » en baie de Seine.

## Paris

● EXPULSIONS ET SAISIES. — En réponse à la question écrite de plusieurs conseillers de Paris, le préfet de police indique dans le Bulletin municipal officiel du 4 mars, qu'en 1975, à Paris, quatre mille quatre cent quatre-vingt-expulsions de locataires « ont été réalisées avec le concours de la force publique, requise par le ministère d'habitat ». Le plus grand nombre l'ont été à la suite du non-paiement des loyers.

D'autre part, au cours de la même année, dix-sept mille huit cent soixante-dix-sept saisies ont été exécutées par les huissiers avec l'assistance du commissaire de police.

● UN PLAN D'URGENCE POUR LA DÉFENSE. — Dans une lettre ouverte au président de la République, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent que soit mis en œuvre un plan d'urgence pour améliorer les conditions de vie et de travail des quarante mille employés de la Défense. Ils souhaitent notamment la prolongation de la ligne de métro n° 1, l'application du tarif urbain jusqu'à la Défense sur la ligne du métro express régio-

## District parisien

## UN HOMMAGE DE LA VILLE DE PARIS A VINCENT AURIOL

A l'initiative des conseillers socialistes de la capitale et des anciens collaborateurs du premier président de la IV<sup>e</sup> République, le Conseil de Paris a suivi son président Bernard Lafay pour attribuer le nom de Vincent Auriol à une grande arête de la capitale, la ci-devant boulevard de la Gare. L'inauguration en a lieu ce jeudi 4 mars, en présence de Mme Vincent Auriol, de la famille du président et de ses anciens collaborateurs.

Cette cérémonie prendra la figure de réputation puisque Vincent Auriol figurait parmi les très rares chefs d'Etat français à n'avoir pas été honoré par la capitale.

Pour ce disciple de Jaurès et de Blum a fortiori marqué de sa personnalité et de son action l'histoire de la République, aux heures les plus difficiles : le Front populaire, la France combattante, la libération, le trouvant aux premiers rangs.

Surtout, de 1947 à 1954, sa présence à l'Elysée permit de maintenir la République à travers des secousses et des crises qui menaçaient de tourner au drame, la continuité de l'Etat. Président d'une France ruinée dans un monde bientôt déchiré par la guerre froide, ayant à faire face, comme

président de l'Union française, aux douloureux problèmes de la décolonisation pour laquelle il s'efforça de faire valoir une politique libérale, il devait encore pallier la carence des institutions et des hommes. Se désignant lui-même comme le tuteur du régime fragile, il savait donner les impuissances nécessaires et s'assurait avec vigilance qu'elles étaient suivies d'effet : la reconstruction du pays, le Plan, la CECA, le SMIG, l'annexion de la Communauté économique européenne, comptant parmi les réalisations les plus fécondes de son septennat, sur lesquelles vivent toujours la France et l'Europe. Parlant très haut le langage de l'Etat, il représentait au-dessus la République avec une dignité unanimement reconnue par la communauté internationale. Créateur d'un véritable style présidentiel qui lui valut une réelle popularité, et demeura proche du peuple dont il était issu, il sut tirer le meilleur parti de sa magistrature morale, dans le plus grand intérêt du pays. Il est juste que celui-ci s'en souvienne et lui rende un hommage solennel et mérité.

CH. MICHELIER, ancien secrétaire général à la présidence de la République.

## LES SALONS FRANÇAIS EN MARS

Jusqu'au 14 mars : Salon International des arts ménagers, 18 heures à 19 heures. Mercredi et vendredi, fermeture à 22 h 30. CNIT Puteaux.

Jusqu'au 9 mars : Salon International des articles de sports d'hiver, 9 heures à 19 heures, réservé aux professionnels, Parc Olympique, Grenoble.

Jusqu'au 11 mars : Salon International de l'agriculture, 9 heures à 19 heures, ouvert au public, Porte de Versailles.

Jusqu'au 14 mars : Salon International de la machine agricole, 9 heures à 18 heures, Porte de Versailles.

Jusqu'au 14 mars : Salon de la motoculture de plaisance et du jardinage, 9 heures à 18 heures, Porte de Versailles.

De 8 à 14 mars : Festival International du son, 10 heures à 20 heures, samedi de 10 heures à 24 heures ; lundi 8 mars : Journée réservée aux professionnels, CNP, porte Maillot.

De 28 au 31 mars : Semaine Internationale des Industries et arts du feu, du bijou, de l'horlogerie et de l'orfèvrerie, SIFIBOR, 9 h. 30 à 19 heures. Journée réservée aux professionnels, CNP, porte Maillot.

	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	9,18
	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

## L'immobilier

## hotels-partic

NEUILLY, vends belle maison 9 pièces principales, 250 m<sup>2</sup> + terrasse, partiel état, 25-73-71.

NEUILLY, très bel H.P., 3 réceptions, 50 chambres, beau jardin ombragé, 2 garages, DORESSAY, tél. 171-1904.

NEUILLY SAINT-JAMES Hotel particulier de qualité, belle réception, 6 chambres, service, garage, NATHAN, 26-50-19.

A LOUER 17<sup>e</sup> PERIERE BEL HOT. PARTIC. MIXTE HABITAT/PROFESS. 250 m<sup>2</sup> 5<sup>e</sup> niveau, 11 pièces, gar., 8500 F mens. Installation téléphonique 2 lignes 25-54-59.

fonds de commerce

Vends beau TABAC-JOURNAUX BUREAUX, PAPETERIE GADGETS. S'adresser par tous rends, à tél. 15-44-23-50.

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE importante ville Midi. Café-Brosserie + Hôtel 4 étoiles, 65 chbres. Possib. achat murs. Emplacement unique. Ecr. n° T 84.367 M. Régie-P.F., 85 bis, rue Reaumur, Paris-2.

## bureaux

PROPRIETAIRE DIRECT. MARAIS, 9 bureaux très beaux, 1 tel. Bail 98, repr. 749-23-25.

113 3<sup>e</sup> BUREAUX, 70 m<sup>2</sup> quartier LOCATION 55 PAS-DE-PORTE. AG MAILLOL SAINT-LAZARE, 22-45-55, 22-19-10.

LEDUR-ROLLIN (ex Météo) LIBRE 1<sup>er</sup> ANN. COMMERCIAL 30 m<sup>2</sup> A louer sans pas-de-porte

Bon état. Bail neuf. Loyer très modéré. Ecr. n° 72-491, P.F.P., 12, rue de l'Isiv - Paris 8<sup>e</sup>.

7<sup>e</sup> RAPP - A LOUER 1.272 m<sup>2</sup> BUREAUX civilisés

PONCIP - ANJ. 50-73

SAINT-AUGUSTIN SAINT-LAZARE

A LOUER BUREAUX dans immeuble de bureau, grand jardin, climatisé, service hôtel, téléph., salle de conférences, Parking - Tél. 295-45-52.

## immeubles

Particulier vend terrain avec immeuble 3 étages + commerce, 400 m<sup>2</sup>, Issy-les-Moulineaux, à prox. du métro. Tél. 725-45-36.

## usines

A louer usine pr. Rouen 400 m<sup>2</sup> Ecr. n° 8.368, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75027 Paris-P.

## locaux commerciaux

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

## locaux commerciaux

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

MAISON COMMERCIALE

100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur, 100 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages avec ascenseur.

## viagers

Lib. MONCEAU app. mixte 7 p., bûc. + 3 serv. 250 m<sup>2</sup> caline, ensoleil. 450.000 + 6.000 rante. ETUDE LODEL, tél. 780-06-97.

Libre dans 5 ans, 475 P. 170 m<sup>2</sup> 4<sup>e</sup> étage, Asc. Pré Observatoire 125.000 + 2.500 F. 1<sup>er</sup> 77 ans. F. CRUZ 6, rue la Boétie 264-15-90

Libre 1<sup>er</sup> ANN. COMMERCIAL 30 m<sup>2</sup> A louer sans pas-de-porte

Bon état. Bail neuf. Loyer très modéré. Ecr. n° 72-491, P.F.P., 12, rue de l'Isiv - Paris 8<sup>e</sup>.

7<sup>e</sup> RAPP - A LOUER 1.272 m<sup>2</sup> BUREAUX civilisés

PONCIP - ANJ. 50-73

SAINT-AUGUSTIN SAINT-LAZARE

A LOUER BUREAUX dans immeuble de bureau, grand jardin, climatisé, service hôtel, téléph., salle de conférences, Parking - Tél. 295-45-52.

immeubles

Particulier vend terrain avec immeuble 3 étages + commerce, 400 m<sup>2</sup>, Issy-les-Moulineaux, à prox. du métro. Tél. 725-45-36.

usines

A louer usine pr. Rouen 400 m<sup>2</sup> Ecr. n° 8.368, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75027 Paris-P.

A vendre près ANTIBES (06) Murs, fonda, matériel de menuiserie-brosserie avec superbe villa sur 2 niveaux à l'état neuf. Prix 1.800.000 F. F. RAMONICO, 117, bd Wilson, 06140 JUAN-LES-PINS. Tél. 06 19 51 61-40

## propriétés

MEDOC (GIRONDE) A.V. cru de grand prestige et cru bourgeois. Ecrire F 20.10.

PREL LYCEE ENGHEN (Saint-Gratien), propriété, 100 m<sup>2</sup> + 4 chambres, 200 m<sup>2</sup> terrain. Parc 3.000 m<sup>2</sup>. YONNE près Tonnere, moulin à transformer grande surface aménageable sur 2 niveaux, terrain 2 ha. Tél. 225-32-71.

ROYAN - SAINTES COGNAC-EN-SAINTEONGE

CHATEAU XV<sup>e</sup> s. XVII<sup>e</sup> s. Panorama sur rivière Charente qui le borde sur 1 km. Beaucoup de charme, 10 ha seul tenant, sole et pres. 12 chambres, 30 km de la mer.

TRES JOLIE PROPRIETE bordée rivière, Parc 2 ha 70 (pêche), Logis saintongeais : 9 chambres tout confort, maison de gardien.

VIEUX LOGIS RESTAURE XV<sup>e</sup> s. Tout confort, 14 pièces. Possib. acquérir 16 ha vignes Cognac + petite Champagne, 30 kilomètres de la mer.

PROMOTEL S.A. « La Selière » La Clisse, 17000 SAULON. Tél. : (40) 55-25-92.

EN CENNES Particulier vend maison neuve 9.000 m<sup>2</sup>, près LE VIGAN, eau, électricité. Ecrire CLEMEN, C.C., 2070 LE VIGAN ou (64) 91-42-44.

30 km Paris-Ouest, prox. gare, villa neuve, disponible, 7 p., 2 salles de bain + cabinet toilette, cuisine équipée, jardin, piscine, site résidentiel, 10.000 Francs Frais compris. GRAVEY - 965-49-59.



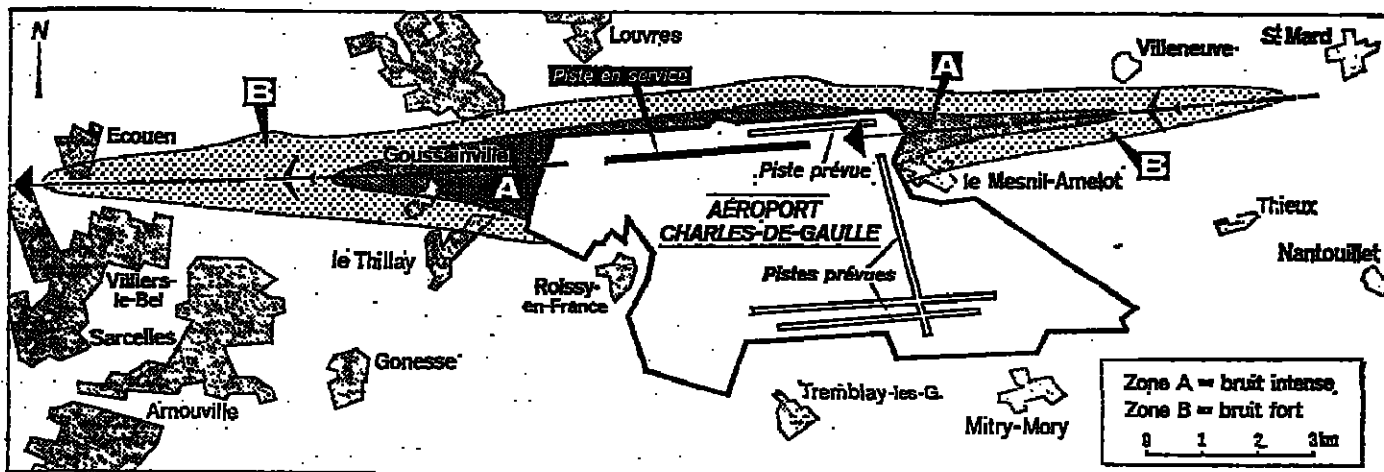
## La région parisienne

# Roissy hors les pistes

LORSQU'ON l'imagine, il y a vingt ans, l'aéroport de Roissy apparaissait comme un équipement indispensable et urgent. Le trafic aérien augmentait régulièrement et fortament. Le Bourget et même Orly seraient bientôt saturés.

Roissy-Charles-de-Gaulle fut inauguré en mars 1974. Il entra en service dans un monde bien différent de celui auquel avaient pensé ses inventeurs. Les courbes de la croissance s'inclinaient; les compagnies aériennes devaient réviser leurs prévisions; les aéroports européens devaient entamer une saine concurrence pour leur rôle. Dans le même temps, la philosophie de cette croissance était de plus en plus ouvertement et vivement contestée. Les hommes de la technique se heurtaient aux défenseurs du cadre de vie, les ingénieurs aux environnementeurs.

Ce changement de cap intéressa directement Roissy. Il avait été conçu pour être le plus grand aéroport d'Europe, ouvert 24 heures sur 24. Ses riverains, qui demandaient un très strict respect de circulation et d'interdiction des vols de nuit, font tout pour qu'il ne puisse remplir son contrat et atteindre ses ambitions. Situation exemplaire. Tous les aéroports du monde rencontrent les mêmes difficultés. Pour être utiles, ils ne peuvent trop s'éloigner des agglomérations qu'ils desservent; pour être acceptés, ils devraient être installés dans des déserts. Entre ces deux exigences contradictoires, peut-on trouver un compromis ?



## Le tonnerre à domicile

Le clocher de Villiers-le-Bel, en Ile-de-France, ne carillonne plus les heures depuis longtemps. Les habitants de cette banlieue de Paris, que les découpages administratifs ont situés dans le Val-d'Oise, ont beaucoup mieux: chaque nuit, à zéro heure vingt-huit exactement, ils peuvent régler leurs montres sur le passage d'un avion venant de Roissy. Dix fois, entre onze heures du soir et six heures du matin, ceux qui ont le sommeil léger se réveillent dans leur lit, tandis que monte puis s'effondre le grondement des jets qui décollent ou se manœuvrent de ceux qui atterrissent.

Ces avions « curieux, lourdement chargés, qui passent au-dessus de ma maison en ayant l'air de se pointer », raconte Mme Huguette Ebnani, une mère de famille de quarante-huit ans, ce me rappelle les bombardiers de 1942.

Villiers-le-Bel, où l'on a construit, ces dernières années, des quartiers nouveaux abritant huit mille personnes, est ce qu'on appelle — et ici il faut y mettre

de l'humour — une ville-dortoir. A consulter les cartes et les documents officiels, les habitants se croient à l'abri. Villiers se situe à 7 kilomètres du bout des pistes, à l'extérieur des trajectoires de vol et en dehors de la zone dite de « bruit intense ».

Pourtant, certaines portes se mettent à vibrer avant même que les avions n'aient décollé. Quand ils passent, on enregistre 85 décibels dans la rue du 8-Mai, comme à proximité du centre chirurgical. Et, fenêtres fermées, encore 70 décibels dans les appartements. Les résidents ont triplé leurs rideaux, posé des moquettes et acheté des boules d'oreilles. Maintenant, ils rejoignent le comité de sauvegarde contre les nuisances, qui s'est créé dans la localité.

Il sont des milliers à avoir agi ainsi depuis que l'aéroport Charles-de-Gaulle a été inauguré, le 8 mars 1974. De Goussainville — à l'orée des pistes — jusqu'à Tremblay, à 20 kilomètres plus à l'ouest, les habitants de vingt-trois communes de défense.

Les remèdes existent, veut-on les accepter ?

## Le prix du silence

Le 25 novembre 1975 le conseil général du Val-d'Oise, constatant que les nuisances sont de très loin supérieures à celles prévues par les courbes de bruit officielles, a formulé un véritable cahier de revendications en douze points. Application des procédures anti-bruit, modifications de trajectoires, interdiction des vols de nuit, fermeture du Bourget, utilisation vers l'est seulement de la piste numéro 2, pénalisation des avions bruyants, recherche d'un nouvel aéroport plus éloigné pour éviter le doublement des pistes prévu, telles sont les demandes majeures. En clair cela veut dire : diminuer tout de suite les nuisances de Roissy et stopper son développement.

Voici point par point les réponses que l'on peut apporter à ces requêtes :

Elle améliorerait la situation de soixante-dix mille habitants, mais de seize mille à trente mille autres seraient encore touchés. Son tracé sera présenté avant l'été aux maires et au préfet du Val-d'Oise.

● PROCEDES ANTI-BRUIT : mises en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976, elles consistent à faire décoller un avion avec un angle de montée et une vitesse tels qu'il dégage le moins de bruit possible sans nuire à la sécurité. Mais ces procédures ne sont appliquées qu'aux appareils les plus bruyants tels que les Caravelles, les DC 8 et certains Boeing-747. Les pilotes s'efforcent en outre que pour accélérer les décollages on y déroge souvent.

● FERMETURE DU BOURGET : cet aéroport sera fermé au trafic commercial le 31 mars 1977, mais une ancienne piste est-ouest rénovée sera utilisée pour l'aviation d'affaires et certaines lignes intérieures. Les mouvements tomberont de deux cent trente à cent cinquante par jour, mais pourraient remonter à deux cent cinquante dans l'avenir.

● PENALISATION DES AVIONS BRUYANTS : établie en 1973 et jamais révisée depuis, une taxe de 1 à 5 F par passager est actuellement payée par les compagnies pour indemniser les riverains. Sa refonte est à l'étude. Entre en vigueur promise — avant la fin de l'année —, les appareils, qu'ils importent du fret ou des passagers, seraient rangés en quatre catégories selon leur bruit. La taxe serait quatre fois plus forte pour les plus bruyants. Pourquoi ne le serait-elle pas aussi pour ceux qui volent de nuit ? Et pourquoi le principe pollueur-payeur ne s'appliquerait-il pas à tous les aéroports de France ?

● MODIFICATION DES TRAJECTOIRES : les trajectoires actuelles ne sont respectées qu'à 10 degrés près. Un avion peut donc passer à plus d'un kilomètre de sa route théorique. Le fait est confirmé par une série de contrôles effectués à l'automne 1975 par des acousticiens de l'Union technique de l'automobile et du cycle (UTAC) et la demande des services de l'environnement. Certains jours 16 % des appareils qui décollent et 25 % de ceux qui atterrissent sont à plus de 600 mètres et même à plus d'un kilomètre de leur axe.

● L'AVENIR DE ROISSY : ni l'aéroport de Paris ni le secrétariat d'Etat aux transports n'ont encore remis en cause le développement de Roissy. Seule la « crise » a freiné celui-ci. On tablit sur un accroissement annuel du trafic de 18 % pour le fret et de 13 % pour les passagers : on compte à présent respectivement 10 % et 8 % seulement. Compte tenu de la taille croissante des avions, cela entraîne une augmentation des mouvements de 3 % par an. En conséquence, l'avenir de Roissy est ainsi tracé : en 1977-1978, la piste n° 2 sera portée de 2700 à 3600 mètres et ouverte au fret. En 1980-1981, les mouvements atterrissent deux cent soixante-dix par jour et l'adrogare n° 1 sera saturée avec huit à dix millions de passagers. L'aérogare n° 2 et la piste n° 2 seront donc ouvertes au trafic passager. A noter que l'axe de cette piste passe au-dessus de Gonesse, Amnouvilliers, Sarcelles, Montmorency et Soisy, soit une zone encore plus peuplée que celle soumise par la trajectoire de la piste n° 1.

● AÉROPORT PLUS LOINTAIN : les études autrefois menées pour décaler un emplacement entre Houlier et Erepagny, en Basse-Normandie, sont abandonnées.

La trajectoire de décollage vers l'ouest vient d'être modifiée le 26 février. Elle est à l'essai et la nuit seulement. Evitant la vallée de Montmorency, les avions survolent désormais la forêt. Vingt mille habitants seront épargnés. Hélas, une zone de silence était justement prévue dans ce massif ! Une autre trajectoire passait au-dessus des terres agricoles de la plaine de France et filait vers le nord-ouest est à l'étude.

● MOTEURS MOINS BRUYANTS : ce thème est à l'ordre du jour de toutes les conférences aéronautiques internationales depuis dix ans. L'organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a établi, en 1970, les limites de bruit que tout nouveau subsonique doit respecter pour avoir droit à la certification acoustique. Parmi les appareils modernes, ni le Boeing-747, ni le Boeing-727, ni le DC 8, ni le Mercure n'y ont droit. Seuls l'Airbus, la DC 10 et le TriStar sont certifiés. Ils respectent à peine 15 % des mouvements à Roissy. On espère que dans dix ans ils feront 80 % du trafic, mais rien n'est plus aléatoire.

Des pots d'échappement existent. Pour en équiper la flotte d'Air France et d'Air Inter, il en coûterait un milliard de francs.

Un espoir pourtant : la SNECMA sortira en 1978 un nouveau moteur silencieux pouvant équiper les Mercure et rééquiper les Boeing-727. Turbomoteur fait de même avec un réacteur pour avion d'affaires, le Restar Concord, le plus silencieux, pour lequel on ne connaît aujourd'hui aucune solution technique. Mais pourquoi ne pas rechercher les heures d'atterrissage et de décollage les moins gênantes pour les riverains ?

Un espoir pourtant : la SNECMA sortira en 1978 un nouveau moteur silencieux pouvant équiper les Mercure et rééquiper les Boeing-727. Turbomoteur fait de même avec un réacteur pour avion d'affaires, le Restar Concord, le plus silencieux, pour lequel on ne connaît aujourd'hui aucune solution technique. Mais pourquoi ne pas rechercher les heures d'atterrissage et de décollage les moins gênantes pour les riverains ?

Un espoir pourtant : la SNECMA sortira en 1978 un nouveau moteur silencieux pouvant équiper les Mercure et rééquiper les Boeing-727. Turbomoteur fait de même avec un réacteur pour avion d'affaires, le Restar Concord, le plus silencieux, pour lequel on ne connaît aujourd'hui aucune solution technique. Mais pourquoi ne pas rechercher les heures d'atterrissage et de décollage les moins gênantes pour les riverains ?

## CE BRUIT QUI FAIT MAL

« D'EPUIS que l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle a ouvert ses portes et ses pistes, une pathologie spécifique s'est installée dans le Val-d'Oise », constate le docteur Jacques Fleury, secrétaire général de la chambre syndicale des médecins du Val-d'Oise.

Cent mille personnes sont gênées par le bruit de l'aéroport, estime-t-il. Il y a plusieurs dizaines de milliers d'entre elles habitant dans des zones reconnues comme plus ou moins dangereuses. Les études faites sur le bruit ont démontré que le bruit est un facteur de stress et que les personnes les plus sensibles aux nuisances sont également celles qui redoutent par exemple les chutes d'avions. Mais, le bruit « gêne » plus ou moins, ses conséquences et les troubles fonctionnels qu'il engendre sont réels et aisément évitables.

L'unité de mesure du bruit est le décibel, qui est au son ce que le degré est à la température. Si une circulaire de 1971 considère comme dangereuse l'exposition à un niveau sonore de 60 décibels, c'est entre 60 et 70 décibels que des modifications physiques intervenant chez les riverains.

L'unité est le premier organe atteint, c'est-à-dire le plus sensible : à l'hôpital d'Anvers, pourtant situé à plus de 10 kilomètres de l'aéroport, les opérisés des salles vivants avec un casque.

Quelle que soit la gêne que les riverains ressentent, préface encore le docteur Fleury, un bruit de 80 décibels entraîne divers troubles qui, chez des « sujets prédisposés », peuvent avoir des conséquences graves. Les variations de la tension artérielle, l'accélération du rythme cardiaque, peuvent être une cause d'infarctus ; l'accélération de la respiration peut entraîner une aggravation des crises d'asthme et peut provoquer des spasmes d'estomac et des troubles digestifs. Le bruit est aussi une cause de fatigue nerveuse, de pertes de mémoire et d'accroissement des névroses. Les perturbations du sommeil causées par les vols de nuit entraînent enfin une forte consommation de somnifères, avec tous les dangers que cela peut comporter. — M.-C.R.

## La pollution — une mauvaise hygiène des produits mal adaptés affaiblissent et dénaturent VOS CHEVEUX

L'environnement dans lequel vous vivez affecte votre chevelure. La pollution de l'atmosphère, les produits chimiques, les rayonnements et les impuretés se combinent aux agressions de votre cuir chevelu, entraînant une chute de cheveux, des démangeaisons, des pellicules, des démangeaisons, des cheveux trop gras ou secs sont les premières manifestations que vous ne tarderez pas à constater. Dans bien des cas, un traitement local approprié ré-

viendrait et permettrait aux cheveux de reprendre leur aspect naturel. Adressez-vous à un spécialiste qui vous examinera, vous dira ce qu'il peut faire — et ce qu'il ne peut pas faire — pour que votre chevelure reprenne sa belle chevelure. Il peut vous conseiller les produits dont l'application s'adaptent à votre état capillaire.

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP met ce spécialiste à votre disposition, ainsi que les installations pour l'application du traitement nécessaire. Si vous habitez en banlieue ou en province, il préparera un traitement à domicile à votre intention. Surveillez vos cheveux par un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert, sans interruption, de 11 h. à 20 h., le samedi, de 10 h. à 17 h.

## INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

75001 PARIS — 4, rue de Castiglione

Téléphone : 260-38-84

## CONCOURS DE MAISONS DE VILLE A CERGY-PONTOISE

L'Établissement public organisé, sous le patronage de M. Robert GALLIEN, Ministre de l'Équipement, de M. André FORSTET, Ministre de la Qualité de la Vie, et de M. Michel SUZ, Secrétaire d'Etat à la Culture, un concours en vue de réaliser un quartier de 3 500 logements à dominance de maisons individuelles (de toutes catégories de financement).

Ce concours, ouvert à tous, devra permettre de sélectionner une cinquantaine de candidats :

— Concepteurs plus maîtres d'ouvrages ;  
— Concepteurs seul, qui auront à construire entre 50 et 200 logements chacun. Le concours porte sur la plan de masse de 3 îlots de 150 et 220 logements de C.O.C.I. différents.  
Les réponses peuvent porter sur l'un des îlots seulement ou les deux, au choix des concurrents.  
Les deux premières lauréats (concepteurs + maîtres d'ouvrages) auront à réaliser les îlots n° 1 et n° 2 au concours.  
Les autres lauréats (concepteurs seul ou concepteurs + maîtres d'ouvrages) se verront attribuer sur la base de ces deux îlots et leur « îlot » d'un groupe de maisons à réaliser partie de ce quartier de 3 500 logements.

Le calendrier du concours est le suivant :

— 1<sup>er</sup> mars 1976 : lancement du concours ;  
— 30 mars 1976 : clôture des candidatures ;  
— 5 juillet 1976 : réponses des candidats.  
Les dossiers sont à la disposition des candidats à partir du 1<sup>er</sup> mars 1976.

L'E.P.A. Cergy-Pontoise, Bureau du Concours de Jony-le-Montier - Cergy Préfecture - R.P. 47, 95012 CERGY.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET

### LES MÉCOMPTES D'UN COMPTEUR

Le 1<sup>er</sup> janvier 1976, E.D.F. décidait de ramener complètement ses tarifs et, notamment, de supprimer les nombreux prix différentiels qu'elle proposait en fonction de la puissance demandée et des travaux occasionnés : le fameux « compteur bleu », du coup, disparaît. A la place, l'entreprense nationale propose un forfait unique de 98 F par kW de puissance supplémentaire.

Un mois plus tard, l'INSEE, qui commence à calculer l'indice des prix de détail de janvier, découvre avec stupeur qu'il a fait un bond de 1,5 %, soit le double des variations habituelles. L'explication finit par être trouvée : le poste « entretien et nettoyage du logement » comprend les changements de compteur pour un poids quarante fois trop important par rapport à la réalité, c'est-à-dire par rapport aux dépenses d'un ménage.

Informé vers le 20 février, M. Fourcade demande à E.D.F. de supprimer rétroactivement sa réforme tarifaire et de rétablir le compteur bleu. Les usagers seront remboursés par la différence de prix. Du coup, la hausse de janvier est ramenée de 1,5 % à 1,1 %.

Certes l'INSEE n'aurait pas dû expliquer au gouvernement d'où venait la hausse et le gouvernement n'aurait pas dû inter-

venir pour modifier l'indice. Mais l'INSEE pourrait faire valoir que de toute façon les experts de la rue de Rivoli auraient identifié les causes d'une hausse soudaine aussi « hémorragique » et aussi peu vraisemblable. L'affaire met en lumière la faillibilité de l'INSEE. L'honnêteté et la compétence de ses techniciens ne sont pas en cause, mais deux leçons s'imposent :

1) L'INSEE doit pousser plus loin la logique de sa méthode : si le secret est bien, comme il le dit, le gage de son indépendance et de la qualité de ses travaux, rien alors ne doit permettre au gouvernement d'intervenir sur l'indice. Mieux vaudrait alors ne pas lui fournir d'informations avant la publication officielle.

2) Il devrait rendre des comptes à une autorité supérieure complètement indépendante, à une sorte de magistrature économique qui pourrait interroger à tout moment et autant qu'elle le voudrait, ces techniciens sur tel ou tel aspect de leurs méthodes et de leurs travaux. Il n'est pas normal, en effet, que l'INSEE ne subisse aucune des vérifications qu'exercent des organismes tel que la Cour des comptes.

ALAIN VERNHOLES.

## ÉNERGIE

### M. YAMANI DISCUTE DU CONTRÔLE DE L'ARAMCO AVEC LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

Panama-City (Floride) (A.F.P.). — La plus grande discrétion a entouré jusqu'ici les discussions tenues à Panama-City, en Floride, entre le ministre saoudien du pétrole, le cheikh Ahmed Yamani, et les représentants des compagnies pétrolières américaines participant à l'ARAMCO. Aucun détail sur la teneur exacte ou la durée de cette réunion n'a pu, pour le moment, être obtenu, mais il semble que les négociations, entamées dimanche, se poursuivront pendant encore deux ou trois jours. On

avait d'abord cru que d'autres pays de l'OPEP y participeraient. Le cheikh Yamani et ses interlocuteurs (qui représentent Exxon, Texaco, Mobil et Standard Oil of California) vont probablement mettre au point les derniers détails de la prise de contrôle de l'ARAMCO à 100 % par le gouvernement saoudien.

Dans une récente interview (à la Monde) du 24 février, M. Yamani avait annoncé que la prise de contrôle de l'ARAMCO serait rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 1976.

## Les réactions aux décisions de Bruxelles

De nos correspondants

### ● ROME : pas de quoi crier victoire.

Rome. — La combativité dont a fait preuve M. Giovanni Marcora à la réunion de Bruxelles est saluée avec satisfaction en Italie. On se garde pourtant d'applaudir aux résultats, même si l'impression prévaut que le ministre de l'Agriculture s'en est bien tiré, et que « l'aurait pu être pire ». M. Marcora a reconnu lui-même qu'il n'y avait pas de quoi crier victoire, même si l'Italie a obtenu exactement ce qu'il était demandé par les agriculteurs.

Exactement, c'est beaucoup dire, comme le montre le caractère mitigé des réactions enregistrées ici. Le directeur général de la Confagricoltura, qui réunit les gros producteurs, trouve que le ministre « a fait des miracles », il n'en déplore pas moins le maintien tel quel de la politique communautaire. Celle-ci, souligne-t-on une fois de plus en Italie, privilégie les pays riches et pénalise les autres. L'amertume est beaucoup plus grande chez les petits producteurs de gauche, membres de l'Alleanza contadini.

« Pour le vin, nous devons, nous Italiens, distiller, alors que cela aurait dû concerner surtout les Français. »

La presse classe toutefois le vin parmi les résultats positifs des décisions de Bruxelles, puisque la France devra suspendre sa taxe de 12 % sur les importations italiennes. On peut regretter, à ce propos, que les graves incidents survenus dans la région de Narbonne n'aient pratiquement suscité aucun commentaire ici, les journaux se contentant de la relation des faits donnée par leurs correspondants parisiens.

Autre point positif pour l'Italie : la dévaluation de la « lire verte » de 6 % environ. Pour M. Marcora, c'est une double victoire puisqu'il a dû affronter non seulement ses interlocuteurs bruxellois mais son collègue du Trésor, M. Emilio Colombo.

## AGRICULTURE

### Le miracle

(Suite de la première page.)

Que, dans de telles conditions, après plus de cinquante heures de discussions, un accord ait pu finalement intervenir sur la définition de prix uniques pour l'ensemble de la Communauté tient proprement du miracle !

Il est vrai que l'enjeu était de taille : abstraction faite de l'union douanière le Marché commun agricole est, en effet, la seule réalisation concrète de l'Europe, et un échec eût été, au-delà du domaine concerné, un coup très dur porté à l'Europe elle-même, que les initiatives prises par le président de la République depuis son accession à la charge suprême de l'Etat tendent à consolider.

Certes, il s'agit d'un compromis et, comme tout compromis, il ne satisfait totalement aucune des parties en cause.

M. n'était, pour s'en convaincre, que d'attendre les commentaires, dans la nuit de vendredi à samedi, chacun a assorti son accord sur le « paquet » d'ensemble.

La France n'échappe pas à la règle : elle eût souhaité une étape plus significative de démolition de certains montants compensatoires et des pourcentages de hausses plus marqués pour quelques produits, tout en sachant que le niveau des

prix communautaires n'est qu'un des éléments du revenu agricole, fonction, pour une large part, du volume des récoltes et de l'évolution des marchés.

Il reste qu'elle a réussi à entraîner la conviction de la Commission et de ses partenaires dans les domaines dont elle avait fait les points forts de la négociation.

Deux prix distincts sont instaurés pour le blé panifiable et les blés fourragers, avec maintien de l'intervention au niveau du premier.

Au lieu des 2 % prévus dans le projet initial, le prix indicatif du blé est, dans une première étape, relevé de 4,5 % en unités de compte en mars.

Si certains aménagements interviennent pour le lait et la viande en ce qui concerne le niveau d'intervention, le principe même de l'intervention demeure, et la perspective d'y voir substituer un régime d'ajustation pour la poudre de lait en septembre est écartée.

Enfin, des satisfactions — combien légitimes — sont apportées à des viticulteurs victimes d'une succession de vendanges importantes et d'une dépréciation anormale de la lire : disciplines de production, garantie de bonne fin, aval de la Communauté à une prime nationale de qualité, distillation à des conditions attractives de 4 millions d'hectolitres de vin en Italie, instauration d'un montant compensatoire spécifique pour le vin, autant de perspectives tangibles de rééquilibrage du marché.

La Commission, trop souvent appelée à jouer un rôle de bouc émissaire, a contribué d'une manière décisive à harmoniser, notamment pour le secteur viticole, des positions apparemment inconciliables. Il serait injuste de ne pas lui en rendre témoignage.

Le résultat acquis ne saurait, certes, justifier un comportement triomphaliste.

Les difficultés qui ont précédé à sa mise au point inclinent, au contraire, à penser, au moment où certains agriculteurs commencent à douter de l'Europe, que ce n'est pas « moins d'Europe » qu'il faut, mais bien « plus d'Europe ».

Si un minimum d'harmonisation n'intervient pas dans les politiques économiques et monétaires, le « miracle » évoqué ne se reproduira pas. Puissent, à la veille d'un nouveau conseil européen, tous les chefs d'Etat et de gouvernement partager, sur ce point, la conviction de leurs ministres de l'agriculture !

CHRISTIAN BONNET.

● L'ECONOMIE FRANÇAISE se situe actuellement dans une phase de reprise par la demande intérieure, indique le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) dans sa dernière note de conjoncture. « La production a augmenté à nouveau et son rythme s'est récemment accéléré, dépassant même dans certaines branches la norme de moyenne période. »

Toutefois la situation actuelle comporte, selon le C.N.P.F., « deux éléments de faiblesse préoccupants » : la position concurrentielle de l'industrie française, la situation financière des entreprises. La détérioration de leurs comptes ayant été, depuis 1974, « d'une ampleur probablement jamais atteinte ».

## Foire de Milan

se rencontrer se connaître ouvrir la voie à de nouvelles affaires

10 JOURS DE FOIRE GÉNÉRALE □ 306 JOURS DE SALONS SPÉCIALISÉS □ PLUS DE 31.000 EXPOSANTS DE 90 PAYS □ 83 PAYS REPRÉSENTÉS OFFICIELLEMENT

CALENDRIER MARS-JUIN 1976

54 <sup>e</sup> Foire Internationale de Milan	14-23 avril	MO-DO 78 - Exposition internationale d'optique, optométrie et ophtalmologie	8-11 mai
17 <sup>e</sup> Exposition-congrès International chauffage - climatisation - réfrigération - appareils sanitaires - Salon du carrelage chimique	17-22 mars	EXPO ITA 76 - Exposition internationale de l'industrie thermique et acoustique	18-21 mai
2 <sup>e</sup> EUROCHINA - Biennale internationale des machines de cuisine	8-9 mars	STAR - Salon du tapis et du textile pour l'ameublement	20-24 mai
GRATITALIA 76 - 2 <sup>e</sup> Exposition nationale des machines et du matériel pour les arts graphiques et pour la fabrication et la transformation du papier	8-14 mars	INTERMATERIAL 76 - 3 <sup>e</sup> Biennale internationale des matériaux et des accessoires pour le travail du bois	22-29 mai
MARS 76 - Marché International de l'Art de la mode et du costume	15-19 mars	SAICMAT - Salon International des technologies et des accessoires pour la fabrication et le tissage des textiles, des tapisseries et pour la maintenance en atelier	22-29 mai
EUROZOO - Marché des animaux d'élevage et leurs accessoires	15-21 mars	SAICMAT - Salon International des technologies et des accessoires pour la fabrication et le tissage des textiles, des tapisseries et pour la maintenance en atelier	22-29 mai
LAVALIER - 3 <sup>e</sup> Salon International d'équipements, de machines et d'outillages pour l'entretien, nettoyage à sec, repassage et blanchisserie	18-22 mars	SAICMAT - Salon International des technologies et des accessoires pour la fabrication et le tissage des textiles, des tapisseries et pour la maintenance en atelier	22-29 mai
12 <sup>e</sup> COMAS/PEL - Salon International de la fourrure	21-25 mars	SAICMAT - Salon International des technologies et des accessoires pour la fabrication et le tissage des textiles, des tapisseries et pour la maintenance en atelier	22-29 mai
Exposition-congrès - Les contributions numériques	28 mars - 2 avril	SAICMAT - Salon International des technologies et des accessoires pour la fabrication et le tissage des textiles, des tapisseries et pour la maintenance en atelier	22-29 mai
30 <sup>e</sup> MIFED - Marché International de l'Imprimerie	14-23 avril	SAICMAT - Salon International des technologies et des accessoires pour la fabrication et le tissage des textiles, des tapisseries et pour la maintenance en atelier	22-29 mai

Insistez dans vos programmes une visite à la Foire de Milan et une visite au Salon spécialisé correspondant le mieux à vos besoins. Consultez l'annuaire des exposants de la Foire de Milan, qui paraît le 1<sup>er</sup> février et qui contient la liste de 306 exposants des produits exposés. Pour faciliter la recherche aux visiteurs étrangers, l'index des produits exposés est édité en français, anglais, allemand et japonais.

La Foire de Milan décline toute responsabilité au cas où les dates indiquées dans ce calendrier seraient modifiées par les organisateurs des Salons.

## A VOUS DE JOUER!

### samedi 13 mars réouverture du casino d'enghien

Cocktails dans la salle de jeux les samedi 13 et dimanche 14, de 20 h à 22 h.

### BACCARA BANQUE A TOUT VA

JOSKA MUSZKA et son ensemble  
BAR - RESTAURANT DES JEUX  
OUVERT TOUTE LA NUIT

### LA MUSARDIÈRE

Déjeuners et dîners tous les jours

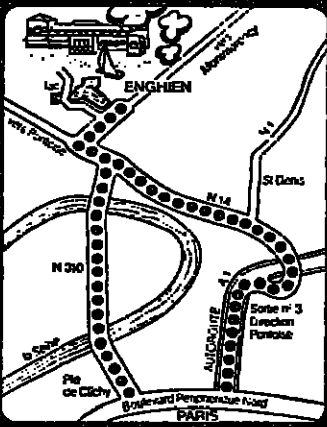
### LA PERGOLA

Dîners les mardis et vendredis

Reservations : 980.95.95

### GRAND HOTEL DES BAINS

989.85.85

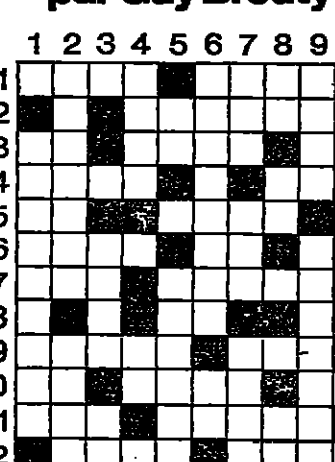


à 11 km de PARIS - Autoroute A1, sortie N° 5

## Les mots croisés de la

## loterie nationale

conçus par Guy Brouty



### JARDINAGE

Horizontalement. - 1/ Taille par un jardinier. Outil de jardinage. - 2/ Dieu des jardins. - 3/ Est très personnel ; Mince, délié ; Terme musical. - 4/ Sœur bien connue ; Sa tranquillité est fortement compromise par ceux qui bécotent. - 5/ Division topographique ; Ce dont se sert éventuellement un jardinier bricoleur. - 6/ Se lance, à l'occasion ; Symbole du litane ; Saint. - 7/ Piqués par un jardinier irascible ; Plus intacts. - 8/ Deux consonnes ; Précède un licher de para. - 9/ Entretien soigneusement par un jardinier consciencieux ; Dégage une mauvaise odeur. - 10/ Morceau de gâteau ; Corps céleste ; Ne détestent pas (épêlé). - 11/ Ne saurait tourmenter un jardinier chavre ; Berceau de feuillage. - 12/ Protège les arbustes et les plantes contre les intempéries ; Sorti.

Verticalement. - Palsible occupation ou métier qui exige un certain art. - 2/ Rendre une terre meilleure ; Boire, en parlant des animaux. - 3/ Fidèle, jadis ; Abréviation. - 4/ Cours d'eau de France sans doute mis à contribution par des Gisorsiens désireux d'arroser leur jardin ; Article arabe. - 5/ Ille ; Parmi les principales préoccupations d'un horticulteur, voire d'un jardinier. - 6/ Outil de jardinier ; Mot puéril ou symbole chimique. - 7/ Certaines plantes en sont très exigeantes ; S'épanouit très souvent dans des poissards provençaux ; Evêque de Reims. - 8/ Deux consonnes ; S'épanouit très souvent dans des poissards provençaux ; Evêque de Reims. - 9/ Deux consonnes ; Aperçu ; Existe. - 10/ Appelé cavalierement ; Plantes poissards. - 10/ Permet au jardinier de donner à la terre ce que la nature lui refuse... séchement.

صكنا من الاعمال



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LA C.F.D.T. ET LE VII<sup>e</sup> PLAN

« Il faut inventer d'autres finalités à la croissance, nous en proposons »  
nous déclare M. Michel Rolant

La C.F.D.T., qui a décidé, à la mi-février — comme la C.G.T. quelques jours plus tôt, — de retirer ses représentants des commissions du VII<sup>e</sup> Plan (le Monde du 17 février), déclare qu'elle ne veut plus s'associer à une « consultation truquée ».

M. Michel Rolant, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T., responsable du secteur économique de cette centrale, estime qu'un accord s'est établi entre le gouvernement et le patronat qui ne peut que « reproduire les conditions de la crise ». Répondant aux questions de Jeanne Roy, il affirme qu'une autre politique de l'emploi est possible, reposant sur une meilleure répartition du travail et une organisation différente. La « croissance fondée sur la satisfaction des seuls besoins solvables » ayant « fait son temps », il faut, selon la C.F.D.T., « réinventer d'autres finalités à la croissance. Nous en proposons », conclut M. Rolant.

« La C.F.D.T. déclare croire moins que jamais au sérieux du Plan. L'ancien secrétaire général de la Confédération, Eugène Decamps, déclarait, dès 1969, que le Plan ne pouvait être que l'expression de la politique économique de la majorité au pouvoir. Pourqu岸, dès lors, avez-vous continué à participer à l'élaboration d'un travail superficiel qui s'inscrit dans les perspectives politiques que vous condamnez ?

« C'est pourtant simple ! Défendant les intérêts des travailleurs, la C.F.D.T. profite de toutes les occasions pour dénoncer les conséquences du jeu aveugle des rapports de marché et leur opposer la logique d'un développement cohérent exprimant une volonté collective orientée vers la satisfaction des besoins populaires.

« Dès le début de la crise, nous avons dit que l'échec des commissions du VII<sup>e</sup> Plan devait susciter un grand débat public sur les causes de cette crise et sur les issues possibles. Devant la montée des critiques, Giscard, après son habitude « valse hésitation », s'est décidé à maintenir le Plan. Mais, il ne s'agit plus vraiment d'un plan, il s'agit, pour le gouvernement, de mettre d'accord les principaux groupes dominants autour d'un projet de « nouvelle

croissance », tout en essayant de donner une consistance à l'idée de concertation générale. Au passage, il s'efforce de récupérer, en les vidant de leur contenu, certains aspects des revendications syndicales les plus populaires.

« Dans la première phase, plusieurs rapports ont critiqué le modèle de croissance fondé sur les inégalités, le gaspillage, l'aggravation des conditions de travail, la substitution du capital au travail menant au chômage, mais aussi à l'inflation. Maintenant, même ces idées sont mises de côté. La planification doit être le patronat à exercer une pression brutale pour imposer ses conditions.

« C.N.P.F. et gouvernement sont parvenus à un accord, pour parler d'un taux de croissance de 5,5 % sans modification des finalités, pour relancer « l'impérialisme industriel », pour faire repasser la compétitivité sur la « modernisation » des revenus des salariés, pour remettre à plus tard la satisfaction des grandes revendications sur la retraite et la durée du travail, pour reproduire les conditions de la crise.

« La planification doit être une chose sérieuse, elle exige un débat public clair et non des tractations secrètes. La C.F.D.T. ne veut plus s'associer à une consultation truquée. Elle va poursuivre son action pour un autre développement, mais en dehors des commissions du Plan.

### Toujours la « police des salaires »

« La commission générale du Plan a écarté toute notion de politique dirigée des revenus au profit d'une politique contractuelle. Etes-vous prêts, dans ces conditions, à discuter des meilleurs moyens de régulariser l'évolution des revenus ?

« Non ! Puisque l'on nous invite à discuter de la manière de « produire » ces revenus, le patronat nous refuse toute négociation sur ses choix, qu'il s'agisse des salaires réels, des investissements, de l'activité de l'entreprise, des conditions de travail, de la garantie de l'emploi.

« En réalité, le premier ministre et le président du C.N.P.F. n'ont pas de leur tactique la « po-

lice des salaires ». Ils parlent de « politique contractuelle » mais c'est, aussi, pour soumettre toutes les discussions aux limites étroites qu'ils jugent compatibles avec la reconstruction des taux de profit. Ils refusent d'engager des discussions dans le secteur public comme dans le privé sur une croissance des salaires réels correspondant aux objectifs économiques affichés pour la période 1975-1980.

« Nous sommes prêts à discuter des salaires réels sur la base minimale de la progression du salaire horaire réel qu'on la trouve dans les projections du VII<sup>e</sup> Plan, c'est-à-dire environ + 4,5 % de pouvoir d'achat annuel, avec référence à des indicateurs sérieux de l'évolution du pouvoir d'achat et avec une priorité aux bas salaires.

« On nous répond qu'il faut d'abord sortir de la crise. C'est stupide ! La prise en compte des demandes salariales n'est-elle pas une condition nécessaire pour améliorer la situation et empêcher la reprise de tourner court, dès cette année ? Gouvernement et patronat veulent faire une politique d'austérité pour aujourd'hui et un plan « pour après la crise ». Nous pensons qu'un plan cohérent fondé sur la satisfaction des besoins populaires et la réorganisation de nos échanges extérieurs aurait dû être un plan quinquennal pour sortir de la crise et en interdire le retour.

« Une telle progression du pouvoir d'achat n'accroîtrait-elle pas l'inflation ?

« Personne de sérieux, pas même M. Rost, ne peut plus le soutenir. Pourtant, on nous tient encore deux discours : selon le premier, le taux de progression des salaires nominaux est trop élevé ; or les salaires ne font que s'ajuster aux majorations de prix déjà intervenues. La C.F.D.T. ne demande pas la hausse nominale des salaires, mais une progression — d'ailleurs différenciée — du pouvoir d'achat réel.

« En second lieu, on nous dit que l'accroissement des salaires réels oblige les patrons à augmenter les prix. Si le laxisme de la politique des prix du gouvernement reste ce qu'il est, il est indiscutable que les patrons ajoutent aux anticipations d'augmentation de prix déjà décidées, une répercussion pure et simple des augmentations de salaires. Pour autant, il n'y a pas de rapport immédiat et obligatoire entre relèvement des salaires et hausses des prix.

« Vos camarades allemands, qui acceptent la « pause », ont-ils, semble-t-il, une autre opinion ?

« Ce n'est pas sûr ! Il y a des positions différentes, c'est vrai, pour des raisons historiques que nous respectons. Nous notons cependant qu'en Allemagne fédérale il n'y a pas, comme en France, de répression anti-syndicale systématique. On y négocie effectivement sur les salaires réels, dont le niveau, particulièrement

remont pour les ouvriers, est supérieur d'environ un tiers à celui des salaires français, le niveau des traitements des cadres supérieurs étant largement inférieur à ceux des cadres français.

« Sur cette base d'une augmentation différenciée de 35 % des salaires réels garantis, nous sommes prêts à discuter dans toutes les branches.

« Les syndicats ne sont-ils pas, déjà, parvenus à obtenir une part plus large dans le revenu national ?

« Avant 1973, la part des salaires dans le revenu national ne s'est accrue que parce que les effectifs salariés ont augmenté. L'épargne des sociétés est restée à peu près stable. Depuis 1973, il y a vraisemblablement une diminution de la part des profits. Encore peut-on émettre des doutes : nous ne disposons que de chiffres provisoires pour 1974 et prévisionnels pour 1975. En outre, la notion de profit est vague. Bien des profits sont camouflés ou transférés clandestinement à des filiales étrangères.

« Dans la mesure où il y a effectivement des baisses de profit, par rapport aux records des années 71-72, cela tient surtout à la chute des ventes. Faute de pouvoir réduire la rémunération des salariés, les charges financières, les charges sociales et fiscales, la baisse du chiffre d'affaires se traduit dans les profits, c'est évident ! Mais, au moment où tout allait bien, les salaires et surtout l'emploi progressaient moins vite que les profits des sociétés.

« Aujourd'hui, les incohérences du capitalisme provoquent la récession et le patronat reven-

dique une répartition fixe du revenu national entre salaire et profit. Il oublie assez vite que dans la théorie libérale qu'il défend le profit est un solde et non un dû. On alors, il faut aussi accepter de changer les règles du jeu. Seul un régime socialiste planifié peut justifier une part fixe pour l'investissement et la rémunération de l'épargne légitime.

« L'emploi est le grand sujet d'inquiétude du présent et de l'avenir. La commission du VII<sup>e</sup> Plan, qui a étudié cette question, a proposé, outre une forte croissance, des actions spécifiques. Quelles sont parmi les conclusions de la commission celles qui vous paraissent les plus positives ?

« Le comité de l'emploi a étudié la question de façon relativement positive. Il a constaté que la croissance, même à un taux élevé, ne permettait pas d'atteindre l'objectif du plein

emploi sans actions spécifiques. Mais, en dépit de leur caractère prudent et limité, ses conclusions n'ont pas pu faire l'objet de véritables discussions pour deux raisons :

« D'abord le gouvernement a créé la confusion en mettant en avant, comme conditions préalables du plein emploi, une modulation des revenus et le développement de la compétitivité.

« Ensuite, le C.N.P.F. contraind l'admettre son incapacité à assurer le plein emploi sans changement de type de développement, a résolument renvoyé les actions spécifiques à des temps meilleurs.

« On a donc mis sous le boisseau certaines propositions intéressantes du rapport provisoire du comité. Par exemple, que la création d'emplois et l'aménagement des conditions de travail sont préférables à la réduction artificielle de la demande de travail.

« On constate que notre système social et économique tend à limiter l'activité créatrice des hommes et des femmes à celle qu'ils déploient dans l'entreprise (ou les administrations). Il n'y a pas d'autres finalités proposées que de satisfaire des marchés privés ou budgétaires. Il faut en sortir sous peine de catastrophes.

« Les Français savent, aujourd'hui, qu'une croissance fondée sur la satisfaction des seuls besoins solvables a fait son temps. Il faut inventer d'autres finalités à la croissance. Nous en proposons. Il faudra bien, un jour, faire un plan mais un vrai, socialiste et démocratique. »

(Propos recueillis par JOANNE ROY.)

### Une autre politique de l'emploi

« Le comité a pris en considération la réduction de la durée du travail et la possibilité de prendre la retraite à l'âge de 60 ans. Il a refusé d'acquiescer à l'obligation comme moyen de régulation économique et indiqué qu'il fallait modifier la politique des investissements, pour éviter les aberrations du passé, telles que les surinvestissements de prestige et de productivité. Enfin, il a avancé l'idée que le recours aux traditionnels mécanismes de relance conjoncturelle serait incapable d'assurer le plein emploi et qu'il fallait en passer par la planification du meilleur emploi.

« Nous avons tenté de développer ces orientations du rapport. Nous réaffirmons avec beaucoup de force qu'une autre politique de l'emploi est possible aujourd'hui. Il faut mieux répartir le travail et l'organiser autrement.

« La retraite à soixante ans dégrèverait 200 000 emplois : la réduction à 40 heures maximum de la durée hebdomadaire du travail au moins 300 000. L'embauchage suffisant de personnel dans les services publics, pour assurer leur meilleur fonctionnement, exigerait 200 000 emplois : la constitution d'une « cinquième équipe »

En compagnie des plus grands esprits actuels,

Dominez les grandes questions politiques, économiques, scientifiques et humaines de l'année 1975.

L'UNIVERSALIA 1976

en 1 volume de 650 pages abondamment illustrées,

l'explication vivante et lumineuse de notre actualité.

Voici enfin réunis, analysés et expliqués, tous les événements qui ont fait la « une » des journaux en 1975.

### Indispensable...

« Pour comprendre la marche des événements en suivant l'actualité dans son contexte historique.

« Pour approfondir les questions qui reviennent sans cesse dans les conversations, de la crise du pétrole à la recherche spatiale, en passant par l'Europe Verte, l'inflation, les découvertes médicales, les relations Est-Ouest.

« Pour éclairer la lecture de votre journal quotidien en retrouvant immédiatement les origines des événements, des problèmes et des hommes.

« Pour garder à jamais, pour vous et vos enfants, les grandes pages de notre histoire contemporaine — expliquées par les plus remarquables esprits de ce siècle.

Dans UNIVERSALIA 1976, un fascinant volume de 650 pages abondamment illustrées, vous revivrez tous ces événements en compagnie des plus grands esprits actuels : savants, économistes, hommes politiques, écrivains, journalistes... tels que Alfred Kastler, Simone et Jean Lacouture, Jean-François Chevenement, Professeur C.G. Picard.

Depuis enfin du recul nécessaire et de tous les éléments de jugement, vous jetez un regard neuf sur les grandes questions actuelles. Vous découvrez leurs causes profondes. Et, surtout, vous tirez tous les enseignements qui vont d'aujourd'hui à demain.

Car UNIVERSALIA 1976 n'est pas seulement une page inoubliable de votre Histoire que vous souhaitez conserver à jamais pour vous et vos enfants. C'est aussi la clé pour comprendre la marche des événements — et mesurer leurs prolongements sur les prochaines années.

Voilà tout ce que vous trouverez dans cet ouvrage unique en France :

- « L'actualité » — un « calendrier » complet vous faisant revivre, par le texte et par l'image, tous les faits marquants de 1975.
- « Les analyses » — les grands thèmes de l'actualité approfondis dans de passionnants dossiers qui font le tour du problème : politique internationale, politique française, économie, vie sociale, mœurs, sciences, arts.
- « Les hommes » — un extraordinaire recueil de portraits vous racontant la vie de tous les grands personnages en 1975 : hommes politiques, savants, philosophes, écrivains, musiciens, acteurs.
- « Les chiffres » — des dizaines de tableaux, de cartes, de graphiques rassemblant tous les chiffres-clés de l'année : statistiques économiques, production industrielle, prévisions, hausses des prix, chômage, fiscalité, salaires, France politique.

Profitez de notre offre de présomption et bénéficiez d'une réduction exceptionnelle de 25 %.

Le tirage d'UNIVERSALIA 1976 étant limité, le CLUB FRANÇAIS DU LIVRE vous offre de retirer votre exemplaire dès aujourd'hui, à ces conditions exceptionnelles réservées aux présomptionnaires :

- « 25 % de réduction sur le prix du commerce ».
- « Liberté totale de renvoyer le volume si vous n'êtes pas absolument enthousiasmé (avec remboursement immédiat de votre règlement).

Renvoyez vite le Bon d'abonnement au CLUB FRANÇAIS DU LIVRE, 7, rue Armand-Moisan, 75754 Paris Cedex 15.

### CORRESPONDANCE

Le Hudson Institute et le chah d'Iran

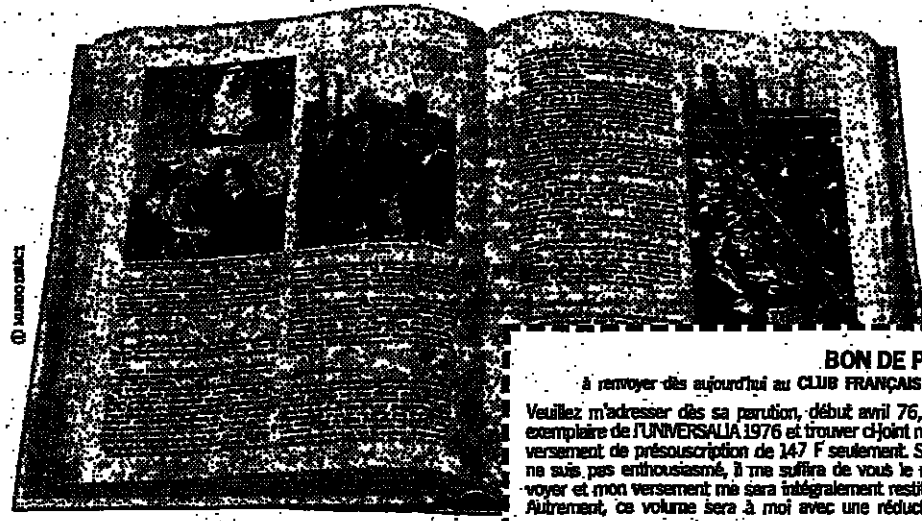
A propos de l'interview du chah d'Iran publiée dans notre dernier supplément « Europe » (le Monde du 2 mars), M. Edmond Stülpman, directeur du Hudson Institute pour l'Europe, nous écrit :

« Vous posez un souverain iranien la question suivante : « Que pensez-vous de l'étude du Hudson Institute (Europe) publiée il y a plusieurs mois, dans la période de l'euphorie pétrolière selon laquelle l'Iran verrait sa balance des paiements en déficit avant deux ans ? »

La réponse du chah fut la suivante : « Le Hudson Institute devait être sérieusement en rapport avec les compagnies pétrolières. Sinon comment aurait-il pu savoir ce qu'elles allaient faire ? Mais tout n'est pas dit, car nous allons maintenant essayer de vendre notre pétrole nous-mêmes. »

Nous tenons à informer vos lecteurs que nous n'entretenons aucune relation « secrète » avec les compagnies pétrolières. Le Hudson Institute Europe ne sert ni leurs intérêts ni ceux de quelque groupe que ce soit. Cinq des plus grandes compagnies pétrolières ont souscrit à la « Hudson Letter » que le rapport dont vous faites mention accompagnait. Là se limitent nos relations avec ces derniers. D'ailleurs, quatre agences d'informations transmettent, l'OPEP et les services du premier ministre du chah ont également souscrit à notre lettre.

Nos préoccupations sur les difficultés que l'Iran connaît aujourd'hui, et que le chah confirme, résultent d'une recherche objective des données statistiques disponibles et d'une étude des faits tels que nous les percevons. Cela dit, et le rôle la conclusion de notre rapport : « L'Iran a attiré parti de sa richesse et de son prestige avec un à-propos remarquable. »



« Jamais encore une équipe d'experts ne s'était livrée, aussi rapidement et à une réflexion aussi approfondie sur l'histoire immédiate ».

Max-Pol Fouché

BON DE PRÉSCRIPTION

A renvoyer dès aujourd'hui au CLUB FRANÇAIS DU LIVRE, 7, rue Armand-Moisan, 75754 Paris Cedex 15.

Veuillez m'adresser dès sa parution, début avril 76, un exemplaire de L'UNIVERSALIA 1976 et trouver d'abord mon versement de présomption de 147 F seulement. Si je ne suis pas enthousiasmé, il me suffira de vous le renvoyer et mon versement me sera intégralement restitué. Autrement, ce volume sera à moi avec une réduction

exceptionnelle de 25 % sur le prix du commerce (196 F) soit pour 147 F seulement.

Client mon versement de présomption : 147 F (chèque bancaire, mandat-lettre ou virement postal à l'ordre du CLUB FRANÇAIS DU LIVRE).

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AFFAIRES

## La crise de l'industrie de la chaussure

M. d'Ornano va recevoir M. Bidegain

La mise en liquidation successive de trois entreprises de chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine) a attiré l'attention des pouvoirs publics sur la crise qui touche depuis huit mois cette industrie. M. Bidegain, secrétaire général de la Fédération de la chaussure, sera reçu dans les prochains jours par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Les professionnels, qui expliquent leurs difficultés par la dévaluation du franc par rapport à la livre et à la peseta, demandent des mesures temporaires de soutien pour l'ensemble du secteur (« Le Monde » du 27 février).

Une réunion est également prévue le mercredi 10 mars, au ministère de l'Industrie, avec les syndicats de Fougères. Il semble cependant qu'aucun progrès n'ait pu être fait par rapport aux propositions de réemploi annoncées le 25 février à Rennes (« Le Monde » du 27 février). A Fougères, les syndicats (C.F.D.T., C.G.T., F.O. et C.F.T.C.) organisent une manifestation commune le 9 mars et une journée « ville morte » le 10 mars, afin de protester contre l'extension du chômage qui touche près de 15 % de la population active.

## L'échec d'une politique trop ambitieuse

Il y a deux ans, on parlait de production, d'exportation, de productivité, d'industrie de la chaussure accumulant les bons points. La restructuration de la profession, menée bon train sous l'aile vigilante de la Fédération patronale, avait, disait-on, porté ses fruits. On quittait l'artisanat industriel pour l'industrie tout court et on abandonnait peu à peu le cuir, matière capricieuse, pour les synthétiques qui seuls permettaient, affirmait-on, une production régulière à grande échelle.

Depuis six mois, rien ne va plus. Les mêmes qui bombaient le torse jettent des cris d'alarme et réclament des mesures urgentes de sauvetage.

La production a chuté, en 1975,

de 6 % (en volume), les exportations de 14,3 %, tandis que les importations progressaient, elles, de 17,1 %. Les perspectives pour cette année sont encore plus alarmantes : les fabricants annoncent pour le premier trimestre une chute de 30 % des commandes à l'exportation et prévoient, pour l'ensemble de l'année, une baisse de plus de 10 % de leur production. De leur côté, les syndicats soulignent que l'industrie de la chaussure compte déjà onze mille chômeurs (sur soixante-douze mille salariés) et que les difficultés dans lesquelles se débattent une quarantaine d'entreprises (dont cinq sont actuellement occupées) laissent prévoir cinq mille licenciements cette année dans le secteur.

## Victimes de la lire

Quelles sont les causes de ce retournement brutal ? Les patrons de la chaussure accusent la latéralité et la politique monétaire. « Nous sommes les sinistrés des nouveaux rapports monétaires », n'hésite pas à affirmer M. Bidegain, secrétaire général de la Fédération. Et de citer des exemples : telle paire de chaussures italiennes, d'une valeur de 5000 liras, arrivait en France à 37 F en juin 1974, mais à 32 F (15 % de moins) en juin 1975, telle autre paire italienne, qui arrivait en Allemagne au même prix qu'une paire française en janvier 1974 est vendue, deux ans plus tard, 10 DM (20 F) de moins que sa concurrente ! etc. Une liste en forme de réquisitoire. Les fluctuations monétaires seraient, selon les patrons, les seules causes de leurs déboires.

Il est de fait que la revalorisation du franc par rapport aux autres monnaies (la lire et la peseta notamment) gêne considérablement une industrie qui a réalisé, l'an passé, près de 35 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Mais les phénomènes

## Les risques d'une politique largement tournée vers l'exportation

La politique prônée par M. Bidegain, jadis citée pour son efficacité et son dynamisme, fait aujourd'hui l'objet de vives critiques (même au sein du patronat). Basée sur le développement des exportations, la productivité et la restructuration d'une profession trop éparpillée entre une foule de petites et moyennes entreprises, elle a réveillé l'industrie de la chaussure en bousculant ses habitudes. « Si la Fédération ne l'avait pas poussée, l'industrie française n'aurait jamais exporté », affirme M. Bidegain.

C'est vrai. Mais on a sans doute voulu aller trop vite. Les restructura-

tions n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. « L'industrie de la chaussure ne souffre pas de gigantisme », affirme M. Boutevillain, président du Conseil national du cuir. La C.F.D.T., de son côté, fait remarquer que, de 1968 à 1975, les entreprises « remises sur pied » par l'entremise de la Fédération (Blarritz Shoes, Salamander à Romans, B.C.D. à Dax, etc.) n'ont jamais survécu plus d'un an.

Par ailleurs, les gains de productivité spectaculaires — le temps moyen de fabrication d'une paire est tombé, de 1967 à 1974, de vingt-neuf à quatorze minutes — se sont trop souvent accompagnés d'une baisse de la qualité. « Les patrons ont souvent poussé les cadences aux dépens de la qualité, en ne respectant pas les temps d'encollage ou de mise sur forme », affirme la C.F.D.T. Enfin, l'effondrement brutal des ventes à l'étranger montre aujourd'hui les dangers et les limites de la politique du « tout à l'exportation ». Car si les fabricants français ont su partir à temps et bien tirer parti de la dévaluation du franc en 1969, ils ont, dans la plupart des cas, été incapables de consolider leurs victoires et de transformer leur « coup d'oeil » en courant régulier d'exportation.

« Les difficultés ont commencé à s'accumuler dès 1971 », affirme un patron de Fougères, la rémède du Iran n'a été qu'un échec-tout. « L'effondrement des exportations a des causes moins conjoncturelles que la revalorisation du franc, renchérit M. Boutevillain, P.-D.G. du groupe Eram.

## L'AGRESSIVITÉ DES INDUSTRIELS JAPONAIS INQUIÈTE LES PRODUCTEURS FRANÇAIS DE ROULEMENTS.

Les producteurs français de roulements, qui emploient quinze mille personnes et réalisent un chiffre d'affaires annuel de 1,5 milliard de francs (1), sont inquiets. Depuis le début de l'année, ils enregistrent une lente régression de leurs ventes. La situation est d'autant plus préoccupante qu'ils doivent en même temps faire face à l'agressivité des industriels japonais, dont les ventes en France sont passées de 15 millions de francs en 1968 à 103 millions de francs en 1975, soit 7 % de la consommation française.

Ce phénomène, déclarent les producteurs français, s'explique, pour l'essentiel, par les prix de « dumping » — souvent inférieurs au cours de la matière première — pratiqués par les Japonais, qui ont « courtisé » leur production de roulements. Autre inquiétude à plus long terme : les pays de l'Est qui s'équipent avec l'aide... des Japonais.

Pour faire face à l'invasion japonaise, les industriels français, appuyés par leurs collègues du Marché commun, ont demandé à la Communauté européenne que des mesures de sauvegarde soient prises comme cela a été le cas aux États-Unis.

(1) La France occupe dans ce secteur la cinquième place mondiale derrière les États-Unis, l'ensemble Union soviétique-pays de l'Est, le Japon et l'Allemagne.

## SÉCURITÉ SOCIALE

## La C.S.M.F. se déclare prête, sous conditions à signer la convention avec les caisses

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) — principale organisation de praticiens, — qui a jusqu'à présent refusé de parapher la convention de 1976-1980 avec les caisses d'assurance-maladie, s'est déclarée prête, lors de la réunion de son conseil, samedi 6 mars, à signer sous conditions le texte conventionnel.

Ce « oui mais » de la C.S.M.F. est dû à la récente prise de position du gouvernement sur l'épi-

neux article 18 de la convention, qui prévoit la création de centres expérimentaux.

## SYNDICATS

## M. CHIRAC PROPOSE UNE CONCERTATION GÉNÉRALE AVEC LA C.G.C.

M. Ivan Charpentier a annoncé samedi 6 mars, à l'issue du congrès extraordinaire de la C.G.C., que M. Jacques Chirac était prêt à engager une concertation avec les représentants de son organisation.

Dans la situation difficile créée par la crise économique internationale, les responsabilités (des cadres) sont encore plus grandes, a écrit le premier ministre à la C.G.C. La bonne marche des entreprises et des services publics, la recherche du plein emploi, passent largement par leurs efforts. Pour l'ensemble de ces raisons, ajoute M. Chirac, il me paraît opportun d'examiner avec vous les différents problèmes que votre organisation doit résoudre.

M. Yvan Charpentier a déclaré, au sujet de cette lettre : « Nous passons ainsi de l'état de guerre à l'état d'armistice. »

Le congrès extraordinaire de la C.G.C. avait auparavant ratifié les accords passés entre la direction confédérale et les syndicats de la banque et de la métallurgie, au sujet du paiement des cotisations et du calcul des mandats dans les instances de la Confédération. Un terme est mis ainsi aux polémiques qui s'étaient engagées il y a plus d'un an au sein de la C.G.C., alors que se préparait la succession de M. Maillette. Le nouveau président de la C.G.C. se trouve, par ce congrès et par la lettre du premier ministre, doublement conforté dans la place de leader de la Confédération des cadres.

● LE CHOMAGE A DIMINUÉ AUX ÉTATS-UNIS en février pour se situer à 7,6 % de la population active contre 7,8 % en janvier (8,3 % en décembre), soit le niveau le plus bas qui ait été enregistré depuis décembre 1974 (7,3 %). Les États-Unis comptent le mois dernier 7,1 millions de sans-emploi, 150 000 de moins qu'en janvier. (A.F.P.)

europcar 645.21.25



Actions, obligations, Ringots ou...

voilà votre appartement à Isola 2000.

Interrogez ceux qui ont déjà investi à Isola 2000. Ce n'est pas seulement pour la neige et le soleil (garantis par écrit). Ni pour les 80 km de pistes, ni pour les 13 remontées mécaniques (où l'on n'attend pas). Ni pour le ski facile (la première étoile assurée ou remboursée). Ni pour toutes les possibilités d'été. Ni même pour la proximité de la Méditerranée (Marseille 3h30, Nice 50 minutes). C'est aussi pour la rentabilité des investissements.

Exemple studio : prix d'acquisition 170.000 F le 30/01/74 prix de revente 130.000 F le 09/01/75 plus valeur 19.200 F, soit 19 % sur un an. 7 % de rentabilité garantie par contrat net de charges et d'impôts.

isola 2000 La possibilité de voir tout le soleil de l'été.

Je désire recevoir des renseignements sur le programme Isola 2000.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Tel. \_\_\_\_\_

Retourner ce bon à : La Maison d'Isola 2000 06270 Villeneuve-Loubet Tel. (93) 20.21.21

## Creusot-Loire: Les faits sont là

En 1970, Creusot-Loire a choisi de conquérir des positions de « leader » dans la métallurgie, la mécanique et l'entreprise. En 1975, les faits sont là qui prouvent que les choix étaient bons.

## 1975: Une poussée vers l'étranger

Déjà « leader » en France des aciers spéciaux, des centrales nucléaires, des ensembles « clés en mains », Creusot-Loire a renforcé ses positions à l'étranger :

- positions commerciales : plus de 6 milliards de francs de commandes à l'exportation prises dans l'année,
- positions industrielles : États-Unis, Brésil, Espagne, Iran.

## 1975: Des résultats malgré la crise

1975 a été une mauvaise année pour l'industrie ; elle n'a pas été facile pour Creusot-Loire. Mais le chiffre d'affaires s'est accru, l'emploi a été développé, la rentabilité a été préservée.

De bonnes raisons à cela : la qualité des équipes, la force du réseau commercial.

## 1975: Des choix bien adaptés

Aujourd'hui, l'Europe industrielle a compris qu'il est plus avisé de créer des biens durables et plus profitable de valoriser son savoir-faire dans des produits de haute technicité.

Creusot-Loire a choisi dès l'origine les matériaux et les biens d'équipement indispensables à l'économie mondiale, ceux que peu d'entreprises dans le monde sont capables de produire. Creusot-Loire, c'est l'industrie de l'essentiel.



En 1976, Creusot-Loire va intensifier son action pour développer sa stratégie industrielle

banque jordaah conseil en placements et gestion de patrimoine Raymond Botchin tel 280 63 45 répondra à vos questions siège central paris 3/5 rue de la République 75001 Paris

صكزا من الامهل





**La grève du 9 mars devrait surtout toucher les services publics**  
*Perturbations certaines à la S.N.C.F.*

211